



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

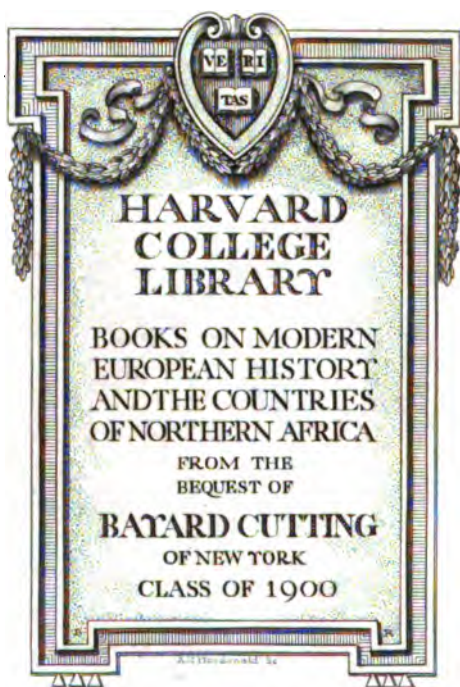
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Fr 28.7





BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES SCIENCES ET ARTS DE BAYONNE

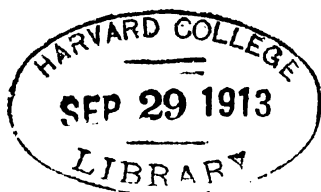


BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ DES SCIENCES ET ARTS
DE
BAYONNE
~~~~~  
**ANNÉE 1906**



**BAYONNE**  
IMPRIMERIE A. LAMAINÈRE, RUE JACQUES LAFFITTE, 9  
—  
1906

Fr 28.7



*Cutting fund*



# ÉTAT SOMMAIRE

## DES MANUSCRITS DE PASTORALES BASQUES

### CONSERVÉS DANS LES DÉPÔTS PUBLICS

---

Les pastorales (tragédies, comédies carnavalesques et farces charivariques) sont, avec les chants populaires, la partie la plus importante de la littérature basque. Mais, jusqu'à ce jour, il n'existe aucun catalogue qui permette aux basquistes d'apprendre où ils pourraient trouver les manuscrits de ce vaste répertoire dramatique, presque entièrement inédit (1). L'état qui suit comblera dans une certaine mesure cette lacune.

Il n'y a que quatre dépôts publics qui possèdent des manuscrits de pastorales basques (2), à savoir : la Bibliothèque nationale, 33 mss. ; la Bibliothèque de Bordeaux, 37 mss. ; la Bibliothèque de Bayonne, 13 mss. ; les archives municipales d'Ordiarp, 1 mss. (3).

Les manuscrits de Paris proviennent : 1, des papiers d'Abbadie ; 26, des dons faits par G. Hérelle ; 6, des achats exécutés aux frais de la Bibliothèque.

(1) Une seule de ces pièces a été imprimée, celle de *Saint Julien*, mais avec un tirage minime de cinquante exemplaires, de sorte qu'elle est presque aussi difficile à trouver que les manuscrits.

(2) Plusieurs de ces manuscrits contiennent deux pièces sous le même numéro ; par contre, il y a des numéros qui ne correspondent qu'à des fragments.

(3) Il n'est pas à notre connaissance qu'aucune bibliothèque étrangère possède des manuscrits des pastorales basques. M. le docteur Otto Stoll, professeur à l'Université de Zurich, en avait quatre ; il a eu la bonté de nous en donner trois, dont, à notre tour, nous avons offert deux à la Bibliothèque Nationale et un à la Bibliothèque de Bayonne.

Les manuscrits de Bordeaux proviennent du professeur Baudrimont, qui peut-être les tenait lui-même de Francisque Michel.

Les manuscrits de Bayonne proviennent : 6, d'un achat exécuté aux frais de la Bibliothèque sur les indications fournies par le Rév. W. Webster ; 7, des dons faits par G. Hérelle.

Le manuscrit d'Ordarp provient d'une origine inconnue.

### CATALOGUE

N. B. — A la Bibliothèque nationale, les pastorales basques sont confondues avec les manuscrits celtiques, dans une seule série à numérotage continu. — A la Bibliothèque de Bordeaux, les pastorales basques forment une série spéciale. — A la Bibliothèque de Bayonne, tous les manuscrits, quelle qu'en soit la nature, sont réunis dans une série unique.

**ABRAHAM, ou LE SACRIFICE D'ABRAHAM, tragédie.**

Paris, n° 140.

Bordeaux, n° 35.

**LE GRAND ALEXANDRE, tragédie.**

Paris, n°s 113 ; 179.

Bayonne, n° 46.

**SAINT ALEXIS, tragédie.**

Paris, n° 176.

**ARDEATINA ET LUDOVINA, farce charivarique.**

Paris, n°s 113 (mêlée au *Grand Alexandre*) ; 179 (mêlée au *Grand Alexandre*).

Bayonne, n° 14 (mêlée au *Grand Alexandre*).

**ASTYAGE, ROI DE PERSE, tragédie.**

Paris, n° 180.

Bordeaux, n°s 19 ; 25 (les « figures », sans texte).

Bayonne, n°s 15 ; 51 (seulement le prologue).

**LES QUATRE FILS AYMON, tragédie.**

Paris, n° 181.

Bordeaux, n°s 15 ; 34 (fragments de la satanerie).

BACCHUS, comédie carnavalesque.

Bordeaux, n° 22.

SAINT BLAISE, tragédie.

Paris, n° 175.

CANICO ET BELTCHITINE, farce charivarique.

Bordeaux, n° 21.

SAINTE CATHERINE, tragédie.

Paris, nos 139 ; 141.

LA PRINCESSE DE CAZMIRA, tragédie.

Bordeaux, n° 9.

CÉLESTINE DE SAVOIE, tragédie.

Bordeaux, n° 14.

CHARLEMAGNE *ou* LES DOUZE PAIRS, tragédie.

Paris, n° 142.

Bordeaux, n° 28 (les « figures », sans texte).

Bayonne, nos 47 ; 51 (fragment).

CHIVEROUA ET MARCELINE, farce charivarique.

Paris, n° 136.

CLOVIS, tragédie.

Paris, n° 133.

Bordeaux, n° 3.

Bayonne, n° 51 (la liste des rôles, sans texte).

DAVID, tragédie.

Bordeaux, n° 10.

DORIMÈNE ET LE PRINCE OSMAN, tragédie.

Paris, n° 180 (mêlée à *Astyage*).

Bordeaux, nos 19 (à la suite d'*Astyage*) ; 25 (les « figures »  
entremêlées de *Dorimène*, d'*Astyage* et de *Khouli-khan*,  
sans texte).

Bayonne, n° 15 (mêlée à *Astyage*).

L'ENFANT PRODIGE, tragédie.

Paris, n° 114.

Bordeaux, n° 16.

**SAINTE ENGRACE, tragédie.**

Paris, n° 143. — Autre manuscrit dans les Papiers d'Abbadie, carton 9.

**SAINT ETIENNE, tragédie.**

Bordeaux, n° 7.

**SAINT EUSTACHE ET SAINTE EUPHÉMIE, tragédie.**

Bordeaux, n° 8.

**GENEVÈVE DE BRABANT, tragédie.**

Paris, n° 144.

Bayonne, nos 11 ; 48 (fragment).

**GODEFROY DE BOUILLON, tragédie.**

Bordeaux, n° 4.

**HÉLÈNE DE CONSTANTINOPLE, tragédie.**

Paris, nos 106 (fragment) ; 132.

Bordeaux, n° 30 (fragment) ; 36 ; 37.

Bayonne, n° 13.

Ordarp, un manuscrit à la mairie.

**JACOB ou JOSEPH ET MADAME PUTIPHAR, tragédie**

Bordeaux, n° 12.

**SAINT JACQUES LE MAJEUR, tragédie.**

Bordeaux, n° 4.

Bayonne, nos 48 ; 51 (fragment).

**SAINT JEAN-BAPTISTE, tragédie.**

Bordeaux, n° 41.

Bayonne, n° 49.

**SAINT JEAN CAILLABIT, tragédie.**

Paris, n° 177.

Bordeaux, n° 2.

**JEAN DE CALAIS, tragédie.**

Paris, n° 145.

**JEAN DE PARIS, tragédie.**

Paris, n° 146.

**JEANNE D'ARC, tragédie.**

Paris, n° 174.

LA DESTRUCTION DE JÉRUSALEM, tragédie.

Bayonne, n° 11.

JOUANIC HOBE ET ARLAITA *ou* L'HOMME BATTU PAR SA FEMME,  
farce charivarique.

Bordeaux, n° 13.

JUDITH ET HOLOPHERNE, tragédie.

Bordeaux, n° 18.

SAINT JULIEN D'ANTIOCHE, tragédie.

Bordeaux, n° 3.

KOULI-KHAN, tragédie.

Paris, n° 180 (quelques scènes mêlées à *Astyage*).

Bordeaux, nos 49 (quelques scènes mêlées à *Astyage*) ; 23.

Bayonne, n° 15 (quelques scènes mêlées à *Astyage*).

SAINT LOUIS, tragédie.

Paris, n° 147.

Bayonne, n° 50.

MALKUS ET MALKULINA, farce charivarique.

Bordeaux, n° 21.

SAINT MARTIN, tragédie.

Bordeaux, n° 5.

LES TROIS MARTYRS, tragédie.

Paris, n° 148.

MÉHALÇU ET VÉNUS, farce charivarique.

Bordeaux, n° 18 (mêlée à *Saturne et Vénus*).

MUSTAPHA LE GRAND TURC *ou* SAINT CLAUDIEUS ET SAINTE  
MARSIMISSA, tragédie.

Paris, nos 137 ; 149 ; 179.

Bordeaux, nos 26 (fragment) ; 27 (les « figures », sans texte).

Bayonne, n° 53.

NABUCHODONOSOR, tragédie.

Bayonne, n° 51 (le prologue seul).

**NAPOLÉON, tragédie.**

Paris, n° 150.

Bordeaux, nos 18 (fragment de la satanterie) ; 20 ; 31 (fragment de la satanterie) ; 32 (fragment de la satanterie).

Bayonne, n° 51 (fragment).

**(ŒDIPE, tragédie.**

Paris, n° 178.

**PANÇART, comédie carnavalesque.**

Paris, n° 135.

Bordeaux, n° 23.

**PETITUN ET PETIK HUNI, farce charivarique.**

Bordeaux, n° 19 (le prologue seul).

**PIERROT ET CHARROT, farce charivarique.**

Bordeaux, n° 16 (fragments à la suite de l'*Enfant prodigue*) ;  
22 (mêlée à *Bacchus*).

**PLANTA ET ELÉONORE, farce charivarique.**

Paris, n° 135 (mêlée à *Pançart*),

Bordeaux, n° 23 (mêlée à *Pançart*).

**RECOQUILLARD ET ARIÉDER, farce charivarique.**

Paris, n° 138 (mêlée à *Roland*).

**RICHARD SANS PEUR, DUC DE NORMANDIE, tragédie.**

Bayonne, n° 16.

**ROBERT LE DIABLE, tragédie.**

Paris, n° 173.

Bordeaux, n° 29 (liste des rôles et « figures », sans texte).

**SAINT ROCH, tragédie.**

Paris, n° 134.

Bayonne, nos 12 ; 51 (fragments).

**ROLAND, tragédie.**

Paris, nos 115 ; 138 ; 182.

Bordeaux, n° 47.

**SATURNE ET VÉNUS, farce charivarique.**

Bordeaux, n° 18.

**LE COMTE DE WARWICH, tragédie.**

Bordeaux, n° 6.

En résumé, la littérature dramatique des Basques est représentée dans les dépôts publics par 112 articles qui se rapportent à 56 œuvres différentes ; et, sur ces 112 articles, il y en a une vingtaine qui ne sont que des fragments assez courts ou même des listes de rôles et des scénarios sans texte.

Sur les 56 œuvres, il y en a 19 qui ne se trouvent qu'à la Bibliothèque de Bordeaux, 11 qui ne se trouvent qu'à la Bibliothèque Nationale, 3 qui ne se trouvent qu'à la Bibliothèque de Bayonne.

Outre les manuscrits conservés dans les dépôts publics, on en connaît un certain nombre qui appartiennent, soit à des érudits basquais, soit à des Basques de la vallée de la Soule ; et ces collections particulières fournissent les textes de huit pièces qui ne figurent pas dans la liste ci-dessus, à savoir :

|                             |                           |
|-----------------------------|---------------------------|
| BELCADER, ROI D'AFRIQUE,    | LOUIS XI, tragédie.       |
| farce charivarique.         | STE MARGUERITE, tragédie. |
| FRANÇOIS I, tragédie.       | NABUCHODONOSOR, tragédie. |
| LA GUERRE BASQUE, tragédie. | TUDUK, EMPEREUR D'ANNAM,  |
| HENRI IV, tragédie.         | farce charivarique.       |

Ajoutons encore, pour rendre aussi complet que possible ce catalogue des pastorales basques, qu'il a existé beaucoup d'autres pièces dont nous ne connaissons plus aujourd'hui que les titres (1), à savoir :

|                 |                     |
|-----------------|---------------------|
| SAINTE AGNÈS.   | SAINT ANTOINE.      |
| SAINT ANASTASE. | BAJAZET.            |
| SAINT ANDRÉ.    | SAINT BÉTERAND (?). |

(1) Presque tous ces titres nous sont fournis par les listes, relativement anciennes, de J.-A.-C. Buchon, de J. Badé, du manuscrit 18 de Bordeaux, etc. Nous avons utilisé aussi la liste récente que nous a envoyée J. Héguiaphal.

|                                         |                                            |
|-----------------------------------------|--------------------------------------------|
| CARTOUCHE.                              | MARIE DE NAVARRE (2).                      |
| CHARLES-QUINT.                          | MOÏSE.                                     |
| CLOTAIRE III.                           | NÉRON.                                     |
| SAINT CYR ET SAINTE JULITE.             | SAINTE PHILIPPINE.                         |
| SAINTE ELISABETH DE PORTUGAL.           | POLICHINELLE, farce charivarique (?).      |
| LA PRINCESSE DE GAMATHIE.               | SAINT PIERRE.                              |
| LE ROI HENRI D'ANGLETERRE.              | PIERRE DE PROVENCE ET LA BELLE MAGUELONNE. |
| HÉRODE.                                 | LES TROIS ROIS.                            |
| SAINT HIPPOLYTE.                        | THERÈSE, farce charivarique (?).           |
| JEAN TRISTAN.                           | SAMSON (3).                                |
| LE PROPHÈTE JÉRÉMIE.                    | SAINT SÉBASTIEN.                           |
| SAINT JÉRÔME.                           | SEBERA (?).                                |
| SAINT JOB.                              | THIBAUT, COMTE DE CHAMPAGNE.               |
| JOSUÉ (1).                              | SAINT THOMAS.                              |
| LE JUIF ERRANT.                         | SAINTE VÉRONIQUE.                          |
| LE JUGEMENT DU COQ, farce charivarique. |                                            |
| SAINT-JUSTIN.                           |                                            |
| SAINTE-LUCIE.                           |                                            |

On n'oubliera pas d'ailleurs que les « instituteurs de pastorales », à qui nous devons de connaître les titres de la plupart de ces pièces perdues, sont des gens ignorants qui commettent les plus étranges erreurs, qui défigurent les noms, qui désignent par un même nom plusieurs

(1) Nous ne savons ce qu'est devenu le manuscrit d'après lequel le Rev. W. Webster a publié la liste des rôles de cette pièce, dans ses *Loisirs d'un étranger au Pays Basque*, p. 242.

(2) Nous ne savons ce qu'est devenu le manuscrit d'après lequel Duvoisin a analysé cette pièce dans l'*Album des Pyrénées*, n° de mars 1841.

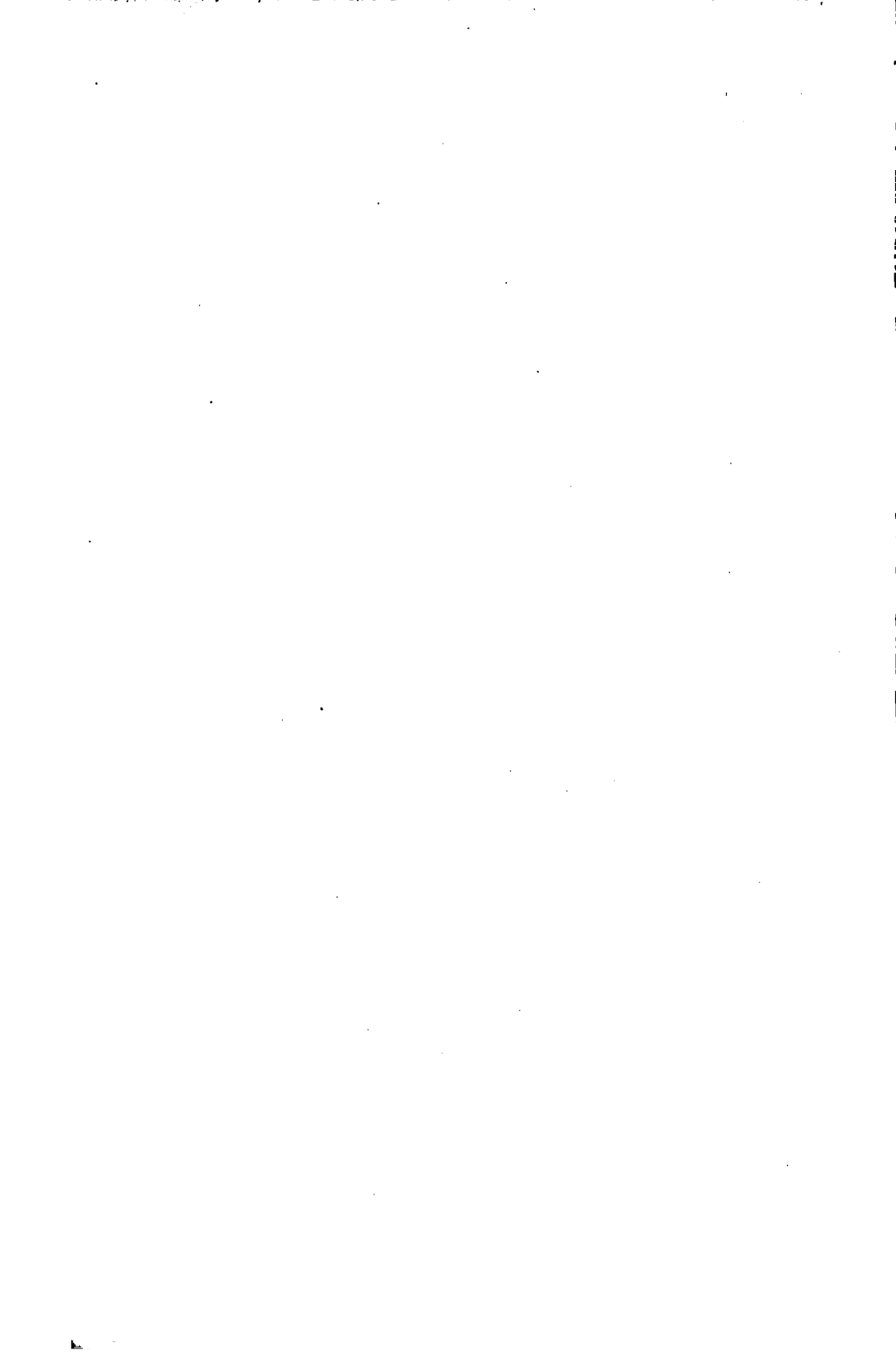
(3) M. Vinson (*Folk-lore*, p. 325), dit que cette pastorale a 19 rôles. Il en a donc vu un manuscrit.



œuvres différentes, qui donnent plusieurs noms différents à une même œuvre. Il est donc fort possible que, dans la dernière liste, il se trouve des titres faisant double emploi et peut-être aussi des titres ne correspondant à rien du tout.

G. HÉRELLE.

---



# LE PAYS DE LABOURD

AVANT 1789

---

DEUXIÈME PARTIE

## LES OFFICIERS DU BAILLIAGE

---

J'ai fait observer dès le commencement de cette étude que les baillis de Labourd, représentants directs de l'autorité royale, réunissaient dans leurs mains tous les pouvoirs et toutes les attributions. Affaires militaires et judiciaires, affaires administratives et financières, toutes entraient dans leur compétence. Ils étaient à la fois capitaines, magistrats, juges et receveurs d'impôts.

Ils paraissent avoir exercé longtemps par eux-mêmes ces charges multiples. Nous verrons ci-dessous dans un acte de 1310, Brasco de Tardez faisant une enquête sur les limites de la terre de Berriotz. Déjà nous avons vu, en 1430, Ogerot de Saint Pé armer les Labourdins et combattre à leur tête pour le roi d'Angleterre. Plus tard, en 1457, Auger de Lahet assistait aux assemblées convoquées à Dax pour des levées d'impôts. En 1514 Louis de Montréal prenait part à la rédaction de la Coutume de Labourd.

Mais dans la suite les fonctions se divisèrent. Peu à peu les baillis prirent l'habitude d'abandonner à un Lieutenant général l'expédition des procès et des affaires judiciaires. Après la création des procureurs du roi et des syndics généraux, ils se déchargèrent sur eux de la police,

des affaires administratives et des questions financières. Ils ne gardèrent pour eux que les fonctions militaires, et à partir de Salvat d'Urtubie ils s'intitulèrent *baillis d'épée* du pays de Labourd.

Cette tendance des baillis à restreindre leurs attributions personnelles fut d'ailleurs générale en France, et au XVII<sup>e</sup> siècle on distinguait partout les *baillis de robe*, qui s'étaient réservé l'administration de la justice et les *baillis d'épée*, qui s'en tenaient aux emplois militaires.

Les officiers royaux étaient donc assez nombreux en Labourd, et en tenant compte de la variété de leurs charges respectives, on pouvait les partager en trois catégories :

Les *officiers militaires*, qui commandaient la milice du Labourd sous l'autorité directe du bailli ;

Les *officiers de justice*, qui étaient le lieutenant général et le procureur du roi.

Les *officiers ministériels*, tels que notaires, huissiers, *mérins*, et greffiers du bailliage.

Je m'occuperai séparément de ces divers officiers.

### § 1<sup>er</sup>. — LES OFFICIERS DE LA MILICE

Au point de vue de ses attributions militaires, le Bailli de Labourd était le subordonné des gouverneurs qui commandaient à Bayonne et dont la juridiction s'étendait sur les pays de Marennes, Gosse, Seignanx et Labourd. Plus tard elle comprit encore la Basse-Navarre, la Soule et le Béarn (1).

Ces gouverneurs militaires avaient été créés en 1513, au moment où l'on craignait une descente des Anglais sur

(1) *Registres Français*, de Bayonne, t. 1, p. XLVI.

les côtes de Gascogne ; le premier titulaire fut M. de Fontaines. Après lui M. de Saint-Bonnet se distingua pendant le siège de 1523 et soutint vaillamment Lautrec contre l'assaut des Espagnols. Ce gouvernement fut ensuite exercé par le vicomte d'Orthe, qui le conserva trente-deux ans. Il eut pour successeur M. de la Hillière, et après celui-ci la charge devint héréditaire dans la famille de Gramont. En 1692 un emploi de lieutenant du roi à Bayonne fut créé en faveur de la famille de Caupenne d'Amou. Ce lieutenant était une sorte de sous-gouverneur spécialement chargé des pays de Labourd, de Soule et des Lannes.

Les relations du Bailli avec les gouverneurs de Bayonne paraissent avoir été toujours amicales et faciles. On en trouve un bien curieux témoignage dans une délibération du Corps de Ville datée du 7 octobre 1585 :

Ledict jour vint en Conseil messire Denys de la Hillière gouverneur (1) ; lequel remonstra que ung chacun sçavoit comme le sieur d'Amou, baillly de Labourt, estoit affectionné au service du roy, luy estant bon serviteur et fidèle sujet. Et ayant esgard que ledict sieur d'Amou s'emploiera au besoin à la garde tultion et deffance de la ville, en cas de nécessité, pria lesdicts sieurs qu'à sa contemplation leur plust permettre audict sieur d'Amou de passer quarante pippes de vin, seulement pour sa provision. Laquelle remonstrance ouïe, et ayant lesdicts sieurs sur icelle conclu, arrestèrent que, quand le sieur d'Amou présenteroit requeste à ces fins, à la contemplation exclusive dudict sieur gou-

(1) Messire Denys de la Hillière, gentilhomme ordinaire de la chambre du roy et chevalier de ses ordres, fut gouverneur de Bayonne de 1578 à 1595, aux gages de 2.400 livres par an. Il était marié à damoiselle Isabeau de Mirus et appartenait probablement à la famille Pollastron de la Hillière, originaire du Languedoc.

verneur, luy seroit baillée telle permission et congé de passer librement lesdictes quarante pippes de vin pour sa provision, de grace spéciale et sans tirer à conséquence, ni préjudicier aucunement aux estatuts et privilèges de ladicte ville (1).

De cette délibération il faut rapprocher la lettre suivante, écrite au roi par M. de la Hillière en faveur de M. d'Amou.

Sire : — Tout ainsy que le devoir que j'ay du service de V. M., est de tenir l'œil aux deportemens de ceulx qui n'ayment guère le succès de voz affaires, aussy est-il de mon devoir de vous rendre tesmoignage des actions de vos fideles subjectz en l'estendue de ma charge. Le sieur d'Amou, chevalier de vostre ordre et bailly du pays de Labourt, en a faict tant de démonstrations qu'il n'y a eu personne d'auctorité, puyz vingt cinq ans en ça, en Guienne, qui n'en ait eu cognoissance, et qui par expérience ou par réputation n'en puisse au vray certifier V. M. J'en ay beaucoup plus d'occasions que tout aultre, pour ne s'estre présenté, depuys que je suis en ceste charge, subject pour vostre dict service auquel il n'ayt offert librement sa personne et ses moyens ; qui ne sont pas de peu, ny lui sans beaucoup d'amis et de créans en ces quartiers ; notamment audict pays de Labourt, où en ung moment et soubz sa voix chacun se tient prest ; qui est à la vérité la plus grande espérance que j'ay d'estre assisté en un besoin pour la deffence de vostre ville. Duquel aussy je reçoys journellement plusieurs advis qui profitent beaucoup pour vostre service. Tous lesquels bons offices ne sont que les arres de ses prédécesseurs qui ne se sont jamais espargnez ny dévoyés de leur fidelité ; au contraire ont tousjours opposé leurs armes, leurs moyens et leurs amys pour résister à tous mauvois desseings et entreprinses.

(1) *Registres Français*, de Bayonne, II, p 285. — Les vins et cidres étrangers passant par Bayonne étaient frappés d'une taxe de 25 sous par tonneau.

Ledit sieur d'Amou a ung fils desja grand et qu'il achemine à la trace des siens, promettant de soy beaucoup de fruct. Il desireroit, soubz le bon plaisir de V. M., luy résigner l'estat de bailliy, pour fortifier de tant plus l'affection qu'il a à vostre service. Je penserois faire tort à ses mérites, si pour toutes ses considérations je n'accompagnois la très humble requeste qu'il vous faict, de ma plus humble supplication à ce qu'il vous plaise le luy permettre. Ayant resgard qu'en ce faisant V. M. obligera non seulement le père et le fils, mais en général tout le pays de Labourt.

Lequel n'ayant eu fort longtemps d'aullre chef que de ceste maison désirent de toute leur affection les y voir maintenus, comme je le doihs aussy souhaitter pour le bien et commodité d'iceluy vostre dict service. Et parce que V. M. jugera par tant de signalles offices ledit sieur d'Amou mériter plus grande récompance, et qu'elle luy fera paroistre en cest endroit combien ses services vous sont agréables, je ne la ferey plus longue, si ce n'est pour supplier Dieu, Sire, vous augmenter en toute prospérité et vous donner très bonne et longue vye.

A Bayonne, le x<sup>e</sup> juing 1585.

D. DE LA HILLIÈRE (1).

Cette lettre de recommandation fut écrite en faveur du bailli Charles de Caupenne, baron d'Amou. Nous avons déjà vu dans la première partie de cette étude qu'il eut en effet son fils pour successeur. Nous avons vu aussi, au moment de l'invasion de 1636, le bailli Jean de Caupenne correspondre activement avec Antoine de Gramont, gouverneur de Bayonne, et l'informer jour par jour de ce qui arrivait sur la frontière.

Cependant la même harmonie ne régnait pas toujours,

(1) Bibliothèque Nationale, mss. frs. 15,570 d'après les *Papiers Communay*, conservés à la bibliothèque de Bayonne.

quand les gouverneurs étaient remplacés par un de ces lieutenants temporaires qu'ils laissaient à Bayonne, quand ils partaient pour la cour ou pour quelque expédition. En 1669, un de ces lieutenants, Antoine Roger de la Salle, baron de Saint-Pé (1), se trouva en sérieux conflit avec Salvat d'Urtubie, bailli de cette époque. L'affaire fut portée jusque devant le Conseil du Roi, qui détermina les attributions et les prérogatives des deux fonctionnaires, et fixa par un règlement spécial ce que le lieutenant de Bayonne avait le droit de faire en Labourd (Planthion, *Inventaire*, p. 14).

Les fonctions militaires des baillis de Labourd consistaient uniquement à commander la milice du Pays. Cette force locale formait un régiment de mille hommes dont le bailli était de droit le chef. L'*Inventaire* de Planthion (2) nous fait savoir comment cette troupe était recrutée et organisée, comment étaient choisis les officiers qui la commandaient.

(1) Jean de Suhigaray, gentilhomme de la Chambre du roi, seigneur de la Salle (ou maison noble) de Bardos, devint, en 1618, acquéreur de la maison de Saint-Pé en Cize, située à St-Jean-le-Vieux, qui fut érigée pour lui en baronnie. Son fils Antoine Roger de la Salle de Bardos, baron de St-Pé en Cize, lieutenant général des Armées du roy, commanda par intérim à Bayonne de 1657 à 1659. Il eut pour fille et héritière Isabelle de la Salle de Bardos, baronne de St-Pé, qui épousa, en 1675, Antoine de Salha, seigneur de la maison de Salha, d'Aiciritz. Depuis ce mariage les deux maisons de St-Jean-le-Vieux et de Bardos ont porté le nom de Salha. La première appartient aujourd'hui à M. Louis Etcheverry, ancien député. L'autre devint la propriété de la famille de Lalande, de Bayonne, qui l'a cédée à la famille Ader. (*Note de M. de Jaurgain*).

(2) *Pag* 5 35 et 36. — Jean de Planthion, notaire royal à Biarritz et Arbonne, syndic général du pays de Labourd de 1708 à 1714, fit imprimer en 1713, un *Inventaire* officiel des *privileges, règlements, impositions, surcharges, titres et autres aventures* concernant le pays et conservés au siège du bailliage à Ustaritz. L'*Inventaire* de Planthion fut réimprimé en 1785, par les soins de Pierre Haramboure, notaire à Sare, et syndic général du Pays de 1781 à 1789.



Aucun document ne nous permet de connaître cette organisation avant l'avènement de Louis XIV. Mais dans le cours de ce règne la milice de Labourd fut réglementée avec le plus grand détail, sans doute parce que les troubles sérieux de 1656 et des années suivantes avaient mis dans ses rangs le désarroi le plus complet. En 1667, Salvat d'Urtubie, bailli en exercice, écrivait au marquis de Saint-Luc, gouverneur de Guyenne (1), et lui signalait cette situation défectueuse. Le gouverneur lui répondit qu'il y pourvoirait dans l'avenir, et qu'en attendant le bailli pouvait faire la revue de ses hommes, comme cela s'était déjà pratiqué. « Cette lettre, ajoutait-il, vous servira d'ordre, jusqu'à ma prochaine ordonnance ; il importe d'imiter les Espagnols et de tenir un état exact et véritable des hommes capables de porter les armes ».

L'ordonnance annoncée par le gouverneur de Guyenne ne fut rendue qu'en 1673, par le maréchal d'Albret, successeur de Saint-Luc (2). Elle portait : Que les milices du pays seraient rangées par compagnies de cent hommes chacune, commandées par un capitaine, un lieutenant, un enseigne et quatre sergents ; Que ces divers grades seraient conférés à la pluralité des voix dans le Bilcar d'Ustaritz, et qu'on désignerait trois sujets pour chaque emploi à pourvoir. Le gouverneur en prendrait un sur les trois proposés.

On trouva sans doute que les officiers prévus par cette ordonnance n'étaient pas en nombre suffisant, car le 13

(1) François d'Espinay, marquis de Saint-Luc, d'une vieille famille de Normandie, maréchal de camp et chevalier des ordres du roy, prit part à la guerre de trente ans et au siège de Bordeaux pendant la Fronde, fut gouverneur du Périgord, puis lieutenant général en Guyenne de 1650 à 1670.

(2) César Phébus d'Albret, comte de Miossens, servit sous Maurice d'Orange et devint maréchal de France en 1653. Il fut gouverneur de Guyenne de 1670 à 1678.

mai 1674, le maréchal d'Albret rendait une nouvelle ordonnance sur la représentation du syndic général. Elle disait : Que les mille hommes composant la milice seraient répartis en compagnies de cent hommes ; qu'il y aurait dans chaque compagnie un capitaine, deux lieutenants et deux enseignes pour les commander dans l'occasion et les conduire partout où besoin serait ; et qu'à cet effet lesdits officiers seraient élus et nommés *en la manière accoutumée*.

Cette ordonnance souleva un grave conflit qui se prolongea longtemps. Il y eut même des troubles et des violences dans les réunions du Bilçar ; et le 27 avril 1689 les habitants du Pays présentaient une requête au maréchal de Lorges, gouverneur de Guyenne (1), afin qu'il lui plût : « *nonobstant la prétention de M. le Bailli, maintenir les communautés dans le droit et usage qu'elles avaient autrefois, de choisir et nommer elles-mêmes les officiers qui devaient commander les compagnies particulières* ».

Le bailli qui avait ainsi la prétention de choisir lui-même tous les officiers et même les soldats de la milice, était André d'Urtubie, qui depuis quelques années, avait succédé à son père. Pour vaincre sa résistance le gouverneur de Guyenne lui écrivit au mois d'août 1691 : Que le duc de Gramont prendrait toutes les mesures nécessaires pour remédier au désordre de la milice ; que le bailli voulut bien laisser nommer les officiers du régiment, et on lui laisserait choisir les officiers de sa compagnie. On verrait ensuite s'il y avait quelque mauvais sujet qui méritât d'être réformé, et l'on ferait de même pour les soldats.

(1) Gui Aldonce de Durfort, duc de Lorges, capitaine des gardes du Corps, pair et maréchal de France, chevalier des ordres du roy, servit brillamment sous Turenne, se distingua aux sièges de Nimègue et de Maestrich et commanda en Guyenne de 1689 à 1702.

Le gouverneur écrivait en même temps au syndic général de lui envoyer les titres justifiant la prétention du Pays de Labourd à nommer les officiers, car il voulait vider ce différend. Il ajoutait qu'il avait renvoyé les contestations avec le bailli au jugement de M. de Gramont, lequel ne ferait rien qui ne fut dans l'ordre. « Et s'il y avait des séditieux, à *Urrugne ou ailleurs*, qui voulaient troubler le Bilçar, que le syndic s'en plaigne au duc de Gramont qui rendra prompte justice ».

Antoine Charles de Gramont, fils du maréchal, duc et pair de France, prince souverain de Bidache, lieutenant général de Navarre et Béarn, gouverneur particulier de la Ville et châteaux de Bayonne et des pays circonvoisins, trancha le débat en faveur des communautés.

Le 26 juillet 1691 il rendait une première ordonnance portant : « que le sieur de Molères, syndic du Pays, ferait procéder incessamment à la nomination des officiers de la milice *par les abbés, jurats et habitants des communautés*, sous l'autorité du gouverneur de Guyenne ; et que lesdites communautés choisiraient des personnages convenables et préféreraient ceux ayant servi dans les troupes du Roy ».

Des plaintes nouvelles suivirent cette ordonnance : le chiffre de cent hommes par compagnie était trop élevé ; ces hommes habitant des paroisses différentes étaient trop disséminés et difficiles à réunir. Pour parer à ces inconvénients de sa première ordonnance M. de Gramont en rendit une autre, le 14 juin 1692, réduisant toutes les compagnies *composant les mille hommes que le pays devait fournir*, au nombre de cinquante hommes chacune y compris les officiers. Comme cette ordonnance est restée en vigueur jusqu'en 1789, il est intéressant de relater ici le détail de ces dispositions.

## ORGANISATION ET RECRUTEMENT DE LA MILICE (1)

En vertu de l'Ordonnance de 1692 le régiment de Labourd comprenait vingt compagnies de cinquante hommes chacune. Ces hommes étaient désignés dans chaque paroisse par les assemblées capitulaires. Ils devaient être valides et choisis depuis 18 ans jusqu'à 40, parmi les habitants propriétaires ou héritiers présomptifs d'une maison. Les assemblées paroissiales avaient toute liberté pour faire ces désignations. Tantôt elles nommaient elles-mêmes les jeunes gens appelés à servir ; tantôt elles invitaient les officiers de la milice à venir choisir dans la paroisse les hommes convenables. Le plus souvent, quand les enrôlements volontaires étaient insuffisants, on avait recours au tirage au sort (2).

(1) Sources consultées : Archives des Basses-Pyrénées, *Registres du Bilgar* ; Planthion, *Inventaire* de 1713 ; Archives du Gers, *Série C* 1, *fo* 95 ; Papiers de la famille de Garro.

(2) Voici, à titre d'exemple, le procès-verbal d'un de ces tirages au sort : « Le huitième du mois de Juillet 1758, après midy, en la paroisse de St-Jean-le-Vieux (en Labourd), au devant la maison de Courroux, où la plus grande partie des habitants de ce lieu étaient capitulairement assemblés, pour délibérer sur leurs affaires communes, l'abbé, en conséquence d'une ordonnance de M. le marquis d'Amou, lieutenant de roy à Bayonne, du premier juillet présent mois, concernant les miliciens, a fait assembler la jeunesse de cette paroisse pour être tirés au sort. Et par icelluv sont tombés pour estre soldatz ceux qui s'ensuivent : le fils de Barbertéguy, l'héritier de Hautoréna, le fils d'Etchetto, l'héritier de Crutchette, l'héritier d'Ibarboure, l'héritier de Catchalin, l'héritier de Sélafet, le fils d'Indistéguy, le métayer d'Urcudoy, le valet de Pinaquy, l'héritier d'Aguerressar et le fils de Milhia. Les tous tombés au sort pour être soldatz miliciens et pour marcher au lieu qu'ils seront commandés par les supérieurs pour le service de Sa Majesté. Et ont signé ceux qui sçavent écrire ». (*Registres de Mouguerre*). — Suivant l'usage des Basques, les jeunes gens sont ici désignés par le nom de leurs maisons. C'est aussi par la voie du tirage au sort que l'on recrutait, dans les paroisses, les marins appelés au service de la flotte et les charpentiers nécessaires aux constructions navales.

Les hommes désignés par les Communautés pouvaient se faire remplacer moyennant une taxe en argent. L'extrait suivant d'une délibération locale nous montre comment se pratiquait ce remplacement :

L'abbé a fait faire lecture d'une Ordonnance de M. le marquis d'Amou, concernant les soldats de la milice et pour tirer au sort les soldatz que cette communauté doit fournir pour la milice du présent Pays Il est porté par ladite ordonnance que les miliciens seront pris parmi les sieurs des maisons qui n'ont point atteint l'âge de plus de quarante-un an, les héritiers des maisons qui ont dix-huit ans et les cadets des maisons du même âge. Mais lesdits sieurs des maisons et les jeunes hommes ont convenu que les sieurs des maisons, pour ne point être compris ni tirés au sort, ont promis d'unanime voix que les mariés donneront aux soldats, qui doivent marcher mardy prochain pour aller rester en garnison à Saint-Jean-de-Luz, chacun quarante sols. Par rapport à cette exemption, lesdits sieurs s'obligent de remettre chacun d'eux lesdits quarante sols entre les mains de l'abbé à la première sommation. Faute de quoy ledit sieur abbé se pourvoira contre les refusans devant qu'il apartiendra et par les voies qu'il avisera. (*Registres de Mouguerre*, année 1759).

Il y avait dans chaque compagnie 1 capitaine, 1 lieutenant, 2 sergents, 4 caporaux, 1 tambour et 1 tambourin. A la tête du régiment se trouvait un état-major ainsi composé : le bailli, *colonel* ; un lieutenant-colonel qui aidait le bailli et au besoin le remplaçait ; un capitaine *aide-major*, chargé de l'administration matérielle à peu près comme les majors actuels de nos régiments.

Le Pays devait fournir au vicomte d'Urtubie, bailli et colonel, cinquante-deux hommes désignés par les communautés les plus voisines de sa résidence, Urrugne, Ciboure et Ascain. C'était la *compagnie colonnelle* qui marchait la première et portait le drapeau du régiment. Le Pays donnait aussi au baron de Garro, lieutenant-colonel,

une compagnie de cinquante hommes tirés des communautés d'Hasparren et Briscous. Les autres compagnies étaient fournies, soit en 'entier par une grande paroisse, comme Saint-Jean-de-Luz, soit par plusieurs paroisses réunies. Ainsi Biarritz devait fournir vingt hommes, qui avec ceux d'Anglet et d'Arcangues formaient une compagnie complète.

Le Bailli nommait le lieutenant-colonel et les officiers de la compagnie colonelle. Les officiers des autres compagnies étaient nommés par les assemblées paroissiales et confirmés par le bailli. L'aide-major était nommé par le Bilçar d'Ustaritz. On choisissait autant que possible d'anciens officiers de l'armée régulière.

Lorsque plusieurs communautés devaient concourir pour la formation d'une même compagnie et qu'elles avaient à choisir les officiers de cette compagnie, elles n'arrivaient pas toujours à s'entendre pour faire ce choix. Le désaccord était alors tranché par le bailli ou par le gouverneur de Bayonne. En 1740 le capitaine Duhalde, qui commandait une compagnie composée des hommes de St-Pierre d'Yrube, Villefranque, Mouguerre et Urcuit, vint à décéder. Pour le remplacer, les communautés de St-Pierre d'Yrube, Villefranque et Mouguerre nommèrent son fils Pierre Duhalde, avocat. Urcuit de son côté nomma Laurens Délissalde, notaire et ancien syndic du Pays de Labourd. Celui-ci fut confirmé par le bailli, et une commission régulière lui fut expédiée par le duc de Gramont, gouverneur particulier de Bayonne et du pays adjacent.

Pierre Duhalde se pourvut devant le comte d'Eu (1),

(1) Louis Charles de Bourbon, comte d'Eu, était le 3<sup>e</sup> fils de Louis Auguste de Bourbon, duc de Maine, fils légitimé de Louis XIV. Il combattit en Flandre et sur le Rhin, devint grand maître de l'artillerie, et gouverna la Guyenne de 1712 à 1755.

gouverneur général de Guyenne ; mais le comte ne voulut point se mêler de cette affaire et renvoya le plaignant à M. de Breteuil, ministre de la guerre. Le ministre maintint la nomination de Délissalde. A la mort de ce dernier, en 1770, les quatre paroisses intéressées furent cette fois unanimes à choisir pour capitaine Bernard de Haïtce, propriétaire à Mouguerre, mais originaire d'Ustaritz. (*Archives du Gers*, C. 1, p. 95).

Outre le drapeau du régiment, la compagnie colonelle portait encore le drapeau du colonel, et la deuxième compagnie portait le drapeau du lieutenant-colonel. Suivant M. Goyetche, le drapeau de Labourd était *rouge et noir* (1). Ces deux couleurs étaient celles des chaperons que portaient les abbés et jurats de Sare, Biarritz, Hasparren et de plusieurs autres paroisses. Il est donc vraisemblable que c'étaient, en effet, les couleurs traditionnelles du pays.

L'Ordonnance du 14 juin 1692 enjoignait aux capitaines de faire faire, tous les dimanches, la revue de leurs compagnies et l'exercice aux soldats jusqu'à nouvel ordre. De temps en temps les miliciens effectuaient une promenade militaire qui s'appelait *la montre*.

Chaque communauté était tenue d'armer et d'équiper les soldats qu'elle avait à fournir. La milice étant une troupe de pied, son armement a toujours été celui de l'infanterie ; il a varié naturellement avec les époques. Au XVI<sup>e</sup> siècle le régiment de Labourd formait un corps d'*arquebusiers*. Au moment de l'invasion de 1636 il était composé de *mousquetaires*. Sous le règne de Louis XV les miliciens portaient des sabres et des fusils.

Ces armes restaient la propriété des communautés, et les

(1) Léonce Goyetche. *St-Jean-de-Luz historique et pittoresque* (Paris, 1883).

miliciens, quand ils cessaient leur service, les remettaient aux jurats de leurs paroisses. Dans une réunion de l'assemblée capitulaire de Mouguerre les habitants représentent :

Que les armes de la communauté, consistant en mousquets, bayonnettes, sabres, carlouches et baudriers sont dispersées et en danger de se perdre. Que certains soldats de la paroisse les ont retenues, lors de la dernière revue. Que d'autres les avaient remises au maire-abbé qui était alors en exercice, et qui a depuis cessé ses fonctions. Sur quoi il a été arrêté que le maire-abbé avec les jurats ses collègues, obligera tous les miliciens compris dans le rolle à les lui remettre sans délai, ou bien à indiquer chez qui il les a déposées. Qu'à cet effet il contraindra lesdits soldats miliciens par les voies qu'il avisera à les lui délivrer et remettre. Et qu'après avoir ramassé les dites armes et fourniments, il les enfermera dans un coffre, qui étoit cy-devant au second étage de l'église paroissiale, dont il conservera la clef et veillera au soin, entretien et réparation des dites armes pour s'en servir au besoin. (*Registres de Mouguerre*).

Lorsqu'ils étaient appelés à *marcher*, les hommes de la milice recevaient une solde, qui était payée par le Pays pendant les trois premiers jours et ensuite par le trésor royal. Mais il arrivait quelquefois que le trésor royal ne payait pas cette solde et qu'elle restait à la charge des habitants. Dans une requête qu'ils présentèrent au Conseil du roi après l'invasion de 1636, il est dit : Que depuis deux ans que les Espagnols sont entrés dans le Labourd, les habitants ont été contraints de faire de très grandes dépenses : Qu'ils ont dû entretenir les mille hommes du régiment du Pays, ce qui leur a coûté plus de cent mille francs ; Que pour cela il leur a fallu emprunter diverses sommes aux habitants de Bayonne et d'autres villes voisi-



nes, qui maintenant les poursuivent en paiement. (Planthion. *Inventaire*, p. 11).

Outre cette solde normale qui s'appelait *la paye du roy*, les miliciens en service recevaient encore de leurs communautés respectives une petite indemnité, de quatre ou cinq sous par jour, *pour leurs habits et souliers*. Ce détail nous fait voir que le régiment de Labourd n'avait pas d'uniforme et que chaque soldat portait ses vêtements ordinaires. Mais comme à cette époque les paysans basques avaient tous le même costume, l'aspect du régiment, quand il était réuni, ne devait présenter aucun disparate.

Cette indemnité d'habillement était payée au moyen d'une taxe locale, que les communautés imposaient aux jeunes gens qui n'étaient pas tombés au sort, ou qui s'étaient fait remplacer.

#### SERVICE ET FONCTIONS DE LA MILICE

Le service des miliciens était fort différent suivant qu'on était en temps de paix ou en temps de guerre.

En temps de paix, ils assuraient la police et aidaient les abbés et jurats à maintenir l'ordre dans leurs paroisses. Le 2 juin 1716 la communauté de Biarritz autorise le maire-abbé à prendre douze soldats de la milice, pour déloger les voleurs réfugiés dans les bois communaux. En 1773 le marquis d'Amou, lieutenant du roi à Bayonne, invite les communautés à faire la chasse aux bohémiens qui parcourent le pays. Aussitôt les habitants de Mouguerre décident que tous les jours l'un des jurats, accompagné de quatre hommes en armes, fera une ronde dans la paroisse. On trouve des faits analogues sur les Registres des autres communautés.

Les miliciens servaient aussi à rendre les honneurs militaires aux grands personnages qui traversaient notre pays. Quand, à l'occasion de son mariage, Louis XIV se rendit à St-Jean-de-Luz avec toute sa cour, les miliciens de cette ville se mirent sous les armes pour le recevoir. En 1722 une fille du Régent, Mlle de Montpensier, allait en Espagne épouser le prince des Asturies, tandis que l'infante Marie-Anne Victoire, fiancée à Louis XV, arrivait en France et traversait la frontière. Le Bilçar chargea le syndic général du Pays de rendre visite aux deux princesses, et de convoquer en leur honneur un nombre convenable *de danseurs et de miliciens* (1). De même à l'occasion du voyage de M. de Paulmy, ministre de la guerre, qui venait visiter Bayonne et St-Jean-Pied-de-Port, le syndic général fit réunir sur la place de St-Pierre d'Yrube les miliciens des paroisses avoisinantes. Enfin lorsqu'en 1782 le comte d'Artois, frère de Louis XVI, passa par Bayonne, et voulut aller voir l'embouchure de l'Adour, le syndic et le bailli de Labourd se rendirent au Boucau d'Anglet, et menèrent avec eux un détachement de la milice pour maintenir l'affluence des spectateurs.

En temps de guerre, les soldats de la milice formaient un corps de réserve chargé d'aider et de soutenir les troupes de l'armée active. A maintes reprises ils furent appelés à renforcer les garnisons de Bayonne, de Dax ou de Saint-Jean-Pied-de-Port. Le fait se produisit notamment en 1514, dans des circonstances qui méritent d'être rapportées.

(1) Les événements déjouèrent bientôt ces projets d'alliance et les deux princesses repassèrent la frontière en 1723.

Les *danseurs basques* figurent aussi dans la réception de Louis XIV à St-Jean-de-Luz. — Voyez E. Ducéré. *Mariage de Louis XIV, et Entrées solennelles*. (Bayonne 1905).

Louis XII était mort le 2 janvier et la trêve conclue avec l'Espagne au château d'Urtubie, en avril 1513, était sur le point d'expirer. Le premier soin de François I<sup>er</sup> fut d'assurer la garde de la frontière et des places fortes qui en étaient voisines. Dès le 3 janvier il écrivait au capitaine Pierre de Hirigoyen, et lui donnait commission de lever cinq cents hommes du pays de Labourd. Cette commission fut transmise au destinataire par Odet de Foix, vicomte de Lautrec et gouverneur de Guyenne, qui la confirma dans les termes suivants :

Cappitaine. — Je vous envoie une lectre que le roy vous a escript, ensemble la commission pour lever v. c. hommes de pied au pays de Labourt et iceux mectre dedans les villes de Bayonne et d'Ax ; c'est assavoir iij, c. l. dedans Bayonne et c. l. dedans Dacqs. Et ce pour la garde et seureté desdictes villes, oultre ceux qui y sont, comme le tout verrez par votre dicto comission. Je vous prie, Cappitaine, que vous choisissiez et eslisez de bons hommes pour bien servir.

Vous savez le trespas du roy (que Dieu absoille !) et aussy que la trêve ne dure plus guères ; qui est la cause pourquoy le roy vous faict bailler la charge desdicts v. c. hommes pour tenir en seureté lesdictes villes et les garder d'aucune surprise. Je vous prie d'y faire votre devoir.

Escript à Paris le iij<sup>e</sup> jour de janvier (1514). Ainsy signé : Le tout vostre, ODET DE FOIX. — Et au reply : Au cappitaine Hirigoyen (*Registres Gascons de Bayonne*, II, pp. 6 et 28).

Le capitaine Pierre de Hirigoyen était originaire d'Ustaritz et sortait de la maison noble de Hirigoyen, que j'ai eu occasion de signaler plusieurs fois dans le courant de cette étude. A l'exemple de Louis de Montréal d'Urtubie et de beaucoup d'autres gentilshommes du pays basque, il avait fait sous Louis XII les campagnes du Milanais. En 1512 il commandait le château de Brescia, lorsque les

habitants se soulevèrent contre la domination française et se donnèrent aux Vénitiens. La possession de cette place était d'une importance capitale. Gaston de Foix, duc de Nemours et vice-roi du Milanais, vint en faire le siège. Il fit sortir Hirigoyen de la citadelle avec une troupe choisie et l'envoya donner l'assaut sous la conduite de Bayard. La résistance fut énergique, Bayard reçut une grave blessure et on le crut mort. Nemours s'élance aussitôt à la tête des assaillants. Hirigoyen et sa troupe se serrent autour de lui. Ils renversent tout ce qui est devant eux et la ville, emportée de vive force, retombe au pouvoir des Français. Hirigoyen, en récompense de sa valeur, fut nommé capitaine de 500 hommes des troupes royales. En outre, à son retour en France, il obtint le privilège, sa vie durant, d'acheter dans tout le royaume 400 tonneaux de grains chaque année et de les faire porter et débiter « ès pays de Labourt, ouquel y a souventes fois grandes nécessitez de blez ; » le tout avec franchise entière et exemption de tous droits de tirage, péage et autres appartenant au roi (1).

Les événements rendirent inutile la levée de 500 hommes que François I<sup>er</sup> lui avait donné charge d'effectuer. A l'expiration de la trêve avec l'Espagne, c'est en Italie que les hostilités recommencèrent ; et notre frontière n'étant plus menacée, le capitaine Hirigoyen revint en Lombardie, où il prit part à la bataille de Marignan et, peu après, à la prise de Milan.

P. YTURBIDE.

(A continuer).

(1) *Registres Gascons de Bayonne*, II, p. 15. L'abbé Haristoy. *Recherches Historiques*, II, p. 477.

## BAYONNE SOUS L'EMPIRE

---

# ÉTUDES NAPOLEONIENNES

---

### LXVI

#### LE PALAIS DU GOUVERNEMENT

*(Suite)*

On nous permettra cependant de citer M. d'Artaignan, qui eut un de ses enfants tenu sur les fonts du baptême par la ville de Bayonne, aussi M. d'Adoncourt, et enfin le dernier qui fut le marquis d'Amou.

Déjà dans un curieux plan de Bayonne exécuté par Vauban pour les besoins de la nouvelle fortification on trouve les principaux bâtiments de l'hôtel déjà édifiés.

En 1749, l'hôtel était donc occupé par le lieutenant de roi marquis d'Amou, qui y vivait avec sa famille, un secrétaire, un maître d'hôtel, un valet de chambre, un cuisinier, deux femmes de chambre, deux laquais, un cocher, trois servantes et un portier.

Les marquis d'Amou ont été pendant la plus grande partie du XVIII<sup>e</sup> siècle lieutenants de roi de la ville de Bayonne. Tantôt en discussion avec le Corps de ville, ils étaient parfois en assez bonne intelligence pour que la ville consentit à servir de marraine à un de leurs enfants

et à lui donner un nom de Bayonne. Avec la fin de l'ancien régime l'hôtel des lieutenants de roi servit désormais de logement aux généraux commandant la place.

Le départ de Napoléon pour Bayonne laissant l'Impératrice à Bordeaux, indiquait, dit M. de Beausset, qu'il n'existait pas au palais de l'ancien gouvernement, de logement suffisant. On savait aussi que, depuis quelque temps, des ordres avaient été donnés pour y envoyer un ameublement plus élégant.

Tout était donc en mouvement pour la prochaine arrivée de Napoléon annoncée depuis si longtemps. Nous ne ferons point ici la description de tous les préparatifs qui furent faits, et nous nous en tiendrons seulement à quelques détails sur le choix de son logement.

Le maire de Bayonne, après avoir tout d'abord songé à la maison Dubrocq, ancien hôtel de l'Intendance, situé sur la place d'Armes, abandonna bientôt cet édifice pour l'hôtel du Gouvernement, aujourd'hui division militaire. Il fut aussitôt évacué par le général de brigade Sol-Beauclair, qui y résidait et qui se transporta au Château-Vieux. Puis, comme on était en droit de supposer que beaucoup de choses viendraient à manquer dans les maisons de la ville où devaient loger les principales personnes formant la suite de l'empereur, la municipalité s'empressa d'emprunter aux habitants riches de la ville, du linge de table, « des draps de nuit », même de l'argenterie et des flambeaux. Tous ces prêts furent reçus à l'hôtel de ville, et inscrits sur un carnet spécial, avec obligation de les restituer ou d'en payer la valeur. En même temps, le maire faisait acheter des services de linge de table et de la toile pour le gros linge de la cuisine. Pour obtenir la meilleure conservation de ce linge, on devait demander à

l'officier chargé du service intérieur de la maison de l'empereur, de permettre qu'une lingère de la ville fut attachée à ce genre de service.

Le 16 mars on était en plein travail, et on s'occupait surtout, avec une activité fiévreuse, de l'ameublement du Palais du Gouvernement dans lequel devait loger l'empereur. L'embellissement et la décoration des divers appartements avait été confiée à M. Robin neveu, tapissier, « dont le goût est connu dans le haut genre. »

On s'occupa de la confection du lit de Sa Majesté, des tapisseries, draperies et accessoires pour l'appartement de l'empereur. On plaça des ornements dans la grande salle, des tapis de pied, des glaces, et tout ce que la ville put fournir de beau pour une pareille circonstance.

« On meubla la salle pour le prince major général qui est auprès de Sa Majesté, pour le grand maréchal du Palais, pour le secrétaire particulier. On établit une cuisine avec tous les ustensiles nécessaires. Enfin, on fit le possible pour qu'il n'y eut rien à désirer. De plus, afin de pouvoir loger la suite nombreuse de Sa Majesté, le maire fit encore prier les personnes notables de Bayonne de vouloir bien prêter des lits, des meubles et tous autres objets qui pourraient être nécessaires. On construisit même des fours et on garnit le bûcher. »

Le lendemain de son arrivée, c'est-à-dire le 13 avril au matin, l'empereur parcourut ses appartements et manifesta son mécontentement d'être si mal logé. Le 17 avril, il écrivait à Joséphine qui était restée à Bordeaux : « Je suis horriblement logé. Je vais dans une heure changer et me mettre à une demi-lieue dans une bastide. L'infant Don Carlos et cinq ou six grands d'Espagne sont ici ; le prince des Asturies est à vingt lieues ; le roi Charles et

la reine arrivent. Je ne sais où je logerai tout ce monde-là. Tout est encore à l'auberge. »

La bastide dont parlait Napoléon était le château de Marrac. Il évacua le Palais de la division, qui resta complètement meublé, car il était destiné à recevoir le roi Charles IV et la reine Marie-Louise. Ceux-ci habitèrent cet édifice pendant leur court séjour à Bayonne, et y furent rejoints par leur inséparable ami Manuel Godoï, prince de la Paix.

Après le départ des vieux souverains pour Fontainebleau, le palais de la division reçut le nouveau roi d'Espagne. Joseph Bonaparte, qui arrivait de Naples avec une suite nombreuse, y élut domicile; une partie de sa maison, qui ne put y loger à cause de l'exiguité du palais, fut placée dans les demeures environnantes.

Lorsque Joseph quitta Bayonne pour se rendre à Madrid, prendre possession de cette chimérique couronne d'Espagne, l'hôtel fut définitivement occupé par les généraux de division qui se succédèrent dans notre ville pendant la période impériale. Et l'on trouve successivement le général Drouet qui devait devenir célèbre sous le nom de comte d'Eslon. Le général Hédouville, le général Lhuillier, le général Quesnel et enfin le général baron Thouvenot, qui défendit Bayonne pendant le blocus de 1814.

Depuis cette époque cet hôtel, dont nous avons essayé de retracer brièvement l'histoire, a été constamment occupé par les généraux commandant la 11<sup>e</sup>, puis la 13<sup>e</sup> et enfin la 36<sup>e</sup> division militaire.

---



## UN AIDE DE CAMP DU MARÉCHAL NEY

Les mémoires des aides de camp. — M. de Fézensac. — L'état-major du maréchal Ney. — Les relations avec le maréchal. — Le salon de service. — Patience du Maréchal. — Passage en Espagne. — Contre les Anglais. — Retour en France.

Si le métier d'aide de camp d'un maréchal était dur, pénible et dangereux, il n'en est pas moins vrai que l'avancement était rapide, et les récompenses nombreuses quoique méritées. Nous nous contenterons de citer ici rapidement, exception faite du nombreux état-major du prince Berthier, le général de Sainte-Croix, aide de camp de Masséna, le comte de Saint-Chamans, aide de camp de Soult, M. de Castellane, aide de camp du comte de Lobau et M. de Narbonne, M. de Marbot, aide de camp de Masséna, et enfin le duc de Fézensac, aide de camp du maréchal Ney. C'est de ce dernier que nous allons nous occuper ici.

M. de Fézensac, entré au service en 1804, était déjà général de brigade en 1813, il avait à peine trente ans. Il est vrai qu'après avoir été longtemps aide de camp du duc d'Elchingin il était devenu gendre du ministre de la guerre, le duc de Feltre. Il a écrit des mémoires qui, quoique peu étendus, sont du plus grand intérêt, car il a fait presque toutes les campagnes de l'Empire et surtout cette funeste retraite de Russie, sur laquelle il a laissé des impressions saisissantes.

Quoiqu'il ait fort bien décrit les actions de guerre auxquelles il a assisté, ce ne sont pas celles-ci qui nous occuperont ici. Nous nous contenterons de dire quelques

mots sur les aides de camp du maréchal Ney et sur le service d'état-major auprès de cet illustre soldat.

Au moment de la campagne de Prusse de 1806, Fezensac cite principalement parmi les officiers dont il allait devenir le collègue : Lebrunc, chef d'escadron, amusant, spirituel, fait d'un caractère agréable. Le duc de Saint-Simon, lieutenant, que sa fortune mettait au-dessus des autres et qui contribua par son exemple à donner à cet état-major une tenue et des manières plus distinguées. D'Albignac, faisant le service d'aide de camp, quoiqu'il ne fut encore qu'adjudant, comptait dans un régiment de dragons. Son écorce un peu rude cachait un excellent cœur et des qualités distinguées ; Cassin, secrétaire intime du maréchal, et, depuis, intendant militaire, homme rempli d'esprit et de cœur, et dont les sages conseils furent souvent très utiles. Il devint secrétaire général du ministre de la guerre sous le maréchal Saint-Cyr, en 1817.

Il n'est pas sans intérêt de connaître quel était le genre de vie du maréchal Ney avec ses aides de camp. Il avait l'habitude de les tenir à une grande distance de lui. Dans les marches, il était seul en avant, et ne leur adressait jamais la parole sans nécessité. L'aide de camp de jour n'entrait jamais dans sa chambre que pour affaire de service, ou bien quand il était appelé, et c'était une chose très rare que de voir le maréchal causer avec quelqu'un d'entr'eux. Il mangeait seul, sans jamais inviter aucun de ses aides de camp. « Cette fierté, dit M. de Fezensac tenait à sa nouvelle situation, au désir de garder son rang. Les premiers maréchaux, nommés en 1804, étaient des généraux de la République. La transition était brusque. En 1796, à l'époque du 18 fructidor, le général Augereau reprochait aux officiers de s'appeler *Monsieur*. Et quelques

années plus tard, les généraux républicains devenaient eux-mêmes maréchaux, ducs et princes. Ce changement embarrassa quelquefois le nouveau maréchal, qui, d'ailleurs, croyait avec raison que son élévation excitait l'envie. Il crut ne pouvoir se faire respecter qu'à force de hauteur, et il alla quelquefois trop loin à cet égard. Toutefois la familiarité aurait eu de plus graves inconvénients, et, à défaut de la juste mesure, toujours difficile à observer, peut-être a-t-il pris le meilleur parti. Les aides de camp ne s'en plaignaient pas ; ils se trouvaient plus à leur aise en vivant ensemble, et se livraient sans contrainte à la gaieté qui caractérise la jeunesse, la jeunesse française, la jeunesse militaire. Nous faisions très bonne chère, car suivant les circonstances on ne manquait ni de force pour s'emparer des vivres, ni d'argent pour les payer. J'ai souvent admiré comment, en arrivant le soir dans une misérable cabane, le cuisinier trouvait moyen, au bout de deux heures, de nous servir un excellent dîner de Paris. Mais cette manière de vivre avait de grands inconvénients pour notre service. Devenu étranger à tout ce qui se passait, n'ayant communication d'aucun ordre, nous ne pouvions ni nous instruire à notre métier ni bien remplir la mission dont nous étions chargés.

On peut penser en campagne, et avec toute cette brillante jeunesse, ce que pouvait être le salon de service du maréchal. Il arrivait souvent, lorsque le logement était exigü, que la place ne devenait plus tenable. Pendant la campagne de Pologne, relégués dans une maison fort étroite, dans laquelle le maréchal n'occupait qu'une petite chambre et un cabinet, les aides de camp s'étaient emparés d'un grand salon, et leur illustre patron ne parut pas un instant fatigué du bruit assourdissant qu'ils firent

toute la journée. A part des chansons et des facéties, les jeux de hasard faisaient leur principale occupation : souvent, et heureusement à tour de rôle, l'un d'eux se couchait, n'ayant plus un sou. La joie des vainqueurs, aussi bruyante que celle des vaincus, s'augmentait encore du son d'une trompette que l'un d'entr'eux s'était procurée. Pour le coup le maréchal demanda grâce, et la trompette disparut. « J'admirai tant de patience, dit le duc de Fezensac : mais le jour du départ fut le jour des représailles. En montant à cheval, il ne trouva pas un guide : mais entendit faire quelques plaisanteries assez innocentes ; alors il nous dit que nous ne pensions qu'à des balivernes, que nous n'apprendrions rien, serions bons à rien. Il mit son premier aide de camp aux arrêts : enfin, il se vengea en un quart d'heure de la contrainte qu'il éprouvait depuis quinze jours. Le maréchal ne savait pas faire une réprimande de sang froid. Il se taisait ou il s'emportait au delà de toutes les bornes. Malgré cette violence de caractère, son cœur était bon, son esprit parfaitement juste, son jugement sain : qualités bien précieuses dans un militaire ».

Le maréchal Ney, désigné par Napoléon pour faire la campagne d'Espagne, devança la marche du 6<sup>e</sup> corps qui allait passer tout entier dans la Péninsule, et arriva rapidement à Bayonne, précédant ses troupes, sa maison militaire et son état-major. Il quittait notre ville le 1<sup>er</sup> septembre 1808, car les événements pressaient, et l'armée française avait le plus grand besoin d'un chef énergique et vigoureux.

M. de Fezensac, qui devait faire avec lui la campagne d'Espagne, quittait Bayonne le 10 novembre, voyageant avec ses chevaux, passait la frontière, et, le 19, il atteignit

Aranda, sur la route de Madrid, et rejoignit le maréchal le 22 du même mois à Soria, ville dans laquelle se trouvait son quartier général. Il reçut diverses missions des plus dangereuses à cause de l'état d'insurrection des pays qu'il traversait, et la dernière, la plus périlleuse de toutes, le conduisit le soir du 3 décembre, au château de Chamartin, devant Madrid, où se trouvait l'empereur.

Il fit la campagne du 6<sup>e</sup> corps contre les Anglais, et au moment où il allait suivre le maréchal à la Corogne, celui-ci l'engagea à revenir à Paris, pour faire la campagne de 1809, qui se préparait contre l'Autriche. Il partit aussitôt accompagné par le duc de Saint-Simon, aide de camp du maréchal qui retournait en France et qui a aussi laissé des souvenirs militaires dans lesquels il parle davantage de notre ville que son collègue et ami. Nous aurons à y revenir. Quoi qu'il en soit, M. de Fezensac fut heureux de trouver un tel compagnon de voyage pour une route pénible, longue et dangereuse. Le voyage eut lieu plus tranquillement qu'on n'eut osé l'espérer. Ils trouvèrent partout des postes de correspondance dont les commandants leur fournissaient des chevaux. Ils arrivèrent le 1<sup>er</sup> février Valladolid, et bientôt après à Bayonne. Mais si M. de Fezensac ne dit rien de notre ville, son compagnon de voyage en parle dans ses Mémoires, et c'est ce que nous aurons à examiner bientôt.

---

LXVIII

**LES MARÉCHAUX DE NAPOLEON**

Les maréchaux d'Empire. — Leur passage à Bayonne. — Augereau. Moncey. — Murat, grand duc de Berg. — Le maréchal Berthier. — Lefebvre. — Le duc de Dalmatie. — Bessière. — Mortier. — Kellermann. — Suchet, duc d'Albuféra. — Jourdan. — Le prince d'Essling. — Le roi Marmont. — Les guides des maréchaux.

Les maréchaux de Napoléon ont été l'objet de nombreux écrits. Les auteurs en ont parlé tantôt dans leur ensemble tantôt en donnant des monographies séparées, qui forment quelquefois de gros volumes. Les écrivains qui se sont occupés des hauts faits de leurs héros ont parfaitement retracé leur vie militaire, les actions de guerre auxquelles ils se sont trouvés, et chacun d'eux réclama pour ainsi dire le premier rang avec Napoléon. Mais ce que la plupart d'entr'eux paraissait avoir oublié, ce qui n'existe du moins dans aucun ouvrage d'ensemble, c'est l'étude approfondie du caractère de ces lieutenants de l'empereur, leur culture intellectuelle, les petits côtés de leur esprit, leur manière de vivre et leurs relations. Sans doute bien de ces oublis se trouvent espacés en partie par les nombreux mémoires militaires parus depuis un petit nombre d'années, mais il faut aller chercher quelques lignes au milieu de pages innombrables et qui souvent se contredisent entr'elles. C'est là une œuvre à tenter, et l'étude de ces fiers soldats et de leurs brillants état-majors ne serait pas moins suggestive et arrivera sans doute un jour un érudit bien documenté sur les faits de l'époque impériale.

Ce n'est pas dans une courte étude comme celle-ci que

nous croyons pouvoir donner une peinture bien détaillée de chacun des maréchaux de Napoléon. Nous aurons d'ailleurs à revenir plus tard sur quelques-uns d'entr'eux, et nous nous contenterons de quelques traits sur ceux de ces illustres soldats qui sont passés par notre ville pour faire la campagne d'Espagne. Nous ferons notre possible pour désigner les dates de leur arrivée et de leur départ, et nous remplirons ces légers croquis par quelques observations sur leurs prouesses et leur caractère, tel qu'il nous a été donné de les recueillir dans les souvenirs de leurs contemporains.

La plupart des maréchaux d'empire sont allés en Espagne, et presque tous y perdirent et la confiance de l'empereur et une partie de leur réputation militaire. Ainsi nous signalerons successivement Augereau, duc de Castiglione, Murat, grand duc de Berg, Moncey, duc de Conégliono, Bessière, duc d'Istrie, Berthier, prince de Neufchâtel, Lannes, duc de Montebello, Mortier, duc de Trévise, Victor, duc de Bellune, Soult, duc de Dalmatie, Lefebvre, duc de Danzig, Kellermann, duc de Valmy, qui lui s'arrêta à Bayonne, Suchet, duc d'Albuféra, et Jourdan, l'homme lige du roi Joseph, qui ne put arriver à être duc de Fleurus. Le tableau doit être complété par Masséna, duc de Rivoli et prince d'Essling, et enfin par Marmont, duc de Raguse. Quelques lignes sur chacun de ces hommes de guerre permettront de les étudier plus facilement.

Le premier en date est Augereau, sur lequel nous avons déjà publié une précédente étude. Lorsqu'il vint à Bayonne, c'était sous le Consulat, et il n'était pas encore maréchal. Les mémoires du temps le représentent assez souvent coiffé, sous son chapeau, d'un mouchoir serre-tête à la manière des Espagnols. C'est lui qui, sur les champs

de bataille de l'Adige « était bien brave », qui restait trou-pier dans l'âme et qui, remarié à une demoiselle de Charanges, en l'appelant auprès de lui l'engageait à graisser « ses culottes de peau ».

Le maréchal Moncey, duc de Corrégliauo, était une vieille connaissance pour les Bayonnais, car il avait commandé en chef l'armée des Pyrénées Occidentales en 1794 et 1795. Il était dans notre ville au commencement de l'année 1808, et partit pour l'Espagne avec son corps d'armée le 10 janvier. Ces quelques lignes le peignent au vif « d'un caractère honorable, mais d'une capacité peu étendue, encore refroidis par l'âge. »

Il fut suivi dans notre ville par Murat, grand duc de Berg, maréchal d'Empire, et lieutenant de l'empereur en Espagne, Murat, le *magister equitum* de Napoléon, l'homme aux éclatants costumes, Murat enfin, « d'une figure so-disant belle », dont le manque d'expression, l'accent gascon et les crudités soldatesques « dominant par trop le prince » et qui, sur les champs de bataille ou en campagne, est un cavalier extravagant, un entraîneur d'hommes sans pareil et un comédien sans mesure.

En même temps que l'empereur et le suivant comme son ombre, arrive à Bayonne le maréchal Berthier, prince de Neuchâtel. Celui-ci, pour ressembler plus complètement à son maître, ne porte pas le grand chapeau brodé d'or et garni de plumes blanches des maréchaux, mais « un petit chapeau sans cordon ni agrafes, avec, par devant, une simple cocarde tricolore. Il est vrai que son travail de bureau, continu, prodigieux, ne lui laisse guère le loisir de vaquer à sa toilette. Comme général, d'après les mémoires du temps, l'empereur le tenait en assez petite estime. Berthier, dit M. J. Morvan dans le *Soldat Impérial*, « ombre et



reflet du maître, scribe infatigable et appliqué, qui, loin de l'Empereur, ne peut rien et qui montre à nu sa nullité stratégique en avril 1809. » Le jugement est plutôt dur et ce merveilleux chef d'état-major général se relèvera certainement dans l'opinion publique lorsque son histoire sera mieux connue. Le prince Berthier quitta Bayonne au mois de juillet 1808 avec l'empereur qu'il accompagna pendant son voyage en France. Il revenait dans notre ville avec Napoléon lorsque celui-ci allait se mettre en octobre de la même année à la tête de ses armées d'Espagne, et repassa encore par Bayonne peu de jours après le retour de Napoléon se rendant à Paris pour préparer la campagne d'Autriche de 1809.

Lorsque la grande armée se disposa à entrer en Espagne, plusieurs maréchaux d'Empire furent envoyés pour commander les différents corps qui allaient la composer. Le premier en date, c'est ce maréchal Lefebvre, duc de Dantzig, « vieillot et mal tenu. » Lefebvre, rude et courageux, paysan d'Alsace dans les salons de Paris, héros depuis les campagnes de Sambre-et-Meuse jusqu'à Monttereau, mais qui est tellement nul en science militaire, que dans une de ses lettres à Joseph, l'empereur dit : « Ce maréchal n'a fait que des bêtises ; il ne sait pas lire ses instructions. Il est impossible de lui laisser le commandement d'un corps. C'est dommage, parce que c'est un fort brave homme un jour d'affaire. » C'est encore Lefebvre qui, comme remède à l'insurrection d'Espagne, proposait très sérieusement de remplacer chaque reverbère de Madrid par un grand, pendu haut et court.

Puis c'est le maréchal Soult, le meilleur tacticien de l'armée française après Napoléon, bon administrateur, et, dira l'empereur, « bon à être l'intendant d'une armée »,

celui-ci, comme Davout et Murat l'ont fait en Pologne, cherchera un royaume en Portugal, même au prix de démarches louches; il reviendra d'Andalousie immensément riche, ayant, dit-on, 25 millions à la banque d'Angleterre, et qui pourtant proclama, en 1815, qu'il changerait volontiers « son titre de maréchal contre celui des chouans. » Lors de l'évacuation de Séville, les fourgons de Soult contenaient les Murillo qui décoraient l'Alcazar et la cathédrale. On a déjà vu que l'un des plus précieux ne lui coûta que deux cordeliers, auxquels il avait accordé leur grâce contre un tableau offert par leur communauté. A la sortie de la capitale de l'Andalousie, une somptueuse calèche contenait les *maréchaux*, deux sœurs qui furent les maîtresses de Soult et de Victor. On voit que, quoique « mené par sa femme, » Soult savait se distraire lorsqu'il était loin d'elle.

Avant même l'arrivée de Murat dans notre ville, elle vit passer le maréchal Bessière. Celui que l'on pouvait appeler le maréchal poudré, car il porta toujours la queue et la coiffure de l'ancien régime était « froid, sec, poli », et chose rare, « d'une bonne réputation ». Le maréchal Lannes, dont nous avons déjà parlé, au langage grossier, « emporté dans leur expression au delà du possible », si colère dans la vie ordinaire qu'il « est presque impossible de lui parler, » mais calme et froid au milieu du feu, et tel que, passant en revue les vainqueurs de Saragosse, il ne leur dira, en place de félicitations, que de « corriger l'alignement » et cela avec le plus redoutable accent gascon.

Ensuite viennent les maréchaux qui arrivent de la grande armée. Mortier, duc de Trévise « brave homme que mène sa femme », soldat ardent qui fut tour à tour le subor-

donné de ses camarades ou le jouet de son état-major. Victor, duc de Bellune, que ses soldats n'appelaient jamais autrement que « Beau Soleil », et dans lequel « les gens comme il faut ne verront jamais que le trompette du 8<sup>e</sup> d'artillerie chamarré d'un habit de maréchal de France, mais troupier audacieux dans la mêlée, chef hésitant lorsqu'il est seul et d'une médiocre intelligence. »

Le maréchal Ney, qui « n'a pas d'esprit et de courage moral » peina Napoléon en 1818 « tout juste bon pour enlever les troupes sur un champ de bataille » qui « hors du théâtre de la guerre est faible, indécis, se laisse mener par ses conseillers », hussard d'une « éclatante bravoure » qui tournera aux Bourbons après avoir razzié 40,000 fr. à l'empereur dans Fontainebleau, et qui, en Galice, fait marcher au milieu des troupes de son corps d'armée un convoi d'argenterie de l'église de Léon qu'il expédie en France avec « des soldats porteurs de lettres de recommandations. » Mais Joseph, en quête de bonnes aubaines, les fait arrêter à Vittoria.

Le maréchal Kellermann, que Napoléon envoie à Bayonne après son entrée en Espagne, pour y surveiller ce dépôt général. Kellermann, « dont le langage peu choisi n'est pas fait pour marquer l'aspect commun, car il a gardé un accent alsacien des plus prononcés qui prête à rire » et qui, à chaque occasion, se montre « d'une parcimonie extraordinaire ». Celui-ci n'entra pas en Espagne, et après un mois de séjour à Bayonne, se dirigea sur Pau, Tarbes et Toulouse.

Du maréchal Suchet, duc d'Albuféra, qui n'était que général de division lorsqu'il se trouvait à Bayonne, nous avons peu de choses à dire, car le sujet est trop connu. Sa figure belle et froide, sa politesse, ses talents d'administrateur et de soldat sont parvenus jusqu'à nous.

Jourdan, l'homme lige de Joseph, « homme très fin sous l'enveloppe de ce qu'on appelle un brave homme » et sur qui le nouveau roi d'Espagne avait mis toute sa confiance, mais qui n'avait pas celle de l'empereur, enfin pour clore cette galerie de militaires illustres, il nous reste quelques mots à dire sur deux des principaux d'entr'eux qui vinrent émousser en Espagne leur réputation de tacticien.

Le premier, duquel nous avons déjà parlé dans une précédente étude, était le maréchal Masséna, duc de Rivoli, prince d'Essling. Masséna, l'incurable pillard, général au courage éclatant, au coup d'œil sûr, que l'empereur a éborgné en chassant dans son parc de Rueil. Masséna, qui, lorsqu'il va, en 1810, commander l'armée de Portugal, possède 16 aides de camp et 65 officiers d'état-major.

Il fut remplacé par Marmont, le roi Marmont, ainsi qu'il était appelé dans l'armée française. Marmont « hautain et fier », qui passe pour raisonner la guerre admirablement, mais dont « le malheur est proverbial », ainsi que cela devait être démontré aux Arapiles, où il perdit la bataille, lorsqu'il devait la gagner. Marmont arriva à Bayonne avec une douzaine de cuisiniers, une nuée de serviteurs, suivi de fourgons qui contenaient, dit-on, 150 paires de pantalons, 300 paires de bottes, des habits brodés par douzaine, des services de table en argent, des meubles très riches.

Voilà quels étaient les hommes auxquels Napoléon avait confié le commandement de ses armées. Eu outre de leur état-major, dont nous parlerons plus tard, la presque totalité d'entr'eux avaient une garde qui, sous le nom de guides, escortaient le maréchal et gardaient son quartier général.

On ne sait encore que peu de choses sur ces espèces de janissaires, formé en imitation des fameux guides que Bonaparte avait levé en Italie, et qui formèrent le noyau des chasseurs à cheval de la garde impériale. Selon le le caprice du patron, ces guides étaient habillés à sa fantaisie et portaient des uniformes différents. Aucune étude d'ensemble n'a été faite sur eux, et cependant nous avons déjà décrit les costumes des chasseurs basques que Murat leva en passant par Bayonne, des guides du prince Berthier qui accompagnaient et escortaient partout le grand quartier général. Pour les autres maréchaux nous sommes moins heureux. Nous savons qu'à Séville, Soult avait des gardes du corps, Maret, lui-même, « des gendarmes d'élite à sa suite ». Cette mode atteignait même beaucoup de généraux, car dans une de ses lettres à l'empereur, le roi Joseph se plaint de ce que Junot a des gardes du corps revêtus d'un costume spécial.

Seul l'uniforme des guides du maréchal Mortier, duc de Trévise, est parvenu jusqu'à nous. Nous en donnons la description exacte, avec l'espoir que peu à peu la lumière se fera sur ce point si intéressant de l'histoire de la vie militaire des maréchaux d'empire.

Le costume était riche et élégant ; il se composait d'un colbach à flamme jaune, liseré et gland or, aigle en cuivre sur le devant, plumet les deux tiers du bas blanc, le tiers du haut rouge, dolman et parements verts, nœuds jaunes aux parements, collet et brandebourgs jaunes, ceinture verte et jaune, pelisse jaune, brandebourgs verts et jaune, boutons jaunes, fourrure noire, culottes vertes bandes jaunes, bottes à galon et gland jaune, sabretache à aigle et lettre G, sabre à fourreau de cuivre, banderolle de giberne jaune, chabraque verte avec une double gale-

rie jaune, aigle jaune au-dessus de la lettre G, dans les coins.

Ces guides formaient un petit corps de cinquante cavaliers destinés à la garde du maréchal et de son quartier général.

---

## LXIX

### LE SALON DE SERVICE DE MARRAC

Le mobilier du salon de service. — Son ornementation. — Les aides de camp et les officiers d'ordonnance. — Les distractions. — En Espagne. — La table de service. — Le vin de Chambertin. — Réglementation du service. — Le jeu. — A Schœnbrunn. — Oisiveté. — En Russie. — Un costume de Murat.

Nous avons déjà vu que le château de Marrac était divisé en deux parties bien égales par une antichambre ou plutôt un vestibule qui partageait régulièrement l'édifice. A gauche se trouvaient les appartements de l'impératrice, à droite ceux de l'empereur. Ces derniers étaient précédés de deux assez vastes salons, et le premier, celui qui donnait dans le vestibule, avait été transformé en salon de service.

Du reste son mobilier était des plus simples et grâce à un inventaire détaillé du château, il nous est possible de le reconstituer dans son ensemble. C'était une pièce carrée avec deux portes à deux battants, l'une ouvrait sur le vestibule, l'autre sur le salon de l'empereur. Aux fenêtres des rideaux de percale, estimés 200 francs, un canapé en bois de méréisier, couvert en gourgouran jaune, rayé satin avec oreillers, une bergère avec deux carreaux en plumes, neuf petits fauteuils en bois garnis d'une étoffe pareille,

deux chaises en bois de mérisier, un tapis en moquette, dessin à losanges et étoiles, une console en bois d'acajou, ornée de têtes de femmes avec palmettes. Une autre console avec tiroir orné de deux griffons tenant une lyre à dessus de granit gris, une table à quadrille en bois de mérisier couverte en drap vert, un lustre en cristal de bohème à six lumières à monture argentée.

Sur la cheminée une pendule en marbre noir, le dessus du cadran supporté par deux aigles, et portant le nom de *Janvier*, à Paris, accompagnée de deux vases montés sur cuivre doré. Un feu à quatre branches en fer et en bronze antique, et une glace au-dessus de la cheminée.

C'est dans ce salon de service, que passaient leurs journées en attendant les ordres de Sa Majesté l'aide de camp et l'officier d'ordonnance de jour, les officiers à qui était le tour de marcher, le chambellan de semaine, les personnes qui avaient obtenu une audience de Napoléon, en un mot, tous les officiers de la maison impériale qui se rapprochaient ainsi le plus possible du soleil.

De longues journées d'oisiveté s'écoulaient surtout pour tous ces personnages qui attendaient, souvent en baillant, le moment de courir à l'autre extrémité de l'Europe ; la conversation était la distraction ordinaire, quelquefois la lecture et le plus souvent le jeu. Parmi ceux-ci, se trouvait le prince de Salm-Risbourg, officier d'ordonnance de l'empereur. « Il tint un rang distingué parmi les joueurs de l'état-major », où il y en avait d'assez intrépides ; on entendait continuellement dans le salon de service : « Un napoléon, tête ou face ».

A l'invitation de l'empereur, tous les généraux avaient un salon de service dans lequel se réunissaient tous les officiers qui leur étaient attachés. En traversant ce salon,

le général Mouton, qui se trouvait alors en Espagne, et voyant ses aides de camp qui jouaient, faute d'autres distractions, au petit palet et à un sou, leur demanda avec hauteur s'ils faisaient un tripot de sa maison.

Partout où se transportait l'empereur et si exigü que fut le logement qu'il occupait, une pièce était aussitôt transformée en salon de service pour ses aides de camp et pour l'état-major général. Lorsqu'il se trouvait en Espagne le matin du 1<sup>er</sup> janvier, Napoléon entrant dans les salons de service dit à ses officiers : « Messieurs, c'est aujourd'hui le premier de l'an, je vous souhaite à tous une bonne année ». Parmi les officiers qui s'y trouvaient le plus souvent on voyait à Valladolid, Eugène de Montesquieu, chef d'escadron, mort depuis colonel du 13<sup>e</sup> régiment de chasseurs, MM. Zoepffel, de Vence, de Carignan, Tasher, Talhouet, officiers d'ordonnance, Bricqueville, aide de camp du général Lebrun, de Canouville, aide de camp du prince de Neufchâtel. A dater du 12 janvier, la table de service devint excellente. On donna du vin de Bordeaux à l'ordinaire, ce qui fit croire à un prompt départ de l'empereur pour la France.

Ici, M. de Castellane raconte une amusante anecdote qui montre le soin qu'apportait Napoléon dans les plus petits détails de son administration.

« L'empereur ayant ouvert lui-même le portemanteau de l'estafette y trouva deux bouteilles ; il destitua sur le champ M. Parent, directeur des postes de Bayonne. Le grand maréchal faisait venir le vin de Chambertin par ce moyen, pour empêcher Sa Majesté, qui n'en buvait pas d'autre, d'en manquer. Le duc de Frioul en fit l'observation à l'empereur, qui répondit : « Ce que j'ai fait est fait, je ne reviens jamais sur une décision ». M. Parent,



homme fort estimable, fut quelque temps après, nommé inspecteur des postes à Bayonne. M. le comte de Lavalette, directeur général des postes, ne put obtenir de le réintégrer dans son ancienne place, beaucoup plus lucrative, il la recouvra à la Restauration.

Le 20 avril 1809, un décret impérial réglementa le service ; il y était dit en substance qu'il devait y avoir toujours une brigade des chevaux de Sa Majesté, sellés et bridés, tenus en main par les palefreniers. Un piquet de chasseurs à cheval, tenant également ses chevaux par la bride, devait être placé dans l'endroit indiqué par l'aide de camp de service. Les chevaux des aides de camp des officiers généraux de service devaient être également sellés et bridés et tenus par leurs palefreniers.

L'aide de camp général de service devait mettre tous les matins sur le bureau de l'empereur la liste de service dont il était responsable. Le service devait se relever tous les matins à 7 heures et être composé de la manière suivante : Deux aides de camp généraux de jour, un de nuit, un écuyer, moitié des officiers d'ordonnance, moitié des aides de camp, des aides de camp généraux et moitié des pages.

Le jeu continuait à être la principale distraction des salons de service, même lorsque, comme la veille de la bataille de Wagram, celui-ci était installé dans une cabane en feuillage de l'île de Lobau. Le général Lebrun avait un valet de chambre précieux pour avoir toujours des dés et un cornet. « Tous les joueurs, dit le futur maréchal de Castellane, ne seront probablement pas demain de ce monde, il ne faut pas faire crédit ce soir. »

La proposition fut accueillie avec gaieté, trouvée juste et acceptée.

Ce vaillant soldat, à qui nous empruntons une partie de ces récits, est celui qui, dans ses précieux mémoires, a parlé le plus longuement et avec le plus de détails du service militaire autour de la personne de Napoléon. Lorsqu'on fut de retour à Schœnbrunn, le service, dit-il, se relevait à sept heures du matin : « on faisait alors l'état des officiers ». L'aide de camp général le remettait à l'empereur. Chacun était placé sur cette liste, suivant son tour à marcher : souvent Sa Majesté faisait partir le dernier, souvent elle voulait tel ou tel officier. Le décret prescrivait que la moitié des officiers seraient de service ; pendant l'armistice, on en commandait le tiers seulement, nous étions donc de service tous les trois jours. A dix heures, on déjeunait : notre table se composait des officiers d'ordonnance, des aides de camp, des aides de camp généraux, des officiers de la garde de service, des fourriers du palais, des pages, des médecins, des chirurgiens ordinaires de quartier. Parade à onze heures, les aides de camp généraux derrière l'empereur, derrière eux leurs aides de camp, à leur droite, les officiers d'ordonnance, à leur gauche, les aides de camp du major général. On dînait à cinq heures. L'empereur déjeunait après la parade, dînait à six ou sept heures du soir, avec le prince de Neuchâtel et le prince Eugène, quand il se trouvait à son quartier impérial ; il invitait aussi parfois les maréchaux. Sa Majesté se promenait souvent après son dîner, dans les jardins de Schœnbrunn, nous la suivions. Elle se couchait à neuf ou dix heures du soir et se relevait dans la nuit pour travailler. Au moment de se coucher, on apportait des matelas, sur lesquels nous nous étendions tout habillés, comme de raison ; les valets de pied les enlevaient à cinq heures du matin. Il y avait des cana-

pés dans la chambre à côté, lorsqu'on en attrapait un, on pouvait dormir jusqu'à sept heures. L'aide de camp général et l'écuyer de service couchaient dans le premier salon. Nous étions presque toujours réunis pendant le jour dans la même pièce ; on se tenait aussi dans une salle de billard à côté sur lequel on jouait le kreps. La manie du jeu s'était emparé de l'armée : c'était tout simple, après des marches, des combats rapides, elle se trouvait dans des bivouacs, dans des cantonnements, et chacun avait le sentiment de jouir vite, ne croyant pas jouir longtemps. Un ordre de l'armée défendit de jouer ; on n'en continua pas moins au grand quartier général. Le prince de Neuchâtel, passant près du billard sur lequel on faisait rouler les dés, prit le cornet et dit : « Sept à la main pour prouver que la défense ne nous regardait pas. »

« Voici, dit encore M. de Castellane, quelle était la vie du salon de service de Schœnbrunn : on lisait, on jouait, on causait, on dormait, comme dans tous les salons de service du monde. Le général Lebrun, possesseur du cornet et des dés, était le plus grand amateur ; il avait mis le jeu en train au quartier général. Une nuit l'empereur l'appela, personne ne répondit. Sa Majesté traversa sur la pointe des pieds, en chemise, le premier salon où cet officier général devait être, le second où nous étions, et arriva au billard. Elle vit le général Lebrun s'escrimant, le cornet à la main, avec Anatole de Montesquiou. Sa Majesté rentra dans ses appartements et appela avec force le général. Nous l'avertîmes, il accourut. « Où étiez-vous, Lebrun ? Dans le billard, à jouer. — Oui, Sire. — Avec qui ? — Avec Canisy (l'écuyer de service). Voilà comme vous mentez toujours : Canisy dormait. Vous étiez avec

Anatole de Montesquiou ; vous mettez à mal tous mes jeunes gens ».

Il y aurait bien des choses à dire, et des plus intéressantes, sur l'état-major et les aides de camp de l'empereur, et à cet égard le *Journal du maréchal de Castellane* est sans aucun doute le plus précieux des documents de l'épopée impériale. Mais c'est là un sujet trop attrayant, pour que nous n'y consacrons pas une étude spéciale, ici nous ne devons pas nous éloigner du salon de service de Napoléon dont le fonctionnement et l'aspect pittoresque étaient dignes de nous retenir un moment.

Nous arrivons maintenant à la fatale campagne de Russie, et pendant la préparation de l'entrée en campagne, la journée des salons de service se passait, comme à l'ordinaire, à voir arriver et partir des officiers, à dormir et à causer sur des riens. Le prince de Neuchâtel qui avait lui aussi un salon de service, était beaucoup plus sévère que l'empereur. Son Altesse ne voulait pas qu'on y écrivit et ses aides de camp s'en plaignaient. Cependant ils brochèrent plus d'une lettre malgré sa défense. Chez l'empereur, c'était plus commode, on dessinait, on lisait, on écrivait, on faisait ce qu'on voulait.

Les officiers de l'état-major impérial étaient admirablement placés pour tout voir et tout entendre. Dans le salon de service de l'empereur défilaient successivement tous les maréchaux et les généraux de l'armée. Il a été fait souvent mention des costumes extraordinaires que portait Murat, et le maréchal de Castellane, nous donne la description d'un de ceux qui lui étaient le plus habituel pendant la campagne de Russie. Il ne se tirait pas un coup de fusil qu'il ne s'y trouvât pas dans le costume ci-après : un grand chapeau bordé d'un large galon d'or

à plumet blanc surmonté d'une aigrette blanche, très haute, entouré d'autres panaches, cheveux longs bouclés, pelisse verte de velours brodée d'or ; dessous, une tunique bleu de ciel, également brodée d'or à large brandebourg ; il la porte souvent sur sa pelisse ; un pantalon cramoisi à la polonaise galonnée d'or, des bottes jaunes. Tel est son accoutrement pour ne pas être aperçu. Aussi c'est un miracle qu'il n'est point encore été blessé ».

Mais nous en avons assez dit sur le salon de service de Napoléon. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de compléter cette étude lorsque nous parlerons des état-majors et des aides de camp des maréchaux.

---

## LXX

### LES CHASSEURS DE NASSAU

La Confédération du Rhin. — Une cavalerie d'élite. — Les chevaux légers de Nassau. — L'uniforme. — Passage à Bayonne. — Les Chasseurs de Nassau et le général Thiebault. — Leur bravoure. — Une Capitane espagnole. — Rentrée en France.

Au nombre des troupes de la Confédération du Rhin, qui firent les campagnes d'Espagne, se trouvait un corps d'élite composé de cavaliers et sur lequel il a été jusqu'ici très peu écrit. Il faisait son entrée à Bayonne le 1<sup>er</sup> novembre 1808, et en repartait le 6 pour Burgos. C'était l'escadron des chasseurs de Nassau, garde du grand duc qui devait laisser une réputation de bravoure brillante pendant la campagne de la guerre d'Espagne à laquelle il prit une part très active.

Il convient de nous arrêter quelque peu sur ses braves

soldats, car quelques uns d'entr'eux se virent fréquemment dans les murs de notre ville, de 1808 à 1813, leur dépôt ayant été placé à Mouguerre avec ceux des régiments d'infanterie de Nassau, Hesse et Prince Primat ou Francfort. Aussi croyons-nous devoir détailler le brillant uniforme de cette belle troupe qui s'attira les félicitations des généraux français sous les ordres desquels ils servirent.

Il y eut deux escadrons des chasseurs de Nassau qui partirent en Espagne. Le premier escadron, ainsi que nous venons de le voir, entra, en novembre 1808, dans la Péninsule, avec la Grande Armée, le second n'arriva qu'en 1810. Chacun de ces corps avait un uniforme différent, mais il y a tout lieu de croire que, plus tard, le costume des deux escadrons fut le même.

En 1808, l'officier portait un casque en cuir bordé de galon blanc, plumet vert clair, à chenille noire. Le dolman vert olive, brandebourgs blancs, très rapprochés, boutons blancs, collet noir liseré de blanc, nœuds blancs au-dessus des parements verts, hongroise vert clair avec nœuds compliqués et bandes en broderies blanches, bottes à la hussarde bordées de blanc et gland de même couleur, sabretache noire bordée de blanc, avec les initiales du prince, banderole de giberne blanche, ceinturon pendant en passementerie brodée blanche. Les soldats portaient le même uniforme moins les nœuds de la hongroise moins compliqués et la banderolle en cuir noir.

Pour le deuxième escadron, l'officier portait le colbach noir à flamme verte, le dolman et la pelisse verte à brandebourgs blancs, la fourrure noire, pantalon rouge et la sabretache avec initiales. Les soldats avaient le même uniforme avec le pantalon chariyari vert et la flamme rouge.

Le premier escadron de Nassau, parti de Bayonne le 6 novembre, était arrivé à Burgos le 21. Là, il avait trouvé des instructions de l'empereur aux termes desquelles il était affecté, avec le 118<sup>e</sup> de ligne, au service de la place de Burgos et à la surveillance des communications. Le général Thiébault, qui eut sous ses ordres directs cette vaillante cavalerie en a fait le plus grand éloge. Il se trouva un jour avec une colonne mobile à la poursuite de Villecampe et de sa guérilla, et ayant avec les chasseurs de Nassau, distancé de beaucoup son infanterie, il se trouva en face d'un corps de cavalerie espagnole très supérieur en nombre. Le capitaine Hayen, des chasseurs de Nassau, lui proposa aussitôt de charger. « Intrépide officier, dit-il, s'il en fut jamais, véritable Ajax de figure et d'audace ». « Mais, continue le général, s'il est des troupes qu'on a besoin de conduire pour les animer et les exciter, ces chasseurs, les propres gardes du grand duc, n'avaient besoin de ma présence que pour être contenus et modérés. C'était, en effet, un corps d'élite, ou plus exactement une petite troupe de héros, aucun homme n'y était admis sans une caution de mille florins ; jamais on n'y punissait un homme autrement qu'en le chassant. Aussi sage que brave, je ne sais au monde ce qu'on n'aurait pu tenter avec eux ». Cependant le général ne voulait pas les exposer pour répondre à des injures.

La cavalerie espagnole se retirait pas à pas et le général et ses chasseurs le suivant, ils furent ainsi entraînés jusqu'à un quart de lieu de Logroño, où à l'entrée d'un bois ils se trouvèrent en présence de 800 cavaliers espagnols en bataille, tous bien montés, bien équipés, bien habillés, bien armés. Le général arrêta sa petite troupe et se porta avec ses aides de camp, le major des chasseurs,

nelle en obtenant la croix d'officier de la Légion d'Honneur ».

Cette mesure qui frappait toutes les troupes étrangères au service de la France, causée par des défections nombreuses, produisit de grands vides dans les rangs, mais eut au moins pour résultat de savoir sur qui on pouvait compter. Les Polonais seuls furent exceptés et continuèrent à combattre avec leur vaillance accoutumée jusqu'à la chute de l'empire.

---

## LXXI

### LE CAPITAINE DE VAISSEAU DUBOURDIEU

Un marin Bayonnais. — Bernard Dubourdieu. — Sa famille. — Ses états de service. — Croisières et combats. — Dans l'Adriatique. — Le combat de Lissa. — La mort d'un brave.

Les deux plus brillants marins bayonnais de la période impériale eurent une fin prématurée. Ils moururent glorieusement sur leur banc de quart, en face de l'ennemi, et on peut dire qu'ils seraient arrivés aux plus hautes destinées, car ils avaient la confiance de l'empereur. L'un, Roquebert, dont nous avons déjà raconté l'histoire, fut tué devant Madagascar ; l'autre, Dubourdieu, perdit la vie au combat de Lissa, au moment même où il croyait triompher. C'est de ce dernier dont nous allons nous occuper ici.

Bernard Dubourdieu naquit en 1773 dans une maison de la rue Sabaterie, dont nous n'avons pu retrouver exactement l'emplacement, mais sur laquelle nous avons recueilli les renseignements suivants. Elle appartient d'abord à un



Duclos, et successivement à Joseph Dubourdieu, Marie Dubourdieu, veuve Lafitte, Jeanne-Marie Dubourdieu, et enfin à une veuve Dubourdieu en 1782. Notre héros fut baptisé le 20 avril 1773, il était fils de Jean Dubourdieu, maître tonnelier, et de Catherine Castets, son épouse. Il reçut une assez bonne éducation et entra à seize ans dans la marine. Il devint aspirant en 1792 ; il fit en cette qualité les campagnes de Naples et de Cagliari, et fut fait prisonnier par les Anglais après le siège de Toulon. Après une captivité de huit longs mois, il parvint à s'évader de Gibraltar, où il avait été enfermé sur les pontons, et, aidé par quelques-uns de ses compagnons, il s'empara d'un transport de guerre anglais. Cette action d'éclat lui valut le grade d'enseigne en 1796 ; peu après il fut blessé et de nouveau fait prisonnier à la suite d'un combat. Il resta cette fois dix-huit mois captif. Il reçut le grade de lieutenant de vaisseau pendant la campagne d'Egypte et fut envoyé aux Antilles en 1802. Promu capitaine de frégate en 1806 et capitaine de vaisseau en 1808, il fut chargé d'aller détruire les établissements que les Anglais avaient formé à Lissa, où il entra de vive force le 23 octobre 1810 et prit douze corsaires anglais et un grand nombre de bâtiments de commerce. Cette même année, commandant la frégate la *Pénélope*, il avait chassé, attaqué et pris, dans les parages de Toulon, la frégate anglaise la *Proserpine*. Mais nous allons en arriver au sanglant combat où il devait perdre la vie.

Napoléon et le prince Eugène, vice-roi d'Italie, voulant organiser une marine franco-italienne dans l'Adriatique, surtout en vue d'entretenir les relations avec Corfou et les îles Ioniennes qui avaient été cédées par la Russie, Dubourdieu fut appelé à la commander. Sorti d'Ancône

le 11 mars 1811 avec trois frégates de France, une frégate et deux corvettes d'Italie, ainsi qu'avec trois autres bâtiments de moindre force, pour aller prendre possession des îles de Lissa, il fut rencontré, le 13, par la division anglaise du commodore Obst, composée d'un vaisseau rasé et de trois frégates. Connaissant l'infériorité des Français, à cette époque, vis-à-vis des Anglais dans la science des manœuvres navales, impuissant peut-être lui-même à commander une escadre, Dubourdieu se refusa à combattre en ligne, et prescrivit à chaque bâtiment de sa division d'attaquer à l'abordage un bâtiment de la division ennemie ; mais celle-ci ne se laissa pas approcher.

E. DUCÉRE.

*(A continuer).*

# LE PAYS DE LABOURD

AVANT 1789

---

DEUXIÈME PARTIE

---

## LES OFFICIERS DU BAILLIAGE

*(Suite)*

Les miliciens du pays de Labourd furent appelés à jouer un rôle actif pendant la campagne de 1522. Ils furent chargés sous la conduite de Jean de Chicon d'aller reprendre aux Espagnols le fort de St-Martial, qui commandait le passage de Béhobie. J'ai déjà raconté comment ils échouèrent dans cette tentative.

Quelques années plus tard, en 1569, Bayonne parut encore menacée. Cette fois le danger ne venait plus du dehors. C'était l'armée des huguenots qui descendaient en Béarn sous la conduite de Montgomery (1) et qui sur son passage dévastaient tout le pays des Landes. Les Bayonnais demandèrent à leur gouverneur, le vicomte

(1) Gabriel de Lorge, comte de Montgomery (en Ecosse), était capitaine des gardes écossais d'Henri II. Ayant par mégarde tué celui-ci dans un tournoi, il dut se retirer en Angleterre, mais revint en France à l'époque des guerres religieuses et se mit à la tête des Protestants. Appelé en Béarn par Jeanne d'Albret, il s'empara d'Orthez et de Navarrenx, saccagea toute la Gascogne et ensuite passa dans la Normandie. Fait prisonnier à Donfront par le maréchal de Matignon, il fut conduit à Paris, condamné à mort pour lèse majesté et exécuté sur la place de Grève le 26 juin 1574.

d'Orthe, de faire venir deux cents arquebusiers de sa vicomté et deux cents du pays de Labourd. Les hommes du pays d'Orthe vinrent, en effet, tenir garnison à Bayonne et prêter main forte à la garde bourgeoise, mais les officiers de Labourd refusèrent la troupe qu'on leur demandait. Ils venaient, dirent-ils, d'envoyer six cents hommes aux seigneurs de Luxe et de Domezain, les deux vaillants chefs du parti catholique en Béarn.

Privés de ce secours les Bayonnais se cotisèrent, souscrivirent un emprunt et équipèrent eux-mêmes deux compagnies d'arquebusiers, de cent hommes chacune, dont les rôles existent encore dans nos Archives communales. Mais offensés du refus qu'ils avaient éprouvé, ils demandèrent au gouverneur de leur délivrer procès-verbal contre *messieurs les officiers de Labourd*, afin de s'en prévaloir là et quand il appartiendrait. Devant cette attitude les Labourdins cédèrent et fournirent la garnison qu'on leur avait demandée (1).

Nouvelle alerte en 1575. Le roi avait mandé qu'une entreprise contre Dax et Bayonne était à craindre de la part des protestants. Aussitôt les membres du Corps de ville se réunirent et « firent prier M<sup>e</sup> Boniface de Lasse, lieutenant au bailliage de Labourt, de se vouloir trouver en conseil, ce qu'il fit incontinent, auquel il fut remontré les avertissements que le roy avoit envoiés. Et fut prié d'assembler les syndics des paroisses de Labourt, pour prier les habitants de fournir cinquante arquebusiers d'élite, pour aider à faire la garde de ceste ville, sur les mille hommes qu'ils sont tenus de fournir au roy pour trois jours. »

(1) Cela résulte des Lettres patentes d'Henri III, adressées le 25 janvier 1576 aux habitants du Labourd et rapportées dans Planthion. *Invent.* p. 9. Voyez aussi *Registres français*, de Bayonne, 1, pp. 176, 197, 204.

Boniface de Lasse promet qu'il ferait tout son possible dans ce but, et que sans faute il convoquerait l'assemblée des syndics, c'est-à-dire le Bilçar. A cet effet une lettre lui fut remise pour *messieurs les officiers du roy audict Labourd* (1).

Ce n'est pas seulement pour un service armé que les gens du Labourd étaient appelés à Bayonne. Ils y venaient toutes les fois que l'exigeait le *service du roy*, ce qui voulait dire le bien général du pays. Ce service comportait des corvées et des travaux à faire aux fortifications et au port de Bayonne, dont l'entretien et la conservation profitaient non seulement aux habitants de la ville, mais à tous ceux d'alentour. On eut recours à eux pour mener à bonne fin l'œuvre importante de la nouvelle embouchure de l'Adour.

Une délibération du 22 août 1578 nous dit, en effet, que ce même jour les syndics du pays de Labourd devaient se trouver au Boucau, où M. Dussault, avocat général et superintendant du havre, devait se trouver aussi pour leur demander des aides et des ouvriers afin d'ouvrir le chenal. « Et étant sur les lieux lesdits syndics de Labourd promirent de fournir pendant trois jours mille hommes par jour, à la condition qu'on leur donnerait le logis. Ce qui fut exécuté » (2).

Ces appels réitérés avaient mis les Bayonnais en contact avec les Labourdins et un lien de sympathie s'était formé entre eux. Au mois de mai 1579 le Corps de ville est averti que M. de la Hillière, gouverneur, avait envoyé dans son pays le capitaine Maurenx, son lieutenant, pour y lever cent arquebusiers. Aussitôt le Corps entier remonte au gouverneur : « Qu'en temps sy perilleux qu'à presant, il n'estoit pas besoing d'avoir des soldatz inconnuz ; vu

(1) *Registres français de Bayonne*, I, p. 435.

(2) *Registres français de Bayonne*, II, p. 511.

qu'au pais de Labourt y en a d'aussy *braguards* à choisir qu'ailleurs ; lesquelz sont fidèles et connuz des habitants » (1).

Le même vœu fut encore formulé en 1583. Le roi de Navarre faisait faire en divers endroits des échelles et des engins de siège. Il assemblait auprès de lui des troupes et des gens de guerre. Une surprise de sa part était à craindre. Le Corps de ville informé, et ne voulant d'ailleurs ni mettre en dépenses le trésor royal, ni fatiguer le peuple par des impôts nouveaux, représente au gouverneur : « Que les mille hommes du pays de Labourt, qui sont tenus de servir le roy durant trois jours à leurs despans, quand ilz seront commandés et employés, pourroient servir en ceste ville, en les députant par cinquantaines, ce qui prandroit deux mois ; ou que ledit pays en fournit cinquante durant deux mois » (2).

On retrouve encore les miliciens à Bayonne au mois d'octobre 1585 :

Messire Denys de la Hillière, gentilhomme ordinaire de la Chambre du roy et gouverneur de la présente ville, remonstre aux sieurs du Conseil que bien que ceux du pays de Labourt eussent esté commandés de venir en ceste ville pour l'ayde de la défense d'icelle, il prenoit garde aux grands frais et dépenses excessives que le pays de leur résidence supportoit de ce chef. Et après avoir esté sur ce dessus conféré, fut arrêté unanimement que lesdictz soldatz basques seroient par ledict sieur gouverneur congédiés, ainsy qu'il verroit estre à faire. De quoy fut fait registre. (*Registres français de Bayonne*, II, 286).

Malheureusement, loin de s'améliorer, la situation poli-

(1) *Registres français de Bayonne*, I, 547.

(2) *Registres français de Bayonne*, II, 210.

tique ne fit que s'aggraver encore dans les années qui suivirent. Le 1<sup>er</sup> août 1589 Henri III tombait sous le poignard de Jacques Clément, et cette mort violente ouvrait l'accès du trône à un prince huguenot. Le parti de la Ligue qui s'était formé pour conjurer ce danger redoubla d'ardeur, quand l'événement réalisa toutes ses craintes. Pour augmenter leurs forces et leurs ressources, les Ligueurs avaient fait alliance avec Philippe II d'Espagne et lui avaient promis la restitution de la Basse-Navarre et du Béarn, anciens états des rois de Navarre. La guerre civile se compliquait donc de la guerre étrangère et, le 5 décembre 1590, le gouverneur de Bayonne allait en avertir les membres du Corps de ville :

En présence desquels ledict sieur gouverneur remonstra les advertissements fréquens qu'il avoit de divers lieux des apprêts de guerre que faisoit le roy d'Espagne tant par mer que par terre, et le danger qu'il y avoit que ce fut pour entreprendre sur ceste ville et d'y faire quelque surprinse, si d'aventure l'on n'y pourvoyoit de bonne heure. De quoy il avertissoit les assistans ; les exortans et prians d'y prendre garde et d'y faire leur debvoir. Que de sa part il ne veult faire qu'il entre en la ville aucune garnison étrangère que par force et au cas de péril éminent. Et cependant qu'il a délibéré dès à présent d'en escrire à M. de Poyanne (1), au sieur vicomte d'Orthe (2), et à tous les gentilshommes qui sont de son gouvernement ; ensemble au baillif de Labourt et aux officiers du roy audict bailliage ; ensemble aux gen-

(1) Bertrand de Baylenx, baron de Poyanne, capitaine de 50 lances, maréchal de camp, gouverneur de Dax et lieutenant du Roy au pays des Lannes, lutta avec la plus grande énergie contre les protestants de Gascogne. Sa fille Jeanne avait épousé Jean Paul de Caupenne d'Amou, bailli de Labourd.

(2) Jean d'Aspremont, vicomte d'Orthe, était fils de l'ancien gouverneur de Bayonne et resta toujours fidèlement attaché au parti catholique, bien qu'il fut gendre d'Armand de Gontaut, lieutenant-général du Prince de Navarre.

tilshommes et communautés dudict pays, afin qu'ils assemblent les mille hommes que ledict pays est accoustumé d'amasser en cas de nécessité pour le service du roy et le secours de ladicle ville et du pays. De quoy tous les assistans le remercièrent. (*Registres français de Bayonne*, II, 450).

Les craintes du gouverneur de Bayonne n'étaient que trop justifiées et le 9 septembre 1591 le danger d'une invasion paraissait inévitable.

Ledict jour fut remonstré comme l'ennemy espagnol approchoit de tous costés et faisoit faire des magasins sur la frontière pour surprendre ladicle ville. A quoy il estoit très requis et nécessaire de pourvoir de bonne heure. Et fut résolu que les habitans du Pays de Labourt seroient comandés d'assembler les mil hommes qu'ilz sont chargés de tenir prestz avec leurs armes quand ilz seront comandés pour le service du roy. Et parce que cejourd'huy estoit le jour ordinaire de la cour dudict bailhiage et que les abbez et le scindic du Pays se doibvent trouver à ladicle cour pour y tracter de leurs affaires communes, fut résolu que le sieur Dibarboure, eschevin en compaignie de Peyrac, jurat, yroient à ladicle assemblée avec lettres de créance pour leur faire entendre l'estat des affaires et la nécessité d'iceulx. Et pour cet effet ils furent promptement despéchés avec une lettre du sieur gouverneur et autre lettre des sieurs du Corps de ville (1).

Cette fois encore les précautions furent inutiles. Le danger redouté ne se produisit pas et la vigilance du gouverneur La Hillière sut déjouer à temps la conspiration

(1) Pierre d'Ibarboure ou Dibarboure, bourgeois et commerçant notable de Bayonne, consul de la Bourse et plusieurs fois échevin, sortait d'une famille noble d'Ustaritz. C'est sans doute parce qu'il était basque lui-même, que le Corps de Ville le députa auprès du Bilçar et, un peu plus tard, le chargea d'aller apaiser les habitants d'Espelette qui s'étaient révoltés contre leur seigneur et le tenaient assiégé dans son château. (*Registres français de Bayonne*, II, pp. 474, 488).



de Trie, Ronius et Château-Martin. Ces trois complices avaient promis aux Espagnols de leur ouvrir Bayonne dans la nuit du 24 juin 1595. Arrêtés et condamnés, ils furent pendus après avoir avoué, dans la torture, tous les détails de leur trahison.

Voyant leurs plans découverts, les Espagnols évitèrent notre pays où il n'y avait ni protestants ni partisans de la Ligue. Ils furent soutenir les ligueurs du Languedoc et occupèrent Narbonne. Par mer, ils se rendirent en Bretagne pour aider le duc de Mercœur, gouverneur de cette province, à lutter contre les troupes d'Henri IV.

En 1636, le Labourd fut moins heureux, et ne put pas échapper à l'invasion étrangère. Appelés à la combattre, les miliciens se distinguèrent par leur activité. On les avait chargés de faire les reconnaissances et les patrouilles ; ils s'en acquittèrent de telle façon que, pour récompenser leurs services, le duc de La Valette leur confia, après la retraite des Espagnols, le fort de Bordagain, à Ciboure.

Malheureusement cette troupe excellente pour les coups de mains manquait de cohésion et de solidité. Elle était sujette, en cas de surprise, à la panique et à l'affolement. Elle avait lâché pied, en 1522, dans l'affaire de St-Martial ; elle fit de même en 1638, au siège de Fontarabie. Les milices réunies de Labourd, de Mixe et de Béarn formaient un corps distinct placé sous le commandement de M. de Gramont, gouverneur de Bayonne. Déconcerté par la brusque apparition de l'amiral de Castille, qui arrivait au secours de la place en franchissant la montagne de Guadalupe, le corps tout entier se débanda, s'enfuit du côté de Béhobie et se réfugia sur l'autre bord de la Bidassoa (1).

(1) E. Ducéré. *Invasion du Labourd et Siège de Fontarabie* (Bayonne 1892).

Ce fait malheureux n'empêcha pas cependant que les Labourdins et les milices furent encore appelés au secours de Bayonne en 1674.

Louis XIV faisait la campagne de Franche-Comté et assistait au siège de Dôle. Il fut informé que les Hollandais allaient attaquer Bayonne avec une flotte considérable et 18,000 hommes de débarquement. Le roi écrivit aussitôt au maréchal de Gramont, gouverneur militaire de notre ville, pour l'avertir du danger. Le maréchal, qui se trouvait à Paris, se mit en route sur-le-champ, et malgré ses soixante-dix ans il vint en toute hâte prendre le commandement des troupes chargées de la défense. En arrivant il trouva que son second fils, le comte de Louvigny, avait déjà tout préparé pour recevoir l'ennemi. Il avait fait venir 3,000 hommes des bandes béarnaises, 1,000 du pays de Labourd, autant de la Basse-Navarre et plus de 1,200 des domaines de son père.

Ces préparatifs firent réfléchir les Espagnols qui avaient promis de fournir à la flotte hollandaise des troupes, des munitions et de l'artillerie. Les alcaldes de St-Sébastien pensèrent que l'arrivée d'un maréchal de France serait bientôt suivie de forces imposantes, qu'une surprise n'était plus possible, et qu'un siège en règle n'offrait pour eux aucune chance de succès. Ils déclarèrent net qu'ils refusaient leur concours et qu'ils ne laisseraient pas débarquer les Hollandais. L'amiral Tromp, qui commandait la flotte, dut renoncer à ses projets et regagna la Manche avec ses vaisseaux (1).

(1) Corneille Tromp, né à Rotterdam en 1629, marin de haute valeur, servit avec distinction la Hollande et la Suède. D'abord lieutenant de Ruytter, il lui succéda dans la charge d'amiral général des Provinces Unies, et mourut en 1693. (*Histoire de la maison de Gramont*. Paris, 1874).

Dans un rapport officiel de 1698, M. de Bezons, intendant de Guyenne, nous apprend que plusieurs compagnies de la milice labourdine furent mises sur pied pendant la guerre des Pays-Bas (1). En 1726 on songea de nouveau à utiliser les services de ce régiment. Voici dans quelles circonstances :

La construction du fort de Socoa, la restauration du château de Hendaye avaient amené l'établissement de garnisons nouvelles, qui étaient toutes composées de troupes royales régulières. Le voisinage immédiat de la frontière exposa ces troupes à un danger tout spécial : la désertion. On reconnut la nécessité d'avoir sur la Bidassoa un cordon de police, pour arrêter les transfuges et les empêcher de passer en Espagne. Les registres du Bilçar nous apprennent que, depuis le 17 août jusqu'au 17 décembre 1726, un poste de 52 hommes fournis par la milice du Pays garda la frontière entre Yrun et Sare *pour empêcher la désertion des soldats de Sa Majesté*. La solde payée à ces hommes s'éleva à 3,970 livres (2).

Cette surveillance fut ensuite confiée à des vétérans et à des invalides de l'armée royale, dont l'entretien resta cependant à la charge du pays. Dans son cahier de doléances rédigé pour les États Généraux de 1789, le Labourd demandait, dans un article spécial, d'être déchargé de cet entretien.

En 1733, le Bilçar ordonnait encore une levée de 300 hommes de la Milice *pour relever les garnisons de Bayonne et de St-Jean-Pied-de-Port* (3).

(1) *Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau*, bulletin de 1905, p. 202.

(2) Archives des Basses-Pyrénées, *Registres du Bilçar*. Délibération du 24 septembre 1727.

(3) Archives des Basses-Pyrénées, *Registres du Bilçar*. Délibération du 31 décembre 1733.

qui, tout au moins, lui donna une organisation plus stable et plus solide qu'ailleurs.

L'*Armandat* était une association armée, que les habitants avaient formée entre eux, pour faire eux-mêmes la police de leur pays, pour se défendre réciproquement les uns les autres, et assurer la répression des crimes par la poursuite et l'arrestation des malfaiteurs.

Les nécessités locales avaient fait naître cette institution. Pays montagneux et d'extrême frontière, le Labourd, avec ses vastes solitudes et ses forêts nombreuses, offrait aux malfaiteurs les plus grandes facilités pour commettre leurs crimes et s'évader ensuite à l'étranger. De là pour les habitants une insécurité constante et la nécessité de s'unir pour se garder et se protéger, eux et leurs biens.

Des associations du même genre existaient dans le pays basque espagnol, où on leur donnait le nom d'*hermandad*, qui veut dire *confrérie*. Elles paraissent avoir pris naissance en Navarre, et on les signale dans ce royaume dès le règne de Sanche le Fort, le contemporain et l'allié de Richard Cœur de Lion.

En 1204, en effet, un traité de sauvegarde réciproque existait déjà entre les habitants limitrophes de Navarre et d'Aragon. Cette alliance subsistait encore en 1469. En 1258, à la suite de désordres survenus dans les vallées de Cize, Baïgorry, Ossès et Armendaritz, le gouverneur de Basse-Navarre établit une *hermandad* dans cette province, défendant aux gentilshommes d'aller ensemble plus de cinq et aux écuyers plus de deux ; les laboureurs et leurs fils devaient aller à pied.

En 1425 Jean Lopiz, alcalde de Lecumberry (1), ayant délivré de vive force un prisonnier de cette *hermandad*, le

(1) Lecumberry (Basses-Pyrénées).

roi fit poursuivre l'alcalde et ses complices ; leurs biens furent confisqués et leurs maisons démolies.

Après la guerre de la Navarrerie, en 1277, Eustache de Beaumarchais, gouverneur du royaume, manda aux habitants des campagnes de former entre eux des associations jurées, pour se défendre contre les excès des grands seigneurs et des bandes armées qu'ils menaient avec eux. En 1368, le roi Don Carlos établit une *hermandad* entre la Navarre et l'Alava, pour réprimer le brigandage entre ces deux pays.

L'historien navarrais Yanguas, qui nous a conservé ces détails, nous donne aussi de nombreux renseignements sur l'organisation de ces confréries armées (1).

Elles avaient chacune des statuts écrits, approuvés par l'autorité royale, acceptés et jurés par tous les sociétaires. Ceux-ci devaient garder toujours en bon état les armes nécessaires, telles qu'arbalètes, traits, javelots, dagues, lances ou épées. Ces armes ne pouvaient être ni saisies pour dettes, ni confisquées par la justice. Dès qu'un fait de vol, de coups, blessures ou injures était constaté quelque part, la cloche de l'église donnait le signal ; et aussitôt tous les confrères du voisinage devaient se réunir en armes et se mettre à la poursuite des malfaiteurs. Dans chaque localité les membres de l'*hermandad* étaient organisés par compagnies de 10, 50 et 100 hommes, ayant chacune leurs chefs respectifs. Tous les ans avait lieu une revue générale des troupes de l'association. L'*hermandad* était administrée par des assemblées périodiques appelées *juntas*, et composées des délégués de toutes les localités comptant au moins 60 feux. Ces

(1) Yanguas. *Antiguedades de Navarra*, au mot *hermandades*. Bascle de Lagrèze. *La Navarre Française*, II, p. 136.

« *Premièrement* : il est ordonné, par et entre lesdites bonnes gens, qu'ils seront bons, féaux et loyaux sujets de notre très redouté seigneur le roi d'Angleterre ; qu'ils garderont bien et fidèlement son profit, honneur, droit et justice ; qu'ils éviteront et esquiveront de lui faire dommage ni outrage, et (*observeront*) les devoirs de la terre de Labourd à leur loyal pouvoir.

« *Item* : lesdites gens se sont promis et juré entre eux, que quand le bailli se présentera en son temps (1), les gens des paroisses de Labourd, à qui cela appartient, seront appelés à cette présentation, ainsi qu'il est accoutumé ; que le bailli leur fera serment de les régir bien et comme il doit le faire ; et que les dites gens ensuite (*lui prêteront serment*) de sujétion et obéissance.

« Et si lesdites gens étant appelés, le bailli ne voulait pas faire ledit serment, qu'ils ne soient point tenus de lui jurer ni obéir, jusques à tant que le serment soit fait par le bailli. Et qu'ils puissent avoir leur recours vers notre seigneur le Roi, ou son sénéchal, ou le connétable de Bordeaux, ou ses autres officiers ; sauf toujours la souveraineté de notre dit seigneur le Roi.

« *Item* : lesdites gens se sont promis, juré et accordé, moyennant serment des uns aux autres, à mort et à vie, de s'aider contre toute personne qui leur voudrait faire tort, ou force, ou injure, ou dommage, en corps ou en biens ; sauf la souveraineté de notre très souverain seigneur le Roi, et de ses officiers avant dits.

« *Item* : lesdites gens se sont promis et juré entre eux, que si aucun gentilhomme ou autre de la terre de Labourd, fait ou commet pillerie, volerie ou autre méfait aux gens de Labourd ou d'autre part (que le bailli soit ici ou qu'il

(1) C'est-à-dire : à son arrivée dans le pays.

n'y soit pas) (1), tous les bonnes gens des paroisses seront tenus de juger (2) ce méfait à leur Cour, ensemble avec le bailli de ladite terre, ou son lieutenant s'il peut y être.

« Et que pour ce, ils devront tous s'assembler au dehors avec le bailli (ou sans lui s'il ne peut y être), et aller où le malfaiteur sera, et le prendre, et lui faire donner à la partie endommagée ou insultée, amende pour le dommage et réparation pour l'insulte, à la connaissance du bailli et des dites bonnes gens.

« Et s'il arrivait que le malfaiteur ou les malfaiteurs se retireraient en hôtel de gentilhomme, ou maison forte d'autre homme de la terre de Labourd, et si le seigneur de l'hôtel où est leur retraite fait ou permet de faire résistance ou rébellion ; que dans ce cas lesdits bailli et bonnes gens soient tenus de requérir le seigneur (qui aura reçu le malfaiteur ou les malfaiteurs) de les livrer et bailler, pour en faire compliment de justice (3) selon le cas que fait aura et satisfaction due à partie.

« Et s'il arrive que le seigneur qui aura reçu le malfaiteur ne le veuille livrer, que le bailli avec lesdites gens puissent combattre ou forcer ledit hôtel, et prendre lui, les malfaiteurs et tous ceux qui les auront reçus ou aidés (4) ; (*qu'ils puissent*) faire d'eux compliment de justice et avoir action contre le recevant ou le défendant, et contre ses biens et choses, comme contre le malfaiteur.

« Et si le malfaiteur se fait fugitif de ladite terre et qu'il

(1) C'est-à-dire : que le bailli soit présent ou qu'il soit absent du pays.

(2) Le texte porte *ajusticier* du mot espagnol *ajusticiar*, juger, condamner.

(3) Autres mots espagnols : *cumplimiento de justicia*.

(4) Il y a dans Rymer : les maufesours et touz les que les rescovyvererount. Ce passage paraît être la traduction d'un texte espagnol : *los malhechores y todos los que los recibiran*.

ait biens et choses en la terre de Labourd, que de ces biens et choses il soit fait restitution, amende (1) et paiement à l'endommagé, et le surplus confisqué à nostre seigneur le Roi.

« *Item* : lesdites gens se sont promis et juré entre eux, que si aucun laquais (2), ou écuyer, ou autre, qui ne semble de bonne vie, et soit étranger ou suspect, vient en la terre de Labourd et y demeure trois ou quatre jours, qu'on le jette hors de ladite terre ; à moins qu'il ne présente gentilhomme, ou autre, de la terre de Labourd, qui le patronne et fasse l'aveu de ce patronnage (*devant la justice*).

« Et si après cet aveu de patronnage, l'étranger fait ou commet quelque pillerie, volerie ou autre forfait, en la terre de Labourd, aux gens d'icelle ou à d'autres étrangers ; qu'en ce cas lesdites gens, tous ensemble avec le bailli, soient tenus de contraindre et compeller par voie de justice celui sous le patronnage duquel il aura été placé.

« Et si celui qui le patronne veut condamner le malfaiteur devant (*la justice*) et prouver qu'il est délinquant, qu'il soit tenu de le dénoncer publiquement au seigneur (*le roi*), ou en l'église de la paroisse d'où il sera, en jour de fête, quand la plus grande partie du peuple sera réunie pour ouïr le divin service. Et s'il ne fait cette dénonciation qu'il soit tenu du délit, comme il est dit ci-dessus, et jugé coupable.

« *Item* : les dites gens se sont promis et juré entre eux que le bailli devra réunir, trois fois l'an, deux bons prudhommes de chaque paroisse, en sa Cour, pour mettre

(1) *Amende* veut dire ici *réparation*.

(2) C'est-à-dire : un homme armé.



à due exécution la présente ordonnance et les choses contenues en icelle ; lesquels prudhommes auront principalement la charge de (*faire observer*) ladite ordonnance, et les choses dessus dites.

« Et que ces deux prudhommes soient élus, chacun an, par les paroisses dont ils seront, après mandement du bailli. Et soient tenus lesdits prudhommes de (*prêter*) serment au seigneur, que bien et loyalement ils se comporteront au sujet de l'exécution de cette ordonnance ; et qu'ainsi soit mis en fait.

« *Item* : les dites gens se sont promis et juré entre eux que si en l'une des paroisses de ladite terre, il se fait ou se commet aucune pillerie, volerie ou autre forfait, que les deux prudhommes, députés comme il est dit, soient tenus d'aller de suite au bailli (qui est maintenant ou sera dans le temps) lui dénoncer la pillerie, volerie ou autre forfait qui aura esté commis ; le prier et requérir qu'il s'en aille de suite poursuivre le malfaiteur ou les malfaiteurs, et qu'il les prenne afin que des dites pillerie, volerie ou autre méfait se fassent et soient faites due satisfaction et justice.

« Et s'il arrive que le bailli, ou son lieutenant, étant requis comme dit est, n'aient point pouvoir, puissance ou force (*suffisante*) pour aller poursuivre le malfaiteur ou les malfaiteurs, que les gens de toute ladite terre s'assemblent ; qu'ils se réunissent de toutes les paroisses à l'heure même ; et qu'ils suivent le bailli, ou sous-bailli, là où ils voudront aller, pour prendre le malfaiteur, ou malfaiteurs ; pour lui faire donner satisfaction de la pillerie ou volerie qui aura été faite, et (*obtenir*) justice selon que le cas comportera.

« *Item* : lesdites gens se sont promis et juré que dans le

cas où mort, volerie, pillerie, prison, ou autre outrage serait fait ou commis en aucune partie de ladite terre; que le bailli ne soit ni prêt ni présent en cette partie où se commettra le méfait; qu'il ne puisse y venir et prendre les malfaiteurs avec lesdites gens comme dessus est déclaré : que dans ce cas les mêmes gens (ou telle partie d'entre eux, qui en plus bref temps pourra y être), pourront prendre, saisir et lier les malfaiteurs, sans les battre et sans les blesser (si faire se peut et qu'ils n'opposent aucune résistance), et les mener au bailli ou à son lieutenant, pour en faire raison et justice, comme le cas requerra, et comme dessus est récité.

« *Item* : lesdites gens se sont promis et juré que la présente ordonnance ne sera en rien préjudiciable à notre très souverain seigneur le Roi, ni à son ressort, souveraineté, juridiction ni seigneurie, ni à ses droits et devoirs, en aucune manière (1).

« Nous : Considérant que des ordonnances semblables furent par feu notre cher Père, quand il était duc d'Aquitaine, acceptées, approuvées et concédées aux mêmes prudhommes, pour le terme de quatre ans maintenant écoulés, ainsi qu'il est prouvé par les Lettres patentes de notre dit Père, produites devant Nous en notre chancellerie :

« Lesdites ordonnances à Nous exhibées, autant qu'avec justice nous le pouvons, et à la prière de nosdits hommes liges, acceptons, approuvons et concédons par les présentes à nos susdits hommes liges et à leurs successeurs, pour le terme des vingt années prochaines à venir, suivant la force, la forme et l'effet desdites ordonnances.

(1) L'*Inventaire* de Planthion, p. 4, donne un texte abrégé de ces articles.

« Pourvu toutefois que ces ordonnances soient utiles et avantageuses pour le bon et nécessaire gouvernement de leur pays, et qu'à Nous et à nos héritiers, les ducs d'Aquitaine, elles ne soient en rien préjudiciables. Et que nos dits hommes liges prêtent, pour la due observation de ces ordonnances, tels serments qu'ils prêtèrent au temps de notre Père.

« Sous le témoignage du Roi, à Westminster, le vingt troisième jour de mars (1400). »

Les dispositions édictées par les articles qui précèdent, se retrouvent pour la plupart dans les statuts de l'ancienne *hermandad*, établie entre la Navarre et l'Aragon dès l'année 1204. Il est facile de les reconnaître dans les passages suivants que j'emprunte à ces vieux statuts espagnols :

« Qu'aussitôt qu'il se présentera devant le président de l'*hermandad*, quelqu'un qui aura été volé, blessé ou injurié, on fera l'appel à son de cloche ou d'une autre manière. Et les membres de l'*hermandad* devront accourir tous pour poursuivre les malfaiteurs, sous peine de cent sous.

« Et si un confrère prétend qu'il n'est pas accouru parce qu'il n'a pas entendu la cloche, il devra jurer qu'il ne l'a pas entendue (1).

(1) Que luego que se presentare al presidente de la hermandad, en cualquiera pueblo, alguno que hubiere sido robado, herido ó injuriado, se llamase en apellido á toque de campana, ó de otra manera, á los comprediles en la hermandad para perseguir á los malhechores; debiendo concurrir todos, bajo la pena de cien sueldos.

Si algun hermano dijese que non concurio por non oir la campana deberia jurar si la oyó ó no.

Si el profugo se refugiase en algun lugar, castillo, infanzonia, casa fuerte ú otro cualquiera pueblo de señor, fuese requerido su dueño ó alcalde para la entrega del reo. Y en caso de negarse, la hermandad podra usar de la fuerza y dañar á la persona y bienes del señor, alcalde y vecinos de la tal fortaleza.

Que si los profugos tuviesen bienes, embargasen y vendiesen de ellos lo neces-

« Si le fugitif se réfugiait en quelque lieu, château, maison infançonne, maison forte, ou tout autre localité ayant un seigneur, le maître du lieu ou l'alcalde sera requis de remettre le coupable. Et en cas de refus, l'*hermandad* pourra faire usage de la force et porter tort à la personne et aux biens du seigneur, de l'alcalde et des habitants de ladite forteresse.

« Que si les fugitifs possédaient des biens, on les saisi-rait et on en vendrait ce qui sera nécessaire, pour satisfaire les dommages réclamés (dont la valeur sera fixée par le serment des personnes lésées), et aussi les frais occasionnés à l'*hermandad*.

« Que pour dénoncer les délits, on nommera dans chaque localité un procureur ; lequel sera partie légitime (*dans la procédure*) avec la partie lésée, ou sans elle.

« Qu'une fois arrêtés, les délinquants seront remis au président de l'*hermandad* du lieu, où aura été commis le délit, pour en faire châtement.

« Que si les présidents ou juges étaient négligents dans l'administration de la justice, ils pourront être accusés devant le roy, ou devant la *junta* générale de l'*hermandad*. »

Ces rapprochements me paraissent établir d'une façon certaine l'origine espagnole de l'*Armandat* de Labourd.

On trouve dans l'*Inventaire* de Planthion (p. 5), et dans

sario para satisfacer los daños reclamados (cuyo valor sera graduado á juramento de los damnificados) y tambien los gastos ocasionados á la hermandad.

Que para acusar los delitos, se nombrase en cada pueblo un procurador ; el cual sea parte legitima con la parte damnificada, ó sin ella.

Que prendidos los delincuentes se entregasen al presidente de la hermandad del pueblo, donde se hubiese cometido el delito, para su castigo.

Que si los presidentes ó jueces fuesen omisos en la administracion de justicia, pudieran ser acusados ante el rey, ó ante la junta general de la hermandad.

(Yanguas. *Antigüedades de Navarra*, sous le mot *hermandades*).

*l'Histoire de Gascogne, de Monlezun* (t. VI, p. 105), d'autres statuts et réglemens qui concernent encore le même *Armandat*. J'en donne ici la copie intégrale, parce qu'ils complètent les réglemens que j'ai déjà reproduits. Ils nous font en effet connaître quels étaient les délits et les crimes, que l'*armandat* avait pour but de poursuivre et de réprimer.

*Autres statuts et réglemens faits par lesdits habitans  
et approuvez par le même Roy (HENRI IV)*

« *Premièrement* : A cause des fréquentes voleries qui se commettent en la terre de Labourd, et qu'il y a des gens qui ne veulent pas reconnaître l'*Armandat* de votre dite terre, ains aiment mieux retourner au mal et enfreindre les droits de votre *Armandat* au préjudice du pauvre peuple, lesdits habitans ont convenu qu'aucun dudit pays ne pourra donner retraite ni protection à aucun étranger, c'est-à-dire qui soit hors dudit *Armandat*, à peine de cinq escus, payables la moitié au roy et l'autre moitié audit *Armandat*.

« Et si aucun prend par force ou violence quelque chose qui appartienne à autrui, celui qui aura reçu le dommage sera obligé de le dénoncer ou faire sçavoir à l'alcalde (1) de la paroisse d'où sera le voleur. Et s'il ne veut faire ladite dénonciation, il sera obligé d'encourir la peine desdits cinq escus payables comme dessus. Et au cas que ledit alcalde, après la dénonciation faite, ne fait incontinent son devoir, qu'il soit à la mercy dudit *Armandat*. Et que

(1) Ce mot, égaré dans le texte, laisse encore deviner l'origine espagnole de l'*armandad* et des statuts qui le régissaient. En Espagne, en effet, les chefs des paroisses ont toujours porté le titre d'*alcalde*; tandis qu'en Labourd on les appelait *abbé* ou *mair-abbé*.

ledit *Armandat* poursuive incessamment et prenne ledit voleur ou malfacteur.

« *Item.* Que le baillif sera tenu de jurer, de tenir et observer les présens articles par luy et ses successeurs, et qu'il ne fera aucun tort ni préjudice aux voisins et aux habitans de ladite terre qui sont dudit *Armandat*.

« *Item.* A esté convenu : Que si aucun homme du pays, ou étranger, donne soufflet malicieusement à un autre, il payera deux escus, la moitié au Roy et l'autre moitié audit *Armandat*.

« *Item.* A esté convenu : Que si quelqu'un est battu, blessé ou tué par mégarde ou inadvertance, celui qui l'aura fait ne sera tenu de payer nulle loy ni challenge au baillif (1).

« *Item.* Lesdites gens ont convenu que si quelqu'un est blessé malicieusement et que la playe soit de loy et challenge, celui qui l'aura commis payera douze escus, la moitié au roy et l'autre audit *Armandat*. Et si la playe n'est pas de loy, il payera quatre escus en la forme et manière susdite, celui qui aura reçu le tort préalablement satisfait.

« *Item.* A esté convenu que si on vole de l'argent ou quelqu'autre chose à quelqu'un, celui qui le découvrira sera tenu de le dénoncer, moyennant un escu ou un franc qui sera payé par celui à qui on aura volé.

« *Item.* A esté convenu que si aucun commet vol nuitamment avec effraction de maison ou de portes, celui qui l'aura commis payera le double de ce qu'il aura pris, la moitié au roy et l'autre moitié audit *Armandat*, la partie

(1) Dans cet article et le suivant les mots *loy et challenge* signifient une réparation pécuniaire fixée et tarifée par un texte de loi. Ce sens est fréquent dans les actes de cette époque.

préalablement satisfaite. Et s'il peut être atteint qu'il sera puny suivant la loy civile (1).

« *Item.* A esté convenu que si aucun commet vol sur le grand chemin de jour, il payera le double de ce qu'il aura pris, en la manière susdite.

« *Item.* Que si aucun viole femme ou fille sur le grand chemin ou ailleurs, il payera vingt escus, la moitié au roy et l'autre moitié à l'*Armandat*. Et s'il peut être atteint qu'il sera puny suivant la loy civile, celle qui aura reçu le tort préalablement satisfaite.

« *Item.* Que si aucun commet adultère et que le crime soit notoire, l'homme tenant publiquement la femme d'autrui, ceux qui auront commis l'adultère perdront tous leurs biens meubles et immeubles, le tiers pour le roy, l'autre tiers pour l'*Armandat* et l'autre à celui qui aura reçu le tort. Et qu'ils soient chassés hors du pays.

« *Item.* Lesdites gens ont demeuré d'accord que si aucun bœuf ou autre bête tue ou blesse quelque personne, le baillif ne pourra prendre connaissance contre le propriétaire. Mais ledit bétail sera saisi, le tiers pour le roy, le tiers à l'*Armandat* et l'autre tiers pour celui qui aura reçu le dommage (2).

« *Item.* A esté ordonné que si aucun homme ou femme tue ou étrangle ou étouffe son enfant, il ne sera tenu de payer nulle loy (3).

« *Item.* A esté convenu que lorsque quelque habitant de Labourd est accusé de crime et que le baillif le veuille

(1) *Loi civile* veut dire ici toute loi pénale autre que la *loi ecclésiastique*. Pour le Labourd cette loi pénale était la Charte des malfaiteurs de Richard Cœur de Lion (Voy. Balasque, I, p. 410).

(2) C'est une application de l'*abandon nexal* du droit romain.

(3) C'est-à-dire *aucune réparation pécuniaire*; mais le coupable sera puni des peines de l'homicide.

mettre en prison, il pourra offrir caution audit baillif et à la partie. En ce cas ledit baillif sera tenu de le laisser en liberté et si le baillif veut passer outre, l'*Armandat* sera tenu de donner secours audit accusé.

« Item. Lesdits habitans ont convenu que tous les hommes dudit *Armandat* de l'âge de 14 ans et au-dessus, seront tenus de l'exécution des présens articles conformément à l'usage. »

En parcourant les différents statuts qui précèdent, on s'aperçoit aisément que l'*armandat* de Labourd et les *hermandads* de Navarre avaient pour but, non seulement de poursuivre les malfaiteurs vulgaires et les délinquants de bas étage, mais encore d'arrêter les entreprises des nobles et des seigneurs indigènes, qui auraient voulu abuser de leur force et rançonner les populations de leur voisinage. Considérée sous ce point de vue, l'institution présente un caractère démocratique et populaire digne de fixer l'attention. Sans doute, au Moyen Age, l'émancipation des communes et des centres peuplés fut souvent faite par une conjuration des habitants des villes, réunis contre leur seigneur. Mais je ne crois pas qu'on trouve ailleurs qu'en Pays Basque, une association formée entre habitants des campagnes, pour tenir tête aux gentilshommes qui vivaient au milieu d'eux. Et si la féodalité, après avoir été supprimée par Richard Cœur de Lion, n'a jamais été rétablie dans le pays de Labourd, c'est peut-être à l'existence de l'*Armandat* qu'il faut l'attribuer (1).

On conçoit sans peine que les rois d'Angleterre aient approuvé et favorisé cette institution. Elle leur donnait

(1) Je rappelle ici que, par exception, le régime féodal a existé dans la baronie d'Espelette jusqu'en 1685.



le moyen de maintenir en respect la noblesse du pays, et d'empêcher tout attentat contre l'autorité royale. Elle permettait aussi au bailli d'avoir sous la main une force armée toujours prête à le suivre, et de réprimer les désordres dès qu'ils étaient signalés.

Que devint l'*armandut* de Labourd ? fut-il maintenu après les vingt ans que lui avait concédés Henri IV ? Nous n'en savons rien et l'on ne trouve nulle part de renseignements à ce sujet. Il n'en est pas moins certain qu'avant la fin de la domination anglaise, il y avait déjà dans notre pays une troupe militaire organisée, soumise directement au bailli, toujours prête à prendre les armes dès qu'il en donnait l'ordre ; en un mot une force offrant, dès lors, tous les caractères que l'on retrouve plus tard dans la milice de Labourd.

Nous devons admettre que cette force armée fut maintenue après la conquête française, puisque Charles VII et Louis XI ne changèrent rien aux institutions locales. En effet plusieurs ordonnances postérieures à ces princes mentionnent la milice comme ayant existé de temps immémorial. Il est d'ailleurs probable que, pour surveiller la frontière pendant les troubles et les désordres qui régnaient alors en Navarre, l'emploi de cette milice avait été nécessaire.

Mais en Labourd comme partout ailleurs, les milices locales perdirent leur importance par la création d'une armée royale permanente, et par les développements que reçut cette armée sous Charles VIII, François I<sup>er</sup> et leurs successeurs. Peu à peu ces milices disparurent dans presque toute la France. On en fit des corps de réserve rattachés aux troupes régulières, et on leur donna le nom de *régiments provinciaux*. Ce n'est guère que dans les pays de

frontière que les milices furent conservées à l'état de corps distincts et indépendants. Elles persistèrent non seulement en Labourd, mais encore en Béarn, en Soule, dans les pays de Cize, de Mixe, et dans la seigneurie des ducs de Gramont.

Toutefois ce service militaire obligatoire, là même où il se maintint, fut adouci d'une manière sensible ; et tandis qu'au Moyen Age le devoir d'*ost* pesait sur tous les hommes valides, la milice n'exigeait qu'un nombre de soldats limité : 1,000 en Labourd, 3,000 en Soule et Béarn, 1,500 dans les pays de Cize et de Mixe, 1,200 dans la seigneurie de Gramont.

Le chiffre de mille hommes apparaît pour la première fois dans une ordonnance de Charles IX, donnée à St-Jean-de-Luz le 16 juillet 1565, par laquelle le roi prenant en considération : « que les villages de Labourd sont sur la frontière d'Espagne, et qu'en temps de guerre ils doivent fournir mille hommes de pied, à leurs dépens, pour résister aux courses et incursions des ennemis, » les exempte de toutes tailles, aides et impositions. (Planthion, *Invent.* p. 7).

A l'époque de Charles IX, ces mille hommes étaient déjà organisés sur le modèle des troupes régulières. Ils formaient une *compagnie* dont le bailli était le *capitaine* ; c'est le titre que portèrent Louis d'Urtubie, Jean de Chicon et les premiers baillis de la famille de Caupenne. Mais quand la milice fut réorganisée sous le règne de Louis XIV, elle le fut suivant le cadre adopté alors pour l'armée royale. Désormais elle forma un *régiment* et le bailli qui la commandait reçut le titre de *colonel*.

Au moment de la Révolution, les troupes locales et provinciales formaient en France un ensemble de 106 batail-

lons, et représentaient un effectif d'environ 80,000 hommes. Elles furent toutes supprimées par un décret de l'Assemblée Constituante du 4 mars 1791.

## § 2. — LE LIEUTENANT GÉNÉRAL

La faculté de se faire aider ou remplacer dans leurs charges par un lieutenant de leur choix appartenait, durant le Moyen Age, à tous les officiers royaux. L'existence de ce lieutenant est indiquée par une foule de textes, mais surtout par les formules adoptées dans la chancellerie d'Angleterre et celle de France, pour la suscription des actes royaux. Fort souvent les lettres patentes et les mandements édictés par les rois sont adressés, en même temps, à tels officiers désignés et à leurs lieutenants. Il suffit de parcourir les Rôles Gascons, le Recueil de Rymer, ou toute autre collection analogue, pour y relever d'une façon courante des formules d'en-tête comme celles-ci :

« Edwardus, rex Anglie et dux Aquitanie, senescallo suo in eodem ducatu, *vel ejus locum tenenti*, salutem. »

« Rex, dilecto et fideli suo, Jehani de Grelliaco, senescallo suo Vasconie, et omnibus senescallis qui pro tempore fuerint, *et eorum locum tenentibus*, salutem » (1).

Au mois d'août 1284, le roi d'Angleterre concède à Jean de Bardos, marchand de Bayonne, moyennant une redevance annuelle, tout le marais situé près de la ville entre la grande digue de Tarride (*vallatum de Tarride*) et la digue du Port du Verger. Cette concession est notifiée « au sénéchal de Gascogne et à son lieutenant » (2).

Même formule et même mention d'un lieutenant dans

(1) *Rôles Gascons*, II, n° 471, 475.

(2) *Rôles Gascons*, II, n° 807.

les actes adressés au sénéchal d'Agenais, à celui de Limoges, de Cahors, de Périgueux, au connétable de Bordeaux, au prévôt de Saint-Sever, à celui de Dax. (*Rôles Gascons*, II, *passim*).

Le 4 mars 1378 Gaillard de Durfort, sire de Duras, est nommé prévôt royal de Bayonne. L'acte portant cette nomination s'adresse : « à tous sénéchaux, juges, maires, prévôts et à tous autres justiciers, officiers et ministres du roi, ou à leurs lieutenants. »

Le même acte commande « à tous les gens demeurans et habitans en ladite prévôté de Bayonne, de quelque état ou condition qu'ils soient, d'obéir audit sire de Duras, comme à prévôt susdit, ou à son *suffisant lieutenant*. » On voit par ces derniers mots que la faculté d'avoir un lieutenant est ici formellement reconnue au titulaire de la charge (1).

En l'année 1394, Richard II conclut une trêve avec le roi de France. Immédiatement il en informe les officiers suivans :

« Les capitaines des villes et châteaux de Calais, Guines, Ham, qui pour le temps seront, ou leurs lieutenants.

« Le capitaine de Brest, ou son lieutenant, ez pays et marches de Bretagne.

« Le gouverneur des Iles Guernesey et Jersey, ou son lieutenant, ez marches de Normandie.

« Mon sieur Johan de Béarn, sénéchal de Bigorre, mon sieur Johan de Pomers et le sire de Gavaston, ou leurs lieutenants, ez pays et marches de Bigorre.

« Le sénéchal des Landes et le sieur de Lescun, ou leurs lieutenants, ez pays et marches des Lannes.

(1) Rymer, t. III, partie IV, p. 181.

« Le sire de Rosan et le sire de Landiras, ou leurs lieutenants, ez pays et marches de Bazadais.

« Le sire de Caumont et le sire de Bard, ou leurs lieutenants, ez pays et marches d'Agénois.

« Le sire de Mussidan et le sire de Baffoille, ou leurs lieutenants, ez pays et marches de Périgord et de Sarladais.

« Le capital de Buch et le soudan de la Trave, ou leurs lieutenants, ez pays et marches de Poitou, Saintonge, Angoumois et Limousin.

« Le sieur de Duras et le sire de Montferrant, ou leurs lieutenants, ez pays et marches du Bordelais.

« Les deux amiraux du royaume d'Angleterre, qui pour le temps seront, ou leurs lieutenants, en et par toute la mer » (1).

Si aucun de ces textes ne désigne le nom et les titres nobiliaires des lieutenants, c'est que ceux-ci étaient choisis, non par le roi, mais par les officiers mêmes, qu'ils devaient remplacer ou seconder. La chancellerie royale ignorait donc, le plus souvent, quels étaient ces lieutenants.

L'histoire de Bayonne nous offre un exemple remarquable de l'institution des *lieutenants*.

Les anciens maires de Bayonne étaient, en effet, des gentilshommes de haute naissance que le roi avait nommés, parce qu'il connaissait leur fidélité et qu'il voulait récompenser leurs services. Mais retenus au loin par leur situation personnelle, ou par les expéditions auxquelles ils prenaient part, les maires ne séjournaient que fort rarement dans nos murs. Il est même arrivé que Bayonne a

(1) Rymer. *Fœdera*, t. III, partie IV, p. 99.

eu pour maires des capitaines étrangers, qui avaient mis leur épée au service du roi de France. Ainsi Don Martin Henriquez de Castille, maire en 1455, était Espagnol ; Théaude de Valpergue, maire en 1459, était Italien ; Estienne Mac-Hanam, maire en 1487, était Écossais.

Les maires étaient donc remplacés d'une façon permanente par un *Lieutenant de Maire* qui, en leur absence, présidait les délibérations du Corps de Ville, jugeait les causes portées devant la *Cour* du Maire, maintenait le bon ordre et la police des rues, et enfin, si les événements l'exigeaient, prenait le commandement de la milice bourgeoise.

Nos Archives bayonnaises permettent d'établir à côté de la série des maires, la série parallèle des lieutenants de maire. Beaucoup parmi ceux-ci furent des hommes de grande valeur. Mais pour ne pas sortir des bornes de mon sujet, je citerai seulement : Laurens de Prat, Guilhem de Laduchs, le chanoine Menaud d'Arraing, Augier de Hiriart, Pierre et Auger de Lalande, et surtout les deux frères Saubat et Jehan de Sorhaindo, les constants et courageux adversaires du fougueux vicomte d'Orthe.

P. YTURBIDE.

(A continuer).

## BAYONNE SOUS L'EMPIRE

---

# ÉTUDES NAPOLEONIENNES

---

### LXXI

#### LE CAPITAINE DE VAISSEAU DUBOURDIEU

(Suite)

Néanmoins la lutte fut terrible et acharnée. Un boulet de canon coupa en deux l'intrépide Dubourdieu dès le commencement de l'action sur sa frégate la *Favorite*, qui, après une vaillante défense, fut obligée d'aller s'échouer et se brûler sur les récifs de la côte de Lissa. Une seconde frégate française, la *Flore*, amena pavillon lorsque le capitaine Pérudier n'en pouvait plus conserver le commandement par suite d'une grave blessure ; mais, peu après, son équipage se révolta contre ses vainqueurs, et réussit à rehissier le pavillon français et à la sauver. Chaque bâtiment de la division franco-italienne se voyant entouré par plusieurs bâtiments ennemis à la fois, avant d'avoir pu effectuer son mouvement d'abordage ; la corvette la *Bellone*, capitaine Dicodo, fut prise à son tour, malgré une longue et sanglante défense ; la *Couronne*, frégate italienne, dont le lieutenant français Aycard avait pris le commandement après le capitaine Pasquasigo, ne se rendit, à deux frégates ennemies qui l'accablaient, qu'après trois heures de lutte et après avoir perdu presque tout son équipage. Le reste de la division se sauva

tant bien que mal. La perte des Anglais fut grande aussi ; deux de leurs frégates sortirent du combat toutes désarmées et emportant avec elles plus de morts que de vivants ; une d'elles, incapable de retourner dans les ports d'Angleterre, fut brûlée par ceux même qui la montaient. Le vaisseau rasé du commodore Obst, démâté de tous ses mâts et percé comme un crible, s'échoua sur les rochers de Lissa. Les marins français auraient certainement triomphé de l'ennemi dans cette affaire, s'ils n'eussent péché, comme leur commandant Dubourdieu, par l'excès même de leur intrépidité ; un peu plus d'ordre, de tactique et de sangfroid leur aurait assuré la victoire.

Il en avait été de même du Bayonnais Roquebert, dans un combat devant Madagascar. Pressé d'être en contact avec l'ennemi, il ne s'assura pas s'il était ou non suivi par la frégate la *Clorinde*, et soutint seul le feu des Anglais. Ce qui causa sa mort, la perte de son navire et la ruine de l'expédition.

Le nom du capitaine de vaisseau Dubourdieu a été inscrit dans un des cartouches de la Bibliothèque de Bayonne, mais il nous semble que ce n'est pas assez pour rappeler le nom du héros au souvenir de ses concitoyens.

---

## LXXII

### UN OFFICIER DE HUSSARDS ANGLAIS

La cavalerie anglaise. — Le 18<sup>e</sup> hussards. — L'uniforme. — La musique. — Le bagage d'un officier. — Carnet de campagne. — La chapelle d'Hasparren. — Le château du général Harispe. — Hospitalité anglaise.

Lorsque Wellington franchit les Pyrénées et envahit la France, il avait à sa disposition une très nombreuse cava-



lerie, brave, bien montée et bien équipée, mais à laquelle il reprochait, non sans amertume, de n'avoir jamais gagné une bataille. Et cependant ce n'était pas la confiance en eux-mêmes qui manquait aux officiers anglais, et si on en veut des preuves on n'a qu'à lire les curieux mémoires du lieutenant Woodberry, desquels nous allons nous occuper ici. On y verra, au fond, des rodomontades qu'on n'était pas habitué à trouver chez les officiers de cette arme, souvent rudement malmenés par la cavalerie française.

Notre lieutenant appartenait au 18<sup>e</sup> régiment de hus­sards, qui fut envoyé, avec le 15<sup>e</sup> de la même arme, dans la Péninsule, au mois de janvier 1813. Il n'est pas sans intérêt de dire ce qu'était ce corps, célèbre dans l'armée anglaise, l'époque de sa formation, et surtout décrire son uniforme, élégant et riche à la fois.

Sur l'uniforme nous avons pu en recueillir les éléments principaux, et nous croyons devoir en donner ici une description détaillée. Les officiers portaient le colbach noir, pompon et plumet blanc, flamme bleue, glands jaunes. La pelisse et le dolman bleu à brandebourgs blancs, boutons blancs, collet et parements en pointe blancs liserés de blanc, nœud hongrois sur les manches, la fourrure de la pelisse blanche, ceinture rouge et jaune, culotte blanche à nœud hongrois, bottes à la hussarde avec glands noirs, banderolle de gibernes.

La musique se faisait remarquer par la différence d'uniformes qui existaient à cette époque dans toutes les troupes européennes : colbach noir à petit plumet rouge en bas, blanc en haut, flamme, cordon et gland rouge, avec une bande jaune en bas du colbach. Dolman blanc, avec les brandebourgs de la même couleur, la pelisse

blanche avec les brandebourgs et les fourrures blancs. Collet et parements en pointe blancs, nœud hongrois sur les manches, ceinture blanche et rouge, culotte bleue à nœuds hongrois rouges, bottes à la hussarde, sabretache et ceinturon rouge avec initiales et couronne royale rouge.

Quand au simple hussard, il portait le même colbach à flamme bleue, le dolman et la pelisse bleu comme l'officier, collet et parements en pointe blancs, brandebourgs blancs, pantalons gris à une bande rouge, et la sabretache.

Le 18<sup>e</sup> de hussards s'embarqua à Portsmouth à destination du Portugal, le 1<sup>er</sup> janvier 1813. Fantassins ou cavaliers, nos officiers anglais aimaient à bien vivre, et Woodberry fit ses provisions pour la traversée. Elles se composaient de douze volailles vivantes, deux jambons, trois langues fumées, six pains, trois livres de beurre, deux boisseaux de pommes de terre, trente livres de viande fraîche, deux livres de thé, une livre de café, neuf livres de sucre, trois chandelles de cire, vingt-quatre citrons pour le punch, deux livres de fromage, trois pots de pickles, deux boîtes de conserve de soupe, du gruau pour la bouillie, trois douzaines de harengs saurs, trois douzaines de bouteilles de porter, trois bouteilles d'eau-de-vie, du lait et six livres de riz pour les puddings. Ce n'était pourtant qu'un simple lieutenant.

Le 18<sup>e</sup> hussards fit la campagne de 1813. Mais dans les souvenirs de Woodberry on trouve bien autre chose que des relations de bataille ou des descriptions de bivouacs. Il est, dit M. G. Hélie, « un touriste qui fait la guerre et qui, bien souvent, se plaint que cette guerre l'empêche de satisfaire toutes ses curiosités de voyageur. Son admiration pour les pays qu'il traverse est sans doute un peu

banale ; il y a quelque emphase et beaucoup de répétitions dans ses formules d'éloge, et les motifs de ses étonnements nous paraissent parfois un peu puérils ; mais n'est-il pas curieux de voir un brave soldat, un officier plein de zèle et de scrupule, étudier en amateur les paysages qu'il traverse, citer des vers, s'enthousiasmer pour des panoramas de montagnes et dire à plusieurs reprises qu'il a trouvé en Espagne, puis en France, le coin où il voudrait venir terminer ses jours au sein de la nature, et même y oublier l'Angleterre, quand la paix sera faite. » Ajoutons à cela que ce même état d'âme se trouve chez un grand nombre des officiers anglais qui ont fait cette guerre, ce qui n'empêchait pas ces amants de la belle nature de se battre rudement lorsque l'occasion s'en présentait.

Nous ferons grâce au lecteur de toute la campagne du Nord de l'Espagne qui se termina, comme l'on sait, par la bataille de Vittoria. Le lieutenant Woodberry, qui appelait de tout son cœur un engagement avec la cavalerie française, fut assez grièvement blessé à la main, près de Mendionde, et le samedi 1<sup>er</sup> janvier 1814 il se trouvait avec son régiment à la chapelle de Hasparren, où il écrivait les lignes suivantes : « Les Basques sont très robustes, déterminés, beaux, scrupuleusement honnêtes et étonnamment mis. On les dit braves, mais ils me sont suspects, car ils ont tous abandonné le drapeau de leur pays. Ils sont courtois et polis dans leurs manières à un degré qui dépasse de beaucoup leur état de civilisation. Dans leur régime, ils sont d'une sobriété rare ; pour moi leur existence est un miracle ; avec ce qui suffit à trois Basques par jour, ma chienne *Vitoria* crèverait de faim. »

On trouvait tout près de là les ruines d'un château qui

avait appartenu au général Harispe. Quand Mina arriva dans le pays avec son armée, ses hommes vinrent en corps lui demander la permission de piller ce château ; il le fit d'abord fouiller pour son compte, puis l'abandonna aux officiers et ensuite aux soldats qui consommèrent l'œuvre en y mettant le feu.

Les souvenirs du lieutenant de hussards sont remplis de plaintes contre l'armée espagnole, obligée de piller pour ne pas mourir de faim, car il ne lui était fait aucune distribution. Quant à lui, son temps se partage en reconnaissances, en piquets et en bals qui sont donnés dans le pays ; les fourrages qui commencent à manquer obligent les officiers anglais à vider leurs paillasses pour nourrir leurs chevaux. A Mencionde, le 31 janvier, il a un engagement avec une compagnie du 21<sup>e</sup> chasseurs français. « Le maire de Mencionde, dit-il, est un aimable homme qui a beaucoup de John Bull dans sa manière : il est venu à ma rencontre avec une bouteille et un gâteau. »

Des avant-postes d'Ayherre, le matin du 4 février, il s'amusa à regarder la revue des troupes françaises passées par le général Harispe. On voyait environ 3,000 hommes en bel ordre, bien vêtus, tous avec des guêtres blanches. Ils avaient trois aigles. « Je brûle d'envie, dit Woodberry, d'avoir une aigle française, et si jamais je pénètre au milieu de l'infanterie ennemie pendant une charge, je tâcherai d'en prendre une ou j'y laisserai la vie. » Nous devons ajouter que la campagne fut terminée sans que son vœu fut réalisé.

Il continua à se promener dans le pays, n'oubliant pas d'emporter avec lui un pistolet à deux coups, « dans la crainte de rencontrer quelque soldat espagnol, » ce qui dénote la plus touchante confiance envers les alliés. Ensuite

Il stationne successivement à Ayherre, à Bardos, à Came, à la Bastide, qu'il trouve semblable à une ville anglaise, puis à Saint-Pée, à Puyoo et à Orthez, dont il décrit la bataille.

L'armée alliée continue sa marche en avant, dont la dernière étape devait être Toulouse. Dans les Landes, la troupe de partisans de Florio fait beaucoup de mal, et un régiment de cavalerie espagnole fut envoyé pour le surveiller.

Mais c'en était fait, Napoléon venait d'abdiquer, et le 18<sup>e</sup> régiment de hussards se trouvait à Auch, faisant déjà un mouvement en arrière pour se rapprocher d'un port d'embarquement. Les officiers, au nombre de seize, dinaient tous ensemble. Au moment où ils allaient se mettre à table, un aide de camp du maréchal Soult arriva en compagnie d'un lieutenant de dragons légers anglais, portant des ordres au général baron Thouvenot, qui commandait à Bayonne. Ils furent invités, et comme on peut le penser, la conversation s'établit sur les derniers événements. L'aide de camp du maréchal et son guide furent presque saoulés par les officiers de hussards, sans doute pour les aider à accomplir leur mission « ils doivent voyager à raison de douze lieues par jour (36 milles) jusqu'à Bayonne. »

Un des officiers de hussards, nommé Grand, qui parlait parfaitement le français, se mit à injurier l'aide de camp de Soult, à cause de son attachement « à Buonaparte, et il décontenança ce pauvre garçon. » Il fut heureux pour ce bravache qu'il ne fut pas tombé sur un des ferrailleurs de l'armée française, car les rieurs n'eussent pas été de son côté.

Le 18<sup>e</sup> de hussards anglais traversa toute la France, se

rendit à Paris et alla s'embarquer à Calais. L'année suivante, il se faisait décimer dans la courte et sanglante campagne de Waterloo.

---

LXXIII

**PASSAGE A BAYONNE DU 6<sup>e</sup> CORPS  
DE LA GRANDE ARMÉE**

Le 6<sup>e</sup> corps de la Grande Armée. — Coup d'œil rétrospectif. — Le 3 novembre 1808. — Arrivée de la 1<sup>re</sup> division. — Le 8<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère. — Les régiments de ligne. — Les têtes de colonne. — Les tambours et la musique. — Les grenadiers et les voltigeurs. — Le havre-sac des soldats. — Le 25<sup>e</sup>. — Revue de l'empereur.

Lorsque Napoléon, surpris par l'insurrection générale de l'Espagne, se fut décidé à se rendre lui-même dans la Péninsule et à prendre en personne le commandement de ses troupes, il songea à les renforcer à l'aide de quelques corps de la Grande Armée. En effet, en outre des renforts continuels qui entraient en Espagne, et d'une grande partie de la garde impériale, deux corps entiers, le 1<sup>er</sup> et le 6<sup>e</sup>, furent enlevés à l'Allemagne et traversèrent la France pour prendre part à la nouvelle guerre. Il ne fallait, en effet, croyait-on, rien moins que les vieilles bandes d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland, pour replacer le roi Joseph sur son trône et réparer les désastres de Baylen.

C'est du 6<sup>e</sup> corps seulement que nous allons nous occuper ici, de ce 6<sup>e</sup> corps d'armée qui, sous le commandement de l'illustre maréchal Ney, avait accompli des miracles, et qui se trouvait entièrement composé de vieux régiments. C'est lui que nous allons faire défiler sous les yeux

des lecteurs, ainsi qu'ils passèrent devant nos ancêtres, émerveillés par l'aspect de ces soldats pour lesquels le mot impossible n'était pas français.

Le moment pressait, les événements se succédaient et le 6<sup>e</sup> corps, qui allait entrer en Espagne, exécutait ses marches d'étape par divisions entières, complètes en artillerie et train, et c'est ainsi que nous allons les voir passer dans les rues de notre ville.

Reportons-nous à quatre-vingt-seize ans en arrière. Montons l'escalier gracieux de l'ancienne maison Cabarrus, aujourd'hui devenu l'hôtel de la Chambre de Commerce et asseyons-nous à l'une des fenêtres du premier étage. Devant nous se présente un panorama ravissant : à gauche la longue file des maisons du Bourgneuf, reflétant leurs hautes façades dans les eaux de la Nive. Le pont Mayou, en bois, et construit sur pilotis, mais chargé de curieux attendant avec impatience le passage des troupes. Derrière, les murailles grises et pittoresques du Réduit. A gauche, la place de la Liberté, l'Adour couvert de vaisseaux de guerre et de commerce. Le paysage était terminé par la verdure et les grands arbres de la citadelle se détachant vigoureusement sur le bleu pâle du ciel.

Mais un sourd murmure s'élève dans la foule qui stationne et attend avec impatience. Puis éclatent des cris, des vivats, des acclamations dominés par les tambours battant la marche et accompagnés par les accents guerriers des musiques des régiments. Regardons bien, car le spectacle qui va se dérouler devant nos yeux est inoubliable et fera battre le cœur de tous les spectateurs.

Nous sommes au 3 novembre 1808, et les quatre divisions du 6<sup>e</sup> corps commandées par les généraux Marchand, Bisson, Mermet et Dessoles, couvrent les routes et tra-

cou du fantassin était pris par un col de crin qu'il se hâtait de jeter aussitôt entré en campagne. Un shako cylindre et évasé, lourdement orné de plumet, raquettes, cordons et passementeries. Tantôt les soldats portent la queue, tantôt ils ont les cheveux coupés ras. Les boutons portaient les numéros du régiment. Parfois il arrivait que chez les conscrits les mollets absents laissaient tomber la guêtre sur le pied et les rendaient grotesques, mais le cas était rare, puis les jours de revue on leur en mettait de faux.

Dans le havresac où sur celui-ci, le soldat portait une capote, souvent mauvaise, mais que le bivouac lui permettait d'apprécier, un pantalon de gros drap, un sarrau de toile, un pantalon de toile à bretelles, des guêtres grises, un bonnet de police, des guêtres noires, une ou deux paires de souliers, plus le petit linge.

Les quatre régiments de la division Marchand défilèrent ainsi sur la place du Réduit et le pont Mayou, traversent la ville et furent bivouaquer sur la route d'Espagne, en avant des glacis, où ils passent la revue de l'empereur et du prince major général.

Deux jours après, si ce spectacle n'avait pas trop fatigué les curieux, ce fut le tour de la 2<sup>e</sup> division du 6<sup>e</sup> corps, commandé par le général Bisson. Elle était composée de quatre magnifiques régiments : le 23<sup>e</sup> d'infanterie légère et les 27<sup>e</sup>, 50<sup>e</sup> et 59<sup>e</sup> de ligne. Les deux brigades étaient sous le commandement des généraux Bardet et Labassée. Ici, nous nous arrêterons un peu sur quelques-uns des détails qui distinguaient ces belles troupes, car des documents inédits nous permettent d'étudier de plus près des variétés d'uniformes dont la curiosité doit être mentionnée, et comme rien n'est négligeable dans l'étude des armées



impériales, nous croyons ne pas devoir les passer sous silence.

Le premier régiment qui défila était ce fameux 23<sup>e</sup> d'infanterie légère, qui était célèbre dans l'armée française. Les sapeurs portaient le colbach noir à flamme rouge et à plumet de même couleur posé à droite, l'habit bleu de ciel, collet, revers, parements et pattes de parement écarlate ; épaulettes rouges, haches en croix et grenade blanche sur les bras ; petites guêtres blanches à glands rouges. Les tambours avaient le shako noir à aigle couronné avec la jugulaire et la garniture de visièrè en métal blanc, pompon vert, le haut blanc. Habit bleu de ciel avec collet, revers, parements et pattes de parement écarlate, le tout bordé d'un galon blanc, épaulettes vertes à torsades rouges, garnitures de guêtres blanches, à glands verts, et dragonne du sabre verte.

Les musiciens portaient le même shako et le même plumet que les tambours. L'habit comme les tambours, seulement les galons, au lieu d'être en blanc, étaient en argent ; trèfles en argent sur les épaules, la culotte bleu foncé, le gilet blanc comme le reste du régiment, l'épée portée par un baudrier blanc, bottes à la souvarow avec garniture et glands d'argent.

Les carabiniers portaient le même colbach que les sapeurs, les chasseurs le même costume que les tambours, et les voltigeurs les distinctions jaunes. L'effectif du régiment était de 1,444 hommes.

Le 27<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne qui défila aussitôt après avait ses sapeurs en habit bleu impérial et en bonnet à poil, les parements, retroussis et doublure orange, les épaulettes rouges à corps en écailles de cuivre.

Les tambours avaient le shako ordinaire, l'habit bleu

la sûreté de la personne de l'empereur ; c'était le soldat obligé des résidences impériales ; c'était lui qui faisait respecter et exécuter les ordonnances du souverain et qui appréhendait au corps, quel que fut leur grade où leur position dans l'armée, ceux des délinquants qui encouraient où méritaient la disgrâce du maître. Quoique le gendarme d'élite fut un peu l'homme de police du grand quartier général, sur le champ de bataille il n'en combattait pas moins dans les rangs de la vieille garde, ce qui fit naître cette saillie du général Roguet, en les voyant paraître au milieu d'un combat, il s'écria : « Que viennent faire ici ces magistrats ! »

Le général Savary était le commandant immédiat de la gendarmerie d'élite. Cet aide de camp de l'empereur avait été chargé par lui de plusieurs missions de confiance, et c'est ainsi que Napoléon l'envoya en Espagne au moment où il commençait à s'occuper des affaires de ce pays.

Avant le départ de Savary, l'empereur eut avec lui une longue conversation dont il nous a conservé les termes dans ses Mémoires, et lui ayant dit qu'il allait se rendre à Bayonne et même à Madrid si les circonstances l'exigeaient, puis il le congédia et le général partit le jour même pour l'Espagne.

En route, et presque à chaque poste, il rencontrait un courrier espagnol allant à Paris avec des dépêches pour l'ambassadeur d'Espagne, et du côté de Poitiers il trouva le comte de Fernand Nunez, chambellan, qui se rendait auprès de Napoléon porteur d'une lettre du roi Ferdinand VII.

Savary arriva à Bayonne le 12 avril 1808, et y trouva l'infant Don Carlos, qui venait au-devant de l'empereur. Il croyait le trouver dans cette ville, d'après ce qui lui

avait été dit lors de son départ de Madrid. Lorsque Savary continua sa route, il vit dans toute la Biscaye des arcs de triomphe élevés pour le passage de Napoléon ; le peuple espagnol était impatient de le voir arriver, et vociférait partout contre le prince de la Paix. A Vittoria il rencontra l'officier français que le grand duc de Berg envoyait à l'empereur pour lui porter l'épée de François 1<sup>er</sup>, qu'il avait demandée au cabinet de l'arsenal de Madrid.

Lorsque Ferdinand VII se décida à se mettre en route pour aller au devant de Napoléon, le général Savary le suivit. Quand on fut arrivé à Vittoria et que le nouveau roi d'Espagne hésita à se rendre en France, le général eut une longue conversation avec son ministre et finit par se rendre à Bayonne pour prendre les ordres de Napoléon qui était au moment d'y arriver. C'était le 14 avril 1808. Quelques instants après l'empereur le fit appeler et causa avec lui des affaires d'Espagne et des hésitations de Ferdinand VII et de son entourage.

Le lendemain même, 15, il le fit appeler de nouveau et lui donna l'ordre de partir pour Vittoria, et lui remit une lettre qui devait vaincre les dernières hésitations du prince des Asturies. « Allez le trouver, dit-il, et remettez-lui cette lettre de ma part. Laissez-lui faire ses réflexions. Il n'y a pas de finesse à employer, cela l'intéresse plus que moi, qu'il fasse ce qu'il voudra. Sur votre réponse ou sur votre silence, je prendrai mon parti, ainsi que des mesures pour qu'il n'aille pas ailleurs que près de son père. » Il ajouta : « Voyez où mènent les mauvais conseils ; voilà un prince qui, peut-être, ne régnera pas dans quelques jours, ou qui apportera sous peu une guerre avec l'Espagne. Parbleu ! les peuples sont bien à plaindre, lorsqu'ils tombent en de pareilles mains ! Allez au plus vite. »

On sait que, de retour à Vittoria, le général Savary parvint à vaincre les répugnances de Ferdinand VII et de son conseil. La lettre de Napoléon au prince est trop connue pour que nous la reproduisions ici. Le nouveau roi d'Espagne partit, Savary ne put le suivre ce jour-là, et ne le rejoignit que le lendemain matin, après avoir marché toute la nuit. Du résultat de la première entrevue de Napoléon et de Ferdinand, nous ne parlerons pas, c'est là un fait acquis à l'histoire. Nous dirons seulement que peu de jours après son arrivée à Bayonne, le prince de la paix arriva dans une voiture, et accompagné d'un aide de camp du grand duc de Berg, il n'avait pas été reconnu en chemin. L'empereur le fit descendre à Beyris, maison de campagne à quelque distance de Bayonne, par ménagement pour le prince des Asturies, et ce fut le général Savary qui alla le chercher le lendemain de son arrivée pour le conduire à l'empereur, qui le retint fort longtemps dans son cabinet, et lui donna sans doute des détails qui lui étaient inconnus jusqu'alors sur ces étranges événements.

Le général Savary accompagna plusieurs fois l'empereur dans ses excursions et ses promenades autour de Bayonne. Le 5 mai 1808 entr'autres, il se trouvait à cheval avec Napoléon, accompagné de l'escorte ordinaire de cheveau-légers polonais et de gardes d'honneur à cheval de Bayonne et étaient arrivés sur la route d'Espagne, en face de Beyris, lorsqu'ils rencontrèrent un officier couvert de poussière et courant la poste à franc étrier. C'était M. Daneucourt, capitaine des chasses et officier d'ordonnance de l'empereur, envoyé à Madrid quelque temps auparavant.

Il était expédié par le grand duc de Berg et portait la

dépêche de Murat annonçant l'insurrection du 2 mai à Madrid. Ce prince donnait à l'empereur des détails précis sur le massacre des soldats isolés, des hôpitaux et de tous les Français qui étaient tombés sous le poignard d'une populace en furie. « Les meneurs avaient bien organisé leur entreprise ; l'arsenal royal leur fut ouvert, le silence imperturbablement gardé, et, au signal donné par eux, on assassina tout ce que l'on trouva de Français dans les rues. »

On sait qu'elle fut la suite de ces nouvelles et la scène dramatique qui se passa entre l'empereur, le roi Charles IV et le prince des Asturies. Elle eut lieu au palais du gouverneur et Savary, qui avait accompagné Napoléon, n'en perdit pas un mot à travers les fentes de la porte mal jointe.

La maladie de Murat, obligé de revenir en France, fit envoyer à Madrid le général Savary. On n'a pas manqué de rejeter sur l'administration de l'aide de camp de l'empereur une partie des désastres de Bailen. Le général Savary se disculpe autant que possible, mais nous n'insisterons pas là-dessus. D'autant plus qu'il est aujourd'hui devenu à la mode de faire retomber sur l'empereur toutes les fautes de ses lieutenants.

Cependant le nouveau roi, Joseph Bonaparte, était parti de Bayonne et approchait lentement de la capitale de son futur royaume. Le roi entra dans Madrid le 21 juin, à quatre heures de l'après-midi. Il n'y eut pas sans doute d'enthousiasme, et un morne silence accueillit cette entrée triomphale. Le roi Joseph n'était escorté que par la cavalerie de la garde impériale. Une des personnes de la suite de Sa Majesté Catholique fit part au général Savary de son étonnement sur la tranquillité relative de cette entrée,

car il s'était attendu à voir le passage du roi salué de plus de vingt coups de fusil. Savary sourit et lui dit que cela était impossible, car il avait trop bien pris ses précautions pour qu'il arrivât rien de semblable.

Interrogé sur les détails, il répondit qu'il avait fait donner l'ordre à Madrid d'avoir toutes les fenêtres ouvertes sur le passage du roi. Personne ne devait s'approcher d'elles, les entrées des rues donnant sur la voie principale avaient été fermées par des pelotons en armes, et une double haie de soldats avait été placée sur le parcours du cortège. Mais au contraire de ce qui s'était pratiqué jusqu'alors, ces troupes faisaient face aux maisons et avaient l'ordre de faire feu sur les fenêtres qui leur paraissaient receler un piège. Dans ces conditions toutes particulières de sévérité l'entrée du roi Joseph put avoir lieu sans être troublée.

Le général Savary demeura à Madrid et fut un des principaux à conseiller à Joseph l'évacuation de la capitale devant l'approche de l'arrivée de Castaños. Il fit partie du cortège royal jusqu'à Buitrago, et là prit, en poste, la route de la France. Après avoir couru mille dangers, il arriva à Bayonne où il ne fit que passer. L'empereur en était parti depuis peu et ce fut à Tours seulement qu'il le rejoignit et le mit au courant de tout ce qui s'était passé dans la Péninsule.

On sait qu'elles furent les destinées du général Savary, devenu duc de Rovigo et ministre de la police. Mais comme il ne devait plus revenir dans notre pays, il échappe désormais à ces études que nous nous efforçons de délimiter strictement à l'histoire de notre vieille cité.

---

## UN CAPITAINE DE LA GARDE ROYALE ANGLAISE

Un anecdotier anglais. — Mémoires d'un capitaine de grenadiers. — Le capitaine Batty. — Les canoniers français. — Le village du Boucau. — Un camp anglais. — Description de Bayonne. + La citadelle. — Jack dans sa boîte! — Service de camp. — Une curieuse illustration.

Dans la bibliographie nombreuse des ouvrages relatifs aux campagnes de 1813 et 1814 dans le Sud-Ouest de la France, il y en a un grand nombre de remarquables. C'est là un sujet que nous traiterons prochainement ; mais au milieu de toutes ces publications émanant de témoins oculaires, il convient de faire une place à part à l'une d'entr'elles, très importante pour plusieurs raisons. Par sa rareté d'abord, le luxe de son tirage et de son illustration, et enfin parce que l'auteur, qui appartient au 1<sup>er</sup> régiment de la garde royale anglaise, ou *Grenadiers Guards*, fit avec sa division le blocus de Bayonne, sur les événements duquel il nous donne les plus précieux détails :

Son ouvrage, qu'il nous a été donné de consulter à diverses reprises, porte le titre suivant : « *Campagnes de la dernière guerre des armées alliées dans les Pyrénées Occidentales et le Sud de la France pendant les années 1813-1814, sous les ordres du feld maréchal marquis de Wellington*. Illustré d'un plan détaillé des opérations et de nombreuses gravures, vues de montagnes et scènes diverses, par le capitaine Butty, du 1<sup>er</sup> régiment des grenadiers de la garde. London, 1823. J. Murray, in-4°. » Nous dirons quelques mots de sa curieuse illustration à la fin de cette étude.

L'auteur prend sa relation après la bataille de Vittoria,

et nous donne les positions des armées ennemies pendant le siège sanglant de St-Sébastien. Il nous fait assister à la double tentative du maréchal Soult sur Pampelune et St-Sébastien et dit comment il fut repoussé dans ses attaques. Wellington se détermine bientôt à envahir la France et songea à faire coopérer la marine à son mouvement en avant. Puis vient le passage de la Bidassoa, l'occupation de St-Jean-de-Luz, des descriptions curieuses de la ville et de la rade, des scènes de paysages et de bivouacs.

Le capitaine Butty, qui se pique de posséder un certain bagage scientifique, se livre à une dissertation ingénieuse sur le pays de Labourd, sur ses origines et sur la langue basque. Il ne manque pas de nous raconter comment le pont de bateaux, sur l'Adour, fut jeté par les ordres de Wellington, et fait enfin partie, avec la division de la garde royale, du corps d'armée chargé du blocus de Bayonne. C'est la partie de son livre qui rentre le plus directement dans le cadre de nos études.

Après une description du camp retranché du maréchal Soult autour de Bayonne, nous passerons rapidement sur les opérations du blocus et sur les divers combats qui eurent lieu autour de la forteresse pour en venir à quelques anecdotes intéressantes qui nous sont racontées par le capitaine Butty.

Le devoir des soldats qui formaient le blocus de la ville et spécialement sur la rive droite de l'Adour, était particulièrement fatigant. Ils étaient constamment employés dans un service des plus pénibles ; les uns faisaient des fascines sous les ordres des officiers du génie, d'autres creusaient les tranchées pour la défense de la ligne de circonvallation ; la température la plus mauvaise rendait



encore ces travaux plus pénibles, et la crainte d'une surprise les obligeait à se tenir debout toute la nuit. En fait, le service était d'autant plus pénible qu'on s'attendait à une attaque de l'ennemi au moment où on y songerait le moins.

Aussitôt qu'un soldat était aperçu par les défenseurs de la citadelle, on faisait immédiatement feu sur lui, et on fut obligé de recourir à divers expédients pour placer les sentinelles sans qu'elles fussent trop exposées à ce feu incessant. Une seule imprudence suffisait pour leur attirer un coup de feu quand il leur arrivait de dépasser la muraille derrière laquelle elles s'abritaient. L'ordre avait été donné de ne pas répondre au feu de l'ennemi dans de petits engagements qui auraient pu devenir désavantageux pour les assiégeants jusqu'à l'arrivée de leur train de siège. De nombreuses circonstances prouvèrent l'habileté incontestable avec laquelle les Français exécutèrent leur tir d'artillerie, et montra, encore une fois de plus, combien il était nécessaire de garantir les soldats de garde. Les sentinelles furent donc placées à couvert derrière des murs de jardins, de manière à pouvoir observer tous les mouvements de l'ennemi sans exposer leur vie. Or un soldat de la légion germanique avait été placé dans un angle d'une grande maison, avec recommandation de regarder devant lui de temps en temps en dépassant quelque peu la muraille, mais sans s'exposer. Malheureusement il avança une jambe en dehors de l'angle de la construction, et presque aussitôt elle fut emportée par un boulet de canon. Cela avait pu paraître tout d'abord un fait accidentel, mais une seconde sentinelle, qui le remplaça, eut aussitôt le même sort, et il fallut bien être convaincu de l'incroyable adresse des canonniers de la citadelle.

Un soldat d'infanterie légère avait été placé à Saint-Bernard, sous le commandement de lord Saltoun, derrière une barricade qui coupait la route de Saint-Bernard au Boucau, non loin des bords de l'Adour. Cette route était près de la citadelle et observée très soigneusement par les Français. Le soldat était désireux de jeter de temps en temps un regard par dessus l'ouvrage, tout en se cachant le plus vite possible. Cependant ayant été moins prompt à se retirer que d'habitude, il fut littéralement coupé en deux par un boulet de canon.

Il est inutile de multiplier les exemples de ce genre qui se renouvelèrent fréquemment pendant le blocus. Après avoir traversé l'Adour et investi Bayonne, l'armée de siège fut assez éprouvée par le manque de provisions. Peu à peu le village du Boucau, situé sur la rive droite du fleuve et à droite des troupes qui bloquaient la citadelle, se remplit de provisions de toutes sortes et de rafraîchissements qui furent apportés à l'armée par les paysans du voisinage. Ceux-ci avaient été attirés par les besoins des Anglais et la manière exacte avec laquelle les paiements étaient effectués. Le village était petit ; les habitants, afin de préserver leurs maisons de la foule, avaient installé leur marché dans un grand champ voisin. En peu de temps l'affluence fut considérable et le marché abondamment pourvu de volailles, œufs, beurre, poisson et quantité de légumes de toute espèce ; pommes, poires, et toute espèce de fruits. Les prix, cependant, demeurèrent exorbitants, et il en fut ainsi jusqu'à la cessation des hostilités, lorsque Bayonne ouvrit ses portes aux armées alliées.

La longue période de l'investissement de Bayonne permit aux officiers anglais de faire une ample moisson d'observations, non sans risques, sur l'aspect extérieur

des fortifications, et nécessairement lorsque la paix fut signée il leur fut permis d'examiner de plus près ce qui avait causé leur alarme pendant si longtemps. Les fortifications actuelles, celles de la citadelle et des villes du grand et du petit Bayonne, car elle était divisée en deux par la Nive, avaient été construites sous la direction du célèbre Vauban. Une partie d'entr'elles était située entre la rive gauche de la Nive et la rive gauche de l'Adour et s'appelait le grand Bayonne. C'est de ce côté que se trouvait la grande route d'Espagne à Saint-Jean-de-Luz, qui sortait de la ville par Saint-Léon et la porte d'Espagne. Le point le plus élevé de la forteresse qu'il était possible de voir des positions de l'armée de blocus, étaient les tours de la cathédrale ; mais avec un télescope, toute la ligne d'ouvrages était parfaitement visible, excepté du côté de la Nive, près de la ville, dont la déclivité du terrain ne permettait pas d'en suivre les contours.

L'autre partie de la ville, appelée Petit Bayonne, occupait l'angle de terre située entre la Nive et l'Adour, elle était construite sur un terrain qui se relevait bientôt en un monticule, à l'extrémité duquel se trouvait le petit village de Saint-Pierre, traversé par la route qui conduit à Saint-Jean-Pied-de-Port. Les fortifications, de ce côté, avaient été élevées parallèlement à la hauteur, afin d'obvier à la difficulté de la situation, car la ville était commandée de près. Aucune construction élevée n'existait sur ce point, à l'exception cependant d'un château quadrangulaire placé près de l'Adour, correspondant avec un autre château du même genre, situé de l'autre côté de la rivière. Ces deux châteaux, qui étaient appelés Château-Neuf et Château-Vieux, étaient des restes des anciennes fortifications de la ville.

préparatifs du siège de Bayonne et raconte avec détails la fameuse sortie du 14 avril, mais elle est trop connue pour que nous y revenions ici. Il en est de même de la prise du général Hope, commandant en chef l'armée du blocus, que sa mauvaise fortune fit tomber entre les mains des assiégés.

Ainsi l'armée alliée avait déjà perdu près de 2,000 hommes, son général en chef prisonnier, un général tué et plusieurs blessés, et la première parallèle n'était pas encore ouverte, lorsque la chute de Napoléon vint clore les hostilités. Il est probable que sans cet événement la prise de Bayonne aurait coûté aux assiégeants des torrents de sang humain. Et cependant pendant l'amnistie les officiers français disaient négligemment aux officiers anglais, avec lesquels ils étaient entrés en relations, que cette sanglante sortie du 14 avril n'était qu'une « petite promenade militaire. »

Puis ce sont des scènes du camp autour de Bayonne, l'accident arrivé au fameux pont de bateaux jeté au dessous du Boucau et mettant en communication les deux rives, le blocus levé et les officiers anglais admis à visiter Bayonne, chose à laquelle ne faillit pas le curieux capitaine des grenadiers de la garde. En entrant dans la ville, dit-il, son aspect présentait une grande analogie avec une ville espagnole, les rues étaient étroites et sombres, et les maisons très agglomérées ; mais sur les places ouvertes et près des remparts, elles étaient plus larges et les maisons étaient grandes et bien construites. Le grand commerce qui se faisait entre la ville et l'Espagne, avait sans doute contribué à lui donner cet aspect qui tenait autant de l'un que de l'autre pays. Les maisons sur les bords de la Nive étaient construites sur des arcades. Les

marchés étaient bien pourvus de poissons, volailles, légumes, œufs et fruits. Le grand commerce que faisait Bayonne lui attirait une riche prospérité, et l'auteur ne manque pas de citer le jambon de Bayonne, si apprécié par tous les étrangers.

Le capitaine Butty parcourt la ville en prenant force croquis, et ce fut pendant qu'il dessinait la cathédrale, dont il reproduit dans son ouvrage un curieux dessin pris de la cour de l'évêché, qu'il fut arrêté. Il est vrai qu'il fut aussitôt relâché. Mais avant de terminer ces notes rapides sur un livre si intéressant pour l'histoire de notre pays pendant ces époques troublées, nous dirons quelques mots de l'illustration exécutée par l'auteur lui-même, et qui en font un livre précieux à tous égards.

Les planches sont au nombre de vingt-cinq. Nous trouvons mentionné successivement l'entrée de la garde royale en France, le 7 octobre 1813. Le plan des opérations dans les Pyrénées-Occidentales et le Sud-Ouest de la France pendant les années 1813 et 1814. L'entrée du port de Passages. Une vue de Irun. Les Pyrénées, vue du haut de St-Martial. Une vue de Fontarabie et sa rue principale. Fontarabie et la montagne du Jaizquivel prise de Hendaye. Les Espagnols attaquant les Français sur la hauteur de Mandalle. Une escarmouche des troupes espagnoles à Biriattou. Le camp des alliés près d'Urrugne. Une vue de la vallée de la Bidassoa à trois milles au-dessus d'Irun. Le gué traversant la Bidassoa et Enderlache, à cinq milles au-dessus de Irun. Les bords de la Bidassoa, pris du gué d'Enderlache. La Bidassoa prise de la route de Vera. La montagne de la Rhune avec les avant-postes espagnols à Mandalle. Saint-Jean-de-Luz et les bords de la Nivelle à Ciboure. Les quais de Saint-Jean-de-Luz avec la maison

uniforme tout à la fois élégant et somptueux ; en voici une description suffisamment détaillée pour permettre d'en opérer la reconstitution.

La cavalerie portait l'habit noir, à revers, passepoils et parements rouges ; aiguillettes en or ; veste rouge ; pantalon noir, bordé de tresses en or ; bandoulière et giberne rouge avec l'aigle et la boucle jaune ; chapeau à la française avec un panache blanc ; bottes et éperons à la hongroise ; sabre de hussard ; chabraque noire, bordée en rouge.

L'infanterie avait l'habit brun très foncé, doublure écarlate, revers, parements, collet et liserés chamois ; pantalon et petite veste blanche ; boutons jaunes, chapeau à la française, ganse jaune, pompon chamois ; demi-guêtres noires, sabre, fusil et gibernes d'infanterie.

La cavalerie de la garde d'honneur de Pau alla attendre à Artix Leurs Majestés impériales, et lui servit d'escorte. Le rôle de cette troupe d'élite pendant le séjour de l'empereur et de l'impératrice, fut celui de tous les corps du même genre, et nous consacrerons une prochaine étude à la réception de Napoléon dans le chef-lieu des Basses-Pyrénées.

E. DUCÉRÉ.

*(A continuer).*

## BAYONNE SOUS L'EMPIRE

---

# ÉTUDES NAPOLEONIENNES

---

LXXVII

### BIVOUACS ANGLAIS ET FRANÇAIS

Les armées en campagne. — Français et Anglais. — Les canons anglais. — Huttes et baraques. — Un camp français. — Les pourvoyeurs. — Une nuit au bivouac. — La table des officiers anglais. — Un beau paysage. — Un repas peu varié. — Sous la pluie.

Les opérations de guerre des armées belligérantes, leurs marches et contre-marches, attaques et contre-attaques ont été si souvent discutées que, après les livres des maîtres en la matière, l'attention moderne commence à se porter davantage sur la vie privée du soldat en campagne, et on s'inquiète beaucoup plus de savoir comment il supportait la faim et les intempéries des saisons, que de décrire les opérations des armées. Aussi allons-nous essayer de retracer, à l'aide de documents émanant de témoins oculaires, qui sont parvenus jusqu'à nous, les campements et les bivouacs des deux armées de ce côté des Pyrénées ; on pourra ainsi étudier de près le génie des deux nations.

Dans les marches, dit un officier de l'état-major de Wellington, nos soldats n'ont aucune chance de pouvoir lutter avec les Français. Ces derniers leur étaient supérieurs, surtout parce que, chargés de leur existence, ils étaient plus sobres et nécessitaient moins de matériel, pendant que leur activité individuelle était étonnante.

Les Anglais, au contraire, marchaient en grognant et en maugréant ; ils buvaient énormément et étaient difficiles à mener par leur propre conduite. Ils mangeaient avec voracité chaque fois que l'occasion s'en offrait et même après avoir fait de courtes marches. Cela produisait des dysenteries. De toutes les manières, à l'exception du courage, c'étaient des soldats très inférieurs aux Français et aux Allemands. Lorsque la 4<sup>e</sup> division et la division légère traversèrent Tafalla, la conduite et l'aspect des soldats anglais et des étrangers fut très différente, et lord Wellington en fut très mortifié.

Ce qui fut un grand sujet de distraction pour les habitants de Bayonne, disent les souvenirs du temps, fut l'installation des troupes des brigades chargées de la défense des camps retranchés. Sur ce point assez éloigné de la ville, les maisons n'étaient pas assez nombreuses pour abriter la totalité des soldats ; aussi, afin de les tenir plus facilement sous la main, fut-on obligé de les faire bivouaquer. Mais grâce à l'instruction et à l'industrie des militaires français, ils ne tardèrent pas à se créer des abris confortables qui furent, non seulement à Bayonne, mais dans toutes les autres parties du pays, l'objet de l'admiration des officiers anglais. « Je cherchais en vain, dit l'un d'eux, les tentes blanches des Anglais, elles étaient généralement dressées dans des plis de terrain boisé, de façon à se dérober à la vue de l'ennemi et à abriter autant que possible les hommes contre le mauvais temps ; mais, en revanche, les baraques bien bâties des Français étaient visibles sur beaucoup de points. Les Français sont certainement les soldats les plus experts dans l'art de se construire des abris. Ceux que j'aperçus n'étaient pas, comme les huttes que nous avions der-



nièrement occupées, composées seulement de branches d'arbres, couvertes avec des rameaux et des feuilles sèches, et dépourvues de cheminées ; c'étaient, au contraire, de bons et confortables cottages avec des murs de terre et des toits de chaume arrangés en longues rues étroites, et ressemblant plutôt à un village définitif qu'à l'abri momentané de troupes en campagne. » A l'extrémité de ces camps se trouvaient des marchés où régnait une grande abondance.

« D'ailleurs cette partie bruyante du camp, semblable à une cité populeuse et animée, comparée à la vue austère des armes rangées non loin de là en faisceaux et à celle des retranchements, des palissades, des canons établis sur leurs plate-formes et se montrant au dehors de leurs embrasures offrait un contraste bizarre que sa nouveauté rendait curieux à observer. Parmi les vendeurs se trouvaient un bon nombre de Basquaises ; toutes présentaient à l'œil une taille svelte et bien prise, des traits fins et spirituels, un sourire gracieux. Timides les premiers jours à l'aspect des figures sévères de nos grenadiers, ces jeunes filles furent promptement rassurées et devinèrent sans peine que la confiance et l'intérêt, plus que la crainte, étaient les sentiments que le militaire français désirait leur inspirer. Un prompt débit et d'abondantes recettes étaient d'ordinaire le prix de l'activité : aussi voyait-on plusieurs rivales d'intérêt, gravir à l'envie les rampes ou suivre avec légèreté les sentiers qui conduisaient au camp. »

Quant aux troupes anglaises, elles avaient montré si peu d'initiative pour la construction de leurs bivouacs, que Wellington finit par leur obtenir des tentes de toile de leur gouvernement, mais dont le transport nécessitait

l'emploi d'un grand nombre de mulets de bât. Cependant ils dressèrent assez bien leur camp, dit *Lous Tey*s, sur le front de la citadelle de Bayonne, ainsi que celui du quartier général du Boucau.

Le lieutenant Gleig, en débarquant à Pasages avec le 85<sup>e</sup> régiment, nous fait part de l'impression que lui fit ressentir son premier bivouac, établi sur une éminence, à un ou deux milles du point de débarquement. « Il n'y avait pas un souffle dans l'air, dit-il, et tout respirait la fraîcheur et l'agrément autour de moi. Je sentais surtout que mon métier de soldat n'était plus un amusement, non que notre situation fut périlleuse, car nous étions au moins à dix mille de la garnison de Saint-Sébastien, et à vingt peut-être de l'armée du maréchal Soult ; mais être appelé à dormir sous la voûte du ciel, enveloppé dans mon manteau, avec mon sabre suspendu au-dessus de ma tête, aux branches d'un arbre, et mon chien couché à mes pieds, cela seul suffisait à me faire comprendre que ma vie militaire commençait véritablement. En regardant autour de moi, je voyais les armes en faisceaux éclairées par les lumières de vingt feux qui jetaient une brillante clarté sur le feuillage qui nous abritait. Les hommes étaient enveloppés dans leur grande capote, étendus ou assis en groupes énergiques autour de ces feux ; j'entendais leur causerie joyeuse, leur rire insouciant et franc, et de temps en temps un lambeau de chanson fredonné par une voix ou deux ; tout cela, je m'en souviens, était délicieusement surexcitant. J'appuyai ma tête contre un arbre, et mettant ma pipe à la bouche, je lançais des bouffées de fumée dans un état d'esprit qu'un monarque aurait pu m'envier et que, en vérité, je n'ai jamais éprouvé depuis.

« Quand les régiments sont en campagne les tables générales, ou mess, sont supprimées. Les officiers se divisent en petits groupes de deux, trois ou quatre, suivant les amitiés qu'ils ont formées, ou suivant les circonstances. Je fus assez heureux pour me lier avec un de mes camarades que je n'ai jamais cessé d'aimer de la plus vive affection, et dont les bonnes qualités méritent que je chérisse la mémoire aussi longtemps que je conserverai le pouvoir de penser et de réfléchir. Il est en paix, maintenant, et repose avec deux de ses camarades au fond d'un jardin. Mon ami était un vieux soldat ; il avait fait la majeure partie de la campagne de la Péninsule, et savait parfaitement comment celui-ci doit en user pour conserver sa santé et faire son devoir efficacement. Il m'avait suggéré l'idée d'apporter avec moi mon fusil de chasse ; il avait aussi le sien, et entre les deux nous possédions un couple de lévriers, un chien d'arrêt et un épagneul, des cannes à pêche et autres accessoires. Grâce à ces engins nous espérions pouvoir, de temps en temps, ajouter quelque chose à notre ration réglementaire, et l'événement prouva que notre calcul était juste.

« Je passai la plus grande partie de cette nuit à causer avec lui, tantôt du passé, tantôt des probabilités de l'avenir. Quoique plus âgé que moi de quelques années, Grey n'avait rien perdu de l'enthousiasme de la première jeunesse, et il était fanatique de sa profession : il me décrivait d'autres scènes auxquelles il avait pris part, d'autres bivouacs qu'il avait partagés, et m'empêcha de rien perdre de la surexcitation que j'éprouvais au moment où je m'étais assis. A la fin, pourtant, les paupières devinrent pesantes en dépit du bourdonnement des chansons, et chacun autour de nous s'endormit rapidement. Nous

arrangeâmes notre feu de façon à ce qu'il pût durer jus qu'au jour, et après avoir bu une gorgée de grog à la santé de nos parents et amis d'Angleterre, nous nous couchâmes enveloppés dans nos manteaux. Dix minutes après nous étions partis pour le pays des songes.

« Il faisait grand jour quand les allées et venues des soldats mirent fin à mon repos. J'ouvris les yeux et restai émerveillé devant le spectacle splendide qui s'offrait à mon admiration. Nous avions campé sur une éminence boisée qui formait le centre d'un amphithéâtre de montagnes ; derrière nous s'étendait la jolie baie de Pasages, tranquille et presque sans mouvement par l'influence d'une matinée calme, quoique cependant plus gaie que de coutume grâce aux navires et aux petits bateaux qui la couvraient. Derrière nous, à notre droite et à notre gauche s'élevaient, à quelque distance, des collines superposées, non âpres et stériles comme celles au milieu desquelles nous nous établîmes plus tard, mais couvertes de bois luxuriants, de platanes, de bouleaux et de sorbiers. Immédiatement au-dessous se trouvait un petit vallon tout planté de maïs déjà mûr, et un peu à gauche de l'endroit où j'avais dormi, une jolie ferme disparaissait à demi sous les branches d'une vigne en espalier, chargée de grappes de raisins. C'était, en un mot, un tableau que le pinceau rendrait peut-être, mais qui défie toute description écrite.

« Je me levai non moins enthousiasmé que la veille en me couchant, et me mis de bon cœur à l'ouvrage afin d'élever des huttes pour les hommes et pour nous, car on ne nous avait pas encore envoyé de tentes. On prépara de grands pins que l'on planta dans la terre : des branches minces et touffues y furent entrelacées et le tout forma la muraille que nous recouvrîmes de rameaux assez serrés

pour empêcher la pluie d'y passer ; ces huttes offraient une demeure pas très commode peut-être, mais parfaitement habitable. Telle fut notre occupation pendant la plus grande partie de la journée, et la nuit nous nous trouvâmes confortablement abrités contre la rosée et le brouillard. »

Tous les bivouacs n'étaient pas aussi agréables, surtout au moment où commençait l'hiver, souvent très rigoureux dans les montagnes. Les soldats anglais étaient loin de le supporter avec la même patience que les troupes allemandes. Plus d'une fois, dit un jeune officier, on les entendit maudire la portion de bœuf coriace, de riz gâté, de rhum mêlé d'eau et de vieux biscuit qu'on leur distribuait. Souvent les officiers s'amusaient à s'inviter à dîner mutuellement. C'était chose curieuse : pour premier service du bœuf bouilli ; pour second service du bœuf rôti ; pour troisième service du bœuf cuit au four ; pour quatrième service du beafsteack ; le tout détestable, mais assaisonné par l'appétit, la nécessité et la gaieté.

Cependant l'hiver commençait : la grêle et la pluie assiégeaient le camp, et la position devint très pénible. Dans l'intérieur même des tentes, le terrain n'était qu'un fangeux marécage. Une nuit que notre officier était de planton, son poste était situé sur le bord d'un précipice profond, dont les sentinelles ennemies occupaient le bord opposé. Il entendait distinctement le mot d'ordre des patrouilles françaises. L'obscurité était affreuse, et la seule clarté qui apparut de temps en temps était celle de la lune, perçant par intervalles le voile de nuages fugitifs qui passaient et cachaient son disque. L'orage grondait dans les bois ; la neige tombait à flocons. Les soldats, tous glacés et se groupant autour du feu de ronde, essayaient

de ranimer ses charbons à demi éteints, qui ne donnaient que de la fumée sans chaleur. L'un de ces malheureux disait à ces camarades : « Dieu veuille que nous nous battions demain ! Si cela n'arrive pas, je suis un homme mort. »

Avec l'invasion de la France, nous assistons encore à l'établissement des camps anglais. Leurs tentes, qui les suivaient partout, leur évitaient la pénible besogne d'élever des huttes de branchages. A peine étaient-elles établies que les cantiniers et autres industriels qui suivent d'habitude les armées, commençaient à arriver. Ils s'établirent dans les baraques que les Français avaient abandonnées et avaient échappé à la violence des soldats ; ils ouvrirent des boutiques le long de la grand'route, ce qui donna bientôt à l'endroit qu'ils occupaient l'apparence d'un village à l'époque de la foire, quand les baraques et les troupes d'animaux féroces peuplent ses rues. Ce village devint rapidement un but de promenade pour les flâneurs et pour ceux qui avaient gardé encore quelques dollars dans leurs bourses ; plus d'une bouteille de prétendue bière brune y fut vidée chaque nuit à l'enseigne du *Jolly Soldat* (gai soldat).

Quelque mauvais que fut le cantonnement, il était cependant très préférable au meilleur bivouac. A peine entré en France, une partie du 83<sup>e</sup> régiment fut placé dans l'église d'Urrugne. « Il est probable que le pieux fondateur de l'église n'avait jamais prévu l'aspect qu'elle devait présenter cette nuit-là. Les soldats avaient empilé leurs armes le long des bas-côtés, et occupaient le centre de la nef ; la grosse-caisse et autres instruments de musique étaient placés dans la chaire, et une partie des effectifs avaient pris possession d'une galerie qui se trouvait au

fond de l'église. Quant à Grey et à moi, dit le lieutenant Gleig, nous nous installâmes dans un espace libre autour de l'autel qui, à l'étranger, est plus élevé que le reste de l'édifice, contrairement à ce qui se passe d'habitude en Angleterre, où il est simplement entouré par une grille. Nous plaçâmes devant nous notre bœuf salé, notre pain noir, notre vin, et nous commençâmes à boire et à manger, l'esprit plein de cette surexcitation joyeuse qui s'empare des hommes qui ont échappé, sains et saufs, aux dangers d'une journée périlleuse.

« L'étrangeté du spectacle était encore augmentée par la lumière triste et vacillante de trente ou quarante petites chandelles de résine, et le bruit des conversations, les rires, les plaisanteries et les chansons qui s'élevèrent quand le grog commença à circuler, formaient une scène des plus caractéristiques.

« Les bruits s'apaisèrent cependant peu à peu, les soldats, fatigués, s'endormirent l'un après l'autre, je les contemplai un moment, étendus comme des cadavres sur le pavé de l'église, et m'enveloppant de mon manteau je me préparai à suivre leur exemple. J'étais couché au pied de l'autel, et malgré la dureté du marbre, je m'endormis aussi profondément que si j'avais été étendu sur un lit de plumes. »

Mais les cantonnements se suivent et ne se ressemblent pas. Le lendemain notre officier, couché en plein air et la pluie sur le corps, se réveilla dans une véritable mare d'eau glacée.

---

## LXXVIII

### LE MARQUIS D'AYERBE

La suite de Ferdinand VII à Bayonne. — A Valençay. — Le marquis d'Ayerbe. — Retour en Espagne. — Son dévouement. — Projet d'enlèvement du prince des Asturies. — Une expédition aventureuse. — Le marquis d'Ayerbe est assassiné par des soldats espagnols. — Sa sépulture.

Lorsque le prince des Asturies, plus tard Ferdinand VII, arriva à Bayonne où l'attendait Napoléon, il avait avec lui, en outre de plusieurs de ses ministres et conseillers ordinaires, un bon nombre d'officiers et de domestiques qui devaient le suivre à Valençay. Son frère Don Carlos, qui était arrivé avant lui à Bayonne, était accompagné du duc de Hajar, Don Antonio Correa, gentilhomme de la chambre, Don Pedro Macanaz, Don Pascual Villijo, secrétaire, et Don Ignacio Correa, chambellan.

Un certain nombre de personnages qui escortaient Ferdinand VII restèrent à Bayonne et prirent du service à la cour du roi Joseph. Le prince des Asturies fut suivi à Valençay par le duc de San Carlos, le chanoine Escoïquiz, le marquis d'Ayerbe, le duc de Feria, le marquis de Guadalcazar et les sieurs Correas, Ramires, Molina, Amezaga, Baraduc, Cisternes, Artiada et Ortolaza. Tous ces personnages reçurent, au mois d'avril 1809, l'ordre de rentrer en Espagne, et il ne resta plus à Ferdinand que deux personnes pour son service, c'étaient le comptable Don Antonio Moreno et Pedro Ollado ; à l'infant Don Carlos, Don Pedro Moreno et Don Antarto, un barbier et un balayeur avec deux cuisiniers et en outre trois laquais pour eux tous.



Le marquis d'Ayerbe, qui eut une fin si prématurée et pendant longtemps si obscure, revint en Espagne avec le projet d'intéresser le gouvernement espagnol à l'idée d'essayer de favoriser une évasion du prince des Asturies.

Il repassa par Bayonne et alla faire acte de présence à Pampelune afin d'y accomplir les ordres du gouvernement français, dont les agents le surveillaient sans cesse. Sous le prétexte d'aller à Madrid, il passait à Séville en faisant mille détours et en courant les plus grands périls. Il y joignit sa famille et entra en relation avec les personnages les plus importants. Escano lui conseilla de se servir d'un navire de commerce au lieu d'un navire de guerre qu'il lui demandait. Le duc de l'Infantado tarda beaucoup à être de son avis, et comme il se méfiait de Garay, le marquis d'Ayerbe se résolut à chercher dans l'armée les moyens de mener à bien son entreprise. Ainsi à la Corogne il hésitait encore sur le chemin qu'il devait prendre.

Son dernier projet consistait à se transporter à Saint-Sébastien, d'où, sous le prétexte de faire du commerce avec Nantes, il devait acheter un navire qui le conduirait dans un port français ; de là il se dirigeait sur Valençay pour enlever le roi, et des relais de chevaux le conduiraient sur un navire, et de là en Espagne. Pour réussir il demandait trois millions, mais il se contenta de deux millions que lui offrit le cardinal de Bourbon. Il se mit en route accompagné par le capitaine Don José Vonostrom, qui s'était offert pour l'aider, et sous le nom et l'apparence de charretiers roncalais, ils se mirent en route pour la Navarre. On n'a pu savoir si c'était avec l'intention de gagner Saint-Sébastien, car, peu après, Renovalés et le secrétaire du marquis d'Ayerbe s'embarquèrent pour Gijon ou Santoña, afin de pénétrer en France par le

Roncal. Là, avec la coopération de deux Français qui avaient été mis dans le secret, ils devaient arriver jusqu'à Valençay pour y achever ce qu'ils avaient entrepris.

Il est à croire que le marquis d'Ayerbe trouva beaucoup de difficultés dans l'exécution de ses projets, car il perdit l'espoir d'obtenir les secours qu'il sollicitait. Mais en sa qualité de bon Aragonais et de fidèle serviteur du Roi, ne voulant pas que l'on put douter de son dévouement, il quitta La Corogne dans des conditions qui furent depuis certifiées par son secrétaire, Don José Bessan, et que celui-ci consigna dans l'unique document qui soit connu, et dans lequel il s'exprime de la manière suivante : « Que le 13 du mois de novembre 1808, S. E. Ayerbe se sépara du sieur Renovalés et de moi, partant de la Corogne dans la direction du Roncal, en compagnie de Vanostrom, capitaine Riojano, et de deux domestiques qu'il emmenait pour conduire une troupe de mulets chargés pour son compte.

« Afin, ajoute-t il, que leurs personnes fussent en plus grande sécurité, ils se déguisèrent avec des vestes et des culottes de drap gris, gilets ordinaires, ceintures de laine, chemises de toile de chanvre, souliers de vache et chapeaux ronds, lesquels habits j'achetai par ordre de mon maître. Je leur coupai aussi un bâton ; j'achetai deux mules, l'une de quatre, l'autre de cinq ans, qui coûtèrent cinq mille réaux, et en deux ceintures bien sanglées, je cousai mille douros à chacun en onces d'or, qu'ils placèrent sous leur chemise ; ils emportaient chacun, en outre, mille réaux en différentes monnaies pour les dépenses du chemin. »

Une expédition ainsi tentée pouvait être qualifiée de folie. Mais ce que Barrau oublie dans son certificat du

7 mars 1815, c'est que le marquis d'Ayerbe et Venostrom étaient accompagnés par Don Philippe de Barrio y Cordoa, curé de Durango. Pour aller dans ce village, celui-ci pouvait les loger dans sa maison, les aider de ses conseils et de ses relations dans la Rioja, afin qu'ils puissent passer l'Ebre et pénétrer en Navarre sans difficulté. Le sieur Barrio les accompagna en effet à Escaray, les garda quelques jours, et vers la fin de septembre les fit partir avec un homme de confiance natif de Cersicro, lequel, avec deux ânes qu'il conduisait, devait passer l'Ebre à Miranda. De là ils allèrent à Sévien, rencontrant sur la route deux soldats espagnols de cavalerie. Selon une relation anonyme mais véridique, ces guérilleros appartenaient à des bandes qui combattaient du côté de Calahorra et dans les pays environnants. Ces soldats demandèrent à Ayerbe et à Vanostrom leurs passeports, et après les avoir examinés ils exigèrent l'argent qu'ils portaient. Mais ils ne s'en tinrent pas là, car ils dépecèrent et visitèrent les bâts des ânes pour rechercher l'or qu'ils croyaient y avoir été caché. Cependant craignant que cet acte de pillage ne vint à les compromettre s'il était connu de leurs chefs, ils assassinèrent le marquis d'Ayerbe et le capitaine qui l'accompagnait. Toutefois ils laissèrent la vie à l'*arriero* qui était avec eux, sur sa promesse jurée du secret le plus absolu.

Ainsi finit l'expédition du marquis d'Ayerbe, à la poursuite d'un but très généreux, très patriotique, mais qui, dans les conditions où elle était entreprise, ne pouvait aboutir qu'à une catastrophe. Ce projet d'enlèvement du prince des Asturies de Valençay, resta plongé dans l'oubli le plus profond jusqu'à ce que des documents provenant des archives du premier duc de Saragosse ne l'eut fait paraître au grand jour.

Ce ne fut que de longues années après que la famille du marquis d'Ayerbe parvint à savoir ce qu'il était devenu et à connaître le lieu de sa sépulture ; ses restes et ceux de son compagnon furent exhumés et placés à Saragosse dans un magnifique mausolée.

---

## LXXIX

### LES TROUPES ALLEMANDES A BAYONNE

La Confédération du Rhin. — Une division allemande. — Le contingent. — Leur passage en France. — Arrivée à Bayonne. — Les dépôts. — Le régiment de Hesse. — Les uniformes. — Les corps des Petits Princes. — Bariolage de costumes. — Le désarmement.

Nous avons déjà, dans de précédentes études, parlé de quelques-uns des corps allemands qui collaborèrent, avec les troupes impériales, à la conquête de la Péninsule. Le titre de l'empereur comme protecteur de la Confédération du Rhin, lui donnait le droit d'obtenir des princes qui en faisaient partie, une fraction de leurs contingents. Aussi dans le décret rendu par Napoléon sur la composition de l'armée d'Espagne, avait-il compris une division allemande, qui devait se composer d'un corps de Nassau, un de Bade, un de Hesse-Darmstadt et un bataillon du prince Primat. Au commencement d'octobre 1808, cette division passait à Bayonne et fut placée à Durango le 18 du même mois. Elle était composée de trois brigades : la première des régiments de Bade et de Nassau, général von Perbecski, avec une batterie badoise ; la deuxième brigade, un régiment d'infanterie de Hollande, un régiment de hussards hollandais et une batterie à cheval, avec le

général Chacé ; la troisième brigade, sous les ordres du général Grandjean, un régiment d'infanterie de Hesse, un bataillon de Francfort, un bataillon de la garde de Paris, et une demi-batterie Hessoise,

C'était Napoléon lui-même qui avait donné des ordres précis pour la formation de ces contingents de la Confédération du Rhin. Le 2 octobre 1808 il écrivait, en effet, d'Erfurt à Berthier, lui disant que le général Leval serait rendu le 8 octobre à Bayonne avec son état-major. Sa première brigade devait être composée du régiment de Nassau et de celui de Bade. La deuxième brigade de Hesse-Darmstadt et des princes Primat. La première brigade devait entrer le 13 en Espagne, la deuxième le 17 octobre. Le duc de Dantzick était rendu à Bayonne le 10 octobre 1808. Voici quels étaient les effectifs de ces corps :

La première brigade comprenait le 2<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère des duc et prince de Nassau, de 1861 hommes, et le 4<sup>e</sup> régiment du grand-duc de Bade, était fort de 1850 hommes ; la deuxième brigade le 4<sup>e</sup> régiment du grand-duc de Hesse-Darmstadt, de 1,678 hommes, et le bataillon des princes Primat ; la troisième brigade du général Chacé était formée des troupes hollandaises, 1<sup>er</sup> bataillon du 2<sup>e</sup> régiment et 2<sup>e</sup> bataillon du 4<sup>e</sup> régiment, de 1,723 hommes, en tout 7,940 hommes.

Une division de cavalerie allemande sous les ordres du général Maupetit, était composée des chasseurs de Nassau, escadron de 133 hommes, quatre escadrons de chasseurs légers westphaliens, 525 hommes, et le 3<sup>e</sup> régiment de hussards hollandais. L'artillerie et le train de Bade comptait 204 hommes, et le train de Hesse-Darmstadt 96 hommes, l'artillerie légère hollandaise 91 hommes, le train hollandais 76 hommes, et les mineurs de la même nation, 37 hommes.

1

Ces troupes traversèrent la France diagonalement, arrivèrent à Bayonne du 5 au 20 octobre 1808, après une marche de plus de quarante jours. Le bataillon de Francfort arriva le 18 octobre dans notre ville, et continua par Biarritz, Saint-Jean-de-Luz et Irun. Mais quelque rapide que fut le passage de ces troupes, les Bayonnais devaient encore avoir sous les yeux pendant plusieurs années quelques-uns de leurs plus chatoyants uniformes. En effet, la ville était si encombrée de troupes qu'on fut obligé de consacrer aux dépôts plusieurs des villages environnants. C'est ainsi que le dépôt de Bade fut placé à Bassussarry, ceux de Nassau, du prince Primat et de Hesse à Mouguerre, et les Hollandais à Briscous.

Nous avons donné précédemment les descriptions des uniformes de la plupart de ces troupes à l'exception du régiment de Hesse, et nous allons combler cette lacune. L'uniforme de l'infanterie était l'habit gros bleu barbot, collet et parements jaune citron, brandebourgs de laine blanche pour les soldats et d'argent pour les officiers, boutons blancs, doublure rouge. L'habit des canonniers était le même, excepté que le collet, revers et parements étaient noirs. Les soldats du train avaient l'habit vert de même couleur, sans revers ni brandebourgs, parements et collet noirs. Toute la troupe avait la veste et la culotte blanche. La coiffure était le chapeau à la prussienne, mais le grand-duc le fit remplacer par le shako et le bonnet à poil pour les grenadiers.

Ces troupes revinrent à diverses reprises à Bayonne, non-seulement en escortant les longues colonnes de prisonniers espagnols faits par les armées françaises, mais encore elles reçurent des renforts nombreux. Dans le courant de février 1810, un bataillon de marche de Nas-

sau de 276 hommes, et de Francfort 184 hommes, passait à Bayonne et allait s'encadrer dans les bataillons de guerre terriblement décimés par les campagnes précédentes. Un autre bataillon provisoire de Nassau, fort de 250 hommes superbes, quitta Mayence le 6 novembre 1812. Arrivé à Bayonne le 1<sup>er</sup> janvier 1813, il en repartit le 3 pour aller rallier son régiment.

On sait déjà qu'après la rentrée de l'armée française à la suite de la bataille de Vittoria, Nassau et Francfort firent défection et passèrent à l'ennemi. Les autres corps allemands furent désarmés et enfermés à la citadelle, ou renvoyés dans l'intérieur.

Ce n'étaient pas d'ailleurs les seuls corps Allemands qui devaient servir en Espagne la cause de l'empereur. Quoique ceux desquels nous allons parler soient entrés dans la Péninsule par Perpignan et ont toujours fait partie de l'armée de Catalogne, nous croyons devoir en dire quelques mots afin de compléter cette étude sur ces corps auxiliaires sur lesquels nous sommes encore si mal renseignés.

Au commencement de septembre 1808, l'empereur avait écrit à son ministre, M. de Champagny, relativement au contingent qui devait être fourni par les petits princes de la Confédération du Rhin. « Je désire avoir un bataillon des trois maisons d'Anhalt; un régiment des cinq maisons ducales de Saxe. Le régiment des cinq maisons ducales de Saxe serait composé de deux bataillons de six compagnies chacun; chaque compagnie de 140 hommes, et d'une compagnie d'artillerie de 140 hommes, servant aux pièces attelées. Total, 1,820 hommes. Je désirerais qu'ils passent au camp de Boulogne où ils se disciplineraient et serviraient à garder ce poste important. Je me charge-

rais de nourrir ces troupes, les maisons de Saxe les solderaient, et si la guerre avait lieu, elles feraient partie de leur contingent. Je désirerais que les Waldeck, les quatre Reuss, les deux La Lippe, les deux Schwartzbourg, puissent ensemble former un bataillon à six compagnies. Les deux maisons de Schwartzbourg en formeraient deux compagnies de 280 hommes; les deux La Lippe deux compagnies de 280 hommes; les quatre Reuss, une compagnie de 140 hommes; les Waldeck, une compagnie de 140 hommes. Ces six compagnies formeraient une force de 840 hommes, qui se rendraient au camp de Boulogne, ce qui me ferait, avec le bataillon d'Anhalt et les deux bataillons des maisons duciales de Saxe, quatre bataillons ou 3,000 à 3,300 hommes qui suivraient au camp de Boulogne.

Le contingent allemand qui servit en Catalogne était donc composé des corps suivants, desquels nous croyons devoir donner une courte description de leurs uniformes nationaux.

*Nassau.* — Habit vert clair, passepoils jaunes, collet noir; pantalon gris; casquette, buffleteries jaunes.

*Saxe Weimar.* — Habit et pantalon verts; chapeau à la prussienne; buffleteries noires.

*Saxe Gotha.* — Habit et pantalons bleus; retroussis rouges; shako; buffleteries blanches.

*Anhalt.* — Habit vert; pantalon gris collant; shako avec agréments blancs; buffleteries noires.

*Lippe.* — Habit blanc passepoilé de bleu clair; pantalon gris; shako; buffleteries noires.

*Schwarzbourg.* — Habit vert avec poissepils et retroussis rouges; pantalon gris; shako; buffleteries noires.

*Waldeck et Reuss.* — Habit blanc à collet et retroussis blancs; pantalon gris; shako; buffleteries noires.



Lorsque ces troupes furent désarmées, comme tous les corps auxiliaires qui servaient dans l'armée française, ce ne fut pas sans regret ni sans déchirement. Beaucoup pleuraient et demandaient à être conduites à l'ennemi. Le voltigeur Lanz, du 1<sup>er</sup> régiment de Nassau, voulut absolument rester attaché au 18<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère; en disant : « J'ai été blessé trois fois en Catalogne, en combattant avec les soldats français ; j'ai obtenu la décoration et je supplie qu'on me permette de finir ma vie avec eux. »

---

## LXXX

### LE PILLAGE ET LES PILLARDS

Le butin. — Le pillage en France. — En Espagne. — Les maréchaux. — Aspect de Bayonne. — Les troupes à Bayonne. — Un régiment de dragons. — Les bénéfices d'un officier de hussards.

A peine les armées françaises furent-elles entrées en Espagne, qu'on put constater le plus affreux pillage. Maréchaux, généraux en chef et simples soldats, tous s'en donnèrent à cœur joie. Cela commença avec le passage des troupes de l'armée de Portugal sous le commandement de Junot, et les généraux sous ses ordres se distinguèrent par leurs exactions. Nous avons déjà raconté le butin fait par Soult, Lannes et Ney, les soldats suivent leur exemple et les bagages sont encombrés d'une multitude d'objets volés.

« Dès l'entrée en campagne, dit J. Morvan dans le *Soldat Impérial*, les chefs montrent leur avidité. L'empereur est loin. Les églises leur offrent des trésors excessifs

et dont les propriétaires sont presque anonymes. Par suite ils les saisissent, mais, au lieu de vexer un seul propriétaire, ils dépouillent toute une population de son bien collectif, de son patrimoine révérend, de son réconfort cordial, et ils indignent par leur impiété autant qu'ils lèsent par leur vol. A cet égard, les observateurs sont unanimes : « la mauvaise conduite des officiers qui ont exercé des commandements particuliers » a plus que quoi que ce soit déterminé le soulèvement du pays et la persistance de la guerre ; les succès de Suchet en sont la preuve formelle. L'organisation de 1810, selon laquelle l'Espagne doit entretenir l'armée d'occupation, oblige chaque gouverneur à être collecteur d'impôts et multiplie les tentations. La soif de l'or paraît à un degré extraordinaire. Joseph essaie, par pression ou par menace, d'en extraire le plus qu'il peut, et si Suchet ne s'y opposait, par l'intermédiaire de son ministre Cabarrus, il monnayerait le trésor de Notre-Dame del Pilar, tout en criant très haut contre les sacrilèges. Les généraux en arrivent à se voler eux-mêmes : Fournier rend visite au gouverneur Poinso, qui est malade. Sur la cheminée de celui-ci il avise deux piles de vingt onces d'or, il en met une dans sa poche, lui souhaite une meilleure santé, et s'en va. Et comme il est très difficile de quitter l'Espagne et peu sûr de passer en France ces fortunes mal acquises, les généraux se cramponnent à leurs fourgons, d'audacieux deviennent circonspects, et d'actifs, paralytiques. En 1811 « on n'a aucune activité à poursuivre l'ennemi. » Cependant il semble que « quelques battues générales de jour et de nuit, sagement combinées, mettraient fin au brigandage. » Aussi, dans l'inaction, le soldat, au détriment duquel tant de vols se commettent et sur les

maraudes desquels l'autorité ferme les yeux, le soldat se ronge-t-il. Il joue, il boit, il se débauche, et la nostalgie de la France le saisit. Son détachement, son désenchantement sont d'autant plus vifs, que rien ne vient de son pays pour le soutenir. Ses lettres ne parviennent pas en France ; la police les arrête, et des lettres qu'on lui écrit, les trois quarts se perdent. A la fin d'avril 1814, l'armée de Masséna en reçoit qui datent de septembre 1810 ; ce sont les premières qu'elle voit depuis six mois. »

Bayonne était placée à propos sur la route de retour des troupes, pour qu'elles s'y déchargeassent d'une partie de leur pillage. Ce n'était pas une grande cité, mais c'était une ville de commerce et ils trouvaient facilement à y écouler leur bagage sans y être trop volés. Pendant cette longue période d'années qui s'étend de 1807 à 1813, elle présentait un aspect extrêmement curieux. Partout des hôtels, des restaurants, des auberges, des cafés, des tavernes. Si les grandes maisons d'armement avaient reçu un coup terrible par la difficulté de la navigation, il n'en était pas de même du petit commerce, qui fit des affaires d'or avec les troupes revenant d'Espagne. A l'exemple de leurs chefs, combien de soldats chargés des dépouilles des églises et des couvents qui vendirent aux orfèvres des objets précieux bien au-dessous de leur valeur. Nous avons vu des bijoux de prix qui n'avaient pas d'autre provenance. C'étaient des Christ, des statuettes de la vierge et des saints, des bijoux de femmes, des armes enrichies de pierreries, de la vaisselle plate en argent, or et vermeil, des bénitiers ciselés, et tant d'autres pièces dont quelques-unes existent encore dans certaines maisons de notre ville.

Cependant si nous en croyons le témoignage d'un con-

temporain, Bayonne ne possédait pas des moyens de distraction bien relevés. C'est un médecin militaire nommé Tourne, en garnison dans la ville, qui écrit à un de ses amis pour lui faire une peinture, assez triste en quelque sorte, de la vie qu'on y mène. Il trouve son correspondant heureux de vivre dans une ville comme Toulouse, et il le félicite de n'avoir pas à séjourner dans une cité dépourvue de bibliothèque et qui ne présente aucune ressource pour un ami des sciences et de l'instruction. Il y avait un seul séminaire et quelques maisons d'école qui montraient l'alphabet, puis le commerce..... voilà tout. Le 11 juillet 1810, il écrit encore à un ami pour lui dire que ses seules distractions sont l'étude de la médecine et de la politique. « La promenade et le spectacle sont mes seuls délassements. C'est une triste ville que Bayonne ; il n'y a même pas une école primaire..... M. Talma joue ce soir dans *Cinna*, il doit donner dix ou douze représentations. »

Notre médecin ne compte pas au nombre des distractions le passage incessant des troupes, cependant il ajoute que la semaine précédente était passé un régiment de dragons qui revenait de la Péninsule et qui avait échangé plus de 500,000 livres. « Ils avaient, dit-on, pillé Lugo et Alcantara. »

Ils n'est pour ainsi dire pas un officier, pas un soldat, qui ne vienne d'Espagne avec de l'argent ou des objets précieux. Lorsque, après la retraite de Vittoria, M. d'Espinchal, auteur de curieux mémoires militaires récemment publiés, reçoit son changement pour l'armée d'Italie, il expédie son bagage et recommande à son père, par le château duquel ses équipages doivent passer, de prélever tout ce qui pourrait lui convenir. Il mentionne entr'autres

un service d'argenterie aux armes de lord Paget, commandant en second de l'armée anglaise, et qu'il avait fait prisonnier le 16 novembre 1812.

Puis, en outre des plans, cartes, dessins et écrits relatifs à l'Espagne, il signale une petite madone en or, un très beau portrait de femme, un poignard ayant appartenu à un chef de guérilla qu'il avait tué d'un coup de pistolet, et deux magnifiques in-4° « de la *Pucelle d'Orléans*, ornés de superbes gravures, trouvés dans la bibliothèque d'un couvent de moines. »

Mais le pillage des Français dans la Péninsule fut peu de chose si on le compare aux abominables exactions des alliés pendant les campagnes de France de 1814 et 1815, et qui attendent encore leurs représailles.

---

## LXXXI

### UNE PROMENADE DE L'EMPEREUR

Sur l'Adour. — L'embarquement. — A l'île de Bérens. — Un déjeuner champêtre. — Les cerises. — A Marrac. — Napoléon et le paysan.

Pendant son séjour au château de Marrac et malgré les travaux incessants qui l'occupaient, Napoléon ne laissa pas un des villages ou des petites villes des environs sans l'honneur d'une visite. L'Adour et la Nive furent souvent l'objet de ses promenades et il fut fréquemment accompagné par l'impératrice Joséphine. C'est une de ces excursions si nombreuses que nous allons raconter ici, car les détails nous en ont été conservés par un témoin digne de foi.

Le 16 mai 1808 le lit majestueux de l'Adour reçut de

nouveau la visite de Napoléon. Cette excursion donna lieu à l'un de ces incidents familiers qu'aimait tant l'empereur, car ils servaient à étendre et à assurer sa popularité. Après avoir déjeuné, Napoléon monta en voiture avec l'impératrice, le général Duroc et Mme de Montmorency. Une autre voiture suivait avec un maître d'hôtel, un valet de chambre, deux pages et plusieurs grands paniers d'osier. Les deux voitures descendirent les Allées Paulmy et arrivèrent à la cale du Moulin, où les attendait la péniche impériale. Tout le monde s'embarqua facilement dans cette vaste embarcation où les gens de service prirent place sur l'avant ; puis les rames se mirent en mouvement, et porté par le flot de la marée, on avança rapidement. C'était une de ces radieuses journées de printemps dont le soleil déjà brillant semblait réchauffer la nature. L'embarcation était couverte, en partie, par un élégant tendelet de toile rayée rouge et blanc, destiné à préserver les illustres personnages des rayons déjà ardents du soleil. On dépassa l'île de Lahonce, et partout sur le passage de la brillante embarcation, accouraient les populations environnantes. On débarqua enfin à l'île de Bérens, dont la situation séduisit l'empereur, et un petit débarcadère en pierres sèches permit de mettre pied à terre commodément. Le propriétaire de l'île était absent, mais le fermier qui le remplaçait accourut aussitôt et se hâta de faire ouvrir la maison, petite, mais coquette, qui s'élevait au milieu de l'île. L'Empereur y pénétra avec l'impératrice et leur suite, mais ils en sortirent bientôt et parcoururent le jardin qui était bien cultivé, et où se trouvait un petit parterre tout émaillé de fleurs. Pendant que Joséphine se reposait sous un berceau de feuillage, abrité par de grands arbres, l'empe-

reur examina l'île entière, qui était assez petite, mais fort bien entretenue. Il fit de nombreuses questions au fermier, ancien soldat ayant fait les campagnes de l'armée des Pyrénées et d'Italie. Ce dernier, qui s'était déjà familiarisé avec l'empereur, dont les manières brusques et franches l'avaient mis à l'aise, lui fit les plus grands éloges du maréchal Moncey, sous les ordres duquel il avait servi, et dont il avait conservé un profond souvenir.

Charmé par l'aspect tranquille de ce site riant, Napoléon se livra à diverses réflexions philosophiques, et dit, entr'autres choses, que si le bonheur pouvait exister quelque part sur terre, c'était à coup sûr dans ce coin fleuri. Puis il revint sur ses pas et rejoignit l'impératrice au moment même où le maître d'hôtel venait annoncer que le déjeuner impérial était servi. En effet, vers la pointe extrême de l'île, en face du village d'Urt, dont les blanches maisons et les toitures rouges éclataient au milieu de la verdure des bois, un bouquet de grands arbres garantissaient de leur ombre épaisse les promeneurs qui prirent place sur le gazon, avec une gaieté que l'étiquette proscrivait bien souvent. Une nappe damassée avait été déployée sur l'herbe, et avait été chargée des mets les plus variés : pâtés de perdreaux, jambons, poulets rôtis, sans oublier le fameux chambertin, le vin favori de l'empereur. Napoléon, qui avait l'air d'un sous-lieutenant en bonne fortune, riait à gorge déployée des petits cris de Joséphine et de Mme de Montmorency, qui firent quelques difficultés pour s'asseoir sur le gazon. Lorsque tout le monde fut placé, il fit appeler par Duroc le lieutenant de vaisseau qui commandait la péniche, et l'invita à déjeuner avec lui. Puis il fit porter un panier de vin et des provisions à son vigoureux équipage, en disant : « Qui

travaille bien, doit bien manger ! » Comme le déjeuner touchait à sa fin et que, par une faveur toute spéciale, l'empereur l'avait fait durer plus longtemps que de coutume, le fermier de l'île de Bérens reparut, portant une corbeille de ces belles et savoureuses cerises de Guiche dont la réputation est faite depuis longtemps, et que Napoléon accueillit avec une joie d'écolier. Il en mangea avec plaisir et s'extasia sur leur bonté et leur fraîcheur. Pendant ce temps on avait allumé un feu de bivouac, et l'empereur lui-même, une cafetière d'argent à la main, voulut y faire chauffer son café. Enfin, après trois heures de séjour dans ce lieu champêtre, Napoléon dit qu'il garderait toujours le souvenir de cette journée et de ce site enchanteur, et l'illustre compagnie se prépara au départ. Mais avant de monter dans l'embarcation, l'empereur appela le fermier de l'île de Bérens, et lui dit avec bonté que son présent de cerises lui avait fait le plus grand plaisir, et qu'il voulait qu'il lui en envoyât d'autres au château de Marrac. « — Viens toi-même, dit-il, et demande le grand maréchal Duroc, il te conduira à moi, et tu n'auras pas lieu d'être mécontent de ta visite. »

Puis l'embarcation se mit en marche, fendait rapidement les flots de l'Adour. Le vin impérial avait donné de la vigueur aux rameurs, et l'on arriva bientôt à la cale du Moulin, où l'on retrouva les voitures et les chevaux. Cependant cette curieuse anecdote ne serait pas complète si nous omettions de dire ce qui se passa peu de jours après. Le 19 mai, après avoir déjeuné avec l'impératrice, Napoléon prit son café dans le jardin et sous la tente qui avait été dressée et dont nous avons déjà parlé. En ce moment le général Duroc, qui était présent, fut rejoint par un de ses officiers d'ordonnance qui vint lui dire



qu'on le demandait. Il sortit aussitôt et ne tarda pas à revenir accompagné d'un paysan revêtu de ses habits du dimanche, tenant d'une main une jolie petite fille blonde de dix à douze ans, et de l'autre un panier de belles cerises. D'un seul coup d'œil l'empereur et l'impératrice reconnurent leur hôte de l'île de Bérens, qui, selon la promesse qu'il avait faite, venait porter à Napoléon ces cerises qu'il aimait tant. Il avait amené sa fille, qui voulait voir le grand empereur, duquel elle avait tant entendu parler. Tout cela fut dit sans honte et sans timidité, et la petite fille, qui était fraîche comme une rose, fut embrassée avec bonté par l'impératrice, tandis que Napoléon lui fit diverses questions auxquelles elle répondit de manière à enchanter le puissant souverain. Il voulut que le vieux soldat prit une tasse de café qui lui fut servi par la main mignonne de la gracieuse Joséphine. Puis, au bout d'un moment, Napoléon congédia le père et la fille, non sans faire remettre à l'un un rouleau de napoléons, tandis que l'impératrice attachait elle même une jolie montre en or au col de l'enfant, et l'embrassait encore une fois.

C'est par des faits de ce genre que Napoléon obtenait une popularité qui entraînait si profondément dans l'esprit de la population et lui créèrent des dévouements qui allèrent jusqu'à la mort. Cette histoire fut bientôt connue à Bayonne dans tous ses détails, et un cavalier de la garde d'honneur de notre ville les consigna dans ses souvenirs, que nous avons eu entre les mains, et auxquels nous l'avons emprunté.

---

## **ARRIVÉE A BAYONNE DU ROI JOSEPH**

Le passage de Joseph à Bayonne. — Joseph à Pau. — Arrivée à Orthez. — Napoléon va au-devant de son frère. — Préparatifs de réception. — La couronne d'Espagne. — Joseph à Marrac. — Joseph jugé par Napoléon.

Le frère aîné de Napoléon a fait dans notre ville plusieurs séjours. D'abord en 1808, et comme il venait recevoir l'investiture de la couronne d'Espagne ; en 1811, en allant à Paris pour le baptême du roi de Rome, et enfin pour la troisième et dernière fois en 1813, après la fatale bataille de Vittoria. Nous aurons à traiter ces deux séjours, mais dans cette présente étude nous nous en tiendrons à sa première arrivée dans notre ville, et comme il venait directement du royaume de Naples pour se rendre auprès de Napoléon.

Joseph arriva à Pau le 7 juin 1808, à huit heures du matin, et il était rendu à Orthez à onze heures et quart, avec une suite de trois voitures. Il descendit à l'ancien hôtel des Ambassadeurs, où il dîna : comme on était averti qu'il voyageait incognito, on ne put lui rendre les honneurs qui étaient dus à son rang, seulement la gendarmerie plaça un poste aux portes de l'hôtel. Le sous-préfet, le maire et ses adjoints se présentèrent pour lui offrir leurs hommages, mais comme le roi s'était mis au travail en descendant de voiture et n'avait que quelques instants à demeurer à Orthez, il ne put les recevoir.

Toutefois une foule immense remplissait les rues et environnait l'hôtel dans l'espoir de voir les traits du frère de Napoléon. Lorsque vers deux heures de l'après-midi

il se disposa à remonter en voiture, il fut accueilli par les cris réitérés de : *Vive le Roi !* Joseph parut sensible à ces témoignages de l'allégresse publique, et il daigna saluer un grand nombre de dames qui se trouvaient sur son passage et aux croisées ; pendant le dîner, la jeune enfant de l'aubergiste, encouragée par la douce affabilité du roi, vint lui offrir un bouquet qu'il voulut bien accepter. Elle fut récompensée magnifiquement de cette innocente attention par une bague garnie de diamants que le roi détacha de l'un de ses doigts. « Le roi a trouvé l'occasion de signaler l'extrême bonté empreinte sur sa figure ; ayant aperçu, en parlant, les sœurs grises, il a appelé le commissaire de police et l'a chargé de leur remettre une somme en or ; il a encore fait d'autres générosités dont le détail serait trop long. Les Orthésiens sont heureux d'avoir vu ce monarque chéri ; ses traits resteront éternellement gravés dans leurs cœurs. »

Ce même jour Napoléon sortit de Marrac vers trois heures de l'après-midi dans une voiture attelée de quatre chevaux bais. Une voiture qui le précédait était occupée par ses chambellans, deux autres suivaient à vide. L'empereur était accompagné par le général Duroc et plusieurs officiers d'ordonnance galoppaient aux portières et derrière la voiture. Son escorte était composée de gendarmes d'élite et de gardes d'honneur à cheval de Bayonne. Il entra en ville par la porte d'Espagne, et la traversa au pas ; de tous côtés on voyait les troupes en grande tenue qui bordaient la haie. Sur la place de la Liberté se trouvaient massés les grenadiers de la garde, sur la place du Réduit et autour de l'arc de triomphe qui avait été érigé en l'honneur de Napoléon, la garde d'honneur à pied ; sur la place de Saint-Esprit, la garde d'honneur de cette

ville et les cheveau-légers polonais. La côte de St-Étienne, que les vigoureux chevaux de l'empereur gravirent au petit trot, était bordée par un bataillon de la Vistule, et partout on voyait que la réception d'un illustre personnage allait avoir lieu. La foule accourait de toutes parts et les balcons se garnissaient de curieux,

Arrivée devant le cimetière israélite, la voiture impériale prit la route de Tarnos, et non loin du village on rencontra un courrier couvert de poussière dont le cheval, lancé à fond de train, eut d'abord quelque peine à s'arrêter. Enfin à peu de distance de Tarnos, Napoléon rencontra son frère Joseph. Le roi de Naples étant monté dans la voiture de l'empereur, ce dernier « se hâta de le mettre au courant des affaires politiques de l'Espagne et des événements qui venaient de se passer récemment sous ses yeux. L'empereur était un homme des plus séduisants lorsqu'il le voulait, et, dit un des biographes de son frère, il fit tous ses efforts pour capter Joseph dans cet entretien. Il lui fit valoir, pour le décider à accepter la couronne d'Espagne, l'intérêt des peuples, l'intérêt de famille, l'intérêt du nouveau royaume qui serait ainsi bien convaincu de son indépendance et qui n'aurait plus la crainte d'être réuni à la France. Il termina enfin par ces deux considérations, devant lesquelles il savait trouver Joseph désarmé : le bien fait à Naples et qu'un autre continuerait, le bien à faire en Espagne et que l'on ne pouvait attendre que de lui seul, Joseph accepta. Son ambition à lui était de vivre en philosophe : les destins s'opposaient à ses désirs. » Nous pensons contrairement à ce que dit un biographe, que Napoléon n'eut pas beaucoup de peine à obtenir une acceptation. Quant à sa philosophie, son règne à Naples et à Madrid l'ont mis aujourd'hui en lumière, et il n'est plus possible de s'y méprendre.

Quoique le palais du gouvernement eut été préparé à Bayonne pour le roi Joseph, Napoléon le mena directement à Marrac. Ils arrivèrent au château à huit heures du soir. L'impératrice, accompagnée de sa dame d'honneur, vint le recevoir au bas du perron.

Le soir même de l'arrivée du roi Joseph, l'empereur fit inviter les membres de la junte espagnole à se rendre au château de Marrac afin de complimenter le nouveau roi. Les députés obéirent à cette invitation un peu brusque sans avoir le temps de bien se concerter sur ce qu'ils avaient à faire.

La curiosité dévorait tous les députés espagnols qui étaient réunis dans le salon de Marrac ; ils questionnèrent de tous côtés, et le général Savary entendit M. de Cevallos dire en français : « Ma foi, il faudrait être bien difficile pour ne pas aimer un roi comme celui-là, il a l'air si doux ! il n'y a pas à craindre qu'il ne réussisse pas en Espagne ; il n'a qu'à s'y montrer au plus vite. »

Le nouveau roi d'Espagne avait un extérieur des plus séduisants. Il était difficile de voir un plus agréable visage : « C'est celui de la princesse Borghèse avec une expression virile que doit avoir la physionomie d'un homme. Son sourire est celui de l'empereur, fin, spirituel et peut-être plus doux, ce qui doit être, parce que son âme est parfaitement sereine et son cœur excellent. »

Napoléon, à Sainte-Hélène, jugeait ainsi son frère : « Joseph ne m'a guère aidé ; mais c'est un fort bon homme ; sa femme, la reine Julie, est la meilleure créature qui a existé. Joseph et moi nous sommes toujours fort aimés et fort accordés. Il m'aime sérieusement. Je ne doute pas qu'il fit tout au monde pour moi ; mais toutes ses qualités tiennent uniquement de l'homme privé ; il est

éminemment doux et bon ; il a de l'esprit et de l'instruction ; il est aimable. Dans les hautes fonctions que je lui avais confiées, il a fait ce qu'il a pu ; ses intentions étaient bonnes ; aussi la principale faute n'est pas à lui, mais à moi, qui l'avais jeté hors de sa sphère et dans des circonstances bien grandes, la tâche s'est trouvée hors de proportion avec ses forces. »

Mais nous reviendrons sur le séjour à Bayonne du roi Joseph. Nous aurons à l'étudier dans ses relations avec la Junte d'Espagne, la nomination de sa maison et de ses ministres, son départ pour son nouveau royaume, enfin sur ses divers passages dans notre ville et les relations qu'il eut avec les habitants. Ce sujet, si intéressant pour notre histoire, mérite d'être ainsi divisé.

---

### LXXXIII

#### UN RÉGIMENT D'INFANTERIE DE LIGNE

Le 103<sup>e</sup> de ligne. — Il traverse la France. — Arrivée à Bayonne. — L'uniforme. — Entrée en Espagne. — Pillage. — En Andalousie. — Les guérillas. — Un singulier refuge. — Retour à Bayonne. — Les bénéfices de la guerre.

La 103<sup>e</sup> demi-brigade était devenue 103<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne, et il eut la bonne fortune d'avoir un anecdotier dans la personne d'un de ses sergents qui fit toutes les campagnes de la Révolution et de l'Empire. Les mémoires de ce soldat presque illettré sont cependant fort intéressants en ce qu'ils nous font voir les petits côtés de la guerre qui sont les moins connus de nous.

Lorsque le 103<sup>e</sup> régiment de ligne fut appelé par Napoléon à faire la campagne d'Espagne, il se trouvait à Lan-

dau, puis en Silésie, et il quitta son camp le 9 septembre 1808. Il avait près de sept cents lieues à faire avant d'arriver sur les rives de la Bidassoa. Il quitta Breslau, passa par Bayreuth, Bamberg, en Bavière, en passant par Schweinfurt, sur le Rhin, et par Wurtzbourg et Heidelberg. Il traversa le Rhin à Spire et se rendit successivement à Landau, Wissembourg, Haguenau, Saverne, Phalsbourg, Sarrebruck, Blamatz, Lunéville et Nancy, où le régiment fut reçu avec solennité. Il continua sa route en passant par Chateauroux, Limoges, Périgueux et Bayonne. De cette ville il entra en Espagne, après avoir traversé Saint-Jean-de-Luz et le pont d'Irun, qui séparait les deux pays.

Le 103<sup>e</sup> était arrivé à Bayonne le 2 décembre 1808. Il en partit le 4 pour se rendre à Saint Jean-de-Luz ; le 5 il était en Espagne.

Nous croyons devoir dire ici quelques mots sur l'uniforme de ces régiments de ligne qui firent la guerre de la Péninsule et dont la presque totalité passèrent par Bayonne, où ils laissèrent des dépôts. Ces cinquante et quelques régiments, dont les numéros sont connus mais dont l'énumération serait fastidieuse, avaient, nous l'avons déjà dit, presque tous des distinctions dans l'uniforme qui les rendaient facilement reconnaissables. Mais cela pour des points de détail seulement. Nous en donnerons une rapide description générale.

Les grenadiers avaient le shako à pompon et plumet rouge, cordons et raquettes de même couleur, plaque à aigle et jugulaire en cuivre, habit bleu à collet et parements rouges, revers et pattes de parements blancs, épaulettes rouges à tournantes blanches, gilet et culotte blanche, hautes guêtres noires.

Les compagnies du centre avaient le shako noir, cordon et raquette blancs, plaque en losange et jugulaire en cuivre, pompon vert, habit bleu, collet et parements rouges liserés de blanc, revers blancs liserés de rouge, gilet et culottes blanches, guêtres noires au-dessus du genou, banderolle de giberne blanche, pas de sabre, et la baïonnette attachée à la dite banderolle.

Enfin les voltigeurs portaient aussi le shako à pompon et moitié du plumet jaune et vert, cocarde tricolore, plaque à aigle et jugulaire en cuivre, cordon et raquette vert, habit bleu à revers blancs, collet et épaulettes jaunes liserés de rouge, parements rouges, pattes de parements bleu liserés de rouge ; gilet et culottes blanches, hautes guêtres noires, buffleteries blanches.

C'était dans ces uniformes voyants et inconfortables que ces vaillants soldats faisaient de si longues marches et conquéraient des royaumes. Le 103<sup>e</sup> fit le siège de Saragosse. Ici notre sergent nous raconte un fait curieux qui se passa dans une petite ville nommée Alangiz, dans le Midi de l'Espagne, et qui, ayant été prise d'assaut, fut livrée au pillage.

« Il faut, dit-il, que je rapporte une anecdote arrivée à mon camarade de lit : il y avait déjà près de quatre jours que nous étions en ville. Nous étions dans une des plus belles maisons ; elle avait été pillée par douze mille hommes qui étaient entrés dans la place. Nous n'étions plus que nous deux, lorsque le bourgeois de la maison arriva. Il nous dit : « — Que cherchez-vous ? — Rien, » lui répondis-je. Aussitôt il se mit à lever une grande image peinte sur la toile et représentant un grand christ. Il nous dit ensuite que bien que sa maison eut été pillée et ravagée, il était encore content, attendu qu'on n'avait pas pris le



meilleur. Il nous montra alors deux millions de piécettes d'Espagne. Il alla ensuite chercher un garde qui était près de là et, d'après l'ordre du général, il fut défendu à aucun militaire d'entrer dans cette maison. Mon camarade avoua qu'il avait eu un instant l'envie de regarder derrière ce tableau, mais qu'il s'était dit en lui-même qu'il n'y avait rien de caché derrière. »

Après le siège de Saragosse le 103<sup>e</sup> de ligne fit diverses campagnes puis entra en Andalousie et arriva à Séville avec le maréchal Soult. Les récits du sergent de voltigeurs sont remplis d'anecdotes et d'aperçus intéressants sur les mœurs et les coutumes des habitants de cette riche contrée. Là il fit plusieurs expéditions desquelles nous ne retiendrons qu'une seule à cause de sa singularité.

Envoyé du côté des montagnes de Ronda pour faire la chasse aux guérillas, le régiment attaqua un petit village dans lequel les Espagnols s'étaient fortement retranchés.

A la première attaque il perdit vingt-quatre voltigeurs, et après être parvenu à entrer dans le village, on ne put y rester, car les Espagnols s'étaient retirés dans les maisons et faisaient un feu terrible par les croisées.

Le général qui commandait fit placer ses troupes dans les jardins, avec ordre de n'épargner personne, ni femme, ni enfants. « Il fallait voir, dit le sergent du 103<sup>e</sup>, quel horrible carnage nous faisions, car la plus grande partie des habitants s'y étaient cachés. Dans ma marche, c'est-à-dire au poste où j'étais placé, j'avais trouvé plusieurs dames et demoiselles à qui, par pitié, j'avais conservé la vie. D'autres voltigeurs survinrent après moi, qui les passèrent toutes au fil de la baïonnette. Plus loin j'en avais trouvé d'autres qui cachaient leurs maris ; elles se couchaient par terre et avaient sous elles leurs maris. Je

m'aperçus qu'elles cachaient sous elles quelque chose ; je leur ordonnai de se lever ; elles s'y refusèrent. Je leur présentai le canon de mon fusil en faisant semblant de vouloir les tuer ; elles me demandèrent pardon si piteusement que je ne pus le leur refuser. Plusieurs de mes camarades, qui poursuivaient aussi ces brigands, me dirent : « — Que fais-tu là ? — Rien, leur répondis-je. — Je crois qu'il y a là quelque chose de caché ; tu ne veux pas nous le dire. Voyons-le. » Ils arrivèrent et découvrirent les malheureuses qui continuaient à rester couchées ; sans pitié ils les tirèrent par les jambes et ils virent des hommes qui avaient encore leurs fusils entre leurs bras. Ils n'eurent pas longtemps à vivre. Tous furent passés au fil de la baïonnette. « — Il ne faut point avoir pitié de ces brigands, me dirent mes camarades, ils font semblant de nous demander grâce, ensuite ils vous égorgent si vous n'êtes pas les plus forts. »

Après la campagne de Russie et comme il s'agissait de former une nouvelle armée, Napoléon fit revenir d'Espagne un grand nombre de cadres. Lavaux, qui en ce moment était sergent de voltigeurs, se mit en route pour la France. La colonne de laquelle il faisait partie fut attaquée par des guérillas à Miranda de Ebre, mais il fallut, pour forcer le passage, que la garnison de Vittoria vint à son aide. Il arriva enfin à Bayonne le 22 mai et il y fit un séjour, puis par Bordeaux, Périgueux et Limoges, il arriva à Metz le 8 juillet 1813.

Il termine ses Mémoires par cette réflexion philosophique, mais peu exacte : « Bonaparte fut envoyé à l'île d'Elbe avec six millions, et moi chez nous avec un congé de réforme pour toute récompense d'avoir servi la patrie pendant seize ans, ce qui arriva en septembre 1814. »

---

LXXXIV

**LA GARDE ESPAGNOLE DU ROI JOSEPH**

La retraite après Vittoria. — La formation de la garde espagnole. — Lettres de Napoléon à Joseph. — Cavalerie et infanterie. — Les effectifs. — Les régiments. — Les uniformes. — Hussards et lanciers. — La garde à Bayonne. — Les généraux. — Désarmement.

La bataille de Vittoria, qui avait rejeté de ce côté des Pyrénées l'armée française, avait obligé en même temps à la retraite les troupes auxiliaires et même les soldats espagnols qui avaient pris parti et avaient combattu pour la cause du roi Joseph. Ceux-ci fuyaient la vengeance de leurs compatriotes, et arrivèrent dans le pays en même temps que le souverain déchu. Nous aurons plus tard à raconter l'histoire de cette retraite, mais pour le moment nous n'allons nous occuper que de la garde royale espagnole, qui resta dans les environs de notre ville jusqu'au moment du désarmement général des troupes alliées.

Des auteurs espagnols annoncent que pendant la retraite de l'armée à travers les Pyrénées, toutes les troupes pour lesquelles Joseph avait fait de si grands sacrifices l'abandonnèrent complètement et passèrent dans les rangs de leurs compatriotes. Le fait est loin d'être exact, et on verra plus loin qu'en arrivant à Bayonne ces troupes avaient encore un effectif assez élevé. Elles se distinguèrent d'ailleurs par un pillage effréné et les villages voisins eurent beaucoup à souffrir de leurs déprédations.

Ce fut Napoléon lui-même qui, de Chamartin, le 5 décembre 1808, donna à son frère Joseph les indications nécessaires pour la réorganisation de la garde royale. « Donnez, dit-il, sur-le-champ, une nouvelle organisation

à votre garde. Composez chaque régiment de quatre bataillons, chaque bataillon de quatre compagnies, chaque compagnie de 200 hommes; les cadres en existent déjà; cela ferait 3,200 hommes pour votre garde. N'y recevez que des conscrits français, de ceux que j'ai donné l'ordre de faire venir de Paris et de Bayonne, et des Français faits prisonniers avec Dupont, ayant pris le service d'Espagne depuis moins d'un an. On peut être sûr de ceux-là, il y en a plusieurs centaines ici. Cherchez aux environs de Madrid une caserne pour les réunir. Qu'ils ne viennent à Madrid que lorsqu'ils seront habillés. On ignorera ainsi comment votre garde se forme, autrement les Espagnols pourraient en concevoir une mauvaise opinion. Je pense que vous pourrez réunir 2,000 de ces déserteurs du corps de Dupont.

« Donnez refuge à tous les Suisses, mais n'accueillez que les véritables Suisses. Les cinq régiments suisses au service d'Espagne n'en contenaient guère chacun que 400, ce qui ne ferait que 2,000; le reste est autrichien, allemand, etc. Formez un régiment que vous appellerez *Régiment de Reding le Jeune*, parce que cet officier s'est bien comporté. Nommez un officier supérieur de votre garde pour colonel provisoire de ce régiment, jusqu'à ce que Reding soit arrivé. Vous enverrez le 1<sup>er</sup> bataillon sur l'Escurial. Que votre ministre de la guerre prenne des mesures pour habiller, équiper et armer tout cela. Avant un mois vous pourrez avoir 4,000 hommes, qui feront la police de Madrid et du royaume.

« Quant aux Espagnols, vous avez des militaires qui se sont bien comportés. Il y en a du corps de la Romana, à l'armée du Nord, auxquels on doit de la reconnaissance, entr'autres un général et plusieurs colonels. Faites venir

ce général qui est en France, et mettez-le à la tête d'un régiment espagnol. Je crois qu'il faudrait appeler ce régiment *Royal Napoléon d'Espagne*, afin que ce titre leur fit sentir leurs obligations. Supprimez le nom de *garde wallonne*, qui est un nom deshonoré et qui est ridicule aujourd'hui.

« Votre armée doit donc se composer : 1° d'un régiment de votre garde de 3,200 hommes ; 2° d'un régiment Royal Etranger d'Espagne, composé de 4,800 hommes ; 3° d'un régiment suisse de Roding, composé de 4,800 hommes ; 4° d'un régiment Royal Napoléon d'Espagne, composé de 4,800 hommes.

« Quant à la cavalerie, j'ignore quelle est sa composition. Je pense que le régiment de votre garde doit être de 800 hommes. Complétez les escadrons à 200 hommes, incorporez-y les prisonniers faits avec Dupont. Je connais une trentaine de cavaliers de ce corps qui ont déjà déserté. Vous formerez ce régiment à l'Escorial et à Aranjuez.

« Formez ensuite un régiment de cavalerie des déserteurs des régiments. Nommez-lui un colonel espagnol parmi les officiers dont vous êtes sûr, en y mettant un adjudant-major et des officiers français. »

Dans la note qu'écrivait l'empereur à son frère Joseph au moment où il quittait Chamartin pour se mettre à la poursuite des Anglais, il s'occupa de l'uniforme des corps espagnols de nouvelle formation : « Quant à l'habillement des troupes du roi, l'empereur a ordonné que 1,200 vestes et culottes rouges, etc., fussent mises à la disposition du général Saligny pour habiller le bataillon espagnol étranger, et 400 vestes blanches, 400 culottes bleues et chapeaux, etc., fussent remis à l'Escorial pour le service de la garde royale. » Plus tard, les troupes du roi furent habillées avec plus de somptuosité.

Au moment de leur arrivée à Bayonne, le 21 novembre 1813, elles comptaient encore, et malgré de nombreuses désertions, les corps suivants : En premier lieu, la garde royale, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> bataillons de grenadiers, 47 officiers et 707 hommes, colonel Chevalaire ; 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> bataillons de voltigeurs, 44 officiers, 880 hommes, colonel Bouvard ; 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> bataillon de fusilliers, 70 officiers, 275 hommes, lieutenant-colonel Vacquez. L'infanterie était sous le commandement du général de brigade Grege.

La cavalerie de la garde royale, commandée par le général de brigade Janin, se composait d'un régiment de cheval-légers à 4 escadrons de 41 officiers 433 hommes, colonel Boune, et des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> escadrons de hussards, de 13 officiers et 108 hommes commandés par le chef d'escadron Calvo.

Une compagnie d'artillerie à pied, 4 officiers et 75 hommes ; une compagnie d'artillerie à cheval, 4 officiers et 79 hommes ; une compagnie du train d'artillerie, 3 officiers, 60 hommes ; une 2<sup>e</sup> compagnie du train d'artillerie, 2 officiers et 87 hommes, enfin un détachement d'ouvriers d'artillerie, réduit à un officier et 4 hommes. Plus une section de gendarmerie d'élite, sous les ordres du lieutenant Magimel. Les grenadiers, voltigeurs, cheval-légers, artillerie et gendarmerie, étaient composés de Français, les fusilliers et les hussards, d'Espagnols.

De la nombreuse armée espagnole du roi Joseph, de celle qui lui avait fait donner par ses ennemis le nom de capitaine d'habillement de la Junte, car ses recrues, faites parmi les prisonniers, désertaient aussitôt qu'elles étaient habillées et armées ; il ne restait plus qu'une brigade composée de la manière suivante et dans les rangs de laquelle la désertion avait principalement sévi : 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup>

bataillon du régiment d'infanterie de Castille, 71 officiers et 881 hommes ; 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> bataillons du régiment Royal Etranger, 64 officiers, 785 hommes ; 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> escadrons du 1<sup>er</sup> de chasseurs à cheval, 25 officiers, 342 hommes ; 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> escadrons du 2<sup>e</sup> de chasseurs à cheval, 29 officiers, 377 hommes ; 1<sup>er</sup> escadron de hussards de Guadalupe, 13 officiers, 164 hommes ; 1<sup>re</sup> compagnie d'artillerie à pied, 2 officiers, 21 hommes ; 1<sup>re</sup> compagnie du train d'artillerie, 1 officier, 27 hommes ; 1<sup>re</sup> compagnie de sapeurs, 1 officier et 38 hommes. En y comprenant les troupes espagnoles qui faisaient partie de l'armée de Catalogne, il y avait encore au moment de la rentrée en France 18 bataillons et demi et 14 escadrons formant un total de 583 officiers et 16,996 soldats.

Il nous reste quelques mots à dire sur l'uniforme de ces troupes étrangères dont le passage et le séjour laissa des souvenirs amers dans notre pays par leur indiscipline et leur amour du pillage. Le roi Joseph, magnifique en tout, avait tenu à ce que ses troupes fussent bien habillées et de curieux documents nous permettent de décrire rapidement leurs luxueux uniformes.

Les cheval-légers de la garde royale portaient un casque à chenille noire et à peau de léopard se rapprochant par la forme de celui des cheval-légers français ; habit et parements vert, collet et revers jaune, pantalon blanc collant et bottes à la hongroise. Les trompettes de ce corps avaient la chenille du casque rouge et le plumet blanc. Habit jaune avec tresse et revers jaune, liseré et doublé de rouge. Les cordons de la trompette et les glands rouge et jaune. La chabraque était verte avec garniture jaune, dans les angles se trouvaient les initiales du roi avec la couronne.

Les lanciers de la Manche avaient aussi le casque à chenille noire. L'habit marron à revers cramoisis et les brandebourgs dorés. Culotte marron et bottes à la hongroise. Les trompettes la chenille rouge sur le casque, l'habit cramoisi avec les revers et les brandebourg jaunes.

La gendarmerie portait le chapeau bordé de blanc, l'habit bleu à collet et à revers rouges. Les chasseurs étaient coiffés du shako noir avec galon jaune. L'habit brun, collet et revers vert clair et doublure rouge. Pantalon mauve et guêtres en cuir noir.

Les grenadiers d'infanterie de ligne avaient le shako noir bordé d'or avec une plaque de métal et les initiales J. N., plumet rouge. L'habit marron à revers jaune clair. Veste et culotte blanches.

Le général Hugo, dans ses Mémoires, fait allusion aux grenadiers de la garde royale, et dit qu'ils portaient le même uniforme que les grenadiers de la garde impériale, si ce n'est que les culottes, au lieu d'être blanches, étaient en tricot jaune.

Nous terminerons ce court exposé par la description de l'uniforme des hussards de la garde royale qui portait un costume leste et galant à la fois. Dolman et pelisse écarlate, avec tresses et boutons jaunes ; colbach noir avec flamme écarlate ; galons et glands jaunes ; culottes blanches ; bottes à la Souvarow avec garnitures et glands jaunes ; plumet rouge du bas, jaune du haut ; chabraque coupée en pointe, bleu clair à galons jaunes.

On nous pardonnera cette digression sur l'uniforme, en sachant combien il est difficile de trouver aujourd'hui des détails précis sur les costumes portés par les troupes qui furent fidèles à celui que les Espagnols appellent encore de nos jours le roi interne. Rien n'est à dédaigner



en histoire, et après la relation des opérations de guerre, il est nécessaire de savoir comment vivaient, mouraient et étaient habillés les soldats de cette époque héroïque.

Après l'arrivée à Bayonne des troupes du roi Joseph, un grand nombre d'officiers avec leurs familles furent se loger dans les maisons de campagne de Saint-Etienne et s'y faisaient même délivrer gratuitement tous les objets de première nécessité, tels que bois, charbon, luminaire, etc. Les officiers avaient été obligés de se retirer à quelque distance de Bayonne, et cependant les généraux et officiers supérieurs continuaient encore d'occuper leurs logements. Une plainte fut portée par le maire de Saint-Esprit au général commandant d'armes de Bayonne, et visait plus particulièrement le général Hugo, père de Victor Hugo, qui occupait *Souandia*, le général Munoz, qui était à *Garritz*, et l'aide de camp du général Hugo, qui était à *Harriet*.

Bientôt les troupes espagnoles, sur lesquelles on croyait ne plus pouvoir compter, furent désarmées et formèrent des bataillons de pionniers. Plusieurs des généraux français de la suite du roi Joseph furent employés par Napoléon et reçurent diverses destinations. Après la paix quelques officiers de la garde royale ne voulant plus revenir dans leur patrie, se fixèrent à Bayonne où ils firent souche. Quelques-uns de leurs descendants habitent encore notre ville.

---

## LA GARDE D'HONNEUR DE NAPOLEÓN

Une troupe d'élite. — Les gardes d'honneur bayonnaises. — Sous l'ancien régime. — La garde d'honneur du comte d'Artois. — La garde d'honneur à pied de Napoléon. — L'état-major. — En 1809. — Nouvel uniforme. — Un somptueux costume. — Une tête de colonne. — Musique, tambour-major et tambours. — La cavalerie et ses trompettes. — Lettre du maire au préfet. — Préparatifs inutiles.

La formation d'une garde d'honneur pour l'arrivée et le service de Napoléon pendant son séjour à Bayonne, fut l'objet de travaux laborieux de la part de la municipalité de notre ville. Ce n'était pourtant pas la première fois qu'on voyait à Bayonne une troupe d'élite choisie parmi les jeunes gens les plus qualifiés pour l'arrivée des souverains ou des grands personnages. Aussi allons-nous jeter un regard rapide sur ces gardes d'honneur dont les mentions sont conservées dans nos précieuses archives.

C'est d'abord en 1530, à l'occasion des Enfants de France venant d'Espagne, où ils avaient été envoyés en otage par leur père François I<sup>er</sup>, un groupe de vingt enfants de la ville qui devaient exécuter des danses devant la reine et les princes, et qui avaient été habillés uniformément avec des pourpoints et des chausses en taffetas vert et rouge, et des bonnets rouges à plumes blanches. Puis le maréchal de Matignon, qui est reçu par une bande d'arquebusiers à cheval qui allèrent à sa rencontre et l'escortèrent jusqu'à Bayonne.

Nous trouvons des renseignements plus détaillés lors du séjour à Bayonne, en 1595, de la princesse Catherine de Navarre, sœur de Henri IV. Une compagnie de jeunes

gens armés d'arquebuses et de piques et uniformément habillés la reçurent à son arrivée. Elle était commandée par un capitaine, un lieutenant et un enseigne portant le casque, le hausse-col et le corselet. Douze des plus qualifiés furent placés à la porte de sa demeure, et vingt autres bien équipés et bien armés de casques et de cuirasses, se tinrent prêts à l'accompagner à cheval dans le cas où elle voudrait aller faire quelque excursion dans les environs.

En 1744, formation d'une nouvelle garde d'honneur pour Madame la Dauphine, qui allait à Paris épouser le fils du roi Louis XV. « Le Corps de Ville délibéra aussitôt que cent hommes seraient pris qui voudraient faire la dépense d'un uniforme « d'une peluche rouge ; un bouton d'or, un chapeau brodé d'or, et des bas blancs. »

Avec le passage à Bayonne du comte d'Artois, en 1782, nous avons la dernière des gardes d'honneur de l'ancien régime, et nous possédons sur cette dernière quelques détails d'uniformes un peu plus circonstanciés. Des jeunes gens de Bayonne se présentèrent aux magistrats pour former une garde d'honneur pour le service du prince, habillés à leurs frais. Le Corps de Ville les autorisa, loua fort leur zèle, et ils nommèrent pour leurs officiers les anciens échevins Lafreté et Darguibel. Leur uniforme fut une veste et culotte, habit vert foncé, parements, collet et revers cramoisis, boutons d'argent soufflé, chapeau garni de trois plumets formant une fleur de lys, et ils furent armés de fusils à baïonnettes, modèle 1746, fournis par ordre du marquis d'Amou. On le voit, dans tous ces uniformes, on retrouve constamment les couleurs rouge et vert, qui étaient la livrée de la ville.

Bien autrement somptueuse devait être la garde d'hon-

neur de Napoléon. Aussitôt qu'on apprit la venue de l'empereur, on s'occupa de sa formation. Il fallut plusieurs mois pour l'organiser et l'habituer aux manœuvres. Cette troupe d'élite était forte de 120 hommes à pied et de 40 cavaliers. Ce ne fut pas sans de longs tâtonnements et après bien des études que l'on parvint à fixer la composition et l'uniforme de cette garde. Celui de l'infanterie fut le suivant : habit écarlate, revers et parements de même ; revers à pointe, collet et passepoil vert de velours, boutons blancs bombés, gilet et pantalon de casimir blanc, guêtres noires jusqu'au dessus du mollet bordées d'un galon d'argent avec gland ; cravate noire, tresse verte sur l'épaule, garnie d'argent, shako en velours noir garni d'argent, plumet blanc. Les fusils, baïonnettes et sabres furent fournis par l'arsenal d'artillerie ; les gibernes devaient être celles des anciens grenadiers et chasseurs de la garde nationale, et les banderolles furent achetées aux frais de la ville.

Puis le maire procéda aux nominations des officiers et sous-officiers et nomma comme capitaine M. d'Aleman jeune, ancien officier du génie, M. Cler fils, lieutenant, M. Accuduts, sous-lieutenant, M. Martial Claverie, portedrapeau. Les sergents furent Louis Martin aîné, Fréron Lalanne, Plaisance fils et Mailly.

M. d'Aleman, capitaine de la garde à pied, était né à Bayonne en 1773. A la Révolution il prit du service et fut capitaine du génie à vingt ans. Il se maria à Bayonne en 1806, après avoir quitté fort jeune le service militaire. Lorsqu'il eut le commandement de la garde d'honneur à pied il avait 35 ans. Il était maigre, petit, l'œil vif et spirituel. M. d'Aleman possède encore aujourd'hui l'uniforme de son grand-père.

Dans une étude précédente nous avons déjà parlé de la garde d'honneur à cheval. Celle-ci eut deux uniformes à deux époques bien distinctes et nous décrirons soigneusement le second, ainsi que nous le permettent les documents qui sont parvenus jusqu'à nous.

La garde d'honneur aussitôt constituée, l'infanterie s'exerça tous les soirs dans les vastes salles du palais de Montaut. Le 13 mars le maire passa la revue de la garde sur les Glacis, où celle-ci lui fut présentée par son commandant, M. de Lacroix-Ravignan. « La garde a fait des évolutions qui étaient exécutées avec ensemble et précision et de manière à ne pas la laisser au dessous des troupes de ligne. Sa musique nombreuse a joué des marches et des paraphrases militaires. »

Nous n'avons pas à raconter ici quel fut le rôle de cette garde pendant le séjour de l'empereur. Il suffira de dire que Napoléon en fut satisfait et lui assigna des postes de confiance. Nous la trouvons encore sous les armes lorsque l'empereur repassa par Bayonne et se rendit en Espagne pour y prendre le commandement de ses armées. Mais non contente de son luxueux uniforme, lorsque la garde d'honneur de Bayonne apprit que Napoléon allait revenir dans la Péninsule en 1810, elle fit ses préparatifs pour compléter ses tenues et leur donner un aspect encore plus somptueux.

Au mois d'octobre 1809, l'annonce du prochain passage de Napoléon s'accroissait tous les jours davantage. 400 chevaux du train de S. M. impériale étaient déjà arrivés. Toutes les dispositions avaient été prises pour sa réception. La garde d'honneur s'exerçait tous les jours. La garde à pied avait été portée à l'effectif de 120 hommes avec les officiers. De plus elle avait formé une musique

de vingt-quatre exécutants, et avait même un tambour-major qui devait en porter le chiffre total à 150 hommes. La garde à cheval était de 40 cavaliers, et ceux d'entr'eux qui manquaient de montures s'étaient hâtés de s'en procurer. On ne sera pas fâché de trouver la description des uniformes de cette brillante garde d'honneur, telle qu'elle était conservée dans les registres de la municipalité avant l'incendie des archives de Bayonne.

*Troupe.* — 120 hommes. Shako de velours noir, cordons et glands en fil blanc, galons blancs, pompon vert, plumet blanc, plaque à aigle. Habit rouge, retroussis vert, collet, revers, parements et pattes de parements verts, liserés verts, pattes d'épaules vertes à liserés blancs, veste et culotte de casimir blanc, guêtres noires bordées de blanc, gland blanc, buffleteries blanches, fusil d'infanterie à baïonnette, sabre à dragonne verte, gland rouge, aiguillettes blanches.

*Tambour-major.* — Chapeau français bordé d'argent, ganses, cocarde et deux glands d'argent dans les cornes, trois plumets bleu, blanc, rouge. Habit bleu céleste, revers, parements, pattes de parements écarlate, passe-poil argent, sept boutons gansés sur les revers, gilet et culotte de casimir blanc, nœud d'argent à la hongroise, bottes à la Souwarow, galon et gland d'argent, petites épaulettes et aiguillettes d'argent, baudrier bleu de ciel à baguettes d'argent, galons d'argent, épée à fourreau de cuivre, gants blancs à crispin.

*8 tambours.* — Shako bleu en velours, plumet rouge en bas, vert en haut, cordon et glands en fil blanc, même habit que le tambour-major, nids d'hirondelles écarlates liserés de blanc, guêtres noires, galons et glands blancs, buffleteries blanches, sept galons tricolores sur les bras et un au collet.

*6 cornets.* — Même shako que les tambours. Habit vert, parements, pattes de parements, collet et revers écarlate, nids d'hirondelle écarlate; liserés blancs, gilet et pantalon de casimir blanc, guêtres noires à galon et glands blancs, sept galons tricolores sur les bras et un au collet.

*Musique, 24 exécutants.* — Colbach, plumet vert et rouge, flamme verte, habit et gilet blanc, parements, pattes de parements et revers vert, culotte bleu céleste, nœud sur les contours du pont-levis, pattes d'épaules vertes, liserées argent, bottes à la Souwarow, galon et gland d'argent, épée à baudrier vert bordé d'argent. Plaque aux armes de Bayonne sur le baudrier.

Quant à la cavalerie, elle avait complètement changé son uniforme de 1808, et avait pris un costume de hussards aussi élégant que riche. En voici l'exacte description :

Dolman à la hussarde couleur brun foncé, brandebourgs de soie jaune, collet et parements cramoisis, trois rangées de boutons blancs bombés. Pelisse blanche, fourrure noire, brandebourgs noirs en soie, ceinture en soie aux trois couleurs. Liseré noir sur blanc et blanc sur brun, aiguillettes de soie jaune. Culotte bleu de ciel, nœuds en soie jaune. Bottes à la hussarde, bordure et glands blancs, éperons dorés attachés aux bottes. Giberne et baudrier blanc, bordure jaune. N couronnée sur la giberne. Sabre-tache noire bordée de blanc avec une N couronnée. Sabre à fourreau doré, ceinturon blanc avec plaque et les motifs : *Garde d'honneur de Bayonne*. Colbach noir à plumet vert.

Il y avait deux trompettes, dolman bleu de ciel, pelisse cramoisie, culotte blanche en casimir, colbach à flamme bleu de ciel, panache cramoisi.

On a vu que le rouge et le vert dominaient dans l'uni-

forme de l'infanterie, car c'étaient les anciennes couleurs de la ville.

Une lettre adressée par le maire au sous-préfet de Bayonne, l'avertissait de la réorganisation de la garde d'honneur. La compagnie à pied, qui était réduite de quelques hommes en raison d'absence ou de changement de domicile, avait été mise au complet de 120 hommes avec les officiers. Elle avait rafraîchi son équipement, et s'était donnée quelques détails de bon goût « elle était prête à entrer en service afin de montrer tout son zèle et témoignait davantage l'empressement qu'elle avait de se rendre agréable. » Elle avait cru devoir se donner une musique militaire composée de vingt-quatre exécutants, ajouter quelques tambours, un tambour-major et des sapeurs, qui devaient porter à 150 hommes l'effectif de cette compagnie.

L'augmentation de cette musique avait obligé d'y placer six maîtres pour conduire les amateurs de la ville qui la composaient. Ces maîtres n'ayant pas les moyens de se donner des uniformes à leurs frais, il devenait indispensable d'y suppléer à l'aide des fonds de la ville.

La garde à cheval s'était également complétée à 40 cavaliers. Quelques-uns avaient dû acheter des montures et les tenaient en ville à grands frais ; or, il y avait déjà 400 chevaux de l'empereur. Aussi fut-on obligé de disposer l'ancien collège pour y placer les montures de la garde d'honneur, et il était aussi nécessaire de mettre la dépense de leurs chevaux à la charge de la ville.

Mais tous ces frais furent inutiles, car Napoléon ne vint pas à Bayonne. On sait qu'il se fit remplacer dans cette nouvelle campagne par le maréchal Masséna, prince d'Essling. Cependant la garde d'honneur bayonnaise eut



à deux reprises différentes l'occasion de se mettre sous les armes. Ce fut lors du passage et du retour de Joseph, roi d'Espagne, se rendant à Paris en 1811 et en revenant. Mais ce n'était pas la même chose et la garde d'honneur dut regretter vivement de n'avoir pu mettre ses brillants uniformes sous les yeux du grand empereur.

Ce fut d'ailleurs la dernière garde d'honneur qui fut organisée par la ville de Bayonne. De simples détachements de garde nationale devaient servir désormais pour les passages de princes et de souverains.

---

#### LXXXVI

### NAPOLÉON ET MARBOT

Un mémorialiste peu consciencieux. — La critique des Mémoires de Marbot. — Marbot à Madrid. — Retour à Bayonne. — Marbot à Bayonne. — A Marrac. — Napoléon dément Marbot. — Un faux historique.

Le brillant écrivain, l'héroïque sabreur, le vaillant Marbot, fut parmi les mémorialistes qui furent employés en Espagne et qui décriront cette sanglante guerre, celui qui paraît être passé le plus fréquemment à Bayonne, soit qu'il appartint à divers états-majors, soit qu'il fut chargé de missions importantes. C'est d'ailleurs ce que nous aurons à examiner prochainement. Mais dans cette présente étude nous ne voulons nous occuper que de son séjour à Bayonne au moment où l'empereur était à Marrac et examiner ce qu'il peut y avoir de vrai ou de faux dans la relation qu'il nous a conservée.

De faux, hélas oui ! le mot n'est pas trop fort. A force

d'avoir conté ses campagnes et de les avoir ornées d'incidents curieux, le général avait dû finir par y croire réellement. C'était sans doute une question de mirage, et ce n'est, paraît-il, que vers 1847 qu'il rédigea définitivement ses souvenirs. Il y a peu de temps M. P. Conard a publié dans la revue d'*Histoire Moderne*, du 13 juin 1903, une critique très intéressante sur les Mémoires de Marbot. A l'aide de la correspondance de Napoléon, des documents de la série A. F. IV des Archives Nationales et du dossier de Marbot aux Archives administratives de la Guerre, il démontre qu'il était souvent fort loin du théâtre des événements qu'il raconte comme en ayant été témoin oculaire. Nous nous en tiendrons à un seul exemple relatif aux événements de Bayonne, car c'est Napoléon lui-même qui s'est chargé de le démentir.

Au commencement du tome second de ses Mémoires, il raconte comment ayant été attaché à l'état-major du prince Murat, il se rendit à Bayonne. Il y fut parfaitement accueilli par le grand-duc et par ses aides-de-camp. « Je fus, dit-il, bientôt au mieux avec tous, bien que je résistasse aux instances qu'ils ne cessaient de me faire pour que je jouasse avec eux. Ces messieurs avaient toute la journée les cartes et les dés en mains, gagnant ou perdant plusieurs milliers de francs avec la plus grande indifférence »

Il suivit Murat à Madrid, et il raconte avec détails la révolution d'Aranjuez. Il se donne lui-même un rôle très romanesque dans la délivrance de Codoñ des mains des gardes du corps, car il dit avoir été envoyé par Murat pour le sauver.

L'insurrection de Madrid, le 2 mai, est minutieusement racontée, et Marbot assure y avoir couru les plus grands

dangers. Il chargea les émeutiers le sabre à la main, et nous fait assister à la sanglante répression des mamelucks de la garde impériale.

Aussitôt que la rébellion fut éteinte, le prince Murat confia à Marbot la périlleuse mission d'aller porter une dépêche à Napoléon, du moins c'est lui qui le dit. « Répétez à l'empereur ce que je lui mande dans cette lettre : la victoire que je viens de remporter sur les révoltés de la capitale nous assure la paisible possession de l'Espagne » L'aide-de-camp se mit aussitôt en route, arriva le soir même à Buitrago, et il comprit que plus tôt il s'éloignerait de Madrid, plus vite il devancerait la nouvelle qui devait mettre en feu le reste de l'Espagne.

Après des aventures racontées avec un art inimitable, il fit le trajet de Madrid à la Bidassoa à cheval, par une chaleur brûlante, et arriva enfin à Bayonne où se trouvait Napoléon.

« Marrac n'est plus qu'à deux relais de Saint-Jean-de-Luz ; j'y arrivai tout couvert de poussière le 5 mai, au moment où l'empereur, sortant du dîner, se promenait dans le parc en donnant le bras à la reine d'Espagne et ayant à côté de lui Charles IV. L'impératrice Joséphine, les princes Ferdinand et Don Carlos les suivaient ; le maréchal du palais, Duroc, et plusieurs dames, venaient après. »

Marbot ayant été annoncé par l'aide-de-camp de service, Napoléon s'avança vers lui, et après lui avoir demandé ce qu'il y avait de nouveau à Madrid, prit les dépêches du prince Murat et se retira à l'écart pour les lire.

Il se fit aussitôt donner les détails les plus précis sur l'insurrection du 2 mai, puis il lui donna l'ordre de retourner au bout du jardin, afin de prier le roi Charles IV et la

en effet, les nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 12, 15, 16, 17, 18, 21, 23, 25, 28, 31 et 32<sup>e</sup> régiments. Ce dernier d'origine toscane.

Cependant cette infanterie, qui acquit une si grande réputation pendant les guerres de l'Empire, portait un uniforme spécial avec distinctions particulières pour chaque régiment, et les grenadiers des régiments de ligne y étaient remplacés par des carabiniers.

La presque totalité de ces corps passèrent par Bayonne à diverses époques et y laissèrent des dépôts ; mais avant de raconter quelques épisodes des campagnes du 31<sup>e</sup> léger qui va nous occuper bientôt, nous devons dire quelques mots des uniformes, non point de ce régiment sur lequel nous n'avons rien trouvé de particulier, mais d'un autre corps de la même arme.

On ne saura probablement jamais tous les détails relatifs à l'habillement des troupes de la période impériale. Ils changent si fréquemment qu'à deux années d'intervalle un même régiment n'est presque plus reconnaissable. Nous n'en prendrons pour preuve que l'uniforme de la musique du 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère qui passa aussi par Bayonne vers la fin de 1808. Pendant l'année 1806, les musiciens portaient le shako noir à cordon blanc, plaque en losange, plumet tricolore, habit bleu de ciel, collet, revers, parements et pattes de parements cramois, le tout bordé d'argent, gilet blanc, bottes à la Souwarow. En 1808, cette musique porte un uniforme plus somptueux. Schapska jaune, passepoil cramois, le galon en argent. Plumet droit vert, la moitié supérieure blanche ; plaque à soleil portant au centre le numéro du régiment. Habit jaune clair ; collet, revers, parements et pattes de parements cramois ; galons et brandebourgs en argent ; gilet tressé et culotte hongroise bleu clair et

argent ; bottes à la hussarde garnies en argent ; baudrier. Les officiers des voltigeurs de ce régiment portaient le colbach.

On voit d'après ce qui précède combien, d'une année à l'autre, variaient les tenues d'un même régiment. Mais puisque jusqu'à cette heure nous n'avons rien pu trouver de particulier sur le 31<sup>e</sup>, nous remplacerons les descriptions que nous en aurions voulu donner par une étude détaillée du 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie légère qui fit, lui aussi, avec gloire, les campagnes de la Péninsule.

Ce sont des documents inédits que nous donnons ici et qu'on chercherait vainement ailleurs, car ils nous viennent d'un collectionneur célèbre qui avait fait une étude particulière des troupes de Napoléon et qui est mort depuis peu de temps.

Commençons par ces curieuses têtes de colonne qui, ainsi que nous l'avons dit, étaient laissées au plus ou moins de goût et de luxe de chaque colonel. Les sapeurs du 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie légère portaient le colbach à flamme rouge, passepoils et glands blancs, pompon et plumet rouge portés sur le devant ; ils avaient l'uniforme des carabiniers avec les épaulettes rouges ; haches croisées et grenade au-dessous, sur le bras ; buffleteries, ceinturon et gants ocre ; bretelle de fusil, haut des gants et bretelles de sac blancs ; giberne sur le devant du ceinturon noire, garniture et les quatre grenades des coins en cuivre ; grande grenade en cuivre au milieu de la poitrine, sur le tablier qui montait jusqu'au cou.

Le tambour-major avait aussi le colbach à flamme rouge, garniture de la flamme et gland en argent, plumet rouge à pompon blanc, le reste de l'uniforme était comme celui de la troupe, c'est-à-dire à revers coupés carrés et

passepails blancs ; les parements en pointe bleu foncé, ces derniers, ainsi que le col rouge, garni d'un galon en argent ; épaulettes en argent à corps rouge ; gants à crispin blancs ; baudrier de sabre blanc à porte-baguettes en argent ; bottes à la Souwarow, garnitures et glands en argent.

Les tambours portaient le shako noir sans passementeries, plaque en losange portant le numéro du régiment, jugulaire et garniture de visière en métal blanc, un galon blanc autour du collet et des parements ; les tambours de chasseurs avaient les épaulettes vertes à torsades rouges.

La musique avait le shako rouge sans passementerie, le pourtour du haut et du bas en cuir verni, la plaque et la garniture comme les tambours, l'uniforme de l'infanterie légère ; épaulettes à corps et franges blanches, torsades rouges, bottes à la Souwarow, garnitures et glands blancs.

Passons maintenant au corps de troupe. Les carabiniers avaient le shako noir, pompon, plumet et parements rouges, glands et passepails de guêtres rouges. Les chasseurs se distinguaient par des pattes d'épaulettes en drap bleu liseré de blanc, pas de sabre, glands et passepails des guêtres blancs. Les voltigeurs avaient le plumet vert et le pompon jaune, les passementeries, épaulettes, dragonne et garnitures des guêtres jaunes, le collet jaune à passe-pail rouge.

Mais revenons à notre 31<sup>e</sup> léger, duquel nous voulons raconter quelques-uns des hauts faits de guerre. Commandé par le colonel Meunier, il faisait partie du 2<sup>e</sup> corps sous les ordres du général Régnier. Composé de deux bataillons avec les deux commandants Aubert et Oliver, il était fort d'environ 2,000 hommes et formé en grande

partie de Piémontais. « J'étais aise de les retrouver, dit un des capitaines, car les connaissant depuis Santo Domingo, où nous en avions une légion, dite du Midi, je savais toute leur valeur, mais aussi leurs défauts : indisciplinés, ils avaient besoin d'être tenus ferme. »

Car le 31<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère a eu la bonne fortune d'avoir un annaliste, et le capitaine Lemonnier Delafosse a laissé un volume de souvenirs très précieux pour l'histoire anecdotique de la guerre d'Espagne. Le style en est faible, quoique prétentieux, mais les renseignements qu'il nous donne sur son régiment sont marqués au coin de la vérité. Et ce corps nous intéresse d'autant plus qu'il eut son dépôt placé à Navarrenx en Béarn jusqu'à la fin de la guerre.

Le capitaine Lemonnier Delafosse ne rejoignit son régiment qu'en 1810, et ce dernier était déjà depuis deux années en Espagne. Il quitta Paris ayant pour compagnon de route « Lacroix, aussi revenu de Santo Domingo avec moi, lequel avait déjà reçu un emploi au ministère de la marine, mais qui désirait retourner à Bayonne, résidence de sa mère et des siens, qu'il n'avait pas revus depuis l'âge de treize ans.

« Arrivés à Bordeaux, nous louâmes une voiture pour Bayonne croyant que, maîtres de notre voiture, nous irions sinon aussi vite, du moins à notre aise ; mais cela nous procura seulement le plaisir de faire plus de la moitié de la route à pied dans les Landes, où la voie tracée n'avait alors d'autre fonds que des arbres posés en travers, cahots incessants qui rendaient la voiture insoutenable... Que de fois nous enviâmes les longues échasses des habitants de ces lieux qui disparaissaient si légèrement et si promptement à nos yeux ! Heureusement

deux jolies dames, compagnes de voyage, charmaient ce trajet. »

Arrivé à Bayonne, il fallait attendre un convoi. Le capitaine partit enfin, pressé de rejoindre son régiment, et nous donne des descriptions curieuses du Guipuzcoa et de la Biscaye. A Mondragon Lemonnier Delafosse, qui ne dédaigne pas le petit mot pour rire, relève dans le registre de la place deux ordres qui sont curieux à noter. Dans le premier il est dit textuellement : « On donnera la consigne à la sentinelle d'arrêter toutes les voitures à bœufs qui criraient faute d'être graissées, et ils ne les laisseront partir que lorsque ils en auront mis. » Le second est encore plus pittoresque : « Aujourd'hui, jour de la messe de minuit, il est à présumer que le soldat se livrera à une boisson désordonnée, ce qui donnera lieu à des querelles entr'eux ; dans le cas où cela arriverait, MM. les officiers de garde sont autorisés à les étouffer. » Le tout était signé du commandant Debru.

Le 31<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère est bientôt rejoint et commence, avec Masséna, la campagne de Portugal. Le soir de la malheureuse bataille de Busaco, le célèbre maréchal vint complimenter le 31<sup>e</sup> de sa conduite brillante pendant la journée. Il s'exprima en piémontais sur sa belle conduite et sur sa bravoure. « C'est bien, carabiniers, c'est ainsi qu'il faut aborder l'ennemi. » L'un des soldats prit alors la parole et répondit : « Oui, maréchal, mais non descendre comme coglioni. » Il nous quitta en riant beaucoup de cette réponse.

Cette liberté de langage donne bien un curieux exemple de la mentalité du soldat français. Nous en citerons un autre tout aussi intéressant.

L'armée de Masséna se trouvait arrêtée devant les



fameuses lignes de Torrès Vedras, et un sergent du 31<sup>e</sup> léger se trouva un jour dans une cave remplie de vin et située entre les deux lignes. Il y était en compagnie de soldats anglais, buvant ensemble, ainsi que cela arrivait tous les jours sans qu'il en résultât la moindre des choses. Mais ce jour-là, soit que les Anglais fussent plus avinés que de coutume, soit que voyant un seul Français, après boire ils le firent prisonnier, et avec lui sa peau de bouc pleine vin. Conduit à lord Wellington, il fut questionné sur tout ce qui se passait dans l'armée de Masséna.

— Vous avez beaucoup de malades ?

— L'armée se porte comme moi.

— Vous manquez de pain ?

— Voyez ce moulin qui tourne ; d'ailleurs avec de la viande et du vin, on ne meurt pas de faim. Le Portugal est grand, et vous n'avez pu le mettre dans Lisbonne.

— C'est bien, allez.....

Ici le sergent ne bougea pas.

— Allez donc, lui répéta le général.

Même immobilité, mais avec cette réplique :

— Général, vos soldats ne sont pas de vrais soldats, je ne puis être votre prisonnier.

— Ah ! et pourquoi ?

— Pourquoi ? parce que buvant ensemble dans une cave, ils n'avaient pas plus le droit de me prendre que je ne l'avais à leur égard ; ils ont abusé de mon isolement. On se doit plus de politesse entre militaires.

— C'est donc ainsi que l'on vous a fait prisonnier ?

— Oui, général !

— Très bien ; chef d'office, faites dîner ce militaire avec vous et qu'un officier ordonne de le reconduire où il a été pris.

Cette conversation avait cours pendant le dîner du général. A cet ordre le sergent ne bougea pas plus qu'à la première injonction.

— N'avez-vous pas entendu, mon sous-officier !

— Oui, mon général ; et avec cet aplomb, cet à propos que notre soldat seul possède :

— Oui, j'ai fort bien entendu, mais je ne veux pas aller à l'office.

— Pourquoi ?

— Parce qu'un soldat français n'est pas fait pour manger avec des domestiques.

Lord Wellington s'inclina en signe d'assentiment, et faisant mettre un couvert à sa table, il y fit asseoir le sergent.

Le lendemain le sous-officier revint à son régiment et raconta son aventure, qui fut bientôt connue de toute l'armée.

La difficulté de se procurer des vivres fut ce qui obligea Masséna à lever son camp et battre en retraite sur l'Espagne. Nous citerons une dernière anecdote qui donne bien une idée des souffrances des soldats et des moyens qu'ils employèrent quelquefois pour assouvir leur faim.

Un certain nombre de troupeaux de ces beaux moutons mérinos avaient été rassemblés comme réserve, et les soldats qui, depuis Santarem, les traînaient à leur suite sans en avoir vu abattre un seul, s'imaginèrent, à tort ou à raison, qu'ils n'avaient été gardés que pour être vendus en Espagne. « Profitant d'une nuit, celle de la veille du passage de la frontière, plusieurs soldats s'entendirent avec la garde du parc pour tirer parti de ces animaux. A cet effet, chacun de ceux qui s'étaient réunis pour faire le coup, saisissant un mouton lui coupa les reins, s'empa-

rant des deux giges ; puis l'animal, sans train d'arrière, fut posé sur la partie coupée, arc-bouté sur ses pattes de devant ; la raideur de la mort donnait cette facilité, en sorte qu'au jour, lorsqu'on arriva dans l'enclos, on aperçut une soixantaine de moutons, posés comme des caniches, ne suivant pas le mouvement des vivants. On découvrit de suite le méfait, et chacun accourut pour voir ce nouveau spectacle, qui nous fit beaucoup rire, mais qui ne fit pas rire le chef intéressé et très intéressé à la conservation de son parc. Trouver les coupables n'était pas difficile ; du reste ils ne se cachaient pas, portant sur le sac *la gigue encore toute lainée !* On n'osa pas punir, car déjà des murmures avaient fait connaître l'idée qui avait surgi dans l'esprit du soldat ; on ferma les yeux. Ils avaient deviné juste, ces soldats ; arrivés en Espagne, où la viande ne manquait pas, où l'on faisait des distributions de vivres, les mérinos disparurent les uns après les autres, et les seules giges enlevées servirent au régiment qui, pendant la retraite, avait toujours marché dans l'espérance de faire bonne chère en atteignant le but. »

Le 31<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère se couvrit de gloire à la bataille des Arapiles, où il soutint la retraite de l'armée française. Il continua à faire la campagne d'Espagne jusqu'au moment de sa rentrée en France, en 1813, après la bataille de Vittoria. Mais nous aurons à revenir sur le capitaine Lemonnier Delafosse, qui faisait partie de cette troupe d'élite, et aux Mémoires duquel nous avons déjà emprunté ces curieuses anecdotes.

---

### **LES MÉMOIRES DES OFFICIERS ANGLAIS**

Une bibliographie à faire. — Les mémoires des Anglais. — Les souvenirs d'un carabinier. — Cooper. — Le capitaine Batty. — La légion royale lusitanienne. — John Haclay. — Le lieutenant Gleig. — Le général Blayney, etc.

Une bibliographie de la guerre d'Espagne, depuis l'entrée dans la Péninsule de l'armée du général Junot jusqu'à la bataille de Toulouse, c'est-à-dire de 1807 à 1814, rendrait les plus grands services. Les ouvrages, articles de revue et de brochures publiés déjà sur ce sujet sont innombrables et il faudrait se livrer aux recherches les plus étendues et les plus profondes pour arriver à un résultat satisfaisant. Mais à défaut d'un ouvrage de cette importance il est une autre branche de cette même bibliographie qui serait tout aussi intéressante à étudier quoique moins étendue. Nous voulons parler des Mémoires des témoins oculaires qui ont assisté aux événements ou qui ont joué un rôle. C'est sans doute ce que nous entreprendrons quelque jour.

Le sujet est d'ailleurs complexe, car il semble que presque toutes les nations de l'Europe se soient donné rendez-vous sur le sol brûlant de la Péninsule. Italiens, Suisses, Allemands, Anglais, Portugais, ont écrit chacun dans leur langue. Mais après les Français ce sont leurs ennemis les Anglais qui ont produit le plus de mémoires, souvenirs, journaux de marche et correspondances, et nous ne sommes pas encore au moment de connaître l'étendue de nos richesses, car presque chaque année voit paraître de nouvelles publications.

E. DUCÈRE.

*(A continuer).*

# LE PAYS DE LABOURD

AVANT 1789

---

## DEUXIÈME PARTIE

### LES OFFICIERS DU BAILLIAGE

---

#### § 2. — LE LIEUTENANT GÉNÉRAL

(Suite)

Il résulte de ce qui précède que, dès leur création, les baillis de Labourd purent avoir des lieutenants. Il n'est pas douteux qu'ils firent souvent usage de ce pouvoir ; car les premiers statuts de l'*armandat*, que j'ai reproduits ci-dessus, parlent à plusieurs reprises du lieutenant ou *sous-bailli*. Cela nous montre que l'existence de cet auxiliaire était devenu un fait ordinaire et habituel.

Nous connaissons quelques lieutenants de cette époque primitive ; M. de Jaurgain, dans sa monographie de la maison d'Espelette, cite un acte de 1389 dans lequel on voit Martin de Saut, seigneur de Hirigoyen, présider la cour d'Ustaritz en l'absence du bailli. Nous avons vu dans la première partie de cette étude que sous Humfroy de Lancastre, le Labourd fut *gouverné* par Jean de Saint-Pé, et que le fils de celui-ci, Augerot de Saint-Pé, conserva cette administration pendant tout le bailliage de Jean de Foix.

Déjà donc sous la domination anglaise, il y avait des lieutenants au bailliage de Labourd. Mais il ne faut pas

oublier qu'ils étaient, en règle générale, nommés et choisis par l'officier même qu'ils devaient remplacer et que, par conséquent, cette nomination était toujours facultative pour le bailli et temporaire pour le lieutenant.

Cette situation précaire ne fut pas modifiée par la conquête française ; elle se maintint même après, encore quelque temps. Mais dans la suite elle reçut, comme on va le voir, des changements considérables.

Le premier changement résulta d'une Ordonnance de 1493, par laquelle Charles VIII imposa à tous les baillis l'obligation d'avoir des lieutenants. Ils devaient même en avoir deux quand ils avaient à juger un grand nombre de causes : un *lieutenant civil* pour les affaires civiles et un *lieutenant criminel* pour les affaires criminelles. Le premier s'appelait aussi lieutenant *général* et le second lieutenant *particulier*.

A raison de son peu d'importance le bailliage de Labourd n'eut habituellement qu'un seul lieutenant. Toutefois à de rares intervalles il a possédé aussi un assesseur criminel.

L'Ordonnance de Blois, de 1498, exigea que les lieutenants ou assesseurs des baillis et des sénéchaux fussent gradués, licenciés ou docteurs en droit. Elle décida en outre qu'ils seraient choisis par les Parlements (1).

Un peu plus tard la vénalité des charges produisit une vraie révolution dans l'ordre judiciaire. Le règne de François I<sup>er</sup> vit naître cette nouveauté qui, sous ce prince, prit de grands développements. Le règne d'Henri II la rendit définitive. On s'accorde à fixer en 1522 le premier usage de cet expédient fiscal.

C'est en effet une simple raison de fiscalité qui fut la cause de cette innovation singulière. La vente des offices

(1) Minier. *Précis d'Histoire de droit*, p. 699.

était un moyen pour l'Etat de se créer des ressources, et elle fut au XVI<sup>e</sup> siècle la source la plus productive des revenus royaux. Mais comme le capital de ces ventes était promptement dépensé, on établit en 1604 un droit annuel, *la paulette* (1), consistant dans le paiement au roi du 60<sup>e</sup> des produits de la charge. Malgré de violentes critiques et quelques vagues tentatives de suppression, la vénalité, consacrée par un long usage et une pratique ininterrompue, se maintint jusqu'en 1789.

Un pareil système devait fatalement concentrer les charges et les offices dans les familles riches, qui pouvaient les payer plus cher que les autres. Il créa donc indirectement l'inamovibilité des magistrats et l'hérédité des charges.

Ce double résultat fut la conséquence de l'idée de propriété que la vente entraînait naturellement avec elle. Quand le souverain avait reçu *la finance*, c'est-à-dire le prix de la charge, il ne pouvait sans injustice destituer le titulaire, et celui-ci, à sa mort, transmettait sa charge, comme ses autres biens, à ceux qui devaient recueillir sa succession.

Nous verrons ces conséquences se produire couramment dans le bailliage de Labourd. Nous y verrons des officiers royaux exercer leur charge pendant vingt, trente et quarante ans et la laisser ensuite à leur fils, à leur gendre ou à leur neveu.

Le résultat de ces réformes fut de transformer complètement la situation des lieutenants. Ils ne furent plus des auxiliaires subalternes, révocables au gré du titulaire qui les avait choisis, et ne pouvant continuer leur fonction

(1) Ainsi nommé parce que le premier fermier de cette imposition s'appelait *Paulet*.

quand celui-ci cessait de remplir la sienne. Ils devinrent eux aussi des officiers indépendants, placés directement sous l'autorité royale, conservant leur charge et leur juridiction malgré le changement ou le remplacement des baillis.

Aussi voit-on se former, à partir du règne de Charles VIII, une série des Lieutenants de Labourd parallèle à la série des baillis, mais distincte et séparée de celle-ci. Je vais faire connaître cette série, telle du moins que les documents dont j'ai pu disposer m'ont permis de l'établir.

#### SÉRIE DES LIEUTENANTS DE LABOURD

L'usage et la pratique avaient peut-être devancé les dispositions de l'Ordonnance de Blois, prescrivant que les lieutenants des baillis et sénéchaux seraient gradués, licenciés ou docteurs en droit. En Labourd notamment, l'Ordonnance de 1498 ne fit que consacrer une chose déjà existante ; car dès l'année 1483, nos Registres Gascons de Bayonne (tom. I., p. 193), signalent comme lieutenant du bailliage un praticien, bachelier en droit, nommé Adam Dihurutsu. On ne saurait douter que le personnage qui portait un nom pareil ne fut un Basque et un enfant du Pays. Comme lui, la plupart des lieutenants qui le suivirent furent aussi des basques, et voici dans quel ordre se sont succédés les titulaires de cette charge :

1483. Adam Dihurutsu.

1519. Jehan de Saint Pé.

1551. Anthoine Dithurbide.

1558-1563. Martin de Haramboure.

1563-1567. Jehan de Lahet.

1568-1571. François Dibarsoro.

1572-1578. Boniface de Lasse.



1583-1584. Micheau de Sossiondo.

1585-1599. Michel de Sossiondo.

1600-1639. Pierre de Chibau ; assesseur criminel, Auger de Ségure.

1640-1680. Mathieu d'Olives ; assesseur criminel, Ogier de Lalande.

1680-1691. Pierre de Larre.

1691-1696. Mathieu de Lalande-Berriotz.

1711-1736. Bertrand de Hody, eut pour lieutenants criminels, d'abord Pierre de Castéra, ensuite Charles d'Etchégoyen.

1736-1783. François de Hody.

1783-1790. Jean de Hody.

La plupart des Lieutenants de Labourd n'ont laissé après eux que des traces fugitives, qui ne font guère connaître leur administration. Cela s'explique par le peu de relief qu'avait leur fonction et le rôle modeste qu'ils avaient à remplir. J'espère cependant qu'on lira avec quelque intérêt les notes détachées qui suivent. Elles ne concernent pas toujours les lieutenants eux-mêmes, mais elles font connaître les familles dont ils sortaient, et dont plusieurs, quoique disparues, méritent de ne pas être oubliées. Elles font connaître aussi quelques faits intéressants de l'histoire et de la vie du Pays de Labourd.

ADAM DIUHURUTSU, se trouve mentionné dans le texte gascon ci dessous, qui raconte comment, à sa prière, le Corps de ville de Bayonne accorda des secours pécuniaires à un blessé :

« Item que a Johanot de Maupeu, pintedor, a contemplacion et pregaris que meste Adam Diuhurutsu, bacheler en decrets et loctenent deu bayliatge de Labord, a fait en

nom deudit Johanot aus qui dessus : considerat lo cas et acte qui l'es abingut deu difformement de son bisatge qui l'es estat fait, que per lo socorrer et ajudar de anar devert lo medessin et surgian (1) en Aregon, per s'ensagar de reformar et meter en punt lo naz qui l'es estat picat, per caritat de Diu et de graci speciau, lo sie fait ung aubera (2) adressant au thesaurer, que l'aye a satisfar et delivrar la some de detz francs guians, per losquoaus a temps aviedor lodit Johanot sera tingut de servir le ciutat de son offici » (3).

Non content de sa charge de lieutenant, Dihurutsu voulut encore devenir clerc de ville de Bayonne.

La place de *Clerc assesseur du Corps de ville* était toujours très convoitée; elle assurait à son titulaire une réelle influence et une grande considération. Le clerc était un personnage important, qui assistait aux séances de l'assemblée communale, mais n'avait pas voix délibérative. Sa fonction consistait à éclairer les membres du Conseil, à leur *remontre*r les usages, les précédents, les privilèges de la commune. Au milieu d'un corps électif, renouvelé tous les ans par moitié, le clerc par sa permanence, maintenait la tradition, l'unité de vues, l'esprit de suite; il maintenait surtout les droits et les prérogatives du Corps municipal. Il devait aussi, comme nos secrétaires de mairie, rédiger les délibérations, assurer la garde des archives, surveiller le travail des commis et des greffiers de l'hôtel de ville.

Cette place devint vacante en 1483. Guillaume de Supplainville, bailli de Montargis, était alors maire de

(1) Chirurgien : de l'anglais *surgeon*.

(2) Mandat de paiement sur le trésorier de la ville.

(3) Séance du 16 juin 1483, *Registres Gascons*, de Bayonne, t. 1, p. 193.

Bayonne. Il écrivit aux échevins qu'il pensait venir en notre ville avant la mi-carême, et qu'il voulait que l'élection du clerc fut différée jusqu'à cette époque.

Diuhurutsu fut assez habile pour obtenir du roi une commission provisoire, qui le chargeait des fonctions de clerc par interim. En même temps Charles VIII adressait aux Bayonnais la lettre suivante pour leur recommander ce candidat :

Chers et bien améz. Nous avons présentement sceu que l'office de clerc de nostre ville et cité de Baionne est vacant. Et pour ce que par vos privilèges, que puis naguères vous avons confirmez, vous appartient de pourveoir audit office et que désirons que maitre Adam Diuhurutsu, qui est ainsy que on nous a dit souffisant à l'exercer en soit pourveu, nous vous prions que, pour amour de nous, veuillez eslire ledit meste Adam audict office de clerc, et non un autre. Et en ce fesant, nous ferez tres agreable plaisir ; lequel recongnissons envers vous tant en général que en particulier. Et en aurons les affaires de nostre dicte ville et de vous en singulier recommandation quant d'aucune chose nous requerrez. Donné au chastel d'Amboise ce xiiij<sup>e</sup> jour de mars.

Ainsi escript : CHARLES.

A no<sup>r</sup> chers et bien amez les maire, soubz maire, schevins, jurez, conseil, manans et habitants de nostre ville de Baionne.

Les Bayonnais étaient jaloux de leurs privilèges. Le droit d'élire le clerc leur appartenait ; ils voulurent user de ce droit en toute indépendance, et malgré l'intervention royale ils choisirent Johan Peritz de Ségure (1).

Diuhurutsu fut écarté et dut se contenter de la lieute-

(1) Toutes les péripéties de cette élection vivement disputée sont détaillées dans les *Registres Gascons*, de Bayonne, t. 1, pp. 212 à 223, 325-326.

nance de Labourd. Nous ignorons pendant combien de temps il exerça cette charge.

JEAN DE SAINT PÉ, lieutenant du bailli de Labourd, assisté de Pierre d'Etchegoyen, greffier du bailliage, procéda à une enquête le 7 mars 1519, sur les excès commis par les Espagnols dans la Bidassoa.

J'ai déjà parlé de cette longue querelle qui divisait les habitants de Hendaye et ceux de Fontarabie au sujet de leurs droits respectifs. Les Guipuzcoans se prétendaient maîtres de toute la rivière. Les Labourdins soutenaient au contraire qu'ils y avaient toujours pêché et circulé librement ; qu'ils avaient un droit de jouissance sur les herbages qui croissaient dans l'île d'*Insurra* (1) et dans les bancs de sable disséminés à travers l'estuaire. Ils se plaignaient aussi de la violence des Espagnols qui s'emparaient de leurs barques, rompaient leurs filets, maltraient les pêcheurs et leur tiraient des coups de feu. Deux témoins de l'enquête, Pierre et Adam d'Urtubie, déposent qu'étant un jour sur le bord de la Bidassoa avec quelques habitants d'Urrugne, un boulet lancé par le château de Fontarabie vint tomber à leurs pieds, frappa l'eau de la rivière et la fit rejaillir sur eux (2).

J'ai déjà dit comment ces démêlés séculaires furent terminés par un accord diplomatique du 19 novembre 1683.

Nous ne savons à quelle famille se rattachait Jean de Saint-Pé, mais il est vraisemblable qu'il sortait de la maison de Saint-Pé-sur-Nivelle, dont Jean de Chicon était

(1) Nommée aujourd'hui *Ile des Faisans*, parce que les vanneaux et les outardes, que les gens du pays appellent *faisans*, vont en grand nombre y passer l'hiver.

(2) *Mémoires sur le différend pour la rivière d'Andaye* (manuscrit appartenant à M. Détrouat).

alors le chef. C'est probablement du même personnage qu'il est question dans le texte suivant :

« Au jorn d'oey (*10 novembre 1507*) est estat bailhat congit et licenci à Johanicot de Sent Pee, a contemplacion de mossor de Hirigoyen, de passar per le present ciutat detz pipes de vin de hault pays. (*Reg. Gasc.*, de Bayonne, tom. 1, p 424). »

ANTHOINE DITHURBIDE entama le premier les longues procédures, qui plusieurs fois mirent aux prises les habitants de Bayonne et ceux de Labourd.

Le sujet perpétuel de ces contestations était les taxes et les péages qui frappaient les marchandises passant par Bayonne, et dont les Labourdins prétendaient s'affranchir en débarquant loin de la ville les denrées dont ils avaient besoin. Cette question présentait pour eux un intérêt capital. Leur pays, pauvre et peu fertile, souffrait souvent des mauvaises récoltes, et les habitants devaient importer du dehors les blés, les vins et les autres provisions qui leur faisaient défaut. Aussi n'est-il pas étonnant qu'ils aient lutté longtemps pour avoir la pleine liberté de leurs importations. Et quoiqu'ils aient échoué dans cette longue lutte, elle sera cependant intéressante à résumer ici.

On se souvient que pendant la domination anglaise, cette question provoqua les plus graves désordres et amena le drame tragique de Proudines. La paix fut faite alors par une sentence du Prince Noir, rendue en 1357 et dont j'ai relaté ailleurs les dispositions essentielles. Elle décidait que les Labourdins pouvaient acheter à Bayonne, ou passer par son territoire, les denrées nécessaires à leurs besoins sans payer aucuns droits. Mais ils devaient prêter

serment que ces marchandises ne seraient ni revendues à des étrangers ni portées hors du pays (1).

La paix établie par cette sentence fut de longue durée et les Bayonnais se montrèrent bienveillants dans son application. En général les bateaux portant des provisions en Labourd obtenaient l'autorisation de décharger dans le haut pays sans s'arrêter en ville. Néanmoins en donnant cette autorisation, les Bayonnais ajoutaient toujours la réserve suivante :

« Et asso de graci especiau et chens prejudici deus establiments et privilegedes de le ciutat, per losquoaus es prohibit que de Horgave inclusivament, de qui au Bocau, no se pot far cargue ni descargue de marchandises, sino que en ladite ciutat ; per so que l'arribeyre est de ledite ciutat et juridiction dequere, de tote ancianetat et memory pergude » (2).

Le maire de Bayonne, Roger de Gramont, consacra lui-même ce privilège en s'y soumettant. Ayant besoin de douze bateaux de froment pour ses gens et pour ses vaisseaux, il sollicita et obtint du Corps de ville la permission de les décharger à Bidache. (*Registres Gascons*, 1, p. 495). A plusieurs reprises les baillis de Labourd demandèrent, eux aussi, la permission de faire passer leurs provisions.

La guerre avec l'Espagne fit cesser cette situation. Dès l'année 1510, les Bayonnais réclamèrent l'application rigoureuse de leur privilège. Ils condamnèrent au pilori et à l'amende plusieurs bateliers du pays d'Auribat (3) qui avaient déchargé sans congé à Guiche, Urt, Bardos ou Urcuit. Ils représentèrent au roi que les approvisionne-

(1) *Livre des Etablissements*, de Bayonne, p. 185.

(2) *Registres Gascons*, de Bayonne, 1, p. 508.

(3) Pays des Landes sur le haut Adour : lieu principal, *St-Geours d'Auribat*.

ments débarqués dans ces endroits écartés étaient ensuite portés aux Espagnols, au détriment des reguicoles et de l'intérêt public (1).

Par lettres patentes du 9 février 1511, Louis XII sanctionna et confirma les droits invoqués par les Bayonnais. Il déclara que leur juridiction s'étendait sur l'Adour et ses affluents depuis Hourgave jusqu'à la mer (2). Il défendit de charger ou décharger, sans leur autorisation, en tout autre port que celui de Bayonne. Il *manda* à tous les officiers royaux de maintenir et défendre ce privilège. En vertu de ce mandement le sire de Lautrec, lieutenant général en Guyenne, rendit bientôt après l'ordonnance ci-dessous :

Vitz los abus que los habitans de Labort fen en la treyte deus blatz losquoaus los porten aus enemixs deu Rey, nostre Seinhor, alchi que au vray es estat trobat ; Per so au jorn d'oey es estat ordenat per mosseinhor de Lautrec, loctenent generau deu Rey, que doresenavant negun habitant de Labort no treyra blat de le presente ciutat, (sino) que cascune parropi ne tremeti ung homi deus principaus de cascune de lesdites parropis, qui vindra en la presente ciutat, cascun jorn qui borra que los habitans de tau parropi sien proveditz de blat, promete sus pene de le mort que aquetz qui ed declara voler blat per lor provision et qui seran presens a ledite declaracion, no lo porteran ne no en beneran a negun autre de ledite parropi per lo portar hors dequere ne fore deu reyaume ; et que declarera vertaderement le vraye quantitat de blat qui sera necessari per los de ledite parropi. (*Reg. Gasc.*, 1, p. 507).

(1) *Registres Gascons*, 1, pp. 468, 480, 491 ; II, pp. 115, 163.

(2) *Hourgave*, aujourd'hui *Æyregave* (Landes), au confluent des Gaves et de l'Adour.

Les Labourdins furent obligés de s'incliner et de patienter pendant tout le temps de la guerre. Elle dura longtemps. L'invasion espagnole, le siège de Bayonne en 1523, les ravages de la peste et les multiples événements de cette époque prolongèrent encore cette situation. Et lorsque la paix fut enfin revenue, les Bayonnais maintinrent dans toute son étendue l'application de leur privilège. Ils renouvelèrent en 1528 la prohibition d'exporter les blés, et voici avec quelle sévérité ils entendaient imposer leurs ordonnances au pays de Labourd.

De par le Roy : — L'om fayet inhibition et deffence a toute maniere et condicion de gens de ne tirer aucuns bleds hors de ceste ville, ni semblablement charger sommiers (1) ni chariotz quelsconques pour les villaiges du pays de Labort, ainsi qu'on a accoustumé faire par ci devant pour les vendre, synon seullement pour leur provision ; ni de les transporter d'une parroisse à autre avec lesditz sommiers, charrettes ni autrement ; sur peine de perdre leurs sommiers, muletz, charrettes et blez, applicables la moictié au Roy nostre Sire, et l'autre moictié a ceulx qui les prendront. En outre seront les transgresseurs prins aux corps et menés par devers nous pour les punir arbitrairement. Et faisons assavoir qu'aucunes billettes (2) ne seront baillées pour tirer blez hors ladite ville, synon les lundy et jeudi ; lesquels jours tant les gentilshommes que autres manans et habitans dudit bailliage seront pourvus et en auront selon la quantité du bled qui se trouvera estre au port. Et ne sera baillée aucune billette a masle ni femelle qui ne soit d'aige compectent pour rendre raison tant de la maison pour laquelle demandera billete, que aussy de soy mesmes. Et ne auront ni tireront aucuns blez sinon avec une seule billette pour maison

(1) *Sommiers* : bêtes de somme.

(2) *Billetes*, congés ou permis d'emporter délivrés par les échevins.



et personnaige, en laquelle sera escript le nom, surnom et maison de chacune et la parroisse où ils seront, sur semblable peine.

Et davantaige aussi, l'om faict inhibition et deffence a tous les manans et habitans de ces dits villaiges et mosniers (*meuniers*) qui ont accoustumes de venir prendre blez pour mouldre, de ne tirer aucuns blez pour aucuns estrangiers, en aucune maniere que ce soyt, tant par la rivière que par terre, ni souffrir par leurs serviteurs, varlets et chambrières en estre mis hors, soubz umbre et couleur de le porter au moulin, fors ce qui leur sera necessaire pour la provision de leur maison ; à la peyne de perdicion desditz blez et estre fustigés tout le tour de la ville par l'exécuteur de la haulte justice. (*Reg. Gasc.*, II, p. 508).

Une nouvelle publication du privilège de Bayonne eut encore lieu en 1540 et elle fut faite non seulement dans les rues de la ville, mais encore au port d'Urt, à Hourgave, à Capbreton et plusieurs autres localités. (*Arch. de Bayonne*, FF. 420, p. 5).

Les Basques sont réfractaires à toutes les servitudes. Ils ne pouvaient supporter longtemps les allures impérieuses du Conseil de Bayonne. Aussi après une de ces disettes de grains dont ils avaient souvent à souffrir, ils sollicitèrent d'Henri d'Albret, roi de Navarre et gouverneur de Guyenne, des lettres patentes qui leur permettaient de faire venir des blés, depuis Mont-de Marsan jusqu'au port d'Arrauntz, sur la Nive, près d'Ustaritz. Nantis de cette permission ils firent sommation au Corps de ville de Bayonne de laisser passer librement les bateaux destinés au ravitaillement du Labourd.

Cette sommation fut faite le 16 décembre 1551 à la requête de : « honoré homme et sage maitre *M. Anthoine Dithurbide*, licencié en droits, lieutenant général par auto-

rité royale au bailliage de Labourd et syndic des manans et habitans dudit bailliage, ou plus grande partie d'entre eux, suivant pouvoir syndical fait à Ustaritz, reçu et signé par M<sup>e</sup> Pierre d'Etchegoyen, notaire royal. » (*Arch. de Bayonne*, FF. 420, p. 6).

Cette intervention du Lieutenant de Labourd mérite d'être remarquée. Elle fait voir que les fonctions de ce lieutenant avaient changé de caractère. Il se prévaut en effet de l'autorité royale dont il est maintenant revêtu. Il se considère comme le représentant des habitants du pays, le défenseur naturel de leurs intérêts.

C'était d'ailleurs une chose admise sous l'ancien régime que les officiers de justice avaient compétence, non seulement pour les affaires judiciaires, mais aussi pour les affaires administratives. Ainsi c'est un avocat général au Parlement de Bordeaux, Charles Dussault, qui fut chargé de suivre et de surveiller les travaux du Boucau de Bayonne, à l'embouchure de l'Adour. C'est aussi le lieutenant de Labourd qui présidait le Bilçar d'Ustaritz, c'est-à-dire la réunion des maires-abbés de toutes les paroisses ; et c'est probablement dans l'une de ces réunions qu'Anthoine Dithurbide reçut le pouvoir syndical de demander le libre passage des bateaux chargés de blés.

Les Bayonnais répondirent à cette demande qu'ils n'entendaient nullement empêcher l'exécution des lettres patentes du gouverneur de Guyenne, qu'ils offraient même d'affecter dans leurs murs un port spécial pour les marchandises destinées au Labourd ; mais qu'ils ne pouvaient, sans contrevenir à leurs privilèges, les laisser décharger ailleurs que dans leur ville.

Anthoine Dithurbide déclara que cette réponse équivalait à un refus. Il protesta contre la prétention des

Bayonnais et se réserva d'en appeler devant qui de droit. Il se pourvut en effet devant le Parlement de Bordeaux, auquel il demanda l'entérinement des lettres délivrées par le gouverneur de Guyenne.

Il est probable que le Parlement envoya des commissaires procéder, dans le pays même, à une enquête sur les usages anciennement observés. On voit en effet à quelque temps de là, les Bayonnais invoquer plusieurs motifs de récusation contre trois membres du Parlement qui étaient venus en Labourd : le président de Nesmond, le conseiller de Lange et l'avocat général Dussault (1).

Il est dit dans cet acte de récusation que ces trois magistrats « auraient logé et fait bonne chère dans la maison de Petry Duhalde, en la paroisse de Cambo, et auraient reçu plusieurs présents des habitants du pays, non pour amitié particulière, mais pour s'attirer leur faveur. »

« Qu'ils auraient écrit au Corps de ville de Bayonne, le priant de permettre audit Duhalde de passer quelques pipes de vin ; ce que les Bayonnais n'ont pas voulu accorder pour ne pas enfreindre leurs privilèges, pour la conservation desquels ils sont aujourd'hui en procès. »

« Et bien qu'alors ils eussent deux syndics, lesdits habitants de Labourd les ont révoqués et ont choisi à leur place ledit Duhalde, dans la pensée qu'il serait plus agréable aux membres du Parlement. »

« Qu'en outre et pour l'affection qu'ils portaient auxdits habitants, et en particulier à ladite paroisse de Cambo,

(1) Ces trois magistrats se trouvaient à Bayonne au mois de mars 1576 et conférèrent plusieurs fois avec le Corps de ville. Ils avaient mission de visiter les travaux du nouveau havre au Boucau et de pourvoir à la sûreté de la ville. Ils durent sans doute se rendre ensuite dans le pays de Labourd. (*Reg. Français*, 1, p. 512).

où s'est trouvé une eau sulfurée, ces magistrats auraient obtenu de la Cour un arrêt ordonnant à tous ceux qui viendront boire à ladite fontaine de payer *un teston* par personne; commettant à la collecte desdits deniers les mêmes habitants de Cambo, d'où s'ensuivent une infinité d'abus. Et pour perpétuer la mémoire de ce bienfait, ils auraient tous les trois *insculpté leurs noms et cognoms* en un endroit de ladite fontaine, où ils se nommaient les auteurs d'icelle. »

Les Bayonnais ajoutent qu'ils passent sous silence « les autres passe-temps que lesdits Duhalde et habitants ont donné à leurs hôtes avec des *menestriers et tambourins*. (Arch. de Bayonne, FF. 420, p. 19).

Les procès duraient longtemps à cette époque. Celui qui nous occupe se prolongea pendant cinquante-et-un ans, et au cours de cette longue période, les griefs des partis ne firent que se multiplier.

Les Labourdins se plaignirent d'abord des fermiers de la *coutume*. Cet impôt fort ancien, remontant aux rois d'Angleterre, était perçu sur toutes marchandises entrant ou sortant de Bayonne. Les Labourdins étaient exempts de ce droit, mais les fermiers employaient tous les moyens pour annihiler cette exemption.

A cet impôt s'ajouta depuis 1585 un droit sur les vins, que les Bayonnais furent autorisés à lever pour faire face aux réparations du nouveau hâvre et aux travaux des fortifications. Ils prétendirent naturellement que l'exemption du Pays de Labourd ne pouvait pas s'étendre à cette taxe nouvelle.

Un peu plus tard l'alliance de l'Espagne avec le Parti de la Ligue menaça les Bayonnais d'une attaque prochaine. Pour mettre leurs remparts en état de défense, ils

obtinrent du gouverneur que les *circonvoisins* viendraient sur son ordre travailler aux fortifications. Les Labourdins soutinrent que le gouverneur de Bayonne ne pouvait pas leur imposer une pareille corvée.

Enfin malgré l'opposition énergique du Corps de ville, des bourgeois et des corporations ouvrières, la *Traite foraine*, imposée, par Henri III, sur toutes les marchandises portées hors du royaume, fut établie d'office dans notre contrée. Cet impôt contrariait grandement le négoce de Bayonne et son commerce maritime. Mais il entravait aussi l'élevage des nombreux bestiaux, que les Labourdins nourrissaient dans leurs landes et leurs pacages, pour aller ensuite les vendre en Espagne. Aussi cette fois Bayonnais et Labourdins s'unirent-ils pour protester ensemble contre cet impôt.

Toutes ces réclamations successives furent portées devant le Parlement de Bordeaux et firent l'objet de requêtes, de conclusions, de procédures compliquées. Plusieurs arrêts de détail, qu'il serait fastidieux de rapporter, élaguèrent d'abord toutes les questions secondaires et joignirent les autres au premier procès déjà pendant devant la cour. Enfin un arrêt d'ensemble du 9 juillet 1603 statua à la fois sur toutes ces contestations. Le texte de cet arrêt indique d'une manière très nette quelles étaient les difficultés soulevées par les parties en cause, et quels étaient en définitive les privilèges de Bayonne et les immunités du Labourd.

*Extrait des Registres du Parlement*

« Henry par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous ceulx qui ses présentes lettres verront, salut :

« Sçavoir faisons que ce jourd'hui, plaidans et requérans en l'audience publique de nostre Cour de Parlement de Bordeaux : Le sindic des manans et habitans du bayliage de Labourt, demandeurs en contrevention et l'entérinement de certaines requestes, d'une part ;

« Et le sieur de Sensacq, lieutenant du gouverneur de Bayonne ;

« Charles de Sorhaindo, lieutenant en la mairerie de ladite ville ;

« George Duclerq, fermier de l'imposition du vin d'icelle ;

« Jacques de Lalande et autres fermiers de la grande *Coustume* ;

« Et Saubat Daccarrette et autres fermiers de la *Traite foraine* ;

« Deffendeurs, d'autre ;

« Nostre dicte Cour, vuydant les requestes et faisant droict des conclusions des parties ; A maintenu et maintient lesdicts mayre, eschevins et habitans de Bayonne, suyvant leurs privillèges, au droict de prohiber et desfendre à tous voysins, bourgeois de ladite ville et aux estrangers la dessente, entrée et passage des vins estrangers (1), en et au dedans leur destroict et jurisdiction, depuis la St-Michel de septembre jusques au dimenche des Rameaux, sy ce n'est pour charger lesdicts vins estrangers dans les navires de ladite ville ou autres estans dans le havre d'icelle ». — « Sauf et réservé pour le reguard des habitans de Labourd ausquels nostre dicte Cour declare appartenir le droict de pouvoir, en tout temps, passer lesdicts vins estrangers, pour leur provision seulement ; à la charge que lesdicts habitans de Labourt ne

(1) On appelait *vins étrangers* les vins récoltés hors du territoire de Bayonne.

pourront faire aucun faux port, ni autre port que celui de ladite ville de Bayonne, sans que ledit vin estrangier puisse estre logé par lesdicts habitans de Labourt, ny faire aucun séjour en ladite ville durant ledict temps. A la charge que lesdicts habitans de Labourt payeront l'imposition nouvelle mise par notre auctorité sur les vins, et octroyée ausdicts habitans de Bayonne pour estre les deniers de ladite imposition employés pour la fortification de ladite ville ; » — « A la charge aussi que lesdicts habitants de Labourt ne pourront, tandis qu'ils payeront ladite imposition nouvelle, estre molestes ny constrainctz a aucune autre corvée pour la fortification de ladite ville, sy ce n'est en cas d'urgente nécessité et par nostre expres commandement. » — « Neanmoins notre dicte Cour ordonne que lesdicts habitans de Labourt payeront les droicts de la *coustume* pour les marchandises qu'ilz feront passer pour traffiquer seulement, et suyvant la forme ancienne. » — « Et ordonne nostre dicte Cour que lesdicts habitans de Labourt ne pourront estre constrainctz de payer aulcung' droict de *traite foraine* pour le bestails qu'ilz passeront pour mener au pays de Labourt pour eulx et leur service. Et ne pourront estre constraincts de bailler aucune caution pour ce regard ; sauf aux recepveurs de ladite imposition de pouvoir, par leurs gardes qu'ils tiennent aux frontières, arrester le bestails qu'ilz passeront en Espagne, s'ilz ne montrent et font apparoir du payement desdicts droicts, sans despens. » (*Arch. de Bayonne*, FF. 420, p. 50).

Il y avait longtemps, quand cet arrêt fut rendu, qu'Anthoine Dithurbide avait cessé d'être lieutenant du bailiage. Nous remonterons donc de plusieurs années en arrière, pour parler maintenant de son successeur.

MARTIN DE HARAMBOURE laissa aux Syndics du pays de Labourd le soin de poursuivre le procès entamé avec la ville de Bayonne. Lui-même pour sa provision personnelle, se soumit aux exigences du Corps Communal et lui adressa la requête qui suit :

A messieurs les Lieutenant de maire, Eschevins et Conseil de la présente ville :

Supplie humblement Martin de Haramboure, lieutenant de Labourd, qu'il vous plaise lui permettre faire entrer trois tonneaux de vin estrange pour sa provision, de grace especialle sans prejudice de voz establissementz ni conséquence d'iceulx.

Lesditz sieurs permectent au suppliant mectre dans la présente ville huict barricques de vin nouveau estrange pour sa provision, de grace spécial, en prenant billette. Faict à Bayonne, en Conseil, le xxiiij<sup>e</sup> d'aoust 1558. (*Arch. de Bayonne*, FF. 420, p. 11).

On voit dans l'*Inventaire de Plantion* (p. 11) que M<sup>r</sup> Martin de Haramboure, lieutenant de Labourd, ayant instruit un procès sur le port d'armes, Laùrens de Niort, lieutenant du sénéchal à Bayonne, aurait cassé la procédure comme étant de juge incompetent. De quoi appel ayant été fait, il fut jugé que ledit Haramboure avait bien procédé.

Cet incident fut le prélude d'une longue querelle qui éclata plus tard entre les lieutenants de Labourd et ceux du Sénéchal au sujet de leur juridiction réciproque. J'en parlerai en détail quand j'étudierai la compétence des Lieutenants du bailliage.

Martin de Haramboure exerça cette charge jusqu'à sa mort, en 1563. Cela résulte des lettres de provisions de son successeur.

La famille de Haramboure était originaire de Sare. Elle remplaça dans cette paroisse l'ancienne famille de Lahet,



dont la tige masculine s'était éteinte On voit en effet que Michaut de Haramboure était, vers 1550, seigneur de la maison noble de Lahet, sans doute parce qu'il avait épousé l'héritière de cette famille (1).

JEHAN DE LAHET fut nommé Lieutenant de Labourd par Provisions du 20 juin 1563, dans lesquelles il est dit que : « l'office était vacant par le décès de m<sup>e</sup> Martin de Haramboure » (2).

C'était un bourgeois *qualifié* de Bayonne qui avait été lieutenant de maire en 1550. Il figure avec son titre de lieutenant de Labourd dans une assemblée de notables tenue à l'hôtel de ville le 11 mai 1567 (3).

J'ai déjà parlé des Lahet à propos des Baillis de Labourd ; mais puisque ce nom se retrouve parmi les Lieutenants du bailliage, je vais en profiter pour parler un peu longuement de cette famille, qui fut importante au XVI<sup>e</sup> siècle.

Dans ses recherches sur les maisons nobles du Pays Basque, M. de Jaurgain a acquis la certitude qu'Ogier de Lahet, bailli de Labourd en 1457, eut plusieurs fils, dont trois se fixèrent à Bayonne : *Bertrand*, *Bernadon* et *Compinhel*.

Bertrand fut d'abord vicaire général et devint évêque de Bayonne en 1502. Il mourut à Bassussarry, probablement de la peste, en 1519, dans une maison de campagne qui lui appartenait.

Bernadon épousa Plaisance de Luc, fille de Laurens de Prat, sieur de la maison de Luc, l'un des bourgeois les

(1) Monlezun. *Histoire de Gascogne*, t. vi, p. 185.

(2) Archives de la Gironde, série B, n<sup>o</sup> 35.

(3) *Registres Français*, de Bayonne, 1, pp. xlvii et 103.

plus considérables de Bayonne. Bernadon fut nommé échevin en 1481 et adjoint comme suppléant à son beau-père qui était alors lieutenant de maire. Il mourut à un âge avancé. Il avait eu deux fils nommés tous les deux *Auger* : l'un devint vicaire-général, l'autre trésorier laïque de la cathédrale, charge que Bernadon avait aussi exercée.

Une inscription récemment trouvée dans un contrefort du vieux clocher, rappelle en ces termes le souvenir de leur œuvre :

*L'an mil v<sup>e</sup> xv (1515) fo comensat lo present pilar, estan noble home Auger de Lahet, manobre (marguillier) et thesaure luic de la presente Glise, en aide deu cloxe (clocher) encomensat per lo senhor son pay, aussi lesaure luic en son vivent. Deo Gratias (1).*

Auger de Lahet nous apprend dans son testament qu'il eut deux filles, *Laurencine* et *Catherine*, et seulement un fils, *François*, qui mourut tout jeune à Milan, au retour d'un pèlerinage au sanctuaire de Lorette.

Compainhet, troisième fils du bailli de Labourd, fut lieutenant de maire en 1489 et 1490. Il eut une descendance nombreuse, dont voici les anneaux tels qu'ils ont été retrouvés et rétablis par M. de Jaurgain.

Compainhet avait épousé la fille de Barthélemy d'Arriheyre, et était devenu par ce mariage sieur de la maison d'Avesse, située dans la rue Neuve, aujourd'hui rue de la Monnaie. Il eut au moins deux fils : *Auger*, chanoine à la cathédrale, qui testa en 1501, et *Augerot*, qui suit. Peut-être fut-il aussi le père de *Martin* de Lahet, écuyer, échevin et prévôt royal à Bayonne de 1501 à 1524 (2).

(1) Cette inscription est aujourd'hui déposée aux Cloîtres, dans l'angle des galeries Sud-Est.

(2) *Registres Gascons*, de Bayonne, II, p. 617.

Augerot de Lahet, sieur d'Avesse, dut mourir de bonne heure, car il n'a laissé aucune trace dans notre vie communale, à laquelle tous ses parents furent si activement mêlés.

Son fils Bernard de Lahet, sieur d'Avesse, fut clerc de ville pendant les années 1537, 38 et 39. J'ai déjà dit combien cette charge municipale était convoitée et sollicitée. Nous allons voir Anthoine de Lahet, fils de Bernard, la briguer avec une persistance qui amena de sérieux démêlés entre lui et le Corps de ville.

Anthoine de Lahet, sieur d'Avesse et licencié en droits, paraît avoir été un homme remuant et tracassier, mauvais administrateur, et peu apte aux affaires. C'est probablement à cause de cette inaptitude que les échevins bayonnais, au lieu de lui confier la charge qu'avait exercée son père, la donnèrent à Jehan de Prat. Mais Lahet porta ses réclamations au Conseil du roi, et obtint un arrêt qui lui adjugeait l'office de clerc à Bayonne, et commettait M<sup>e</sup> François de Beaumont, conseiller au présidial de Dax, pour le mettre en possession réelle de cet emploi. Le Corps de ville fit opposition devant ce commissaire ; mais celui-ci passa outre et installa le nouvel élu dans la maison commune.

Les échevins se pourvurent alors devant le Conseil du roi, qui avait rendu son arrêt sans les entendre ni les appeler. En même temps ils refusèrent de communiquer à Lahet les livres et les documents de leurs archives. Ils lui refusèrent aussi la robe d'écarlate, qui était l'insigne du clerc, et les gages ordinaires de celui-ci. En outre ils lui reprochèrent de s'être approprié cent trente écus, qui lui avaient été remis pour un voyage à faire auprès du roi, au nom du Corps municipal.

Le Conseil du roi préféra terminer cette affaire par une transaction. La place de procureur du roi à Bayonne était devenue vacante. On donna cette charge à Anthoine de Lahet sous condition qu'il renoncerait à l'office de clerc. C'est ce qu'il fit.

On peut croire que cet arrangement avait été ménagé par la haute influence d'Anthoine de Gramont, maire de Bayonne et personnage puissant à cette époque. Il fut en effet choisi comme arbitre par les parties en cause pour juger souverainement si, malgré la compensation qu'il avait obtenue, Anthoine de Lahet avait droit encore à des dommages-intérêts, pour avoir été empêché de jouir de son office.

Par sentence du 8 mars 1567, Anthoine de Gramont condamna le Corps de ville à payer à Lahet, pour toute indemnité, une somme de sept cents livres tournois. Le différend fut ainsi terminé. (*Reg. Français, de Bayonne*, t. 1, p. 119).

Anthoine de Lahet resta peu de temps procureur du Roi. Il devint en 1568 lieutenant particulier du Sénéchal, au siège de Bayonne. En 1570 il fut nommé lieutenant général au même siège, en remplacement de Laurens de Niort, dernier titulaire, décédé (1).

Il mourut en 1576 « aussi couvert de dettes que la tête de poils. » Tous ses biens furent mis en criée; et sur cette criée cinquante-trois créanciers firent opposition au prix de vente (2).

On trouve à la même époque deux autres Lahet mentionnés dans nos Registres de Bayonne : *Pierre*, notaire

(1) Archives de la Gironde, B. 38 et B. 39.

(2) Lettre de M. de Treignan, lieutenant du roi à Bayonne du 14 juin 1576 (*Papiers Communaux*). *Reg. Français, de Bayonne*, t. II, p. 69.

royal en 1549, et *Jehan*, lieutenant de maire en 1550 et lieutenant de Labourd en 1567. Ces deux personnages étaient peut-être frères d'Anthoine. Ce dernier avait laissé deux enfants, *Saubat* et *Catherine*. Saubat mourut sans postérité avant 1595 (1).

Catherine de Lahet, dame héritière de la maison d'Avesse, se maria avec Jean de Sorhaindo, fils du vieux Jehan de Sorhaindo, qui pendant vingt-trois ans avait conservé la charge de lieutenant de maire. A partir de ce moment le nom de Lahet disparaît complètement de Bayonne.

Mais ce nom se retrouve encore à Bordeaux, où une branche de la famille avait été s'établir. Elle y jeta un grand lustre (2).

*Bernard* de Lahet, écuyer, d'abord avocat, puis conseiller au Parlement, devint en 1530 avocat général près la même Cour. En 1553 il résigna sa charge en faveur de son fils *Jehan* et mourut le 10 octobre 1542, laissant cinq enfants :

1° *Charles*, qui devint seigneur de Lamothe et eut un fils, messire Jean de Lahet, lieutenant au Château-Trompette. Celui-ci ne laissa qu'une fille.

2° *Jehan*, dont je parle plus bas.

3° *Pierre*, qui n'a pas laissé de traces.

4° *Marquise*, décédée sans alliance en 1573.

5° *Marie*, épouse de Jacques de Pontac, trésorier général à Limoges.

(1) Archives de Bayonne, DD. 8, p. 16.

(2) Pour les Lahet de Bordeaux, voyez à la Bibliothèque de Bayonne : *Papiers Commi-nay*, dossiers généalogiques : famille *Lahet*. D'après M. Brives Cazes (Les *Légistes Bordelais*), les Lahet de Bordeaux se rattachaient à *Jean* de Lahet, seigneur de Haitce, à Ustaritz.

Jehan de Lahet, d'abord avocat général en succession de son père, devint Procureur général au Parlement de Bordeaux en 1565. Il mourut à Paris en 1572 sans postérité masculine.

D'une grande fermeté de caractère, il eut de nombreux démêlés avec Charles de Montferrand, maire et gouverneur de Bordeaux, auquel il ne permit jamais d'empiéter sur les attributions du Parlement. La rancune du gouverneur faillit lui être fatale.

Lahet était neveu, par sa mère, du conseiller Jean de Guilloche, qui appartenait à la religion réformée, et qui était soupçonné d'abriter des rebelles dans sa maison de campagne. Montferrand voulut y pénétrer de force et la visiter, mais il échoua dans cette tentative. Alors il accusa Lahet de s'être enfermé dans cette maison pour la défendre à main armée. Cette plainte fut accueillie par le Conseil du roi. Lahet fut suspendu de sa charge et arrêté en pleine rue un jour qu'il se rendait au Palais de Justice.

Cependant un arrêt du Conseil le déchargea complètement après l'avoir entendu en personne. Il fut rétabli dans ses fonctions et continua de s'en acquitter d'une façon si honorable, qu'à sa mort le Parlement, en témoignage de son estime, assista en corps à ses obsèques (1).

Il y avait encore à Bordeaux, à la même époque, une autre famille de Lahet, qui se rattachait à *Martin de Lahet*, procureur auprès du Parlement.

Ce Martin devint jurat de la ville en 1543 et eut pour fils *Jehan de Lahet*, bourgeois de Bordeaux, clerc de ville en 1563 et lieutenant de juge en la maison de la Jurade.

Jehan eut plusieurs fils : *Arnaud*, *Léonard* et *Martin*. Seul le premier continua la descendance.

(1) Boscheron des Portes. *Parlement de Bordeaux*, t. p. 234.

Arnaud de Lahet, courtier et bourgeois de Bordeaux, se maria vers 1585 avec Madeleine d'Arraings ; il en eut trois enfants : *Martin*, *Esther* et *Naudine*.

Martin de Lahet, bourgeois de Bordeaux, eut deux fils : *François*, qui mourut sans alliance, et *Louis*.

Louis de Lahet, bourgeois de Bordeaux, épousa le 4 mars 1683 Isabelle Desarnauds ; il n'en eut qu'une fille : *Madeleine de Lahet*, mariée en 1705 à André Vidaud.

Le nom de Lahet s'éteignit donc à Bordeaux de même qu'à Bayonne, et au moment de sa disparition définitive il y avait longtemps que la souche primitive, restée toujours à Sare, avait perdu sa tige masculine. Mais à défaut de fils, les filles aînées héritèrent, et par leurs mariages la maison ancestrale passa successivement aux St-Martin, aux Haramboure, aux Lamothe, aux Barnetche.

Vers 1775, Gracieuse Barnetche, héritière de la maison de Lahet, épousa Arnaud Lapeyre, chirurgien major des hôpitaux du Roy aux Indes Occidentales. Ils n'eurent qu'une fille : *Elisabeth Lapeyre*, qui fut la première femme de Dominique Joachim de Garro, le dernier bailli de Labourd. Elle mourut fort jeune sans avoir eu d'enfants.

Suivant la coutume des Basques, Arnaud Lapeyre avait pris le nom de la maison où il était entré, et quoique resté veuf il continua toujours à s'appeler Lapeyre de Lahet. Il eut un long procès avec l'abbé et les jurats de Sare à propos de la place qu'il devait occuper à l'église et des honneurs qu'il avait le droit d'exiger. Nommé en 1789 chirurgien-major à l'Ile-de-France, il y épousa en secondes noces, le 18 brumaire an VIII, Elisabeth Rose-Céleste de Chaumont.

De ce mariage naquirent deux filles et un fils, *Jean-Bertrand-Oscar Lapeyre de Lahet*. Le petit-fils de ce der-

nier, M. *Maxime* Lapeyre de Lahet, est aujourd'hui établi à Port Natal, dans l'Afrique du Sud, et je dois à son obligeance les renseignements qui précèdent.

FRANÇOIS DIBARSORO, licencié en droits, fut comme ses prédécesseurs un légiste bayonnais. Il était avocat, et paraît avoir joui comme tel d'une grande autorité. On le voit servir de conseil tantôt au gouverneur de Bayonne, tantôt au Corps de Ville, tantôt aux jurats de Saint-Jean-de-Luz. Sans renoncer à sa profession il remplit successivement diverses fonctions publiques. Plusieurs textes de nos archives communales le signalent comme étant lieutenant de Labourd en 1568 et 1570. Il garda peu de temps cette charge, et en 1576, il était substitut en l'amirauté de Bayonne. En 1583 il succéda comme clerc de ville au vieux Jehan de Prat, qui prenait sa retraite après plus de 40 ans de loyaux services (1).

Dibarsoro devint ensuite prévôt royal et mourut avant le 18 septembre 1600 ; car à cette date le Conseil de Ville fait réclamer à Grace de Ségure « veuve de feu m<sup>e</sup> François Dibarsoro, *en son vivant prévost royal*, » les intérêts d'une somme de quatre cents écus, qu'il avait léguée aux régents du collège communal (2).

Les Dibarsoro apparaissent à Bayonne dans les premières années du XVI<sup>e</sup> siècle, et probablement étaient des Basques venus en ville pour se livrer au commerce et bientôt enrichis par le négoce. En outre de François, nos vieux registres mentionnent encore : *Saubal Dibarsoro*, échevin en 1514 ; *Pierre Dibarsoro*, bourgeois et maître de moulin (1576) ; un autre *Saubal*, maître de la Monnaie en 1585.

(1) Archives de Bayonne, BB. 7, 9, 10.

(2) Archives de Bayonne, BB. 17.



François Dibarsoro se rattachait par sa mère à la famille d'Ibarboure, qui sortait d'une ancienne maison noble d'Ustaritz. Il ne paraît pas avoir eu de postérité. La charge de *prévôt royal*, qu'il exerça dans les derniers temps de sa vie, avait été créée à Bayonne par Richard Cœur de Lion. C'était à l'origine un officier chargé de représenter l'autorité royale. Mais peu à peu son importance avait bien diminué, et au XVII<sup>e</sup> siècle le prévôt n'était plus qu'un magistrat de rang inférieur, qui jugeait les petites causes, à peu près comme nos juges de paix actuels.

BONIFACE DE LASSE, licencié en droits, exerçait lui aussi à Bayonne, et obtint l'une après l'autre plusieurs charges publiques. Il fut d'abord procureur-syndic du Corps de ville ; il devint ensuite procureur du roi en l'Amirauté et enfin lieutenant au bailliage de Labourd. (*Reg. Français, de Bayonne, 1, passim*).

Les attributions du *procureur-syndic* ressemblaient à celles de nos commissaires de police. Il devait assurer dans la ville l'exécution des statuts et règlements municipaux. Il poursuivait devant la *cour du maire* les délinquants et les malfaiteurs. Il représentait en justice le Corps de ville lorsque celui-ci avait un procès à soutenir, et le cas se présentait fréquemment.

Boniface de Lasse exerçait cette charge, lorsque Anthoine de Lahet revendiqua, avec l'insistance que nous avons vue, l'office de clerk de ville. Ses fonctions de procureur-syndic firent de lui le représentant officiel du Corps communal et le contradicteur direct du prétendant. On peut croire que ce conflit laissa subsister entre ces deux hommes une inimitié personnelle, car quelque temps après on les voit encore aux prises, disputant avec aigreur sur leurs attributions respectives.

En effet l'*Inventaire* de Planthion nous fait connaître un arrêt du Parlement de Bordeaux en date du 2 avril 1572, duquel il résulte : « Que messire Charles d'Amou, baillif et gouverneur du pays de Labourt, M<sup>e</sup> Boniface de Lasse, lieutenant général audit pays et bailliage, et M<sup>e</sup> Jean d'Etchegoyen, substitut du procureur général, au même bailliage, s'étaient pourvus en la cour contre M<sup>e</sup> Anthoine de Lahet, lieutenant du sénéchal des Lannes au siège de Bayonne, et qu'ils disaient : » — « Qu'avant qu'il y eut un sénéchal au pays des Lannes, il y avait un baillif royal au pays de Labourd, lequel en première instance connaissait indifféremment sur tous les habitans dudit pays en toutes causes, tant civiles que criminelles, et les appellations de lui ou de son lieutenant ressortissaient nuement (*directement*) en la Cour du (Parlement) ; » — « Que le roi Louis XII ayant érigé un sénéchal audit pays des Lannes, son lieutenant au siège de Bayonne, nommé Jean de Ségure, pratiqua si bien avec lesdits habitants, qu'il les induisit à faire une Coutume, par le 1<sup>er</sup> article de laquelle ledit baillif a la première connaissance de toutes matières et actions, et ledit sénéchal en a la connaissance en cas d'appel : ce qui était un grand préjudice pour le service du roi et le bien public dudit pays ; » — « Que depuis M<sup>e</sup> Anthoine de Lahet, lieutenant audit siège de Bayonne, avait essayé d'exterminer toute la juridiction du bailliage, soit en informant pour le moindre crime, prétendant que c'était un cas privilégié, soit en retenant les appellations des jugemens interlocutoires du baillif ou de son lieutenant ; » — « Que de Lasse ayant informé sur certain excès commis à Saint-Jean-de-Luz, Jean de Garat, sergent de Bayonne, y seroit allé aussi informer, sans commission (du bailli) ; et icelle lui ayant été refusée, de Lasse l'aurait constitué prisonnier. De quoy ledit de Garat et les officiers

du Sénéchal s'étaient rendus appelants en la cour du Parlement, etc. »

L'arrêt de cette cour fit défense à Anthoine de Lahet, à peine de 10,000 livres, de retenir en appel les causes de simple procédure, ni de connaître directement des causes venant des juges *cuviers* du pays de Labourd ; injonction lui était faite de renvoyer ces causes par devant le bailli ou son lieutenant ; et pour les cas royaux et privilégiés, les partis seront renvoyés par devers le roi, pour par lui ou son Conseil estre ordonné ainsi qu'il appartiendra par raison (1).

Je reviendrai sur cet arrêt en parlant plus tard de la compétence des Lieutenants du bailliage ; je me bornerai pour l'instant à rectifier les renseignements historiques invoqués par Boniface de Lasse.

Le sénéchal des Lannes fut créé par Henri III d'Angleterre, en 1253, quelques années à peine après la fondation du bailliage de Labourd, mais longtemps avant le Parlement de Bordeaux (2). Il avait son siège à Saint-Sever et allait dans les lieux principaux de la province, juger les affaires dont la connaissance lui appartenait. C'est pour éviter les inconvénients de ces déplacements continuels, qu'après la conquête française, Louis XII établit, à Dax et Bayonne, des lieutenants sédentaires qui furent maintenus jusqu'à la Révolution.

C'est avec Boniface de Lasse que commencèrent en Labourd les tristes procès de sorcellerie. Il condamna au feu plusieurs femmes accusées de ce crime, et c'est à lui que remonte ce système de répression violente et de supplices cruels que le commissaire de Lancre devait plus tard

(1) *Inventaire de Planthion*, p. 21.

(2) Ch. Bémont. *Rôles Gascons*, n° 2425.

si malheureusement continuer. D'ailleurs ce Lieutenant de Labourd nous apparaît comme un homme emporté, sans mesure et sans scrupule ; et les échevins bayonnais dont il avait été le procureur-syndic, ne cessent de formuler contre lui les plus graves reproches, l'accusant de manquer de loyauté, d'honneur et de moralité.

Dans une séance du 25 février 1569 le clerc de ville, chargé d'informer sur quelques désordres séditeux qui s'étaient produits à Bayonne, se plaint de Boniface de Lasse qui, compromis dans ces désordres, menace de voies de fait le commissaire enquêteur. Plus tard le Lieutenant de maire Jehan de Sorhaïndo, avertit les membres du Conseil que Boniface de Lasse est allé en Cour se plaindre d'avoir été fait prisonnier sur une commission desdits sieurs, et il fait décider que des *mémoires* seront envoyés à *Sa Majesté* sur ce fait et sur les mœurs dépravées dudit de Lasse, contre lequel une nouvelle poursuite sera dirigée (1).

Ces mœurs dépravées sont flétries avec toute la crudité de mots ordinaire à cette époque, dans une sentence de la Cour du maire, du 21 mars 1572, dans laquelle il est dit sans aucun ambage, que la nommée Delort « est suffisamment convaincue d'avoir paillardé avec M<sup>e</sup> Boniface de Lasse et estre grosse de sept mois de ses œuvres ; pour reparation desquelz excès l'avons banye et banissons de la présente ville et juridiction d'icelle par an et jour ; luy faisant inhibitions et deffences à peyne du fouet de n'y revenir pendant ledit temps, ni hanter, ni frequanter avec ledict de Lasse, ni aucuns aultres » (2).

P. YTURBIDE.

(A continuer).

(1) *Registres Français*, de Bayonne, 1, pp. 176, 353, 355.

(2) *Registres Français*, de Bayonne, 1, p. 395.

## BAYONNE SOUS L'EMPIRE

---

# ÉTUDES NAPOLEONIENNES

---

LXXXVIII

### LES MÉMOIRES DES OFFICIERS ANGLAIS

(Suite)

Ce sont seulement les Anglais qui nous occuperont dans cette étude qui, du reste, ne peut avoir rien de définitif, car nous ne signalerons à la curiosité du lecteur que les principaux de ces écrits. Plus tard, et dans des études successives, nous traiterons des autres nations qui ont produit des ouvrages analogues.

Nous le répétons, ceci ne saurait être une bibliographie, car au lieu de donner les titres dans leur langue originale, nous les traduirons aussi exactement que possible. Il est inutile de dire que si tous ces ouvrages n'ont pas passé par nos mains, nous avons pu, du moins, parcourir les principaux d'entr'eux.

Le feld maréchal Goume a publié une *Correspondance* et un *Journal*, allant de 1799 à Waterloo. J. W. von Gœthe, a donné les *Aventures d'un jeune Carabinier dans les armées françaises et anglaises pendant les guerres d'Espagne et de Portugal depuis 1806 à 1816*, écrites par lui-même, et dont la première édition parut en allemand, à Leipzig, en 1823, et la seconde à Londres, chez Colbur, en 1826. Joseph Donnalldson nous a donné des *Souvenirs de la vie militaire dans les Armées*, par un soldat. Glasgow, 1823.

Le général Dalrymple a écrit des *Mémoires* sur ses actions de guerre en ce qu'elles touchent aux affaires d'Espagne et le commencement des guerres de la Péninsule. Cet ouvrage, imprimé en 1830 et devenu très rare, a été tiré à un petit nombre d'exemplaires par la famille du général ; il est très curieux pour les détails peu connus sur la guerre d'Espagne et la retraite de l'armée française de Portugal.

John Spencer Cooper, qui fut sergent dans le 7<sup>e</sup> régiment de fusilliers, a écrit des *Notes* sur ses sept campagnes en Portugal, Espagne, France et Amérique, depuis les années 1809 à 1815. Il n'est pas jusqu'au Révérend William Bradfort, chapelain de brigade, ainsi qu'il s'intitule lui-même, qui n'ait cru devoir rappeler l'histoire de ses campagnes. Mais celui-ci s'occupe peu d'actions militaires, car il a intitulé modestement son ouvrage : *Esquisses sur le pays, caractères et coutumes du Portugal et de l'Espagne pris pendant la campagne et sur la route de l'armée anglaise en 1808 et 1809*, gravures en couleurs. Londres, Berth, 1810. Signalons encore dans la série des ouvrages illustrés celui du capitaine Batty, auquel nous avons précédemment consacré une étude tout entière, et qui porte le titre de : *Campagne dans le Sud-Ouest et le Midi de la France, pendant les années 1813 et 1814*. Nous savons que ce dernier est seulement relatif à la guerre dans les Pyrénées et au blocus de Bayonne.

En 1810, fut publié un ouvrage devenu fort rare aujourd'hui et qui, quoique ne nous intéressant pas directement, doit cependant prendre sa place dans cette collection relative à la guerre d'Espagne. Il porte pour titre : *Anecdotes sur l'héroïsme anglais et espagnol à Tarifa, en Espagne, pendant le mémorable dernier siège de soixante-dix jours, pen-*

dant lesquels il fut investi par le Maréchal français Victor, duc de Bellune, avec cinq cents hommes de cavalerie et onze mille cinq cents hommes d'infanterie, la garnison consistant seulement en deux mille deux cents Espagnols (par un officier anglais de la garnison). Londres, Philipps, 1812, in-4°.

Un anonyme a publié la *Relation des campagnes de la Légion royale Lusitanienne sous le commandement du brigadier sir Robert Wilson, pendant les années 1809, 1810 et 1811*. Imprimé à Londres, chez Egerton, en 1812. Sir Andrew Leith Hay a donné la *Relation de la guerre de la Péninsule*, in-8° qui atteignit sa 4<sup>e</sup> édition, imprimée en 1850 à Londres, chez Heasnen. Encore un ouvrage illustré : *Le dernier mois en Espagne, ou voyage à travers le pays*, avec une série de lettres adressées par un officier anglais, avec un plan de la route parcourue par l'auteur, et quarante gravures coloriées, d'après les esquisses originales prises sur les lieux. Londres, Stockdale, 1816, in-12. Avec le *Journal Privé* du juge avocat Larpent, attaché au quartier général de lord Wellington durant la guerre de la Péninsule, de 1812 jusqu'à la fin, nous avons à coup sûr le livre le plus remarquable et le plus intéressant sur la question qui nous occupe. Mais nous passerons rapidement, car nous comptons bien consacrer une étude spéciale à cet ouvrage qui n'a pas encore été traduit en français, et qui le mérite plus que bien d'autres.

Le lieutenant-colonel Georges Landmann, du corps royal du génie, a publié des *Observations militaires, historiques et pittoresques sur le Portugal*, illustré de soixante-quinze gravures coloriées, avec un plan des sièges et batailles qui furent livrées dans la Péninsule pendant la campagne, imprimé à Londres en 1818, chez Cadell et Darict, 2 vol. in-8°. Signalons encore du capitaine Kincaid

les *Aventures de la brigade des carabiniers en Espagne et en France, de 1809 à 1815*. Londres, 1830. Le *Journal d'un Officier du commissariat de l'armée*, comprenant la relation des campagnes faites sous le duc de Wellington, en 1811, 1812, 1813, 1814 et 1815, et un court récit sur l'armée d'occupation en France pendant les années 1816, 1817 et 1818 ; à Londres, 1820, in-8°. Par le capitaine sir William Hoste, ses *Mémoires* et ses *Lettres*, imprimés à Londres, chez Burtley, en 1833, en 2 vol. in-8°. Les *Scènes Militaires* du chirurgien Walter Henry, pendant la campagne d'Espagne, l'invasion de la France, etc. Londres, Pichering, 1843, un vol. in-8°. Sir Richard D. Heimegan nous a donné : *Sept années de campagnes dans la Péninsule, de 1808 à 1815*, imprimés à Londres, chez Colburn, 1845, 2 vol. in-8°.

Le capitaine John Harley, qui fut trésorier du 47<sup>e</sup> régiment, a publié un ouvrage ayant pour titre : *Le Vétéran, ou quarante ans de campagnes au service Britannique*, comprenant ses aventures en Egypte, Espagne, Portugal, Belgique, Hollande et Prusse. Publié par la sœur de l'auteur, à Londres, en 1838 ; 2 vol. in-8°. *De St-Sébastien à Bayonne, ou Journal de campagne d'un officier subalterne de l'armée de Wellington, 1813-1814*, traduit de l'anglais par Ch. Guiard, et imprimé à Bayonne chez Lamaignère. Cet ouvrage, qui est sans aucun doute l'un des plus intéressants pour l'histoire de notre pays, est l'œuvre du lieutenant d'infanterie G'eig, qui entra depuis dans les ordres. Le major John Patterson a publié : *Campagnes, quartiers, ou scènes et impressions de la vie militaire*. A Londres, Saunders et Olhey, 1840, 2 vol. in-18. De H. Milburn, nous avons une curieuse relation des circonstances qui se produisirent pendant la retraite de l'armée anglaise sous le comman-



dement du lieutenant général sir John Moore et de la bataille de la Corogne, avec l'embarquement des troupes de Sa Majesté Britannique. Londres, Egerton, 1809, un vol. in-8°. Le sergent Paul Swanton, a publié ses *Mémoires sur la vie du soldat en campagne*. Londres, Coursins, in-8°. Le quartier-maître Sartees a donné *Vingt-cinq ans dans la brigade des carabiniers*. Londres, Blackwood, 1837, in-8°. Le capitaine adjudant-major W. Stothar, du 3<sup>e</sup> régiment des gardes à pied, a publié une *Relation des principaux événements des campagnes de 1809, 1810 et 1811, en Espagne et en Portugal*. Londres, Martin, 1812, un vol. in-8°. Shene, auteur des *Esquisses sur l'Inde*, a donné ses *Souvenirs sur la Péninsule*. Londres, Lengman, 1823, un vol. in-8°. Enfin nous terminerons cette longue nomenclature en signalant une précieuse publication à laquelle nous avons déjà consacré une de nos précédentes études. C'est la *Relation d'un voyage forcé en Espagne et en France, dans les années 1810 à 1811*, par le général lord Blayney, prisonnier de guerre. Cet ouvrage, d'abord publié à Londres, chez Keeby, en 1814, en 2 vol. in-8°, fut traduit en français et édité l'année suivante à Paris, chez Bertrand.

Le général Blayney avait été fait prisonnier dans l'extrême Sud de l'Espagne ; pour se rendre au dépôt qui lui avait été assigné, il traversa la Péninsule dans le moment le plus intéressant de la guerre, fit un long séjour à Madrid, s'arrêta dans les villes considérables de France qui se trouvèrent sur sa route, et resta pendant deux ans à Verdun. Les observations de ce personnage sont curieuses à consulter pour l'étude des événements militaires et de la société française à la fin du premier Empire.

Quelques nombreux que soient les ouvrages dont nous venons de parler, nous n'avons fait cependant qu'effleurer

le sujet. Tous les jours amènent une découverte nouvelle, et nous n'avons fait aucune mention des articles de revues dans lesquelles ont été publiées des œuvres du même genre, et qui n'ont pas été réunies en volumes. On nous pardonnera de n'être pas plus complet, mais il était difficile de faire quelque chose de définitif en n'usant que des maigres ressources que nous avons directement sous la main. Nous aurons d'ailleurs à revenir sur ce sujet intéressant.

---

## LXXXIX

### LAS CABEZAS DE ORO

Les casques des dragons. — Les régiments de dragons en Espagne. — Couleurs distinctives. — Variétés d'uniformes. — Les trompettes. — Les historiens. — M. de Naylies. — A Bayonne. — Entrée en Espagne. — Bivouacs. — Le vin d'Espagne. — Les dragons et les religieuses. — Charge de cavalerie. — Départ pour l'Allemagne.

Il est rare qu'un corps de troupes qui s'est fait remarquer par une grande bravoure n'ait pas obtenu de ses ennemis un sobriquet ou une appellation quelconque, caractérisés plus généralement par une partie de son uniforme ou de son armement. Ainsi que les cuirassiers de Cromwell avaient été surnommés les « *côtes de fer* » par leurs ennemis, les dragons de Napoléon reçurent, en Espagne, le titre de « *cabezas de oro* » ou têtes d'or, que leurs casques brillants leur firent attribuer par ceux qui furent appelés à les combattre.

Les dragons, en effet, furent les plus nombreux régiments de la cavalerie impériale que Napoléon envoya en Espagne. Moins lourds que les cuirassiers, montant des

chevaux plus étoffés que les hussards et les chasseurs, combattant aussi bien à pied qu'à cheval, l'empereur les trouva plus propres que les autres au service de la Péninsule. Aussi 24 régiments de dragons passèrent-ils à peu près tous par Bayonne à différentes époques et formèrent plusieurs divisions de cavalerie. C'étaient les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 24, 25, 26 et 27, ils devaient se couvrir de gloire dans de nombreuses batailles et combats.

L'uniforme des dragons de cette époque est trop connu et trop populaire pour que nous ayons à en parler ici. Cependant il existait parmi les régiments des distinctions qui étaient les suivantes, distinctions aujourd'hui soigneusement conservées par les armées étrangères, mais que la France a rejetées depuis longtemps et unifiées.

Les 30 régiments de dragons étaient divisés en cinq séries de six régiments chacune. La première série avait les revers, parements et retroussis rouge ; la seconde série, cramoisi ; la troisième, rose ; la quatrième, jaune, et la cinquième, chamois. Chaque régiment avait une compagnie d'élite et des sapeurs portant le bonnet à poil sans plaque, orné d'une guirlande blanche.

Mais pendant la guerre d'Espagne, la difficulté de se procurer et de faire venir de France des draps vert dragon et des peaux de panthères pour les casques, obligea quelques régiments à s'habiller avec les draps bruns du pays, dits couleur capucin, et à remplacer la garniture du casque avec la peau de jeunes agneaux noirs. C'est ainsi qu'ils revenaient à Bayonne pour la plupart, après la défaite de Vittoria.

Mais tout comme dans l'infanterie, les têtes de colonnes étaient livrées aux caprices des colonels ; les trompettes

et les musiciens des régiments de dragons portaient des uniformes différents. Pour ne citer qu'un exemple nous rappellerons la musique du 4<sup>e</sup> dragons, dont voici l'exacte description : Haut tricorne porté en long, agraffé d'une cocarde en or, plumet noir du bas, rouge du haut, tenue du régiment, c'est-à-dire habit vert, collet, revers, parements, pattes de parements écarlates, boutons jaunes, poches en long, passepoils écarlates et garnis d'une tresse en or, tresse en or au collet et aux parements, trèfles écarlates entourées d'une garniture en or. Culotte, gilet, bottes et fournement du régiment. Chabraque et portemanteau verts, galonnés de blanc, le n° 4 dans le coin de la chabraque et du portemanteau, double chapeçon vert galonné de blanc, manteau blanc doublé de rouge, doublure des basques et retroussis rouges.

Il en était de même pour les trompettes, dont les uniformes différent, et dont il serait fastidieux de donner ici le détail. Aussi nous contenterons-nous de signaler l'uniforme des trompettes de la compagnie d'élite du 23<sup>e</sup> régiment de dragons, dont l'illustre peintre E. Detaille a donné une belle aquarelle dans le carnet de la Sabretache. Il porte l'habit jaune, revers et collet vert dragon, bonnet à poil, culotte, gilet et épaulettes blanches, le reste de l'équipement comme les cavaliers du régiment.

Les dragons d'Espagne ont eu plusieurs historiens. Au nombre de ceux dont les mémoires anecdotiques sont les plus intéressants, nous devons citer tout d'abord le colonel Reiset, duquel nous nous occuperons prochainement et les *Souvenirs* de M. de Naylies, qui, quoique plus anciens, sont tout aussi curieux. Ce sont ces derniers que nous allons étudier rapidement.

M. de Naylies, capitaine au 19<sup>e</sup> régiment de dragons,

publia ses *Mémoires sur la guerre d'Espagne en 1817*. Le livre est devenu aujourd'hui des plus rares et des plus recherchés. Le régiment arriva à Bayonne le 12 novembre 1808, et M. de Naylies nous raconte ainsi les premiers pas qu'il fit en Espagne : « A quelque distance de Bayonne, s'offre un spectacle magnifique. L'immense Océan borne une partie de l'horizon : la citadelle, les riches bords de l'Adour et des côteaux couverts de vignes présentent le plus beau coup d'œil et les sites les plus pittoresques, tandis que la longue chaîne des Pyrénées complète ce brillant paysage. Nous traversâmes Saint-Jean-de-Luz, dont les vieilles murailles sont continuellement battues par la mer, et nous atteignîmes bientôt les bords de la Bidassoa, qui sépare les deux royaumes. On voit sur cette rivière la petite île des Faisans, célèbre par les conférences de Don Luis de Haro et du cardinal Mazarin, qui y signèrent la paix en 1659. »

Arrivés à Irun, les dragons eurent beaucoup de peine à se faire recevoir de leurs hôtes. « Des portes très épaisses, des fenêtres grillées et de longs corridors frappèrent d'abord nos regards. Ces objets sinistres et le mauvais accueil des habitants ne nous donnèrent pas une idée très avantageuse du pays. » Le 17 novembre le régiment se remettait en marche et se dirigeait sur Tolosa. Il devait aller former une division de dragons composée des 16<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 27<sup>e</sup> régiments.

Les *Mémoires* de M. de Naylies sont remplis de détails intéressants sur les campagnes d'Espagne et son auteur ne manque pas de décrire les villes et les pays qu'il a parcourus. Puis il nous fait voir les dragons combattant également à cheval et à pied, et armés de leurs fusils à baïonnettes enlevant brillamment les barricades élevées

à l'entrée des villages ou dans les gorges des montagnes. Bientôt, en Galice, les engagements prirent un caractère d'une férocité singulière. L'acharnement des Espagnols était extrême. Sous les murs de la petite ville de Rivadario il vit un affreux tableau de la guerre. « Au milieu d'un monceau de cadavres, nus et défigurés, j'aperçus ceux de deux femmes ; l'une, de moyen âge, avait un fusil à côté d'elle, portait une giberne et un sabre d'infanterie ; sa figure et ses lèvres, noircies par la poudre, indiquaient qu'elle avait combattu longtemps et déchiré plusieurs cartouches ; l'autre, entièrement nue, paraissait n'avoir pas plus de dix-sept ans. Les horreurs de la mort n'avaient pas altéré ses charmes, qui conservaient toute leur fraîcheur. La première était morte d'un coup de feu dans la poitrine, en combattant dans les rangs galliciens ; l'autre s'était précipitée sur la bride du cheval d'un officier assailli par plusieurs paysans, et avait reçu un coup de sabre qui lui avait fendu la tête. »

Après ces scènes de carnage, on trouve cependant des tableaux plus tranquilles et qui montrent l'ingéniosité naturelle des soldats français si propres à tirer parti de tout pour se constituer des campements commodes et confortables.

La division de dragons se trouvait alors près de Tuy et chacun s'empessa de s'établir le plus commodément possible. Le camp offrit bientôt l'aspect le plus animé : les uns coupaient des branches d'arbre pour en faire des pieux ; d'autres apportaient de la paille et traçaient les dimensions d'une cabane ; ceux-ci allaient aux provisions ; les moins robustes faisaient du feu et préparaient à manger. En vingt-quatre heures le bivouac présentait toutes les commodités d'un village.

« Pour nous préserver de l'ardeur du soleil, qui est déjà très chaud dans cette saison, nous entourâmes nos baraques d'arbres de toute espèce ; la nuit, ils arrêtaient l'abondante rosée dont, tous les matins, la campagne était blanchie. Nous nous réunissions sous ces berceaux de verdure pour prendre nos repas, parler du métier et raconter nos aventures. L'excellent vin des bords du Minho animait la conversation : chacune de nos prouesses était célébrée par une rasade, et l'on se passait, à la ronde, un énorme coco qu'il fallait vider, sous peine de boire de l'eau le reste de la soirée. A l'approche de la nuit, près d'un grand feu, nous bravions la fraîcheur de l'atmosphère ; des propos joyeux et la gaieté la plus bruyante se prolongeaient jusqu'au jour ; nous montions alors à cheval ; nous faisons des reconnaissances aux environs du camp, et nous rentrions dans nos baraques pour nous livrer au sommeil.

« Semblables à de vieux tonneaux, nos soldats étaient tellement avinés qu'ils ne se grisaient plus : ils buvaient une partie de la journée et oubliaient ainsi leurs fatigues. N'anticipant jamais sur l'avenir, ils étaient heureux ; jouant aux barres ou à la drogue, ou bien assis autour d'une chaudière de vin chaud, ils chantaient de joyeux refrains. Souvent, au milieu de la nuit, divisés par bandes, chacun une torche de paille à la main, ils se livraient des combats dont une peau de bouc pleine était le prix. Les uns occupaient un rocher qu'ils voulaient défendre, les autres s'efforçaient de s'en emparer. Trois ou quatre cents flambeaux, agités de diverses manières, et changeant de place à chaque instant, offraient, dans les ténèbres, le coup d'œil le plus divertissant ; il n'y a que des Français qui soient susceptibles d'une telle gaieté. Ce

caractère national ne se dément jamais, même au milieu des batailles et des privations les plus affreuses. »

Mais ces soldats si braves dans les combats étaient, aussitôt que le feu avait cessé, d'une douceur et d'une bonté extraordinaire. Au moment où l'armée du maréchal Soult allait entrer en Portugal, à l'affaire de Braga, la division de dragons fit un grand carnage des insurgés, et à une lieue de la ville, ils aperçurent devant eux une charrette attelée de quatre mules qui s'éloignait avec rapidité. M. de Naylies et deux de ses camarades, suivis de trois dragons, se mirent à sa poursuite. Une vingtaine de paysans qui protégeaient sa fuite en tirillant, se sauvèrent à toutes jambes, et le conducteur ayant coupé les traits de ses mules, suivit leur exemple. « Arrivés près de cet équipage abandonné au milieu de la route, nous y aperçumes huit ou dix religieuses à demie mortes de frayeur. Un seul homme, que nous avions distingué parmi les tirailleurs, ne les avait pas quittées ; c'était leur aumônier, qui, un fusil sur l'épaule et une ceinture pleine de cartouches, nous attendait fièrement. Quand nous fûmes à dix pas de lui il nous coucha en joue et lâchant un coup de fusil, il blessa mortellement un de nos dragons ; alors il se jeta dans un champ voisin en rechargeant son arme. Un dragon le poursuit, l'atteint et le tue d'un coup de pistolet. Cette vue fit jeter les cris les plus douloureux aux religieuses ; elles se précipitèrent hors de la voiture, se prosternaient dans la poussière et recommandaient leurs âmes à Dieu. Plusieurs nous suppliaient, les mains jointes, de les délivrer de la vie et de les réunir à leur directeur. Deux d'entr'elles, qui étaient d'une beauté admirable, se plaignaient peu, mais leur figure exprimait la douleur la plus profonde ; elles ver-



saient des larmes qui auraient attendri le cœur le plus dur.

« Nous eûmes beaucoup de peine à faire comprendre à ces bonnes dames que nous respections leur sexe et leur état, et qu'il ne leur arriverait rien ; elles ne nous croyaient pas susceptibles de cette générosité. Après les avoir un peu rassurées, elles nous témoignèrent le désir de rentrer dans leur couvent ; nous les fîmes accompagner à Braga ».

Mais nous allons voir maintenant les dragons, les célèbres *Cabezas de Oro*, dans une de ces charges héroïques qui leur valurent leur immense réputation.

L'affaire eut lieu près du pont de l'Arzobispo. Les 16<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> régiments de dragons passèrent le Tage à gué et enlevèrent les redoutes espagnoles en sabrant les canonniers sur leurs pièces. L'infanterie ennemie fut enfoncée. Un régiment de hussards espagnols n'osa pas attendre ces redoutables cavaliers et fit demi-tour lorsqu'il se trouva à portée de pistolet. Ce fut alors qu'ils se trouvèrent en face du duc d'Albuquerque qui, avec 4,000 cavaliers d'élite, carabiniers et gardes du corps, venait au secours de l'infanterie. La marche des Espagnols était si rapide, qu'en un instant ils se trouvèrent en face des dragons et se formèrent en trois lignes, dont chacune des ailes dépassait de beaucoup les deux faibles régiments français. « Les Espagnols poussèrent de grands cris, commencèrent la charge, et l'on vit leur masse s'ébranler et manœuvrer pour nous envelopper. Nous leur épargnâmes la moitié du chemin en allant à leur rencontre ; bientôt on se joignit et la mêlée devint générale ; on était si près, si serrés, que souvent les deux poignées de sabre se touchaient, et le fer devenait inutile dans les mains de ces ennemis qui ne respiraient que le carnage.

« La mêlée fut un instant si terrible que le maréchal Soult voulut faire tirer à mitraille sur le tourbillon de poussière qui nous enveloppait, comme le seul moyen d'arrêter l'ennemi. D'après sa force et notre petit nombre, il est probable que sa perte eut été six fois plus forte que la nôtre ; mais ce funeste moyen ne fut pas employé, car la victoire se déclara pour nous, et les Espagnols se débandèrent de toutes parts en apercevant le reste de notre cavalerie qui, après avoir passé le Tage, se formait sur la rive gauche ». Quatre-vingt dragons du 19<sup>e</sup> furent légèrement blessés, ainsi que trois officiers. Les Espagnols perdirent 1,600 hommes et 30 pièces d'artillerie.

M. de Naylies passa quelque temps à Madrid, et assista à plusieurs courses de taureaux qu'il décrit avec beaucoup de verve et de couleur. Il alla bientôt après jusqu'à Bayonne chercher un détachement de son régiment. Le convoi dont il faisait partie arriva dans notre ville le 4 janvier 1812, et notre capitaine ayant été nommé adjudant-major dans un régiment de cavalerie qui était en Allemagne, il partit pour sa nouvelle destination et ne revint plus en Espagne.

Quand aux *Cabezas de Oro*, plusieurs divisions de dragons furent rappelées par l'empereur et toujours vêtues de drap brun capucin, firent avec gloire la campagne de France de 1814.

---

LCX

## **LE GÉNÉRAL DUROC GRAND MARÉCHAL DU PALAIS**

Les devoirs du grand maréchal. — La garde du palais. — Le service intérieur. — Les palais impériaux. — Le service de la bouche. — Duroc à Bayonne. — Portrait du général Duroc. — Son caractère.

Napoléon avait avec lui le général Duroc grand maréchal du palais, qui, d'ailleurs, ne l'abandonnait jamais, car ses attributions étaient si complexes qu'il ne pouvait, pour ainsi dire, rien se faire autour de l'empereur que ce ne fut par son ordre et presque en sa présence. Il avait sous sa haute direction le commandement militaire dans les palais impériaux et leurs dépendances, la surveillance de leur entretien, embellissement et ameublement, ainsi que la distribution des logements. Enfin le service de la bouche, la table, le chauffage, l'éclairage, l'argenterie, la lingerie et la livrée.

Il devait se trouver présent à l'ordre que Sa Majesté donnait chaque jour aux chefs de sa garde. Il recevait cet ordre pour le palais et faisait à l'empereur son rapport sur tous les événements qui s'y étaient passés. C'était lui qui proposait la distribution du service militaire à établir pour la garde du palais, et ce service une fois fixé ne pouvait plus être dérangé sans un nouvel ordre de Sa Majesté. Il était chargé du commandement de la police dans les palais impériaux et commandait également aux détachements de la garde impériale qui y faisaient le service. Il leur donnait la consigne et l'ordre ; il recevait le rapport des officiers qui commandaient les différents postes. Tous les officiers militaires en service dans le

palais ne devaient recevoir des ordres que du grand maréchal ou de ceux qui le représentaient. Il donnait des ordres pour battre la retraite ou le réveil, pour fermer ou ouvrir les grilles ; il avait le commandement de la police dans tous les endroits où l'empereur allait en cérémonie, et dans lesquels la garde impériale prenait poste. C'était lui qui recevait les ordres de Sa Majesté pour les personnes qui devaient monter à cheval pour les grandes parades qui avaient lieu dans l'enceinte du palais.

Le grand maréchal du palais, où les officiers qui le représentaient étaient exactement prévenus des cérémonies ou fonctions qui devaient avoir lieu dans le palais, des personnes qui devaient y participer ou y assister, par les officiers qui les ordonnaient. Il prenait les ordres de l'empereur pour le logement que Leurs Majestés, leurs officiers et les gens attachés à leur service devaient occuper dans les différents palais impériaux, à l'armée et dans les voyages. Il était de même chargé de la distribution des appartements et des logements, il réglait leur ameublement et s'adressait à l'intendant général pour en obtenir les travaux en réparation et entretien, et tous les meubles nécessaires. Il ne pouvait être rien changé à la distribution ni à l'ameublement des palais, et l'on ne pouvait faire sortir aucun des meubles à moins d'un ordre du grand maréchal, il ne pouvait rien y entrer non plus sans qu'il en fut prévenu.

Il avait sous ses ordres les concierges, garçons d'appartement, portiers, et tous employés quelconques, attachés au service de Leurs Majestés, qui y étaient logés. Il donnait à tous les portiers les consignes pour leur service. Il réglait l'entretien des bâtiments des palais et celui de leur ameublement. Il veillait à la propreté et à la bonne

tenue de tous les appartements et logements, des communs, des cours, jardins et dépendances.

Il veillait à ce que les gouverneurs et sous-gouverneurs du palais tiennent la main pour que les inventaires que les concierges devaient avoir de leur mobilier et leurs registres de recette et de consommation fussent conformes à ce qui était réellement. Lui ou ses officiers devaient veiller à ce qu'il ne s'introduisit dans le palais aucun individu qui ne devait pas y entrer. En sa qualité de grand officier il avait ses entrées déterminées et fixées dans les appartements habités par Leurs Majestés. Mais lorsqu'elles n'habitaient pas un appartement il pouvait y entrer et y ordonner.

Il avait à ses ordres le service d'incendie et de veille, et il visitait et faisait visiter par les maréchaux des logis, les palais impériaux, leurs dépendances, les différents logements qui y étaient établis, celui de s'assurer qu'ils étaient tenus proprement, et que ceux qui les occupaient ne commettaient aucune dégradation. A l'armée et en voyage, le grand maréchal était chargé de pourvoir au logement de Leurs Majestés. Il ordonnait la répartition des logements pour les personnes de la suite et de celles de leur service, et faisait fournir les écuries nécessaires.

C'était encore lui qui réglait les logements des hommes et des chevaux qui accompagnaient l'empereur dans ses voyages, et, pour cela, les commandants des détachements lui fournissaient les officiers et sous-officiers de logement qui lui étaient nécessaires. Les logements marqués par ordre du grand maréchal, pour le service de Leurs Majestés, les personnes de leur suite et pour la garde impériale, ne pouvaient plus être pris par aucune autre personne. Lorsque Sa Majesté arrivait ou faisait sa première entrée

dans un de ses palais, le grand maréchal la recevait à la porte, la précédait et la conduisait dans les appartements où elle pouvait désirer aller. Sa place dans les cérémonies était désignée ; si c'était dans l'enceinte du palais ou dans un lieu dont il avait le commandement, il était placé de manière à pouvoir recevoir directement les ordres de Sa Majesté.

Il était encore chargé du service de la bouche, du chauffage, de l'éclairage, de l'argenterie, de la lingerie et de la livrée. Ordonnait tout ce qui était relatif à ces services, et devait veiller à ce qu'ils fussent bien faits. Il distribuait les tables, déterminait quelles étaient les personnes qui devaient y manger, réglait le service de chacun. Il était prévenu des ordres que Leurs Majestés donnaient pour le service de leur table et des invitations qu'elles faisaient faire. Il chargeait les préfets des détails des services. Il faisait visiter par les préfets du palais les cuisines, offices, caves, lingerie et fourrières, pour s'assurer que tout était tenu proprement et en ordre. Lorsque Leurs Majestés mangeaient en grand couvert, le grand maréchal du palais prenait lui-même leurs ordres pour le service et les faisait exécuter par les préfets du palais, qui l'avertissaient quand le repas était servi. Alors il prévenait Leurs Majestés, les conduisait jusqu'à la table, se plaçait à leur droite, et les reconduisait de même après le repas. Pendant le repas, le grand maréchal offrait à boire à l'empereur. Lorsque Leurs Majestés mangeaient en petit couvert dans les appartements d'honneur, et que le grand maréchal était présent, il prenait de même les ordres de Leurs Majestés pour le service et les prévenait lorsque tout était prêt. Tous les six mois il faisait faire par les préfets la vérification de toute la vaisselle, argen-

terie, lingerie, porcelaine et verrerie appartenant à Leurs Majestés, il visitait tous les états de dépenses et de gages pour lesquels il lui était accordé des fonds par le budget de la maison.

C'était encore lui qui présentait à l'empereur et à son lever, les officiers compris dans ses attributions, qu'il avait bien voulu nommer. Il leur remettait copie de l'expédition du décret de leur nomination et recevait le serment de ceux qui ne le prêtaient pas entre les mains de l'empereur. Avec son agrément le grand maréchal nommait et brevetait le secrétaire, les maîtres d'hôtel et toutes les autres personnes de la suite du palais ou de la maison, comprises dans ses attributions, et recevait leur serment ; enfin, le bureau de la poste aux lettres, établi dans chacun des palais impériaux, était établi sous sa surveillance.

Le grand maréchal du palais était logé et avait une table servie aux dépens de la couronne. Pendant le séjour de Bayonne, le général Duroc fut installé à *Saint-Michel*, à côté de Marrac, résidence de laquelle nous aurons à nous occuper plus tard. Il recevait à sa table les aides-de-camp et les personnages de distinction qui ne mangeaient pas au palais. Il portait l'uniforme de général et les insignes de son grade avec une aiguillette d'or, comme les officiers de la garde impériale. Nous ne dirons rien ici de la carrière militaire du duc de Frioul, car la vie de l'ami dévoué de l'empereur est connue de tous. Personne mieux que lui ne pouvait convenir à ces hautes fonctions. Duroc était d'une taille élevée et bien prise ; sa tournure et ses manières avaient de la dignité ; ses traits un peu forts, un peu sérieux, annonçaient néanmoins la bonté, l'aménité de son âme. Personne n'apportait plus de franchise, plus de droiture dans les relations ; c'était un homme d'un

et on retrouva les voitures qui attendaient à la cale du Moulin.

Avec le 12 juillet, nous arrivons à la dernière des promenades impériales sur les rivières de Bayonne, du moins de celles dont le souvenir nous a été conservé. A dix heures du matin, l'empereur et l'impératrice, accompagnés du général Duroc et de Madame Maret, descendirent sur les bords de la Nive où attendait la péniche avec son équipage ordinaire. Un embarcadère improvisé y avait été établi par des grenadiers de la garde qui, munis d'outils, y travaillèrent sous la direction d'un officier. Ils avaient tracé une sorte de petit escalier dont les marches arrivaient au bord de l'eau, et rendaient ainsi l'embarquement des plus faciles. Aussitôt que Leurs Majestés se furent assises, l'embarcation se mit en marche, et descendant rapidement la Nive, doubla la pointe du Réduit et remonta l'Adour. La journée était magnifique, mais chaude, et Napoléon faisant traverser d'une rive à l'autre, posait des questions multiples sur tous les paysages qu'il apercevait sur les bords du fleuve. Arrivé au petit port d'Urt, l'empereur ordonna d'arrêter, et comme il n'avait amené avec lui aucun homme d'escorte, il se fit accompagner par deux des capitaines au long cours qui composaient son équipage. Ayant mis pied à terre, il trouva le maire de la commune qui voulut le haranguer, mais il l'interrompit et lui demanda de l'accompagner jusqu'au village, qui s'élève à quelque distance de l'Adour. L'église, pauvre et en mauvais état, et qui se ressentait encore de la tourmente révolutionnaire, attira son attention et il y entra précédé par le curé, auquel il fit diverses questions sur lui-même et sur son église. Il ne s'éloigna pas sans laisser une abondante aumône au brave ecclésiastique, et



redescendit sur le bord du fleuve où l'attendaient l'impératrice et M<sup>me</sup> Maret.

Sa Majesté était entrée dans la petite auberge du lieu, et assise dans un fauteuil qu'on s'était hâté de lui apporter, buvait du lait et mangeait du pain bis. Napoléon, qui était dans un de ses jours de bonne humeur, voulut déjeuner aussi, puis on reprit l'embarcation que l'équipage, suffisamment reposé et rafraîchi, fit de nouveau voler sur les flots. A quatre heures, Leurs Majestés étaient de retour au château de Marrac, ayant laissé de leurs promenades multiples des souvenirs profonds parmi les habitants du pays.

---

## LCXII

### UN CHEF D'ÉTAT-MAJOR

Le général Thiébault. — Le chef d'état-major de l'armée de Portugal. — Opinion de Napoléon. — Arrivée à Bayonne. — Le général Junot et son chef d'état-major. — Manque de tact. — Le salon du général en chef. — Ses réceptions. — Les demoiselles de Bayonne. — Un *amour de cheval*. — Souvenirs d'autrefois.

De tous les officiers généraux qui sont passés par Bayonne pendant la période impériale, il semble que ce soit le général Thiébault qui y ait fait les plus nombreuses et les plus longues stations. Cependant nous ne parlerons ici que de son passage à l'époque où il était chef d'état-major de l'armée de Portugal, commandée par Junot, et qui eut notre ville comme point principal de formation et de concentration.

Cette première armée de Portugal a eu de nombreux historiens, mais sans aucun doute le plus intéressant

de tous est encore le général Thiébault, bien connu de l'armée par son *Manuel des adjudants-généraux*, sa *Relation de la campagne de Portugal*, et enfin par ses précieux *Mémoires*, qui sont une mine inépuisable de renseignements, surtout si l'on peut en dégager la vérité de l'exagération, car dans ses critiques le savant général s'est donné libre carrière. C'est à l'aide de ces ouvrages de tout premier ordre et aussi de documents inédits empruntés à nos archives, que nous essayerons de retracer l'histoire de ce séjour du général.

La vie militaire du général Thiébault est trop connue pour que nous ayons à en parler ici. Choisi par Junot, dont il était l'ami, comme chef de l'état-major de l'armée qui était sous son commandement, il semble qu'il n'était pas très bien vu de l'empereur, car celui-ci écrivait de Fontainebleau au général Junot, le 12 novembre 1807 : « Votre chef d'état-major est un homme peu délicat, qui a pris beaucoup d'argent à Fulde, imposez-lui une loi scrupuleuse. Faites connaître que qui que ce soit aura volé, j'en ferai justice. » .

Le 5 septembre 1807, le général en chef arriva à Bayonne, où son chef d'état-major se tenait depuis quelques jours. Le général Thiébault avait été logé rue Orbe, maison Laborde, et se trouvant trop à l'étroit, demanda à la municipalité une chambre de plus. L'arrivée du chef d'état-major de l'armée du Portugal avait eu lieu de manière à précéder de cinq ou six jours les premières têtes de colonne. Aussitôt après son arrivée, qui avait été annoncée au commandant d'armes de Bayonne, il reçut les visites qui devaient lui être faites, et il cite particulièrement celle du directeur du parc d'artillerie, auquel il pria de lui donner un officier qu'il voulait charger d'une

mission de confiance. Ce fut le lieutenant Bailleau qui fut choisi, et le général fait les plus grands éloges de la conduite de cet officier pendant la campagne de Portugal.

Cependant Bayonne s'encombra de matériel et de troupes, d'état-majors et de généraux ; quelque ordre que l'on put mettre dans les différentes parties du service, la présence du général en chef devenait urgente, enfin il arriva. Les revues commencèrent immédiatement ; elles furent suivies des distributions nécessaires pour mettre chaque régiment en état d'entrer en campagne et pour les échelonner depuis Bayonne jusqu'à la Bidassoa.

Dans une étude précédente nous avons déjà parlé de Junot, et nous avons déjà dit comment, dans une allocution qu'il adressa à ses généraux, il trouva le moyen de les blesser gravement. Il n'en agit pas mieux avec son chef d'état-major, qui était pourtant fort lié à lui « et en effet, dit le général Thiébault, une heure après son arrivée, je reçus une invitation écrite pour dîner avec lui. Cette invitation me surprit autant qu'elle me blessa. C'était la première fois que je voyais un chef d'état-major ne pas avoir de droits à la table de son général en chef et même ne pas occuper la seconde place, c'est-à-dire ne pas être assis en face de lui pour l'aider à faire les honneurs, je répète que c'est la seule fois que je l'ai vu. Il ne faut pas croire, d'ailleurs, que ce soit les repas auxquels on tienne en pareil cas ; ces repas ne sont, au fond, qu'une sujétion et un ennui ; mais ils multiplient des relations toujours utiles pour le service ; ils prouvent entre un général en chef et son chef d'état-major un accord favorable, je dirai nécessaire, à l'autorité des ordres de ce dernier, qu'ils concentrent autour de la considération éminemment utile au bien du service. Maintenant, à quels

motifs le général Junot sacrifiait-il en atténuant ainsi une autorité subordonnée, dont le secours est cependant si nécessaire à un général en chef ? Je n'ai trouvé d'autre explication que celle-ci : c'était une sorte de concession faite à son orgueil et une manière de se dessiner de suite comme beaucoup plus éminent qu'un général en chef ordinaire. Il m'invitait presque tous les jours de vive voix ou par écrit ; il me faisait comprendre dans toutes les invitations qu'il recevait, et, dans un grand bal que la ville de Bayonne lui donna, je fus un des trois qu'il désigna pour ouvrir le bal avec lui et celui qu'il fit placer en face de lui ; mais à sa table j'étais un étranger, et c'est un ancien aide de camp, M. de Grandsaigne, qui avait la seconde place, et cela quoique cet aide de camp lui fut antipathique. »

Nous avons déjà vu que le général Junot avait été logé dans la maison Dubrocq, ancienne Intendance, située rue Place d'Armes, et aujourd'hui rue Thiers, et dans laquelle devaient successivement passer le duc de Berg et le prince des Asturies, Ferdinand VII. Junot avait par semaine son jour de réception, et tout ce que Bayonne avait de mieux s'y rendait. Ces soirées finissaient par des parties de cartes, et pour Junot par un whist, jeu qu'il jouait très bien et fort cher. Le général Thiébault, lui, ne jouait pas, et préférait passer ces soirées à s'entretenir avec les demoiselles de Bayonne, et il nous fait une peinture si agréable de quelques-unes de ces jeunes beautés, que nous croyons devoir lui laisser la parole :

« Quant à moi, dit le chef d'état-major de l'armée de Portugal, ayant trouvé moyen d'éviter toutes les parties sérieuses, je m'étais organisé un reversi qui se continua pendant tout le temps que nous restâmes à Bayonne ; j'y

faisais tête aux deux des plus jolies et à la plus spirituelle, à la plus vive, à la plus gaie des demoiselles de Bayonne. Celle ci, la plus vive, était une demoiselle de Censi ; la plus belle était la cadette des demoiselles Faurie ; quant à la troisième, sans être aussi saillante que la première, aussi remarquable que la seconde, elle n'en était pas moins aimable et charmante. Je ne sais ce qui, pour notre quatuor, ne devenait pas un sujet de rire ; les incidents du jeu, la perte, le gain, les tricheries, les moindres choses, enfin, provoquaient de véritables explosions ; bref, un soir, à propos d'une manche, c'est-à-dire de rien, un mot de moi parut prendre, pour mes trois partenaires, une valeur piquante, quoique tout à fait imprévue, et les fit éclater de rire. Par contagion, j'éclatai de même, et le malheur voulut qu'une dame vint nous demander de quoi nous riions ; comme nous n'en savions plus rien nous-mêmes, nous aurions été bien embarrassés d'en donner l'explication ; aussi la manière dont nous nous regardâmes, à cette interpellation si inattendue, n'eut d'autre effet que de nous faire redoubler de rire. Quelques dames s'étant jointes aussitôt à la première, nos éclats dégénérèrent en bourrasque ; toutes les parties cessèrent au bruit que nous faisons, celle du général en chef y comprise ; l'affluence et la curiosité de toute la réunion portées sur nous rendirent nos rires à ce point convulsif que, criant, éclatant, étouffant, nous jetâmes nos cartes et nous nous sauvâmes chacun de notre côté, en laissant nos interrogateurs ébahis. Pendant le reste de la soirée aucun de nous quatre ne put regarder l'autre sans pouffer et le faire pouffer de rire, et cette scène inconvenante ne sut avoir d'excuses auprès du général en chef que parce que j'avais pour complices trois des plus gracieuses riveraines

de la Nive et de l'Adour, trois de ces Basquaises, délicieuses jouvencelles à l'œil noir, à l'âme ardente, à l'imagination exaltée, qui, depuis des siècles, perpétuaient l'admirable race des hommes les plus lestes, les plus agiles, et auxquelles tout doit être pardonné parce qu'elles sont belles et qu'elles savent aimer. »

Puis le général ajoute dans une note la charmante anecdote suivante que nous nous empressons de lui emprunter : « On comprend, dit-il, ce que l'amour peut avoir de séduction pour des créatures si bien faites pour le cultiver. Or j'avais acheté, la veille de la dernière soirée que nous avions à passer ensemble, quelques chevaux, et l'une de ces jeunes filles, sous les fenêtres de laquelle j'avais conclu une partie de ces marchés, me dit :

« — Vous avez acheté un bien joli petit cheval noir.

« — Ah ! je crois bien, repris-je, c'est un *amour*.

« — Un *amour* ! s'écrièrent-elles en s'avancant vers moi, et si leurs mains avaient participé de la colère que je vis aussitôt dans leurs yeux, j'aurais été mis en pièces pour prix de mon sacrilège.

« Hélas, reprend le jeune chef d'état-major, les fleurs du Midi sont éphémères, en raison de ce qu'elles sont précoces, et les quinze ans écoulés depuis l'époque que je rappelle, avaient fait raison de la ravissante figure de Mademoiselle Faurie. En 1822 je me retrouvai à dîner dans une maison avec elle, mariée à un homme peu digne d'elle, et ne faisant que passer à Paris. Je fus heureux de la voir, et ce ne fut pas sans de nouveaux rires que nous nous rappelâmes notre reversi ; mais comme il avait changé, ce rire. »

Le général Thiébault quitta Bayonne avec l'armée de Portugal. A Vittoria, il fut logé chez la ravissante mar-

quise de Montehermoso, qui devait devenir plus tard la maîtresse en titre du roi Joseph. Nous raconterons bientôt comment se fit cette connaissance du frère aîné de Napoléon. Nous aurons à revenir aussi sur les divers passages du général Thiébault à Bayonne, ce qui ne forme pas la partie la moins curieuse de ses intéressants mémoires.

---

### LCXIII

#### LA PÉNICHE DE L'EMPEREUR

Les canots de l'Empereur. — Construction d'une péniche à Bayonne.  
— Description. — Un équipage d'élite. — Une promenade de Joséphine sur la Nive.

Chaque ville maritime que Napoléon devait visiter pendant ce célèbre voyage de 1808, avait tenu à honneur de se bien préparer à le recevoir. Partout on avait prévu le cas où l'empereur voudrait faire des excursions en mer ou sur les cours d'eau, et on avait disposé des embarcations destinées à le recevoir. Bordeaux possédait son fameux brigantin, célèbre dans l'histoire de la ville, Toulon avait fait aménager un bateau contenant une cabine somptueusement meublée, Rochefort et Nantes des embarcations montées par des équipages de choix.

Bayonne ne devait pas rester en arrière, et l'administration des constructions navales de la marine avait fait construire une péniche qui devait réunir les meilleures conditions de marche, de stabilité et de légèreté. C'était facile pour l'arsenal de Bayonne, qui avait construit un grand nombre de ces embarcations pour la fameuse descente en Angleterre, et qui en connaissait parfaitement

les proportions. De ces dernières qui avaient été destinées au passage des troupes, les plus grandes de celles-ci avaient environ 60 pieds ou 20 mètres de longueur, 6 pieds 6 pouces de largeur et 20 environ de chaque côté. Elles étaient armées d'un canon de 4 et d'un obusier.

La péniche destinée à Napoléon était plus petite et n'était qu'une embarcation de plaisance, elle n'était pas armée. En échange la décoration en avait été extrêmement soignée. Peinte en blanc à l'extérieur, l'intérieur d'un rouge vif, une guirlande dorée suivait son cordon extérieur et soulignait à l'arrière l'N impérial couronné. A l'arrière un aigle superbe en bois doré et précieusement sculpté semblait planer sur les flots. Mais son équipage de choix mérite que nous en fassions ici une mention toute particulière.

Afin d'avoir des rameurs infatigables, il eut été facile de puiser dans l'Arsenal Maritime, qui contenait une partie du 19<sup>e</sup> équipage de flottille. Mais en apprenant dans quel but l'administration de la marine venait de lancer cette somptueuse embarcation, douze jeunes capitaines au long cours demandèrent comme une faveur de composer cet équipage d'élite. Lorsque l'empereur se servait de sa péniche, un lieutenant de vaisseau tenait la barre du gouvernail. Voici les noms de ces douze braves marins bayonnais que nous sommes heureux de reproduire d'après un document inédit.

C'étaient les capitaines Bergrien, Boulanger, Bousme, Doussinague, Faulat oncle, Feuillade, Jauréguiberry, Lauga, Lannelongue, Lartigue, Laborde. Les patrons étaient Burgadia et Boulanger, capitaines distingués, de Bayonne. On reconnaît d'ailleurs parmi ces noms plusieurs capitaines corsaires qui s'illustrèrent pendant les



longues guerres maritimes contre l'Angleterre, et parmi ces derniers, Boulanger et Bergrieu, de qui nous avons déjà raconté les aventures avec l'histoire du navire le *Joseph*.

Il arriva d'ailleurs fort souvent à l'impératrice d'accompagner Napoléon dans ses promenades sur les rivières. Quelquefois même elle fit seule une excursion en compagnie d'une de ses dames. Des documents, inédits jusqu'à ce jour, nous permettent de raconter avec détail une de ces promenades de la gracieuse Joséphine.

Le 14 mai 1808 et pendant que Napoléon se rendait au Boucau à cheval, Joséphine descendit sur les bords de la Nive accompagnée de Madame Maret et du général Ordener, son premier écuyer. Elle trouva la belle péniche de l'empereur qui l'attendait avec son équipage ordinaire. Le lieu où elle devait s'embarquer était totalement dépourvu de cale, et une planche assez large avait été jetée du bord à terre. Mais comme il fallait éviter que la gracieuse souveraine ne fit un faux pas et une chute plus désagréable que dangereuse, deux des jeunes capitaines au long cours qui composaient cet équipage d'élite, sautèrent dans l'eau jusqu'à mi-jambes et se tinrent prêts à tout événement, en servant à Joséphine de balustrade vivante. Ils furent doublement récompensés de leur peine, d'abord par un doux sourire de l'impératrice, puis par l'aspect inattendu des jambes ravissantes de leur souveraine, dont le dessin pur et correct passa devant leurs yeux éblouis. Ils devaient en conserver le souvenir à jamais car tous deux virent le pied charmant de l'impératrice-reine, emprisonné dans un soulier de satin rose, sans talon, et ses chevilles délicates moulées dans des bas de soie couleur de chair. Madame Maret suivit l'impératrice,

puis le général Ordener, et tous trois s'assirent aux places d'honneur. La péniche se mit en marche, refoulant les eaux de la Nive à l'aide de ses douze avirons qui battaient lentement les flots. L'impératrice était enchantée par la beauté des paysages qui se déroulaient devant ses yeux et on arriva bientôt aux premières nasses qui rétrécissaient considérablement la rivière. Joséphine voulut descendre à terre, car la large péniche impériale ne pouvait remonter plus haut, et suivie de Madame Maret, du général Ordener et de l'officier de marine qui commandait le canot, elle se dirigea vers l'étroit passage où la calme rivière prenait les proportions d'un torrent aux eaux impétueuses et troublées. La vue d'un chalant d'Ustaritz, qui s'engagea dans la nasse et la descendit avec la rapidité d'une flèche, mit le comble à la joie de l'impératrice. Puis ayant regagné son embarcation, elle rentra à Marrac peu après le retour de l'empereur.

Après le départ de Napoléon, la péniche de laquelle il s'était si souvent servi, fut conservée pendant de longues années à l'arsenal maritime de Bayonne. L'aigle doré qui en décorait la proue se trouve encore aujourd'hui à l'hôtel de l'Inscription Maritime.

E. DUCÈRE.

*(A continuer).*

**PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ DES SCIENCES & ARTS**  
DE  
**BAYONNE**

---

Séance du 6 Janvier 1906

**Présidence de M. CATHALA**

Présents : MM. Détrouat, Beigbeder-Camp, Ducéré, Hiriart, Salane, Cathala.

M. Détrouat donne lecture d'une lettre de M. Hérelle, s'excusant de ne pouvoir assister à la séance, et de son travail ayant pour titre : *Catalogue des Pastorales Basques conservées dans les Bibliothèques publiques*. Cette étude intéressante sera publiée dans le *Bulletin* de la Société.

La séance est levée à 6 heures.

---



# SOCIÉTÉ DES SCIENCES & ARTS DE BAYONNE

FONDÉE EN 1873

## LISTE DES MEMBRES AU 31 DÉCEMBRE 1906

### BUREAU

|                              |                                   |
|------------------------------|-----------------------------------|
| <i>Président</i> .....       | MM. J. LEGRAND, député.           |
| <i>Vice-Présidents</i> ..... | { CATHALA, receveur des finances. |
|                              | { P. YTURBIDE.                    |
| <i>Secrétaire</i> .....      | DUCÉRÉ.                           |
| <i>Trésorier</i> .....       | H. SALANE.                        |

### MEMBRES TITULAIRES

MM. BERNADOU (Félix), à Bayonne.  
BOCHER, au château *Caradoc*, à St-Étienne, Bayonne.  
BONNAT (L.), membre de l'Institut, à Paris.  
BEIGBEDER-CAMP, juge de paix, à Bayonne.  
CANTÉRO, à Bayonne.  
CATHALA, receveur des finances, à Bayonne.  
CAZAC, proviseur du Lycée, à Bayonne.  
CHAMBRE DE COMMERCE DE BAYONNE.  
COMBES, rue Thiers, à Bayonne.  
CROSTE (Th.), à Bayonne.  
DAGRANT (G.-P.), à Bordeaux.  
DELVAILLE (Mme veuve), à Bayonne.

- MM.** RAGON (Émile), à Bayonne.  
RIBETON (le Dr), à Bayonne.  
RODRIGUES (A.), à Bayonne.  
SAINT-VANNE, architecte à Bayonne.  
SALANE (H.), relieur, à Bayonne.  
SALZÉDO (A.), à Bayonne  
SALZÉDO (A.), banquier, à Bayonne.  
SAUTET, professeur au Lycée, à Bayonne.  
SERVAL, ancien inspecteur divisionnaire des douanes, à Bayonne.  
SODES (E.), à Bayonne.  
SOULICE, bibliothécaire de la ville de Pau.  
SOULEZ-LACAZE, à Bayonne.  
VERMIS-DURIEUX, à Bayonne.  
VIGUERIE, à Pau.  
VINSON (J.), à Paris.  
WEILLER, avoué, à Bayonne.  
WENTWORT-WEBSTER, à Sare.  
YTURBIDE (P.), à Bayonne.
-

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                   | PAGES |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| G. HÉRELLE. — <i>Etat sommaire des manuscrits des Pastorales Basques conservés dans les dépôts publics</i> .....  | 5     |
| P. YTURBIDE. — <i>Le pays de Labourd avant 1789. — Les officiers du bailliage</i> .....                           | 15    |
| E. DUCÉRÉ. — <i>Bayonne sous l'Empire. — Etudes Napoléoniennes. — Le palais du gouvernement (suite)</i> .....     | 33    |
| <i>Un aide de camp du maréchal Ney</i> .....                                                                      | 37    |
| <i>Les maréchaux de Napoléon</i> ....                                                                             | 42    |
| <i>Le salon de service de Marrac</i> .....                                                                        | 50    |
| <i>Les chasseurs de Nassau</i> .....                                                                              | 57    |
| <i>Le capitaine de vaisseau Dubourdieu</i> .....                                                                  | 62    |
| P. YTURBIDE. — <i>Le pays de Labourd avant 1789. — Les officiers du bailliage (suite)</i> .....                   | 65    |
| E. DUCÉRÉ. — <i>Bayonne sous l'Empire. — Etudes Napoléoniennes. — Le capitaine de vaisseau Dubourdieu (suite)</i> | 97    |
| <i>Un officier de hussards anglais</i> .....                                                                      | 98    |
| <i>Passage à Bayonne du 6<sup>e</sup> corps de la Grande Armée</i> .....                                          | 104   |
| <i>Le général Savary et la gendarmerie d'élite</i> ....                                                           | 110   |
| <i>Un capitaine de la garde royale anglaise</i> .....                                                             | 117   |
| <i>Les gardes d'honneur de Pau</i> .....                                                                          | 126   |
| E. DUCÉRÉ. — <i>Bayonne sous l'Empire. — Etudes Napoléoniennes. — Bivouacs anglais et français</i> .....          | 129   |
| <i>Le marquis d'Ayerbe</i> .....                                                                                  | 138   |
| <i>Les troupes allemandes à Bayonne</i> .....                                                                     | 142   |
| <i>Le pillage et les pillards</i> .....                                                                           | 147   |
| <i>Une promenade de l'empereur</i> .....                                                                          | 151   |
| <i>Arrivée à Bayonne du roi Joseph</i> ....                                                                       | 156   |

— VIII —

|                                                                                                                   | PAGES |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| <i>Un régiment d'infanterie de ligne.....</i>                                                                     | 160   |
| <i>La garde espagnole du roi Joseph.....</i>                                                                      | 165   |
| <i>La garde d'honneur de Napoléon.....</i>                                                                        | 172   |
| <i>Napoléon et Marbot.....</i>                                                                                    | 179   |
| <i>Un régiment d'infanterie légère.....</i>                                                                       | 183   |
| <i>Les Mémoires des officiers anglais.....</i>                                                                    | 192   |
| <b>P. YTURBIDE. — Le pays de Labourd avant 1789. — Les officiers du bailliage (suite).....</b>                    | 193   |
| <b>E. DUCÉRÉ. — Bayonne sous l'Empire. — Études Napoléoniennes. — Les Mémoires des officiers anglais (suite).</b> | 225   |
| <i>Les Cabezas de oro.....</i>                                                                                    | 230   |
| <i>Le général Duroc grand maréchal du Palais....</i>                                                              | 239   |
| <i>Une promenade de Napoléon sur l'Adour.....</i>                                                                 | 244   |
| <i>Un chef d'état-major.....</i>                                                                                  | 247   |
| <i>La péniche de l'empereur.....</i>                                                                              | 253   |



**BULLETIN**  
**DE LA**  
**SOCIÉTÉ DES SCIENCES ET ARTS DE BAYONNE**



**BULLETIN**  
DE LA  
**SOCIÉTÉ DES SCIENCES ET ARTS**  
DE  
**BAYONNE**  
~~~~~  
ANNÉE 1907



BAYONNE
IMPRIMERIE A. LAMAINÈRE, RUE JACQUES LAFFITTE, 9
—
1907

LE PAYS DE LABOURD

AVANT 1789

DEUXIÈME PARTIE

LES OFFICIERS DU BAILLIAGE

§ 2. — LE LIEUTENANT GÉNÉRAL

(Suite)

Pour répondre aux accusations et aux poursuites dont il était l'objet, Boniface de Lasse ne trouva rien de mieux que d'informer à son tour contre le Corps de ville et contre les officiers municipaux. Il fit recueillir par un notaire les dépositions de quelques témoins qui, plus tard, vinrent le déclarer en pleine séance du corps municipal (1).

Un peu après (juin 1576), les échevins et les bourgeois notables se plaignirent vivement au juge de l'Amirauté qu'il ne faisait point justice de deux insignes pirates, les capitaines Bardin et Gaston, arrêtés depuis trois mois et retenus prisonniers pour avoir *piraté* plusieurs navires espagnols et anglais, qui n'osaient plus maintenant s'aventurer dans nos parages, au grand détriment du public et des marchands de cette ville.

Jehan de Marqua, juge en l'Amirauté, répondit à ces plaintes que le retard n'était point de son fait ; mais que M^e Boniface de Lasse, procureur du roi en ladite Amirauté, l'avait récusé dans toutes les affaires en cours, pour arri-

(1) Séance du 7 octobre 1574. *Registres Français*, 1, p. 407.

ver par ce moyen à empêcher l'œuvre de la justice et traîner les procès en longueur. En présence d'une pareille déclaration les échevins se pourvurent devant le Parlement de Bordeaux, pour obtenir une prompte et rapide satisfaction (1).

Cependant ils ne purent empêcher de Lasse de continuer ses agissements tortueux. Au mois de mars 1578, ils délibéraient encore sur les pirateries qui se faisaient à Biarritz. Mandé devant eux, Esteben Duhalde, abbé de cette paroisse, déclara qu'il avait bien réuni l'assemblée communale du lieu, mais que les habitants, *intimidés par M^e Boniface de Lasse*, n'avaient pu résoudre aucune chose, ni donner aucune réponse. Les échevins comprirent alors que les pirates dont ils se plaignaient étaient de connivence avec le procureur du roi en l'Amirauté. En même temps ils apprenaient que celui-ci, voulant couvrir ses fautes, avait remis au juge, de Marqua, une requête contenant contre eux de fausses imputations ; mais que les déclarations récentes d'un prisonnier avaient fait découvrir *les pilleries, concussions et prévarications* dudit procureur. Ils décidèrent que tous ces renseignements et les pièces à l'appui seraient envoyés au roi, par l'intermédiaire des députés de la ville qui étaient déjà en Cour. (*Reg. Français*, 1, pp. 500-501).

Ces députés obtinrent du roi des lettres patentes, ordonnant d'informer contre Boniface de Lasse *et autres pirates de mer*. Ces lettres furent lues en séance et remises pour être exécutées à l'échevin de Naguille ; tous les membres du Corps « promirent de tenir secret ce que estoit contenu en icelles, comme fit aussi le greffier soubz signé. » (*Reg. Français*, 1, p. 515).

(1) *Registres Français*, de Bayonne, 1, pp. 458-459.

Malgré ce secret rigoureux, de Lasse put savoir qu'il avait été dénoncé, et sa haine contre les officiers municipaux ne connut plus de bornes. Un jour que le lieutenant de maire, Jehan de Sorhaindo, se rendait au Château-Vieux, appelé par le gouverneur pour affaire de service, il rencontra Boniface de Lasse, qui l'outragea publiquement de la façon la plus grave, lui dit qu'il avait voulu trahir la ville, qu'il était coupable de lèse-majesté et qu'il pouvait le prouver par témoins. (*Reg. Français*, 1, p. 515).

Le vieux lieutenant fut très ému de ces grossières injures, et après avoir consulté l'assemblée communale il intenta un procès à de Lasse, afin de réduire à néant ses accusations calomnieuses (1).

Entre temps de Lasse s'était rendu à Bordeaux pour y poursuivre, devant le Parlement, la cassation des informations faites contre lui au sujet des *malversations exécra-*
bles qu'il avait commises. Il apprit la plainte du lieutenant de maire par un jeune Bayonnais, qui partageait sa chambre à l'hôtellerie. Cette nouvelle le transporta de colère et proférant un violent juron il s'écria : *Cent Bayonnais ne me garderont de tuer ledit sieur lieutenant !* Puis frappant du pied contre terre il ajouta : *le Corps de ville ne vaut pas cela* (2).

De Lasse ne put ni revenir à Bayonne ni voir la fin de ses procès. Il mourut à Bordeaux et fut enterré au couvent des Augustins de cette ville (août 1579). Nous connaissons ce détail par Jehan de Lasse, qui dans son testament olographe déclare être fils « de feu m^e Boniface de Lasse, *quand vivoit* conseiller du roy et lieutenant civil

(1) Archives de Bayonne, FF. 8, pp. 117-118.

(2) Séance du 23 février 1579. Déposition de Petry de Monho, *Registres Français*, 1, p. 533.

et criminel au bailliage de Labourd. » (1). Cette formule nous fait voir que Boniface exerça jusqu'à sa mort la charge de lieutenant. Cependant on a peine à comprendre qu'un homme aussi décrié ait pu conserver des fonctions publiques, et rester magistrat en dépit des plus graves accusations. Il faut l'attribuer sans doute à l'idée de propriété personnelle, qui s'attachait à cette époque à une charge vénale qu'on avait achetée et payée.

Son fils devint lieutenant du vissénéchal des Lannes. J'en reparlerai en traitant plus tard des officiers de la maréchaussée.

Le nom de *Lasse* est encore aujourd'hui celui d'un village de la vallée de Baïgorry. Ce village a longtemps possédé une famille seigneuriale qui portait le même nom. Il est probable qu'un cadet de cette famille vint dans le temps s'établir à Bayonne, et fut l'ancêtre du lieutenant de Labourd. Nos vieux *Registres Gascons* signalent, en 1481, Mathiugo de Lasse, propriétaire au quartier Lachepaillet, et plus tard Saubadon de Lasse, maître chirurgien, en 1517.

MICHEL ET MICHEAU DE SOSSIONDO exercèrent l'un après l'autre la charge de lieutenant de Labourd, et aucun intervalle ne paraît les avoir séparés. On les trouve mentionnés tous les deux dans une série de textes, qui les distinguent si peu qu'on pourrait croire, si on ne connaissait la mort du premier, qu'il s'agit toujours du même personnage. Ces textes se succèdent de 1580 à 1599, je les reproduis ci-après.

La famille de Sossiondo a eu l'honneur de donner un évêque au siège de Bayonne, en la personne de Jean de

(1) Archives de Bayonne, FF. 62, pièce 1.

Sossiondo, qui gouverna le diocèse de 1566 à 1578. A côté et en même temps que ce prélat, on voit figurer Pierre de Sossiondo, bourgeois bayonnais, commerçant notable, échevin et fermier de l'imposition appelée *la coutume*. Tout porte à croire que ce Pierre était un frère de l'évêque et qu'il laissa plusieurs enfants, Michel, Micheau, Ogier, Jeanne et Françoise.

On voit encore à Ascain la maison natale de l'évêque ; elle garde toujours son nom et son souvenir, perpétués par une vieille inscription gravée sur la pierre. Son épiscopat à Bayonne fut attristé par un événement de la plus haute gravité, le démembrement du diocèse. Avant lui, nos évêques étendaient leur juridiction en pays basque espagnol, sur une partie notable de la Haute-Navarre et de la Guipuzcoa. Philippe II, qui avait fait alliance avec le parti de la Ligue, prétexta qu'il fallait préserver cette portion de l'Espagne de l'hérésie protestante, alors si dangereuse en France. Il sollicita et obtint du pape Pie V un bref ordonnant à l'évêque Sossiondo de nommer un grand vicaire espagnol, qui résiderait dans la partie espagnole du diocèse, et y ferait au nom de l'évêque tous les actes de juridiction. Le pape ajoutait que, faute de satisfaire à ce bref dans les six mois après sa notification, l'évêque de Pampelune serait chargé d'administrer ce territoire. Le bref, néanmoins, décidait que ce démembrement ne durerait qu'autant que l'hérésie subsisterait en France. Mais cette restriction considérable ne fut pas respectée, et la séparation une fois opérée, resta définitive (1).

En effet, l'évêque Sossiondo eut peur de paraître consentir à la diminution de son diocèse, et il s'abstint de

(1) *Manuscrit du chanoine Veillet*, édition Dubarat, p. 177.

de grains. La distribution ordonnée par le Conseil de Bayonne fut insuffisante, et quelques jours après le bailli du pays, Jean-Paul d'Amou, se présentait en personne à la maison de ville et priait les échevins : « d'avoir considération des gens de Labourt et lui vouloir octroyer certain nombre de bled pour leur nourriture, et pour éviter qu'ils ne périssent de pure faim. Lui fut accordé le nombre de mil conques d'orge qui est sur le port, pour estre distribué par les abbés de Labourt à chacune de leurs paroisses, autres touteffois que celles qui en ont déjà eu. Et pour faire descharger ladite orge furent commis les srs du Prat et du Vergier, eschevin et jurat » (1).

Un acte de baptême du 7 août 1598 nous fait voir que Micheau de Sossiondo était encore à cette date lieutenant de Labourd (2). Sa trace se perd dès l'année suivante, et il ne paraît pas avoir eu de postérité. La charge de lieutenant passe après lui dans une famille nouvelle.

PIERRE DE CHIBAU, lieutenant général de Labourd, était déjà en fonction le 16 mars 1601 :

Ledict jour vint en Conseilh (à Bayonne), m^e Pierre de Chibau, *lieutenant au bailliage de Labourt*. Lequel dict qu'il a condempné ung homme basque d'estre pendu et estranglé pour avoir meurtry (3) ung autre homme basque. Lequel condempné a appelé en la Court (du parlement) et par arrest d'icelle la sentence a esté confirmée. Et a délibéré de faire exécuter demain ladicte sentence. — Sy pria lesdicts sieurs (du Conseilh) de luy laisser le maistre des haultes œuvres pour faire ladicte exécution. Ouye laquelle requeste verballe fut octroyé audict de Chibau le maistre des haultes œuvres

(1) Archives de Bayonne, BB. 15, p. 182. — 2 mai 1595.

(2) Archives de Bayonne, GG. 2. Registres paroissiaux de la Cathédrale.

(3) *Meurtrir*, commettre un meurtre.

soubz la promesse et obligacion que ledict de Chibau fist de le rendre en ceste ville incontinant ladicte exécution faicte (1).

La famille de Chibau sortait de Saint-Jean-de-Luz et la maison de ce nom existe encore dans cette commune, sur le bord de la mer, près du quartier Sainte-Barbe. Pierre était probablement fils d'Adam de Chibau, armateur dans ce port, l'un des premiers qui ressentirent la richesse et l'opulence que cette ville a connues au XVII^e siècle. En 1593, au moment où Bayonne redoutait une attaque des Espagnols, Adam de Chibau fit cadeau à la ville d'une pièce de canon.

Pierre de Chibau avait épousé Louyse de Haïtce, demoiselle, huitième enfant de Laurens de Haïtce, seigneur de Haïtce à Ustarits.

J'ai eu occasion, à propos des baillis de Labourd, de mentionner la maison noble de Haïtce ; c'était l'une des plus anciennes et des plus considérables du pays. J'ai déjà dit comment une branche des Lahet, de Sare, était entrée dans cette maison par un mariage avec la fille héritière. Suivant l'habitude invariable des Basques, ces Lahet, de Haïtce, prirent le nom de la maison où ils étaient entrés. Ils en continuèrent sans interruption la descendance et, en 1564, le *seigneur jeune* de Haïtce, noble Laurens de Haïtce, écuyer, contractait mariage avec damoysele Menjonne d'Ibarboure, appartenant elle aussi à une vieille maison noble d'Ustarits.

Ils eurent de nombreux enfants parmi lesquels je me contenterai de citer : *Pierre*, avocat à Bayonne, syndic du Corps de ville, marié à Jeanne de Crutchette ; *Bernard*,

(1) Archives de Bayonne, BR. 17, p. 48.

prêtre et curé d'Ustarits ; *Jean*, marié à Ysabeau Duhart ; et enfin *Louyse*, mariée au lieutenant de Labourd (1).

Pierre de Chibau eut à intervenir dans cette lutte interminable, qui se prolongeait toujours entre les riverains de la Bidassoa. Il fut chargé de plusieurs enquêtes à ce sujet. Une première fois, le 25 janvier 1617, il dut se transporter à Hendaye, assisté de M. Laurens d'Arcangues, procureur du roy au bailliage de Labourd, afin d'informer sur les faits suivants que lui avait dénoncés une lettre du comte de Gramont, gouverneur de Bayonne.

Les Espagnols persistaient à soutenir que la rivière leur appartenait dans toute sa largeur ; et au mépris des revendications françaises, l'alcalde de Fontarabie était venu poursuivre un malfaiteur jusque sur le rivage d'Hendaye. Il avait même essayé d'attérir *portant son bâton de justice* (2). Arrêté à son tour, avec les bateliers qui le conduisaient, il fut envoyé par les autorités d'Hendaye au gouverneur de Bayonne, qui les garda tous prisonniers jusqu'à ce qu'une enquête fut faite.

Usant de représailles, les Espagnols arrêtaient et emprisonnèrent plusieurs pêcheurs français qui naviguaient tranquillement sur les eaux de la Bidassoa. Ils firent plus ; ils saisirent trois navires de Saint-Jean-de-Luz, armés pour la pêche de Terre-Neuve, qui, à cause du *mauvais* temps, s'étaient réfugiés dans la baie de Fontarabie.

Le comte de Gramont soumit au roi tout le détail de ces violences. Il lui envoya l'enquête de Pierre de Chibau et la requête formée par les armateurs des navires saisis. Louis XIII traita cette affaire par la voie diplomatique. Il

(1) Archives et papiers du château de Haïtce.

(2) Aujourd'hui encore, en Guipuzcoa, le *bâton* est l'insigne des alcaldes et des agents de police.

donna ordre de relâcher les Espagnols contre remise des prisonniers français. Cet échange réciproque eut lieu, en effet, le 4 mai 1617. Mais au moment où les pêcheurs français libérés abordaient sur la côte d'Hendaye, le château de Fontarabie leur envoya, en guise d'adieux, une volée de dix coups de canon. Personne, heureusement, ne fut blessé par ces décharges, mais une d'elles endommagea sérieusement le clocher de l'église.

Pour la seconde fois Pierre de Chibau dut se transporter à Hendaye et informer encore sur ces nouveaux excès (1).

Cette deuxième enquête fut suivie d'une longue série de conférences internationales, durant lesquelles les délégués français et espagnols prirent l'habitude de se réunir dans l'île des Faisans. Nous savons déjà que ce long différend, réservé dans le Traité des Pyrénées, ne fut aplani et réglé qu'en 1683.

Une affaire d'une autre nature appela Pierre de Chibau à Saint-Jean-de-Luz au mois de novembre 1627. Le roi avait ordonné des travaux importants pour la création d'un port au Socoa et l'amélioration de la barre entre Ciboure et Saint Jean-de-Luz. Il avait ordonné aussi de construire dans ces deux communes quatre navires de guerre. Le lieutenant de Labourd fut commissionné par le Conseil de Sa Majesté pour examiner l'état de ces travaux et évaluer les dépenses qu'ils avaient exigées. Il se fit assister pour exécuter cette commission par deux charpentiers de navires et par m^e Louis de Millet, ingénieur du roi en la ville et gouvernement de Bayonne. Il constata que les travaux étaient fort avancés ; que les navires de

(1) Manuscrit de M. Détrouat. *Différend entre les rois de France et d'Espagne pour la rivière d'Andaye.*

guerre étaient au nombre de deux grands de 500 tonneaux chacun et de deux petits de 150 tonneaux chacun ; que chacun des petits représentait 10,000 livres de dépenses et chacun des grands, une fois équipés, 30,000 livres (1). Ces chiffres font voir l'importance que Saint-Jean-de-Luz et Ciboure avaient à cette époque.

De son mariage avec Louise de Haïtce, Pierre de Chibau n'avait eu que des filles : *Etiennelle*, mariée à Mathieu Dolives ; *Marie*, épouse de Martin d'Aguerre, et *Jeanne*, religieuse au couvent des Ursulines à Bayonne-St-Esprit. Cette situation de famille nous est révélée par un acte de Haran, notaire à Bayonne, du 28 juin 1641 (2).

Il est dit dans cet acte que Pierre de Chibau et son épouse, demoiselle Louise de Haïtce, décédée, ayant marié leur fille, Marie, à sr Martin d'Aguerre, écuyer (fils de Pierre d'Aguerre, écuyer, seigneur dudit lieu (3) et de damoiselle Suzanne de Garat, conjoints), avaient promis à leur gendre d'Aguerre une constitution dotale pour le paiement de laquelle m^e Mathieu Dolives, lieutenant général au bailliage de Labourd, gendre lui aussi des Chibau de Haïtce, s'était porté caution. La dot n'ayant été payée qu'en partie à Martin d'Aguerre, l'acte dont s'agit a pour objet d'en assurer le paiement intégral.

Cet acte nous fait voir qu'en l'année 1641, Pierre de Chibau vivait encore, mais avait cessé précédemment de remplir sa charge. Il l'avait probablement résignée en faveur de son gendre, car ces résignations volontaires en faveur d'un parent ou d'un allié étaient fréquentes à

(1) *Procès-verbal du 19 novembre 1627*. Archives de Bayonne, EE. 56, p. 6.

(2) Étude actuelle de M^e Haulon, à Bayonne.

(3) L'ancienne maison noble d'Aguerre existe encore à Monguerre ; elle ne paraît pas antérieure au XVII^e siècle.

cette époque. Chibau fut le premier lieutenant qui se fit assister d'un assesseur criminel.

AUGER DE SÉGURE, assesseur criminel au bailliage de Labourd, termine une série nombreuse de bourgeois bayonnais, qui se distinguent tous et se signalent à l'attention par les emplois divers qui leur furent confiés. Je rappellerai d'après nos vieux registres municipaux :

Johan Peritz de Segure, nommé clerc de ville en 1483, malgré la compétition d'Adam Diuhurrutsu.

Saubadon de Segure, clavier de la corporation importante des *faures*, ou des forgerons, conseiller de ville en 1488.

Michel de Segure, armateur pour Terre-Neuve, échevin, capitaine de quartier (1515-1519).

Jehan de Segure, échevin, lieutenant du Sénéchal des Lannes au siège de Bayonne (1517-1522).

Saubat de Segure, échevin, trésorier de la ville, et ensuite clerc-assesseur de 1530 à 1563.

Jean de Segure, licencié en droits, avocat, procureur-syndic du Corps de ville (1565-1582).

Bertrand de Segure, échevin en 1569, *fabriqueur* de la Cathédrale.

Et enfin *Auger* de Segure, avocat, assesseur criminel au bailliage de Labourd.

Il est probable que cette adjonction d'un assesseur au lieutenant du bailliage fut motivée par le nombre considérable des procès de sorcellerie, qui se multiplièrent si étrangement à cette époque. Dans une délibération du 19 janvier 1609, les échevins de Bayonne décident que plusieurs femmes arrêtées et emprisonnées sous cette accusation, seront remises à m^e Auger de Segure.

Sur la remontrance faite par le scindic que m^e Auger de Segure, assesseur criminel au baylage de Labourd, avoit prié lesdits sieurs de lui permettre de mettre quelques femmes accusées de sorcellerie en leurs prisons ordinaires, ce qu'ils lui auroient accordé parce qu'il promist de les relaxer des dites prisons pendant les festes de Noel dernier passé, ce qu'il n'a tenu ni voulu faire, quoy qu'il en ait esté semoncé : — Fut ordonné que ledict de Segure sera sommé de tirer ces prisonnières hors desdictes prisons ordinaires, par tout le jour ; et aultrement protester qu'il y sera procédé ainsy que de raison. (*Arch. de Bayonne*, BB. 18, p. 12).

Tous ces procès se terminèrent par une Commission royale donnée au président Despagnet et au conseiller de Lancre, appartenant tous les deux au parlement de Bordeaux. Et quand, plus tard, ces Commissaires quittèrent le pays de Labourd, la charge d'assesseur criminel ne paraît pas avoir été maintenue. Il faut en effet remarquer que, soit dans l'enquête de 1617 faite à Hendaye, soit dans son procès-verbal de 1627, à Saint-Jean-de-Luz, Pierre de Chibau prend les titres de « conseiller du Roy, lieutenant général, *civil et criminel*, au pays et bailliage de Labourd. » On peut en conclure qu'il avait repris la plénitude de ses fonctions judiciaires. D'ailleurs dans un acte de baptême de 1625, relaté ci-dessous, Auger de Segure est simplement qualifié *avocat*, sans aucune autre mention.

MATHIEU DOLIVES, gendre de Pierre de Chibau, était lieutenant de Labourd dès l'année 1640, comme nous l'avons vu plus haut (1).

(1) *Registres paroissiaux d'Ustaritz* : 14 septembre 1638. Baptême de Catherine Dolives, fille de Mathieu Dolives et de demoiselle Etienne de Chibau. Parrain : m^e Pierre de Chibau, lieutenant général du bailliage de Labourd. Marraine : Catherine du Martin, ayeule paternelle. — 23 octobre 1640. Baptême de Catherine

La famille Dolius ou Dolives commence à paraître à Bayonne dans les dernières années du XVI^e siècle, au moment où les résultats de l'ouverture du Boucau, de l'amélioration du port, des armements pour Terre Neuve, de l'extension du commerce avec la Hollande, la Norwège et les Pays du Nord amenèrent dans notre ville une période de réelle prospérité. Beaucoup de fortunes particulières s'élevèrent à cette époque, produites par l'activité du négoce, et le succès des affaires. Des familles inconnues surgirent de l'ombre, grandirent très vite, et se placèrent au premier rang. La famille Dolius fut une de celles-là.

Elle avait pour auteur Laurens Dolius, garde particulier de la Monnaie, à Bayonne, vers l'année 1565. Il devint échevin en 1570, et il eut au moins deux fils, *Mathieu* et *Jean le Bon*. A côté de ceux-ci on trouve encore *Pierre Dolius*, qui était probablement un troisième frère. Mathieu se maria à Domengine Dithurbide ; Jean le Bon à Catherine du Martin ; et Pierre à Jeanne Darguibel (1).

Le nom de cette famille s'écrivit successivement Dolius, Doliues et Dolives. J'adopterai cette dernière orthographe, puisqu'elle a fini par prévaloir.

Les frères Dolives suivirent la carrière du commerce et prirent place rapidement dans la haute bourgeoisie bayonnaise. De 1595 à 1620, on en voit toujours un faire partie du Corps de ville. Mathieu fut même lieutenant de Maire de 1607 à 1609 (2).

Il est inutile d'énumérer les enfants et les descendants

Dolives, fille de M^e Mathieu Dolives, *lieutenant général de Labourd*, et de damoiselle Etienne de Chibau. Parrain, sieur Laurens Dolives. Marraine, Catherine de Chibau, tante maternelle

(1) Archives de Bayonne, série GG. *passim*.

(2) Archives de Bayonne, BB. 17.

nance, dont le XVII^e siècle nous offrira des exemples nombreux, résultats directs de la vénalité des offices. Nous voyons déjà les charges publiques, considérées comme propriétés privées et partagées entre parents, absolument comme des biens fonds ou des capitaux. Nous savons, d'ailleurs, que Micheau de Sossiondo était gendre d'André de Lasserre, *en son vivant* lieutenant du sénéchal (1). Il semble donc qu'à défaut de fils, c'était ce gendre qui aurait dû recueillir sa charge. Pourquoi donc la laisse-t-il à Sorhaindo ? Et pourquoi prend-il la lieutenance de Labourd que Sorhaindo avait tout d'abord convoitée ? Tout cela ne peut s'expliquer que par des convenances personnelles. Et si l'on voit très bien pourquoi Sorhaindo aimait mieux être lieutenant à Bayonne, Sossiondo ne pouvait avoir qu'un motif pour préférer la lieutenance d'Ustarits, le désir de remplacer son frère décédé.

Je donne ici le commencement d'un procès-verbal, qui nous le montre dans l'exercice d'une fonction tout à fait spéciale au lieutenant de Labourd, c'est la présidence du Bilçar d'Ustarits.

« Aujourd'hui, vingt quatriesme jour du mois de janvier mil cinq cens quatre vingtz quinze, estans nous, Micheau de Sossiondo, licentié ez droictz, lieutenant général civil et criminel, par autorité royale, au païs ou bailliaige de Labourd, en la paroisse d'Ustaridz, au parquet et audictoire où les causes ordinaires dudict bailliaige ont accoustumées estre expédiées ; estans illec assamblés en plain bilsarre à la manière accoustumée (les abbés et

(1) Testament de Guillaume de Castetnau, dont une fille, *Laurencine*, était mariée à André de Lasserre. — Ce testament, conservé aux Archives de Bayonne, série II. 22, a péri dans l'incendie du 31 décembre 1889. Il n'en reste qu'une copie faite par le regretté M. Charles Bernadou, membre de la Commission municipale des Archives.

députés dudit pais), tractans et comuniquans des affaires communs des paroisses du dict bailliaige, etc. » (1).

Cette même année (1595), à l'exemple de ses prédécesseurs, Sossiondo eut à s'occuper du ravitaillement du Labourd, en vue de procurer aux habitants les provisions qui leur étaient nécessaires :

Voyant lesdicts sieurs (du Conseil, de Bayonne), la grande disette des bleds qui est en ceste Basse Guyenne, et que la raison vouloit que ceulx qui sont tenus d'ayder et secourir ceste ville, fussent privilégiés devant tous aultres, principalement ceulx du pays et bailliaige de Labourt, envoyèrent quérir M. Maitre Michel (*sic*) de Sossiondo, lieutenant audict bailliaige, et luy remonstrèrent avoir délibéré de (faire) participer ceulx dudit pays de Labourt, du peu de grains qui estoient en ceste ville, *quoyque les voisins d'icelle fussent au pain party*. Et prièrent ledict lieutenant de faire venir les abbés des parroisses pour leur faire part du peu de grain qu'il y a en ceste ville, afin que lesdicts abbés le puissent distribuer, chacun en sa parroisse. Ce que ledict lieutenant promist faire.

Fust permis aux abbés des parroisses de Labourt, la traite de deux mille conques de bled, pour estre distribués par chacun desdicts abbés en sa parroisse : sçavoir est, deux cens conques froment, sept cens conques seigle, et les douze cens conques restans bailharge (2). Et pour distribuer ledict bled furent commis de Crutchette et Dibusty, jurats (3).

J'ai déjà dit combien était grande la pauvreté du pays de Labourd, et combien il avait à souffrir de la pénurie

(1) Archives de Bayonne, EE. 17, p. 46. Ce procès-verbal est le plus ancien qui nous soit parvenu des séances du Bilçar. Je le reproduirai en entier, quand j'étudierai plus tard l'assemblée d'Ustarits.

(2) *Bailharge*, espèce d'orge (Ducange).

(3) Archives de Bayonne, BB. 15, p. 176-177. — 7 et 21 avril 1595.

offices ; et le parlement de Bordeaux nomma des arbitres qui firent cette évaluation.

Dolives fit appel de la sentence arbitrale ; cet appel traîna en longueur et le procès ne fut terminé qu'en 1687 par une transaction passée devant Habans, notaire royal.

Mathieu Dolives n'eut pas de fils. Une de ses filles se maria avec Auger (ou Ogier) de Lalande, qui devint après ce mariage lieutenant criminel au bailliage de Labourd. Ces faits résultent de l'acte suivant conservé dans les Registres paroissiaux d'Ustarits :

« 4 novembre 1669 : Baptême de *Mathieu* de Lalande, né le 8 février 1668, fils de M^e Ogier de Lalande, lieutenant criminel au bailliage de Labourd et de Catherine Dolives, damoiselle. Parrain : M^e Mathieu Dolives, lieutenant général audit bailliage. Marraine : damoiselle Marie Regnault, épouse de M^e Jacques de Lalande, procureur du Roy au siège de Bayonne. »

AUGER DE LALANDE, lieutenant criminel de Labourd, était fils d'André de Lalande, maître des Ports à Bayonne et petit-fils de Jacques de Lalande, sieur de Luc et de Bériots, dont la fille Madeleine s'était mariée avec Adam Dolives, comme nous l'avons vu ci-dessus.

Auger était né à Bayonne le 5 mai 1625. Il avait pour mère dame Aimée d'Urtubie, sœur de Salvat d'Urtubie, bailli d'épée du Pays de Labourd. Son parrain était Auger de Segure, *avocat*, qui avait été précédemment assesseur criminel au bailliage d'Ustarits. Il avait un frère, Jacques, procureur du roi à Bayonne, qui épousa en premières noces dame Marie Regnault, et en secondes noces, damoiselle Claude d'Olce, nièce de Mgr d'Olce, évêque de Bayonne (1).

(1) Archives de Bayonne, Registres GG. 7 et 9.

Auger de Lalande eut plusieurs enfants, entre autres : *Mathieu*, que j'ai cité déjà, et *Jacques*, qui fut avocat à Ustarits, et dont nous aurons à parler tout à l'heure.

Sa femme mourut en 1690, ainsi que le constate cette mention des registres paroissiaux d'Ustarits :

« 17 décembre 1690 : Sépulture de Catherine Dolives, « damoiselle, fille de..... M. le Lieutenant. »

Ce texte nous fait voir que Mathieu Dolives était encore en fonctions à cette date. Il dut mourir bien vite après, car dès l'année suivante il était remplacé par son neveu.

PIERRE DE LARRE, lieutenant général de Labourd, était le fils, avons nous vu, de Marie Dolives, et le neveu de Mathieu Dolives, auquel il succédait.

Il était né à Bayonne le 17 septembre 1640, en même temps qu'une sœur jumelle, Catherine de Larre, et le 12 janvier 1679 il contracta mariage avec dame Marie Dutournier, déjà veuve, âgée de 30 ans. Il était alors avocat (1).

Il ne jouit pas longtemps de la magistrature qu'il venait d'obtenir ; et à peine nommé, il mourut victime d'une agression, dont ses fonctions modestes paraissaient devoir le préserver. Voici comment s'exprime sur ce fait le Livre des Sépultures de la Cathédrale :

« Le 28^e jour de janvier 1691, a esté enterré dans « l'église de céans M. M^e *Pierre de Larre*, lieutenant général au bailliage de Labourd, qu'il fust trouvé mort dans « sa chambre, apparemment d'un coup de pistolet, la « veille, à Ustaritz, en la maison du sieur de Lalande. — « Au convoi duquel assistèrent Dominique de Larre, son

(1) Archives de Bayonne, GG. 23.

l'équipement et le harnachement, car la sellerie date de quarante ans.

Avant de partir pour Bayonne, les cinq régiments de l'infanterie portugaise avaient été fondus en cinq régiments et un bataillon de chasseurs à pied. Le 4^e régiment, le 5^e et le bataillon de chasseurs à pied furent envoyés au siège de Saragosse. Le 22 avril 1808, Napoléon écrivait de Bayonne à Bessières : « Vous devez faire filer les régiments portugais sur Saint-Jean-de-Luz, en me prévenant de leur arrivée, afin que je connaisse leur direction, et que je les envoie se reposer dans les meilleurs pays du Languedoc. » En conséquence de ces ordres, la marche continua par Briviesca, Pancorbo, Miranda, Vittoria, Mondragon, Villafranca, Tolosa, Hernani, Irun, Saint-Jean-de-Luz, Bayonne, Peyrehorade, Orthez, Pau. Les 1^{er}, 2^e, 3^e régiments d'infanterie, ainsi que les deux régiments de cavalerie, dans lesquels fut incorporé l'escadron isolé des chasseurs à cheval, entrèrent en France le 1^{er} juin 1808. Les 4^e et 5^e régiments, ainsi que le bataillon de chasseurs, n'entrèrent, le 4^e régiment que le 11 juillet, le 5^e régiment et le bataillon de chasseurs, le 16 septembre 1808.

C'était une partie de ces troupes que l'empereur allait passer en revue le 1^{er} juin 1808. Le matin de bonne heure la population de la ville se porta sur les glacis. Le temps était très beau. Le 1^{er} régiment d'infanterie portugaise, fort de 800 hommes et de 45 officiers, était rangé en bataille, faisant très bonne figure avec ses hommes petits, basanés et lestes, mais robustes, et dont les armes, sinon l'habillement, étaient en très bon état. Ensuite se trouvait déployé un bataillon de fusilliers de la garde, en grande tenue, puis venait le 3^e régiment de cavalerie portugaise.

L'empereur, qui était accompagné du maréchal Berthier, du général Duroc et de plusieurs officiers d'ordonnance, mit pied à terre devant le 1^{er} régiment portugais, et fut reçu par le général Pamplona, commandant la première brigade d'infanterie entrant en France. Il passa lentement sur le front de ces nouveaux auxiliaires, fit ouvrir les rangs et les examina longuement. Lorsque la revue fut terminée, le général Pamplona fit manœuvrer les Portugais à la grande satisfaction de tous et même de l'empereur, qui parut content de la justesse et de la rapidité de leurs mouvements ; lorsqu'il fallut défilér, les régiments portugais prirent la tête, et furent suivis par les fusilliers de la garde. Les troupes suivirent le chemin de Marrac, où, par ordre de l'empereur, la garde impériale devait offrir un banquet à ses nouveaux camarades, sur l'esplanade où se dressaient ses tentes. Là, sur un vaste espace, de longues tables avaient été placées, et avec l'ingéniosité naturelle aux soldats français, richement décorées de guirlandes de feuillages et de fleurs. La musique des grenadiers joua pendant le repas, qui fut aussi gai que possible, mais sans désordre, car les fusilliers de la garde attendaient à chaque instant la visite de l'empereur, et la sobriété ordinaire des Portugais ne leur permettait pas de faire d'excès d'aucune sorte.

Ces derniers se mirent bientôt à danser leurs danses nationales avec cette grâce et cette agilité commune à tous les peuples de la Péninsule, et aux acclamations et aux applaudissements de leurs nouveaux camarades. Napoléon parut enfin, accompagné du major-général, du général Duroc et d'une petite suite d'officiers. Il portait, sans doute pour faire honneur à ses nouveaux alliés, l'uniforme des grenadiers de la garde, et avait le cordon

rouge de la Légion d'honneur sur un gilet blanc. Il passa lentement entre les tables, au milieu des soldats qui s'étaient levés et qui le saluaient. Il parla à quelques-uns d'entr'eux et ne tarda pas à s'éloigner, sachant que sa présence interrompait leurs jeux. Il fut rejoindre l'impératrice qui, avec quelques unes de ses dames, s'était avancée jusqu'aux derniers arbres du parc, et contemplait de loin cette scène historique.

Vers deux heures, le régiment portugais reprenait ses rangs et rentrait en ville. Pendant ce temps que devenait Bayonne, surchargée de logements militaires, une lettre du maire va nous l'apprendre. Il pria le général Sol, commandant d'armes, de prendre les mesures nécessaires pour éviter la confusion. Il lui disait que le 3^e régiment de cavalerie portugaise, qui venait d'arriver, avait un effectif qui n'était pas connu, que le 1^{er} régiment d'infanterie avait 800 hommes et 45 officiers. Il y avait en outre, à Bayonne, un régiment de lanciers polonais dont les chevaux occupaient les écuries de la ville, et quelques-uns d'entr'eux étaient même au bivouac. En outre, tant en mulets de transport que de bât, ou chevaux du train, leur nombre dépassait 400. Les personnes de la suite de l'empereur occupaient un grand nombre de logements, ainsi que les gens de son service, et les officiers en très grand nombre appartenant aux corps de troupes. Il ne restait de disponible que huit logements d'officiers de premier rang, et dix-sept d'officiers inférieurs. On en demandait au moins onze nouveaux, ce qui réduisait les vacants à quatorze environ. Or, les deux corps portugais qui venaient d'arriver en exigeaient 45 pour l'infanterie, sans compter ceux nécessaires à la cavalerie. Heureusement pour les Bayonnais, le lendemain même ils partirent

pour Peyrehorade. Le soir le général Pamplona fut retenu à dîner par l'empereur, et comme il parlait très bien français, Napoléon passa une partie de la soirée à causer avec lui. Cependant les désertions et les hôpitaux réduisirent tellement la petite armée du marquis d'Alorna pendant sa traversée en Espagne, que 3,240 soldats seulement arrivèrent à Bayonne. Les cinq régiments d'infanterie étaient commandés : le 1^{er} par le colonel Joachim d'Albuquerque de Saldanha ; le 2^e par le colonel D. Thomas, marquis de Ponte-Lima ; le 3^e par le colonel Freyre Pego ; le 4^e par le colonel Botello Alraso, comte de San Miguel, et le 5^e par le colonel de Vasconcellos. Napoléon, qui les passa tous en revue, dit à l'aide de camp de l'empereur de Russie, qui se trouvait avec lui : « Ce sont des hommes du Midi, ils ont de la passion, j'en ferai une excellente infanterie. » Le lendemain 2 mai, le marquis d'Alorna, qui commandait en chef les troupes portugaises, arriva à Bayonne et fut reçu par l'empereur.

Bientôt après ces troupes furent formées en une légion portugaise composée de 5 régiments d'infanterie, 2 régiments de cavalerie, 1 batterie d'artillerie, et en 1812 1 bataillon de pionniers armés et équipés comme les pionniers français.

Napoléon qui, dans une de ses lettres, se disait excessivement content des Portugais qu'il avait vus à Bayonne, voulut faire changer leur uniforme. Ils perdirent par conséquent le bleu de ciel qui était la couleur nationale, pour prendre l'uniforme suivant : habit-veste brun capucin, revers, collet, parements et retroussis rouge, liseré de blanc, pantalon brun à bandes rouges, shako garni sur le devant d'une plaque de feutre dépassant la hauteur du shako de 60 millimètres environ ; plumet et épaulettes

rouges pour les grenadiers, plumet vert et rouge, épau-
lettes jaunes pour les chasseurs ; pattes d'épaulettes lise-
rées de rouge, pompon pour les compagnies du centre,
boutons blancs.

Les chasseurs à cheval avaient l'habit pareil à celui de
l'infanterie ; le pantalon par dessus la demi botte ; ils
portaient un casque en cuir vernissé avec chenille. L'arme-
ment et l'équipement étaient ceux de la cavalerie légère.

Les Portugais se conduisirent bien pendant les guerres
de l'Empire. En 1809 le major de Cathelin, qui comman-
dait un bataillon de marche de la légion portugaise,
écrivait qu'au moment de leur départ les soldats étaient
fournis d'effets neufs, mais qu'il était sûr qu'avant moitié
route, ils auraient tout vendu : « Le sac d'un Portugais ou
d'un Espagnol, ressemble au tonneau des Danaïdes ; les
punitions ne sont pas capables de les contenir. A la
guerre ils se battent bien, mais en garnison ils sont détes-
tables. »

Un moment Napoléon songea à employer la légion por-
tugaise dans la Péninsule, mais il se ravisa bientôt et
seulement un certain nombre d'officiers supérieurs furent
attachés à l'état-major de Masséna.

Avec les autres corps de troupes au service de la France,
les Portugais furent désarmés en 1813, après la campagne
de Saxe. Lorsqu'après la chute de Napoléon les Portugais
rentrèrent dans leur pays, un certain nombre d'entr'eux
obtinrent de rester en France, où ils s'établirent et exer-
cèrent des industries diverses.

UN OFFICIER DU GRAND QUARTIER GÉNÉRAL

Les rédacteurs de Mémoires militaires. — Le général Lejeune. — Un officier du grand état-major général. — Première entrée en Espagne. — En poste. — A la suite de l'empereur. — Le siège de Saragosse. — Retour en France. — Une mission périlleuse. — Pris par les guérillas. — Un Bayonnais à la retraite de Russie.

Plusieurs officiers ayant appartenu au grand quartier général de Napoléon ont écrit des Mémoires ou des Souvenirs. Soit qu'ils fussent attachés au prince Berthier ou aux aides de camp généraux de Napoléon, les uns et les autres ont légué à leurs enfants des écrits du plus grand intérêt et dont les historiens profitent très largement. Parmi ces officiers, qui tous arrivent aux grades supérieurs, on peut citer : Castellane, aide de camp du général Mouton ; Paulin, aide de camp du général Bertrand ; Lejeune, colonel du génie à l'état-major de Berthier. Mais à l'exception de Castellane, peu d'entr'eux nous donnent des renseignements précis sur le grand quartier général, sur son administration et son fonctionnement, si bien que, quoique cette époque soit encore très rapprochée de nous, on ne sait que bien peu de choses sur cet organe essentiel des succès du grand capitaine. C'est là un sujet que nous aborderons prochainement, autant du moins que nous le permettront les quelques renseignements qu'il nous a été donné de recueillir.

Le général Lejeune fit toute sa carrière au grand état-major du prince de Neufchâtel, et quoique ses *Mémoires* soient assez précieux pour avoir été dernièrement réimprimés par M. M. G. Bapst, il est loin de jeter une vive

lumière sur le sujet duquel nous venons de parler. Aussi nous contenterons-nous de dire ici ses différents passages dans notre pays, pendant les diverses missions dont il fut chargé par ses illustres patrons.

Après la campagne de Pologne, Lejeune reçut l'ordre de se rendre en Espagne, et partit de Paris avec ses chevaux et ses équipages. Quoiqu'il ne le dise pas dans ses *Mémoires*, il dut accompagner le grand quartier général qui se rendait à Burgos et passa par Bayonne au commencement du mois de mars 1808.

Ce fut pendant qu'il était dans cette ville qu'il vit l'épée de François 1^{er}, qu'un officier de ses amis portait à Napoléon de la part du prince Murat. Ce fut aussi là qu'il vit le prince des Asturies se rendant à Bayonne au rendez-vous donné par l'empereur. Il assista à un commencement d'insurrection qui eut lieu à Burgos, enfin il reçut l'ordre de se rendre à Bayonne auprès de l'empereur.

Il partit à l'instant même à franc étrier, et ne mit que ving-trois heures à traverser les cent dix lieues qui le séparaient de Bayonne. Aussitôt arrivé, le prince Berthier le conduisit à l'empereur, qui lui dit : « Je sais que vous aimez Bernadotte, et je vous ai choisi pour lui porter une nouvelle qu'il accueillera avec plaisir. Par suite des démêlés qui existent entre Charles IV et son fils, j'ai accepté leur abdication au trône d'Espagne en faveur de mon frère Joseph, roi de Naples ; aillez l'annoncer à son beau-frère Bernadotte, qui en sera flatté. Vous annoncerez cette même nouvelle au marquis de la Romana, ainsi qu'aux troupes espagnoles sous ses ordres, et vous leur direz qu'ils auront en mon frère un roi attentif à mériter leur amour, à s'occuper de leur fortune et de leur gloire ; dites-leur, enfin, tout le bien que je pense de mon frère. Berthier vous donnera les dépêches. »

« Une heure de repos ! c'était bien peu pour un homme fort maltraité par un premier voyage à franc étrier. N'importe ; c'était assez pour aller nager un moment dans l'Adour et prendre un repas qui rétablît mes forces, pendant que l'on préparait la voiture légère où j'allais m'enfermer huit jours et huit nuits pour me rendre de Bayonne au fort du Juntland, occupé par l'armée de Bernadotte. »

Lejeune accomplit assez rapidement sa mission pour revenir à Bayonne y retrouver l'empereur avant que celui-ci eut quitté notre ville. Il ne dit rien de ce qu'il fit jusqu'au moment de sa rentrée en Espagne avec le grand quartier général. Sa réception fut toute autre qu'elle ne l'avait été la première fois.

« Ma rentrée dans Irun, dit-il, à la suite de l'empereur, fut bien différente de ce qu'avait été mon arrivée à mon premier voyage, lorsque je croyais le précéder. L'*alcalde*, alors, et les *corrégidors*, étaient venus m'accompagner dans le meilleur logement de la ville, où ils m'avaient offert un repas et un lit excellent, après m'avoir fait voir l'arc de triomphe et l'hôtel préparé pour l'empereur. Cette fois j'arrivais par une nuit noire, à onze heures du soir, dans une ville encombrée de troupes, où je ne trouvai ni logement, ni écurie, ni abri, ni fourrage pour mes chevaux, et où le matin, au point du jour, je m'aperçus que l'objet par trop dur sur lequel j'avais pu m'étendre la nuit pour prendre un peu de repos, était un de ces amas de terreau desséché que les pauvres ramassent avec soin sur les pas des chevaux, le long des routes, pour fumer quelques mètres carrés de terre. »

Il accompagna l'empereur dans sa rapide campagne et fut envoyé assister au siège de Saragosse, que personne

n'a mieux décrit que lui au point de vue pittoresque et anecdotique. Tous les détails en sont soignés avec le talent d'un artiste, et nous n'en prendrons pour preuve que ce récit du défilé de la garnison de la capitale de l'Aragon, après un siège qui allait devenir célèbre dans l'histoire.

« Le 21, à la pointe du jour, tous les postes extérieurs de la ville étaient occupés par les Français. A midi, notre armée, peu nombreuse, mais imposante pourtant par sa belle tenue, était rangée en bataille, mèche allumée, faisant face à l'Ebre, sur la route d'Aragon ; elle avait ses réserves bien placées pour les cas d'événements. La colonne espagnole sortit d'abord, en ordre, avec ses drapeaux et ses armes. Jamais peut-être un spectacle plus triste et plus touchant ne vint affliger nos regards. Treize mille hommes malades, portant dans le sang le germe de la contagion, et tous d'une maigreur hideuse, la barbe longue, noire et négligée, et ayant à peine la force de soutenir leurs armes, se traînant lentement au son du tambour. Leurs vêtements étaient sales et en désordre. Enfin, tout en eux retraçait le tableau de la plus affreuse misère. Un sentiment d'orgueil et de fierté indéfinissable perçait encore à travers les traits de leurs visages livides, tout noircis par la fumée de la poudre, et sombres de colère et de tristesse. La ceinture espagnole de couleur vive dessinait leur taille, le large chapeau rond surmonté de quelques plumes de coq noir ou de vautour, ombrageait leur front, et le manteau brun ou la couverture de mulet, jeté négligemment sur tous ces costumes variés d'Aragonnais, de Catalans, de Valenciens, donnaient encore de la grâce et presque de l'élégance à leurs vêtements déchirés dans de si nobles fatigues, et aux haillons rembrunis dont ces spectres vivants étaient couverts. Leurs femmes

et leurs enfants en pleurs, qui encombraient les rangs, se tournaient fréquemment vers la madone, qu'ils imploraient encore. Au moment où ces braves déposèrent les armes et nous livrèrent leurs drapeaux, beaucoup d'entr'eux exprimèrent un violent sentiment de désespoir. Leurs yeux étincelaient de colère, et leurs regards farouches semblaient nous dire qu'ils comptaient nos rangs et qu'ils regrettaient vivement d'avoir faibli devant un si petit nombre d'ennemis. Ils partirent pour la France, et Saragosse était conquise. »

Le soir même de la capitulation, qui eut lieu le 21 février 1809, Lejeune partit à franc étrier pour aller rejoindre sa voiture à Bayonne et porter à l'empereur la nouvelle de la prise de Saragosse. Quoique les chemins fussent inondés de guérillas, il parvint à destination sans accidents.

Malheureusement les *Mémoires* de Lejeune, rédigés de longues années après les événements, ne sont pas toujours d'une exactitude rigoureuse. Pour ne citer qu'un fait entre cent, nous nous contenterons de dire que ce ne fut pas à Paris que Napoléon fit grâce de la vie au marquis de Saint-Simon, mais bien à Madrid, après la prise de la capitale de l'Espagne, ainsi que nous l'avons déjà raconté.

Mais bientôt allait commencer la mission la plus importante qui devait être confiée au colonel Lejeune, car il avait obtenu ce grade après la campagne de 1809. Ce fut le 14 février 1810, qu'il reçut l'ordre du prince Berthier de se rendre le lendemain même aux Tuileries, où l'empereur voulait lui parler.

Le 15, à l'heure qui avait été fixée, l'aide de camp de service l'introduisait dans le cabinet de Napoléon, qui était déjà en uniforme et était prêt à sortir. Il lui dit sans

préambule : « Il y a longtemps que je n'ai vu l'Espagne ; j'en reçois difficilement des nouvelles ; partez pour aller trouver mon frère. Rappelez-lui qu'avec les forces que j'ai mises à ses ordres, il doit me seconder énergiquement. Insistez sur ce point. Informez-vous des dispositions du pays et des besoins de l'armée. Voyez les troupes. Voyez le maréchal Soult, les maréchaux, les généraux. Dites à Dorsenes, à Burgos, de se défier de N. N..... Il devra rendre compte au duc d'Istrie de ce qu'il apprendra. Vous irez à Grenade, vous verrez l'armée de Sébastiani, vous direz à ce général de faire transporter le plus qu'il pourra de mercure des mines d'Almaden dans les magasins de Malaga. J'envoie exprès une frégate à Malaga pour chercher ce mercure, dont la France commence à manquer. L'on mettra tout le secret possible dans cette opération, pour que la croisière anglaise ne gêne pas le retour. Visitez l'arsenal de Séville ; pressez le siège de Cadix. Voyez tout en détail, personnel et matériel ; prenez note de tout ; revenez sans perdre de temps, et faites que je croie avoir vu lorsque je vous aurai parlé. Passez au Luxembourg prendre les commissions de ma belle-sœur pour son mari, et partez de suite. Berthier vous donnera ses dépêches. Puis en me congédiant, l'empereur ajouta gracieusement : Allez-y chercher vos étoiles. »

Le colonel Lejeune fit ses dispositions de départ. Il alla chez la reine d'Espagne chercher ses lettres pour le roi Joseph, reçut les ordres du major général, remplit d'or la ceinture de son valet de chambre William, et le soir même se mit en route pour Bayonne.

Dans notre ville il laissa sa voiture pour continuer son voyage à cheval. Le baron de Soulages et M. Clouët, deux de ses amis et officiers du génie, retournant auprès du

maréchal Ney, voulurent l'accompagner, et ils partirent pour Tolosa.

Il fallait traverser toute l'Espagne en feu. Partout des guérillas, partout des coups de fusil, des attaques imprévues. A Ségovie, il trouva le comte de Tilly qui vivait sous la loi d'une belle Piémontaise, laquelle ne manquait pas de donner avis aux chefs de bande du départ des convois et des courriers. Nous ne suivrons pas, d'ailleurs, le colonel Lejeune dans son long voyage en Andalousie, où il accomplit la mission de laquelle il avait été chargé par Napoléon. Mais à son retour il fut pris par la bande du Médico, Don Juan Madalea, et son escorte massacrée. Lui-même ne dut la vie qu'à un miracle. Le Médico réussit à le protéger, et après des aventures sans nombre, il fut envoyé prisonnier chez les Anglais, à Lisbonne, et de là à Londres.

Il réussit cependant à s'évader et rentra à Paris assez tôt pour faire la campagne de Russie. Promu général de brigade il fut envoyé, au commencement de la retraite, comme chef d'état-major du corps du maréchal Davout, et ce ne fut pas sans récriminations qu'il se décida à servir sous cet illustre chef, dont l'exigence était devenue proverbiale.

De cette longue et douloureuse retraite si bien racontée par le général Lejeune, nous ne retiendrons qu'un seul fait, car il intéresse directement notre citée. C'était à Vilna, et le général se rendait au devant du maréchal Davout et des généraux Haxo et Gérard, qu'il introduisait en ville par une voie facile qu'il avait découverte. « En me rendant vers eux, dit-il, je retrouvai dans le faubourg, à l'endroit où je l'avais laissé une heure auparavant, un jeune officier d'artillerie qui venait d'être amputé d'un

bras. Je lui avais proposé de me suivre pour l'aider à traverser l'encombrement ; il m'avait remercié en me disant qu'il avait promis à un soldat, son domestique, de l'attendre à l'entrée du faubourg. Je n'insistai pas ; mais lorsque, après plusieurs heures, je le retrouvai encore à la même place, je le pressai de questions en lui faisant observer combien il y avait d'imprudence à rester stationnaire par un froid si meurtrier : « J'en conviens, dit-il, mais Georges, mon soldat, mon fidèle serviteur, c'est mon frère de lait. Depuis que je suis à l'armée et depuis que je suis blessé, il m'a donné cent preuves de dévouement. Ma mère ne serait pas plus attentionnée que lui. Il était souffrant, je lui ai promis de l'attendre, et j'aime mieux mourir ici que de manquer de parole. » Vivement touché de ce dévouement fraternel, dans un temps où il restait à peine au plus grand nombre le sentiment instinctif de sa propre conservation, je n'osai pas lui communiquer mes craintes sur son malheureux frère de lait, qui pouvait être mort de froid ou avoir été fait prisonnier, et je me bornai à lui demander son nom, son âge et son pays. « Je suis de Bayonne, je m'appelle Arthur de Birasaye, et j'ai vingt-deux ans. » Je n'ai plus revu cet officier ; en passant à Bayonne, il y a quelques années, j'appris qu'il n'y avait pas reparu.

Le général Lejeune parvint à se sauver, et après avoir touché barre à Paris, repartit pour faire la campagne de Saxe. Il fut fait prisonnier à Dresde avec le corps d'armée commandé par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et ne revint en France qu'après la chute de Napoléon.

UN GÉNÉRAL MALHEUREUX

Un lieutenant de Wellington. — Sir John Hope. — Sa bravoure. — Jugement de Wellington. — Sous les murs de Bayonne. — Etats de service. — Le 14 avril 1814. — La grande sortie. — Hope fait prisonnier. — Diverses versions. — Le général Hope est conduit à la citadelle. — Les voltigeurs du 82^e. — Le lieutenant de vaisseau Bourgeois. — L'adjutant Pigeon.

Un général en chef commandant une armée de siège, ble-sé et pris par une sortie de la garnison est un fait qui n'est pas commun. Nous ne savons même pas si un événement de ce genre peut être relevé dans l'histoire des guerres modernes, et ce fut pourtant ce qui arriva au général Hope, que Wellington avait chargé du blocus et de la prise de Bayonne, avec une importante fraction de l'armée d'invasion.

C'est à sa bravoure excessive et pour ainsi dire à sa témérité que le général anglais dut le retour de cette fortune de guerre. Le chef de l'armée de blocus, sir John Hope, plus tard comte de Hopetown, qui avait relevé sir Thomas Graham du commandement de l'aile gauche de l'armée était second sous lord Wellington. Au combat qui eut lieu au château de Baroillet, appartenant au maire de Biarritz, sir John Hope, à cheval à la tête de quelques cavaliers, chargea les Français avec la plus grande intrépidité. Il reçut trois balles dans son chapeau et son cheval, grièvement blessé, eut juste la force de le porter hors du lieu du danger ; mais la charge avait été décisive.

Wellington avait une grande estime pour son lieutenant, et voici ce qu'il écrivit quelques jours après au colo-

nel Torens : « J'ai depuis longtemps conçu la plus haute opinion de sir John Hope, et je crois que tout le monde la partage, mais l'expérience de chaque jour me convainc de plus en plus de son mérite. Nous le perdrons cependant s'il continue à s'exposer au feu comme il l'a fait ces trois derniers jours. C'est un miracle vraiment qu'il ait échappé. Son habit et son chapeau étaient tous criblés de balles, outre la blessure qu'il a reçue à l'épaule. Il se met au milieu des tirailleurs sans s'abriter, comme ils le font, contre le feu de l'ennemi. Cela ne sert à rien, et j'espère que ses amis lui feront des représentations à ce sujet. J'en ai parlé à Macdonald, et je veux en parler moi-même à sir John Hope quand j'en trouverai l'occasion, mais c'est un sujet délicat. »

Quelques mots maintenant sur ce vaillant soldat. Au moment du blocus de Bayonne, le général Hope était âgé de 48 ans, étant né à Hopetown-House, le 17 août 1766. Il entra dans l'armée anglaise en qualité de cornette dans le 10^e régiment de dragons légers. Il franchit rapidement tous les grades jusqu'à celui d'adjutant-général, et fut blessé au Helder, en août 1799. Il fit l'expédition d'Egypte avec le général Abercrombie, et fut encore blessé à la bataille d'Alexandrie. En 1802 il était major général et gouverneur de Portsmouth. Il était avec sir John Moore en 1808, dans les campagnes de Portugal et de Galice contre Napoléon, et prit le commandement de l'armée anglaise après la mort du général en chef. Il réussit à sauver l'armée anglaise à la Corogne, et fut en cette occasion nommé chevalier de l'ordre du Bain. Envoyé de nouveau en Espagne en 1810, il en fut rappelé presque aussitôt pour prendre le commandement de l'Irlande. Il fut rejoindre Wellington dans la Péninsule, en 1813 ; la

guerre tirait à sa fin, les Français reculaient et allaient repasser la frontière. Hope commanda l'aile gauche anglaise à la bataille de la Nivelle, le 10 novembre; une attaque vigoureuse sur les avant-postes établis par les Français en tête de leurs retranchements sur la basse Nivelle, le rendit maître de la redoute d'Urrugne, et il s'établit sur les hauteurs, vis-à-vis de Ciboure, pour être en position de mettre à profit sur le champ tous les mouvements de la droite ennemie. Celle-ci, avec le reste de l'armée, se retira la nuit suivante sur Bidart, après avoir détruit tous ses travaux et tous les ponts de la basse Nivelle. Hope, avec la gauche anglaise, traversa la rivière le plus vite qu'il put et se mit à la poursuite de l'armée en retraite qui, de Bidart, s'était dirigée sur le camp retranché de Bayonne. Parti de Saint-Jean-de-Luz, il vint faire la reconnaissance de ce camp et des rives de l'Adour, et soutint plusieurs attaques désespérées des Français sans perdre de terrain. Après la traversée de l'Adour par l'armée alliée, il fut chargé par Wellington de la prise de Bayonne, et nous allons voir comment il éprouva l'humiliation suprême d'être fait prisonnier par la garnison de la ville qu'il devait prendre.

Ce fut au moment même de la grande sortie du 14 avril 1814, dont nous avons raconté les péripéties dans une étude précédente.

La colonne de gauche, composée du 1^{er} bataillon du 26^e, du 1^{er} bataillon du 70^e et du 1^{er} bataillon du 82^e de ligne, sous les ordres du commandant Vivien, de ce dernier régiment, déboucha par la redoute de Basterrèche, et franchissant à la course le ravin qui la séparait de l'ennemi, s'empara de la maison *Basterrèche*, de la crête qui la liait à celle de *Montaigu*, et de tous les retranchements au

répondit que c'était lui avec ses voltigeurs. J'ordonnai de continuer le feu et de faire conduire les prisonniers à la citadelle, ce qui fut fait. »

Quoi qu'en dise le lieutenant de vaisseau Bourgeois, l'adjudant Pigeon fut fait sous-lieutenant. Quant au général Hope, sa détention fut des plus courtes, la chute de Napoléon ayant entraîné la fin des hostilités ; il fut bientôt rendu aux troupes qu'il commandait.

LCXVII

LE GÉNÉRAL DE DIVISION BARON CONROUX DE PÉPINVILLE

L'église de Saint-Étienne. — Une épitaphe. — Le général Conroux de Pépinville. — Sa carrière militaire. — En Espagne. — La défense de la Nivelle. — La redoute de Sainte-Barbe. — La mort d'un brave. — Les armes d'un baron de l'Empire.

En entrant dans la jolie petite église de Saint-Étienne, on voit incrusté dans le pilier de gauche une plaque de marbre noir, où se trouve, en lettres dorées, l'inscription suivante :

« M. le baron Conroux de Pépinville, lieutenant général des Armées du Roy, commandeur de la Légion d'honneur, né à Douai le 17 février 1770, blessé mortellement au combat de Sare le 10 novembre 1813, et décédé au Saint-Esprit le lendemain.

« Soldats qui avez combattu avec ce brave, pleurez sa mort.

« L'Italie, l'Allemagne, la Prusse, la Pologne, l'Espagne, l'ont vu au premier rang des guerriers, leur donnant le plus noble exemple.

« France, tout son sang s'est épuisé pour ta gloire. Après 27 années de service et 22 campagnes, il a péri pour toi.

« Bon époux, bon père, ami sincère, il quittait tout pour ses devoirs. Il a laissé une épouse et cinq enfants ; plaignez leur sort. Sa veuve, retenue à la vie comme mère, est condamnée à des larmes éternelles.

« Metz, sa patrie, l'a vue vingt ans gémir de l'absence d'un époux adoré.

« Metz la verra mourir gémissant et pensant à lui.

« Cette tombe a été érigée par ses ordres.

« Fecit Dagelliés die 11^{mo} novembrii 1814. »

Voyons maintenant quel était ce général des armées de Louis XVIII le Désiré.

Nicolas Conroux, baron de Pépinville, né le 10 février 1770 à Douai, entra au service le 17 février 1786, dans le 6^e régiment d'artillerie, où son père, Germain Conroux, chevalier de Saint-Louis, était officier. Il passa comme sous-lieutenant dans le 58^e régiment d'infanterie le 22 août 1792, et lieutenant le 11 septembre suivant. Cette même année il se trouva au siège de Thionville. En 1793 il combattit à l'affaire d'Arlon avec la division commandée par le général Laage, et il prit part, en l'an II, à l'affaire de Kayserslautern, au déblocus de Landau, à la reprise, du Palatinat par le général Hoche, et à celle d'Arlon, par l'armée de la Moselle. Enfin, le 22 germinal an VIII, il fut nommé adjudant-général sur le champ de bataille, à l'affaire de Mondovi. Nous passerons rapidement sur ses campagnes pour en arriver à son entrée en Espagne en qualité de général de brigade. Il avait été fait commandeur de la Légion d'honneur par décret du 22 juin 1807. Le 31 juillet 1809, il fut promu au grade de général de

division, et le 26 mars 1810 il reçut l'ordre de se rendre à l'armée de Catalogne, d'où il alla prendre le commandement de la 2^e division du 9^e corps de l'armée d'Espagne. Il se trouva, le 5 mai 1811, à la bataille de Fuentes de Oñoro, où il fit preuve de capacité et de bravoure. Au mois de juin suivant il fut envoyé en Andalousie, mais son expédition n'eut d'autre résultat que de forcer les Espagnols à évacuer précipitamment leur camp de Niebla à l'approche des troupes françaises. Le 27 juillet 1811, il remplaça le général Leval dans le commandement de la 4^e division d'infanterie, et de la 3^e division de dragons. Le 31 mai 1812, le général espagnol Ballesteros passa la Guadalete entre Bornos et Arcos, et se porta sur le derrière de la position de Bornos, dans l'intention d'y surprendre les divisions aux ordres du général Conroux. Le 1^{er} juin, à six heures du matin, les Espagnols se trouvèrent en présence des troupes françaises. Ils commencèrent l'attaque par un feu très vif de mousqueterie ; mais quoique beaucoup plus nombreux que les Français, ils ne purent résister à l'impétuosité de leurs adversaires. Les 9^e léger, 96^e de ligne, un escadron du 5^e de chasseurs à cheval et un détachement du 2^e de la même arme, suffirent pour culbuter et repousser les Espagnols jusqu'au delà de Guadalete, après leur avoir tué un grand nombre de soldats, pris 600 hommes, 4 pièces de canon et 2 drapeaux. Chargé, en 1813, pendant le siège de St-Sébastien, de garder, avec sa division, le débouché de Sare, il y fut attaqué le 31 août, mais il se maintint à son poste et repoussa l'ennemi. Le 8 octobre, au moment où la division Conroux se préparait à passer la revue du maréchal duc de Dalmatie, les Espagnols vinrent l'attaquer à l'improviste et lui enlevèrent la redoute de Sainte-Barbe avant

que le général Conroux put arriver à donner des ordres. Mais lorsqu'il se fut mis à la tête de ses troupes, leur bonne contenance arrêta les progrès de l'ennemi. Le 20 du même mois, après un combat très opiniâtre, les généraux Conroux et Reille, à la tête d'une colonne de grenadiers, rentrèrent dans la redoute de Sainte-Barbe et s'y maintinrent. Le 10 novembre, le général Wellington débouchait avec un corps de 30,000 hommes derrière la montagne de la Rhune, et tomba sur la division Conroux qui défendait cette montagne, la redoute Sainte-Barbe et le camp de Sare. Après la résistance la plus vive, la redoute fut prise par les ennemis. Les troupes qui occupaient le sommet de la Rhune, voyant l'ennemi maître de ces retranchements, craignirent d'être forcés à leur tour, et, sans attendre d'ordre, elles abandonnèrent leur poste et descendirent dans la plaine ; le reste de l'armée française fut bientôt forcée de battre en retraite, les ouvrages de seconde ligne, construits en arrière d'Ascain, furent presque aussitôt enlevés par l'ennemi, et ce fut en les défendant avec le plus grand courage, que le brave Conroux tomba grièvement blessé d'une balle dans la poitrine. Transporté à Saint-Esprit, près de Bayonne, il mourut le lendemain, 11 novembre 1813. Son nom est gravé sur l'arc de triomphe de l'Etoile, côté Est.

Créé baron de l'Empire sous la dénomination de Pépinville par lettres patentes du 27 novembre 1808, il avait reçu les armoiries suivantes : écartelé aux 1^{re} et 4^e de sinople à trois étoiles d'argent ; au 2^e des barons militaires ; au 3^e de sable à un léopard couché d'or, surmonté de trois grenades d'argent, allumées de gueules.

LE CORPS LÉGISLATIF EN ESPAGNE

Les drapeaux de Somo Sierra. — Une délégation du Corps législatif.
— Le général Junot. — Les Landes. — Un bon repas. — Séjour à Bayonne. — Le convoi. — Le partisan du roi Joseph. — Le général de Lorges et ses dragons. — A la poursuite de Napoléon.

Afin de féliciter l'empereur de sa brillante campagne d'Espagne et surtout pour le remercier de l'envoi qu'il venait de faire au Corps législatif des drapeaux conquis par ses troupes à Burgos, on nomma aussitôt trois membres pour aller trouver Napoléon en Espagne et le remercier de l'honneur qu'il venait de faire à ce grand corps. Cette délégation fut composée du prince de Salm, de M. de Lamardelle et de Stanislas Girardin. C'est ce dernier qui nous fournit les renseignements qu'on va lire, et il est d'autant plus intéressant qu'il avait déjà été en Espagne avec le roi Joseph et avait fait le double voyage de Bayonne à Madrid, et de Madrid à Vittoria. Il donne des détails très piquants sur la nouvelle Majesté Catholique, sur lesquels nous aurons à revenir. Mais ici nous ne nous occuperons que de son second voyage en Espagne à la rencontre de l'empereur.

Nous avons dit comment était composée cette députation. M. de Salm-Dick était devenu Français par la réunion de sa principauté à la France ; il avait épousé une française très belle et fort connue dans la littérature sous le nom de *Constance Pépelet* ; Lamardelle, d'une famille créole, avait servi dans les troupes légères, puis était entré dans la magistrature ; c'était un homme d'esprit. Il avait été chargé d'acquitter la dépense du voyage, de

tenir les comptes et d'indiquer à la questure du Corps Législatif l'emploi de la somme qui avait été remise pour payer les frais du voyage. Stanislas Girardin, en sa qualité de premier écuyer, eut à s'occuper des voitures et des chevaux de poste. M. Salm, comme le premier nommé, était chargé du discours à l'empereur.

Ils partirent de Paris le 20 novembre 1808. Ils étaient à Bordeaux le 30, et déjeunèrent chez le général Junot, qui revenait en Portugal, d'où l'avait chassé la convention de Cintra.

« Junot, dit Stanislas Girardin, était un soldat dans toute la force du terme ; il joignait à beaucoup d'esprit naturel une rare intrépidité ; il aimait les lettres et écrivait d'une manière remarquable ; il soignait sa bibliothèque sans négliger sa cave, car il aimait aussi le vin et ne haïssait pas les femmes ; il se livrait à toutes les passions, comme le font en général tous les hommes dont l'existence est environnée de périls toujours renaissants ; il répète sans cesse : *Amis, si nous avons peu de temps à vivre, du moins passons-le gaiement.* »

Le récit du passage des Landes et de l'arrivée à Bayonne est particulièrement intéressant, si intéressant que nous le reproduisons intégralement et sans y rien changer :

« La grande quantité de troupes qui s'est rendue en Espagne a tellement détérioré la route, qu'elle est devenue presque impraticable, et les soldats ont commis de si grands désordres à leur passage dans les Landes, qu'ils y ont répandu l'effroi et la consternation. Nous étions convenu de nous arrêter, pour y dîner, à une poste appelée des *Agrots* ; j'avais chargé le courrier de commander ce dîner ; lorsque nous arrivâmes à cette poste, le courrier vient nous prévenir qu'il n'y avait rien à manger, pas même du pain.

« — Celà n'est pas possible, me suis-je écrié ; vous ne m'avez donc pas nommé ?

« — Non, Monsieur.

« — Eh bien ! dites mon nom au maître de poste.

« A peine fut-il prononcé, qu'il vint me faire des excuses, nous engagea à entrer dans son auberge, et donna des ordres pour nous faire préparer un repas excellent. Lorsque je lui en fis mon compliment, je lui témoignai combien j'avais été surpris de la réponse qu'il avait faite à mon courrier.

« — Vous n'en seriez pas étonné, si vous aviez vu les excès auxquels des militaires se sont portés, en traversant notre département ; non-seulement ils ne nous ont pas payés, mais ils nous ont maltraités ; pourquoi votre courrier ne vous a-t-il pas nommé, vous auriez trouvé votre dîner tout prêt.

« L'effroi dont ce maître de poste nous a parlé était tellement répandu, que nous eûmes beaucoup de peine à parvenir à décider un aubergiste des environs de Bayonne à nous donner à coucher. Nous étions rendus dans cette ville le 5 ; il fallait y séjourner pour y faire nos préparatifs de départ, y prendre des lettres de crédit chez M. Cabarrus, y acheter des chevaux de selle, un fourgon, et y louer des mules ; nous fûmes obligés de payer, de celles qui devaient nous mener et nous ramener de Madrid, cinq mille francs ; de nous charger de les nourrir et de payer un prix déterminé pendant tout le temps que nous resterions en Espagne. Lorsque la nouvelle de notre départ fut connue dans Bayonne, c'était à qui ferait partie de notre convoi, parce que l'on pensait qu'il serait protégé plus qu'aucun autre. Des négociants de Lyon, compris dans notre caravane, trouvèrent le moyen de

faire remplir notre fourgon de leurs marchandises et de leurs paquets. Je fis tout ôter, malgré les instances réitérées de mes collègues, et toutes ces marchandises furent remplacées par des comestibles et des vins de Bordeaux. Je donnai à mes compagnons de voyage l'assurance que cette précaution ne serait pas la précaution inutile. Un pâtissier du roi, nommé Pennelle, qui se rendait à Madrid, me demanda une place sur le siège du fourgon ; je la lui accordai volontiers, à condition qu'il nous ferait la cuisine pendant la route. »

La délégation quitta Bayonne le 8 décembre : le convoi se composait d'une berline attelée de huit mules, d'une dormeuse de six. Cet attelage, qui provenait des écuries du roi Joseph, avait été envoyé à Bayonne pour M. de Girardin, par M. de Liene, commandant des équipages.

Il y avait, en outre, un fourgon attelé de quatre chevaux. Quatre chevaux de selle, cinq muletiers, deux postillons, trois domestiques, le sous-piqueur Nicolas, un palefrenier, un fourrier du train, un pâtissier et un frotteur appartenant au roi. Plus quelques Français qui avaient demandé la permission d'accompagner le convoi.

On mit quatre jours pour se rendre à Vittoria, par un temps horrible et un froid affreux. La route était jonchée de morts. Burgos était encore sous le poids du pillage dont elle avait été l'objet. Les députés dînèrent chez le général Darmagnac, en compagnie du général Fournier. « Il a conté des anecdotes fort piquantes, car en sa qualité de mauvais sujet, il a beaucoup d'esprit. Deux ou trois femmes font toujours partie de ses équipages. Il avait à Burgos une jolie Calabroise habillée en homme, qu'il avait enlevée à ses parents, dans le royaume de Naples, et qui devait avoir à se repentir tous les jours de la sottise qu'elle avait faite. »

La députation se remit enfin en route pour Madrid. Arrivés à Lerma, les députés allèrent dans une grande maison habitée par le général Delorges et son état-major, et Stanislas Girardin rapporte, dans tous ses détails, une conversation qu'il eut avec le général et qui montre à quel point la discipline des troupes françaises était déjà relâchée.

« Après un repas, qui ne ressemblait guère à ceux que nous fîmes pendant notre séjour à Burgos, nous allâmes prendre possession du grand salon où nous couchâmes sur des tapis de nattes, enveloppés dans nos manteaux. Nous étions sûrement plus de trente, étendus dans la même pièce. Le général Delorges était mon plus proche voisin ; il me dit :

« — Que pensez-vous de mes dragons ?

« — C'est une belle et bonne troupe, mais...

« — Ce mais veut dire que vous croyez aussi qu'ils sont fort indisciplinés ; lorsque vous les connaîtrez davantage, vous changerez d'opinion ; ce sont de véritables *demoiselles* pour la sagesse, que mes dragons.

« A peine avait-il achevé l'éloge qu'un de ses aides de camp vint lui dire :

« — Mon général, vos dragons enfoncent toutes les portes.

« — Pourquoi ?

« — Pour tâcher de se procurer des subsistances.

« — Est-ce que leurs rations ne leur ont point été distribuées ?

« — Non, général, la distribution n'a pu en être faite.

« — Ah ! je conçois qu'alors ils aient cherché à y suppléer.

« Ces paroles étaient à peine prononcées qu'un autre

officier vint lui apprendre que ses dragons étaient entrés dans toutes les caves et qu'ils prenaient tout le vin dont ils pouvaient s'emparer.

« — C'est tout simple, ils ont mangé, il faut bien qu'ils boivent.

« Le général était à peine endormi qu'un officier de l'état-major le réveilla brusquement.

« — Qu'avez-vous donc, lui dit-il, l'ennemi est-il sur nos talons ?

« — Non, mon général, je viens seulement vous prévenir que vos dragons ont mis le feu dans différents quartiers.

« — C'est tout simple, ils étaient sûrement ivres !

« — Je vous en réponds, mon général.

« Eh bien ! les gens qui ont trop bu ne savent ce qu'ils font. Donnez les ordres nécessaires pour que la maison où nous sommes soit préservée de l'incendie.

« — Elle n'a rien à craindre.

« — En ce cas, je vous souhaite bien le bon soir ; Monsieur le député, dormons tranquilles.

« — Mais vos dragons nous laisseront-ils dormir en paix !

« — Oh ! je vous le garantis ; je vous l'ai déjà dit, et vous le répète encore, ce sont des *filles* pour la sagesse.

« — Je désire beaucoup, général, que l'ennemi ne vienne pas nous attaquer cette nuit, car dans l'état où sont vos *filles*, vous concevez, général, qu'elles seraient facilement.....

« — Je vous entends, et vous avez tort, car mes *filles* ne défendent jamais mieux leur honneur que lorsqu'elles sont ivres. »

La députation du Corps Législatif continua sa route sur

Madrid au milieu de toutes sortes d'aventures. Elle fut logée chez le duc de la Roca, rue de Tolède, en face de S. Isidore. Mais elle jouait de malheur et ne put joindre l'empereur, qui était déjà parti à la poursuite des Anglais. La députation, qui était arrivée dans la capitale de l'Espagne le 26 décembre, y attendit jusqu'au 24 janvier les ordres de Napoléon. Elle était à Valladolid peu de jours après le départ de Napoléon pour la France, où le rappelait la guerre contre l'Autriche. Partout, sur le chemin, des ruines, des villages incendiés, des cadavres d'hommes et de chevaux. A Burgos, elle fut reçue par le général Thiébault, et ce ne fut qu'à Paris que les députés purent rejoindre l'empereur et lui présenter enfin les félicitations du Corps Législatif.

LCXIX

LA GARDE D'HONNEUR DES LANDES

Comment se forment les légendes. — Une garde d'honneur sur des échasses. — Formation de la garde d'honneur à cheval. — Fêtes et banquets. — L'uniforme. — L'armement et l'équipement. — Nouvel uniforme. — Les voltigeurs de la garde d'honneur. — Officiers et sous-officiers. — Nominations.

Les légendes se forment avec une si grande facilité, que deux ans à peine s'étaient écoulés depuis le passage de Napoléon dans les Landes, qu'une de ces histoires était déjà répandue. Se basant sur ce que des pasteurs landais, montés sur des échasses, avaient accompagné un moment la berline impériale, des officiers qui se rendaient en Espagne, et parmi ceux-ci nous pouvons citer Reiset,

d'Espinchal et quelques autres, n'hésitèrent pas à affirmer que le département était si pauvre, qu'il s'était trouvé dans l'impossibilité absolue de former une garde d'honneur. Nous allons démentir, au contraire, à l'aide de curieux documents inédits, que la cavalerie des Landes fut une des plus somptueuses et des plus magnifiques du célèbre voyage impérial de 1808. On nous pardonnera ces détails très techniques qui, s'ils ennuiant quelques-uns de nos lecteurs, seront vivement appréciés par les collectionneurs de costumes militaires. Et on sait combien ces derniers sont devenus nombreux depuis un petit nombre d'années.

Ce qui avait été le plus délicat à constituer parmi les préparatifs faits par les Landes pour la réception de Napoléon, avait été l'organisation d'une garde d'honneur, car il fallait s'y prendre assez à l'avance pour que cette garde, montée, équipée et habillée avec luxe, put s'exercer aux manœuvres et ne point paraître gauche devant ce général qui commandait la plus belle armée de l'Europe. La garde d'honneur des Landes fut donc constituée vers la fin du mois de décembre 1807, et un beau et élégant uniforme fut choisi par les autorités supérieures du département.

Les habitants des Landes mirent une telle hâte à se faire inscrire que les cadres de la garde d'honneur furent promptement remplis. Dans les premiers jours de janvier, une revue eut lieu à Tartas, où il fut donné en l'honneur des nouveaux gardes une fête charmante à laquelle assistèrent trois officiers supérieurs qui se rendaient en Espagne. Le 10 janvier, une autre revue eut lieu à Mont-de-Marsan, et les gardes d'honneur de cette ville donnèrent à leurs camarades une fête qui se termina par un bal très brillant. Des réunions de ce genre durent avoir

lieu successivement dans tous les chefs-lieux du département. D'ailleurs l'objet principal était de faire manœuvrer avec plus d'ensemble les cavaliers composant la garde d'honneur.

« Une circonstance bien intéressante pour ce pays, dit un journal du temps, a rendu plus solennelle la réunion de la garde d'honneur dans la ville de Tartas ; le même jour de cette réunion, S. Exc. le maréchal Moncey se rendait à Bayonne ; il eut connaissance du motif de ce rassemblement, et écrivit à cet égard à M. le préfet les choses les plus agréables sur le zèle de ses administrés ; la garde d'honneur a été très sensible à cette marque de bienveillance, qui nous a tous dédommagés un peu de n'avoir pas vu M. le Maréchal séjourner dans un pays où il était attendu avec empressement, par suite des souvenirs qu'il a laissés de son caractère pendant un commandement de l'armée des Pyrénées Occidentales, pourquoi ne dirait-on pas que dans des temps de malheur et de proscription, M. le Maréchal trouva dans notre département une terre amie et hospitalière. »

Le 14 janvier, il y eut à Saint-Sever une revue générale de la garde d'honneur. Tous les détachements s'y rendirent, et un magnifique banquet y fut servi. Le préfet y assista ainsi que plusieurs fonctionnaires, et après des toasts nombreux, un garde d'honneur chanta des couplets vivement applaudis et, comme le dit le style de l'époque, « analogues à la circonstance ». Ils avaient été faits par M. de Dussey de Leyris, ancien capitaine de chasseurs à cheval.

Le 24 janvier, ce fut le tour de la ville de Mont-de-Marsan à fêter la garde d'honneur à cheval des Landes. Il y eut, comme pour les revues précédentes, un banquet,

avec ce détail que la salle de la fête avait été décorée d'un transparent représentant l'empereur, et où se trouvait l'inscription :

Vainqueur partout,
Adoré parmi nous.

Il y eut toasts, couplets et bal, et on apprenait en même temps que la ville de Saint-Esprit qui, à cette époque, faisait partie du département des Landes, fournirait, de son côté, une garde d'honneur à pied composée de 80 hommes, et qui avait été placée sous le commandement du docteur Chevillon. Nous avons déjà eu l'occasion d'en parler plus en détail. Les gardes d'honneur des Landes furent placés sous le commandement général de M. de Pinsun.

Voici maintenant la description exacte des uniformes et de l'équipement de la garde d'honneur des Landes. Nous devons la communication de ces précieux documents à l'aimable et savant M. Toulet, archiviste de département, à qui nous sommes heureux d'exprimer ici toute notre reconnaissance. Ces renseignements ont d'autant plus d'intérêt qu'il n'existe aucune gravure ou représentation figurée de ces uniformes qui ne servirent que si peu de jours.

Le cheval devait avoir 4 pieds 6 pouces au moins et 9 pouces au plus. La chabraque de drap vert dragon, garnie tout autour en drap chamois, posé à plat, de la largeur d'un pouce et demi, avec deux coins où était brodé en soie ou en coton chamois une N. La chabraque devait être taillée de manière à pouvoir placer le manteau sur le devant du cheval, ce qui donnait aux selles une forme égale approchant de celles des hussards, sans palette sur le derrière. Bride à filet, boucles carrées

argentées et bossettes unies. Bottines au-dessous du mollet, plus hautes du devant que du derrière, talon haut de dix lignes pour placer les éperons qui doivent y être cloués. Le rebord de la bottine garni d'une petite tresse et d'un galon noir.

L'habit en forme de surtout, drap vert dragon, sans revers, collet et parements chamois ; retroussis brodé en soie ou coton chamois figurant une étoile à 5 pointes, circonférence de 18 lignes. Gilet de drap ou de casimir collant chamois. Pantalon du même drap que l'habit, sans garnitures, boutons blancs bombés comme les husards et les chasseurs. Chapeau claque gansé en or, cocarde à bords d'argent. Plumet vert surmonté d'une touffe chamois.

L'armement et l'équipement se composaient d'un sabre de chasseur, garniture argentée du haut en bas, dragonne jaune ; ceinturon vert, à deux branches, pour porter le sabre traînant. Gants en buffle, à l'écuyère.

Les trompettes avaient l'habit bleu de ciel, la culotte écarlate.

Le département des Landes ne devait pas s'en tenir là, et ne fut sans doute pas satisfait de l'uniforme qui servit pour le passage de Napoléon en 1808, car le 28 octobre 1809 et comme on attendait encore l'empereur qui devait traverser le département pour se rendre de nouveau en Espagne, un autre uniforme fut décidé, plus beau encore que celui de l'année précédente, mais qui ne servit pas, car, ainsi qu'on le sait, Napoléon n'alla pas en Espagne, où il se fit remplacer par Masséna. Le nouvel uniforme est décrit de la manière suivante : Habit frac en drap vert dragon foncé, doublure du même drap. Collet, parements et revers en drap cramoisi. Hauteur du collet, 7 centimè-

tres (2 pouces 7 lignes). Deux agrafes au collet et trois aux revers ; les parements et les revers terminés en pointe. Boutons blancs de hussards, 3 petits boutons à chaque revers, 2 petits boutons à chaque manche, 2 gros boutons au bas de la taille. Gilet veste en casimir blanc, avec un rang de boutons à la hussarde. Pantalon en drap vert pareil à l'habit, avec un liseré cramoisi sur les coutures extérieures. Trèfle simple en cordonnet cramoisi. Aiguillettes blanches en coton. Chapeau retapé. Glands en argent, cocarde et ganse en argent, panache blanc.

Chabraque en drap vert, garnie d'une bande de drap cramoisi de trois doigts de largeur et découpée dans le bas en dents de loup. La lettre N brodée en blanc aux deux pointes de la chabraque. Gants de chamois à la crispin, bride à la française, mors plaqué, sabre à fourreau blanc et ceinturon vert traînant.

Mais comme s'il n'y eut pas eu là une assez grande variété d'uniformes, dans cette même séance du 25 octobre 1809, les autorités administratives des Landes décidèrent la formation des *Volligeurs de la Garde d'honneur*, dont le costume fut ainsi arrêté :

Veste à la hussarde en drap vert dragon foncé, fourrure gris clair, liseré en soie blanche sur les coutures de la veste. Brandebourgs en soie blanche. Boutons blancs, gilet en casimir blanc, trois rangs de boutons ; ganse en soie cramoisie, pantalon en drap cramoisi, liseré blanc sur les coutures extérieures. Trèfle à double nœud en soie blanche. Ancien bonnet de hussard couleur vert et cramoisi, panache blanc. Bottes à la hussarde, avec la bordure en blanc. Eperons de bronze attachés aux bottes. Petite giberne et baudrier rouge avec bordure blanche. Aigle en plomb blanchi sur la giberne. Sabretache fond

vert garni en blanc, la lettre N bordée en blanc au milieu. Sabre à fourreau blanc. Ceinturon vert traînant. Selle, bride et licol à la hussarde. Fontes de pistolets. Chabraque en drap vert dragon, garnie d'une bande de drap cramoisi de trois doigts de largeur et découpée dans le bas en dents de loup. La lettre N brodée en blanc aux deux pointes de la chabraque.

Les officiers et sous-officiers de la garde d'honneur des Landes étaient les suivants : de Pinsun, commandant ; de Capdeville, capitaine ; de La Teulade, lieutenant ; Cadiry, lieutenant ; de Navailles, de Dauzade et Bacleau, sous-lieutenants ; Lesacman Clasun, porte étendart ; Dubroca, adjudant-major ; Du Casse Gontaud, maréchal des logis ; Telli, idem ; Damar et Sobgeois, brigadiers.

On voit qu'il y a loin de cette troupe d'élite, commandée par les fils des principales familles du département avec les grossiers pasteurs des Landes, montés sur des échasses et suivant sans se fatiguer les chevaux de la berline impériale.

Nous terminerons en disant que M. Lasaye, un des gardes d'honneur natif de Mugron, fut nommé par Napoléon sous-lieutenant au 89^e régiment d'infanterie. Il avait accompagné l'empereur de Mont-de-Marsan à Tartas, lors du passage du souverain à Bayonne.

UN AIDE-DE-CAMP DU GÉNÉRAL MOUTON

Une carrière militaire. — Boni de Castellane. — Le 86^e de ligne à Bayonne. — Officier d'ordonnance. — Entrée en Espagne. — Sur les grandes routes. — A l'Escurial. — La garde de Charles IV et de Marie-Louise. — Retour à Bayonne. — La garde royale de Naples. — Retour en France.

Débuter dans la carrière militaire le 2 décembre 1804, et monter sa première garde à Pau, l'arme au pied, puis finir comme maréchal d'Empire, c'est avoir parcouru assez lestement les échelons militaires, c'est le sort du maréchal de Castellane, célèbre par son rigorisme, et qui, lorsque sa mémoire était presque effacée, s'est vu revivre tout entier par la publication de ses curieux souvenirs militaires.

Ceux-ci sont trop connus pour que nous fassions autre chose que relever dans leurs pages intéressantes les épisodes relatifs aux séjours et aux passages qu'y fit le futur maréchal pendant les premières années des événements d'Espagne.

Boni de Castellane, fils du général de brigade, préfet des Basses-Pyrénées, prit du service dans le 5^e régiment d'infanterie légère, colonel Dubreton. Ce régiment, qui arrivait de Saint-Domingue, ne comptait plus que 120 soldats, restes de 17 bataillons. Le nouveau militaire accompagna son père, le préfet, dans une tournée qu'il faisait à Bayonne, et où se trouvait aussi le 86^e de ligne, qui revenait de Saint-Domingue. Le colonel Lacroix, qui le commandait, en présentant au préfet un corps d'officiers, lui dit :

— Mon général, ce sont de pauvres « aufragés. »

Cet officier supérieur, commandant en chef par ancienneté une plaine à Saint-Domingue, écrivait : « Lacroix, chef de brigade, commandant supérieurement la plaine du Cul-de-Sac. »

Après quelques années passées en Italie, M. de Castellane, pourvu d'une sous-lieutenance, entra comme officier d'ordonnance au service du général Mouton, aide de camp de l'empereur.

Accompagnant son général, il passa la Bidassoa le 21 janvier 1808. Le général Mouton était chargé de passer l'inspection des troupes nouvellement entrées en Espagne, et qui laissaient fort à désirer sous le rapport de la tenue et de l'instruction. Le 5 mars, M. de Castellane se rendit à franc étrier de Pampelune à Bayonne, où se trouvait alors le grand duc de Berg. Le 15 du même mois il était de retour à Burgos. Il fut rejoint à Buitrago par Murat, qui parut avec un véritable costume de théâtre : « des cheveux longs, bouclés, tombant sur ses épaules, un shako cramoisi et des pelisses magnifiques. »

E. DUCÈRE.

(A continuer).

L'ANCIENNE CORPORATION DES FAURES

DE BAYONNE

Autrefois à Bayonne et dans toutes les villes populeuses, les artisans et les ouvriers étaient groupés entre eux et formaient ensemble de multiples associations, dont chacune avait sa vie propre, ses règlements, ses traditions, et aussi quelquefois son histoire, ses privilèges et même ses armoiries. Ces sociétés ouvrières ont reçu des noms divers, tels que *corporations*, *maîtrises*, *jurandes*. A Bayonne on les appelait des *offices*, ou bien des *compagnies*. Les membres qui en faisaient partie se traitaient entre eux de *compagnons*.

Ces groupements se faisaient toujours par Corps de Métiers ; et d'habitude les ouvriers vivant du même travail se rapprochaient les uns des autres et habitaient la même rue ; cette rue prenait alors le nom de la corporation. Par suite de cet ancien usage, plusieurs de nos rues conservent aujourd'hui encore le nom d'associations disparues. Ainsi la rue *Argenterie* rappelle l'ancienne compagnie des *orfèvres*, *doreurs* et *argentiers* ; la rue *Poissonnerie*, celle des marchandes de poissons ; la rue *Sabaterie*, celle des maîtres savetiers ; et enfin la rue des *Faures* nous rappelle la corporation des Forgerons bayonnais.

Toutes ces sociétés populaires étaient placées sous la dépendance directe de l'autorité communale. Les affaires et les procès qui les regardaient étaient jugés par la *Cour du Maire* ; et leurs règlements devaient être approuvés par le Corps de ville qui, pour les rendre stables et permanents, les faisaient transcrire en entier sur les registres de la maison commune.

Ces registres existent encore, et nos Archives Municipales, si riches et si intéressantes, possèdent, dans leur intégralité, les Statuts des anciennes Corporations Bayonnaises. Elles étaient très nombreuses, et pour prévenir les querelles et les compétitions qui surgissaient entre elles, quand elles se rencontraient toutes ensemble aux processions publiques, le Corps municipal en avait dressé la liste officielle, prescrivant l'ordre et le rang qu'elles étaient tenues d'observer. Voici le texte de ce règlement disciplinaire :

Rang de ceulx qui doivent passer en ordre, le jour et feste du Sacre (1), à la procession qui se faict à jamais ledict jour.

OFFICES

Potiers d'estaing.	Les galuppiers.
Les menuisiers.	Les cordonniers.
Les chaussetiers.	Les massons.
Les tixiers (<i>tisserands</i>).	Les tilholiers.
Les hachiers (2) (<i>portefaix</i>).	Les charpentiers de mai-
Les abiroers (<i>avironiers</i>).	sons.
Les argentiers (<i>orfèvres</i>).	Les poissonnières.
Les braymans (<i>rouleurs</i>).	Les merciers.
Les bouviers.	Les thonneliers.
Les duranguiers (3).	Les cordiers.
Les fourniers (<i>boulangers et</i>	Les faures.
<i>pâtissiers</i>).	Les bouchiers.
Les mosniers (<i>meuniers</i>).	Les cousturiers.
Les barbiers.	Les charpentiers de navires
Les vigneron.	Les mariniers.

DUTHOYA, notaire royal, greffier (4).

(1) De temps immémorial la Fête-Dieu s'appelait à Bayonne le jour du Sacre.

(2) Probablement du mot gascon *hachcoat*, fagot, fardeau.

(3) Fabricants de gros draps de laine appelés *marègues* et *mandilars*. Peut-être cette industrie venait-elle de *Durango*, en Espagne ?

(4) Archives de Bayonne. *Livre des Établissements*, p. 472.

Le notaire Augier Duthoya fut longtemps greffier de l'Hôtel de Ville, mais il cessa de remplir cette fonction en 1599. C'est donc au plus tard à la fin du XVI^e siècle que fut établie la liste qui précède. Elle nous donne donc le nombre des corporations qui existaient à cette époque. On pourrait en remontant en arrière en trouver plusieurs autres, disparues avec le Moyen-Age, telles que les hastiers (*faiseurs de lances*) et les pellissiers (*marchands de fourrures*). Mais je préfère m'en tenir à l'époque moderne et citer seulement les corporations, qui par suite des modes ou des industries nouvelles, se créèrent ou se reformèrent à Bayonne, pendant le XVII^e et le XVIII^e siècle.

Ce furent : les tourneurs, les fondeurs, les chapeliers, les frobisseurs (*couteliers*), les taverniers, les selliers, les sabatiers (*savetiers*), les peintres et vitriers, les apothicaires, les boutonniers et faiseurs de franges, les tapissiers, les gantiers et parfumeurs, les tailleurs d'habits, les courtiers, les maîtres écrivains, les pilotes de la barre et de la rivière, les perruquiers, les baigneurs et étuvistes, les chaudronniers, les serruriers, les chocolatiers.

Toutes ces corporations, qui furent longtemps si actives et si vivantes, sont tombées dans l'oubli. Le silence s'est fait sur le passé des classes laborieuses. On ignore aujourd'hui ces vieux Corps de métiers, et la tradition bayonnaise n'en connaît guère que deux : les *faures* et les *tilholiers*.

Ces anciennes sociétés sont cependant intéressantes à étudier et utiles à connaître. Et puisque à notre époque les questions ouvrières sont partout à l'ordre du jour, il est certain qu'on trouverait dans les statuts des corporations d'autrefois la solution de bien des problèmes contemporains. J'ai donc pensé que mes lecteurs aimeraient à connaître quels ont été jadis les règlements des Faures

de Bayonne, qui formaient, dans notre cité, l'une des plus anciennes et des plus nombreuses *compagnies*.

Les Faures, en effet, comprenaient tous les ouvriers travaillant le fer, l'acier, le cuivre et le laiton. On voit donc qu'ils embrassaient des métiers très divers, tels que les feronniers (appelés *grosseurs*), les taillandiers, les armuriers, les étameurs, les rémouleurs, les maréchaux-ferrants. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, plusieurs spécialités se détachèrent d'eux et formèrent des corps séparés. Ce furent d'abord les couteliers, et ensuite les fondeurs, les chaudronniers et les serruriers.

La Corporation des Faures était déjà puissante sous la domination anglaise, et c'est à cette époque lointaine qu'elle reçut deux privilèges importants qu'elle a toujours conservés depuis : la franchise de la rue et le monopole des ouvrages forgés.

La franchise de la rue était un droit particulier en vertu duquel quand une maison, un atelier, un emplacement, situés dans leur rue, se trouvaient à vendre, à louer, ou hypothéquer, les Faures à prix égal avaient la préférence sur toute autre personne, et obtenaient s'ils le voulaient l'immeuble disponible.

Nous ne possédons pas il est vrai le document original qui concéda ce privilège aux Faures de Bayonne, mais cette concession résulte d'une manière certaine de l'acte ci-après, dont voici l'origine :

En l'année 1342 les pellissiers (en gascon *pericers*) qui étaient alors nombreux à Bayonne, se groupèrent dans le quartier Saint-Léon, dans une rue dite *de la periceirie*, et ils demandèrent au Corps Communal d'avoir dans cette rue le même privilège que les Faures avaient dans la rue qu'ils habitaient. Pès de Puyane, maire de cette époque, leur accorda cette faveur dans les termes suivants :

« A tots aquetz qui les presens lettres veiran e audiran, Pes de Puyane, maire, los juratz e Cent pars de le ciptat de Baione, salut e dar fe a les presens. »

« A le supplication e requeste dous pericers, los avem dat e autreiat, per nom de nos e de tote le comunautat de le ciptat de Baione, les franqueces et libertatz qui s'en seguen :

« Tot prumeiremens los dam e autreiam, que edz aien e pusquin aver obs à lor estatge (1) los hostaus qui son en le carreire de le Periceirie, per are e per tot lo temps qui apres s'en seguira, per lo pretz e some que los hostalers qui estaven en los diitz hostaus, quent le present ordenacion fo faite, en pagaven per cascun an. E que plus no sien tincudz de pagar aus seinhors e daunes dous diitz hostaus. »

« Item los dam e autreiam lo privilegi, libertat e franquece, quant aus hostaus e places qui son en le carreire de le Periceirie, per mediche maniere e forme que es estat dat e autreiat, sa en rer (2), aus Faur e a lor mestir, per nostres predecessors maire, juratz e cent pars de Baione. E que assi pusquin usar en le Periceirie, com fen los Faur en lor carreire, l'arrue dous Faur aperade. So es assaber, que si maison place obredeir (3) se bene, acceissave, empeinhave en aquere carreire de le Periceirie, e y ave negun pericer qui le volos artier, que le deu aver, e que l'aie davant tote autre persone, per tant com l'autre persone hi voleri dar. »

« Dat e fait fo à Baione, xvj dies fens lo mes d'ahost, en l'an de Nostre Seinhor miu ccc e xlij (16 aoùt 1342) » (4).

(1) *Obs a lor estatge*, pour leur installation.

(2) *Sa en rer*, autrefois.

(3) *Obredeir*, atelier, ouvroir.

(4) Archives de Bayonne, *Livre des Etablissements*, p. 329.

Le monopole des ouvrages forgés, dans l'intérieur de Bayonne et de sa juridiction, fut accordé aux Faures par une Lettre patente d'Edouard I^{er}, roi d'Angleterre, dont on trouvera le texte ci-dessous. Cette lettre ordonne qu'aucune œuvre de fer, d'acier, ou de cuivre, ne pourra être portée et mise en vente à Bayonne, sans le consentement des Faures, et cela sous peine de confiscation. Exception est faite pour les pièces d'armures protégeant le corps, que sans doute nos forgerons bayonnais n'avaient pas les moyens de fabriquer sur place.

Par une dérogation aux usages de la chancellerie anglaise, qui employait toujours le latin, la Lettre concédant ce monopole est écrite en gascon :

« Eudoart, per le graci de Diu, rey d'Anglaterra, seinhor d'Irlande, e duc de Guiayne, a totz aus quoaus les presens lettres seran presentades, salut.

« Sapiatz que nos, reguoardan lo bon effet e fidelitat lequoau los Faurs nostres, habitans en le carrere nostre aperade deus Faurs de Baionne et lors predecessors, bert nos e les nostres an agut e an feits ; assi medichs reguoardades los agradables e laudables servicis per lor a nos e aus nostres feits ; ordenam, volem, e ausditz Faurs, hereters, e a lors successors, per tenor de las presens, en tote libertat, a nostre voluntat, dam e mandam atau : So es assaber que degune part d'Espainhe, de Navarre, de Bearn, o de augune autre terre o loc, sie defens aportat, per augun o per augune persone, per terre o per aigue, a le ciutat nostre de Baione, ni defens le juridiction d'aquere, chedz voluntat e licenci deusditz Faurs, augune obre de fer, ni d'asser, ni de coyre à bener. E que augun habitant en Baione de augune persone estrange no crompi, exceptat armedures de corps. Volem outre d'asso que si augunes

obres estranges per auguns en Baione, cum dessus es dit, eren portades, o defens los dex (1) à bener, que losditz Faurs, e lors hereters e successors, aqueres obres assi portades prenquen e tinquen, a nostre saub e deus nostres. Dam empero, per le tenor de las presens, en mandement a totz nostres subgitz, que en les causes susdites ni en augunes d'aqueres losditz Faurs, hereters, e lors successors, no impedisquen ni pertorbin ; avans los defenin e guoardin en les causes susdites. »

« En testimoniage de lequoau cause aquestes nostres lettres avem feït far patentes, tant quoaant a nos playra duredores. Testimoni Rey medichs. A Vesminster, lo prumer jorn de martz, l'an de nostre regne xxij. » (1^{re} mars 1295).

« Per lo medichs Rey, notificatum (2) :

« WILHIAM DE LAURERTON. »

C'est également de la période anglaise que dataient les statuts primitifs de la Compagnie des Faures, et les ordonnances municipales qui les régissaient dès le Moyen-Age. Mais en l'année 1500, sous l'administration de Roger de Gramont, maire et gouverneur de Bayonne, ils représentèrent au Corps de Ville que leurs statuts et règlements étaient écrits sur un papier tellement vieux et ancien, qu'à grand peine leurs maîtres et leurs clapiers parvenaient à les lire ; que s'ils attendaient davantage encore ils ne pourraient plus dans l'avenir se gouverner par ces vieilles ordonnances ; car déjà elles étaient en partie déchirées, comme on pouvait le voir par le morceau attaché à leur requête ; pour prévenir ce danger ils avaient fait transcrire leurs privilèges en les mettant bien au net,

(1) *Defens los dex*, dans les limites (de la juridiction).

(2) Archives de Bayonne, *Livre des Établissements*, p. 449.

et à cause de ce fait, ils demandaient une nouvelle approbation municipale.

Elle leur fut accordée ; mais comme ces anciens statuts étaient rédigés en langage gascon, suivant l'usage de l'époque, le Corps de Ville leur ordonna, en 1602, de les faire traduire en langue française. Les Faures profitèrent de cette nouvelle rédaction, pour retrancher dans leurs règlements certains articles devenus inutiles, et en ajouter d'autres qu'ils estimaient nécessaires.

C'est cette version retouchée de 1602 que je vais reproduire en son entier, sans altérer son texte ni dans sa forme ni dans sa teneur.

Statuts des Maîtres Faures de la Ville de Bayonne (1)

Au nom du Père, du Fils et du Saint Esprit : S'ensuivent les ordonnances faites par Martinon de Parcade, Menjonin et Pierre de Segure, Peyrot de Harriague, Ogier Detcheverry, Peyrot de Recroutx, Arnaud Darronomendy, Martinon de Parcade le jeune, Petry de Harostéguy, Peyrot et Menjon de Saint-Steven, Bernard Daubaignan, Arnaud Guillem Dubounau, Bertrand de Carrere, Arnauton Daisinx, Pierre Jamieux, Jean Coupar, Esteven de Segure, Jean de Parcade, Pernauton Dufaur, Mathieu Dayharart, Pes de Ressil, Heliot de Garat, Sansinon de Segure, Arnaud de Carrere et Saubadon de Gouchet, voisins et habitants de la ville de Bayonne, et maitres de l'office des Faures en icelle ; avec le vouloir et consentement de noble et puissant seigneur Messire Roger de Gramont, conseiller et chambellan du roy, maire et capitaine de ladite ville ; de son honorable lieutenant, des échevins et Conseil d'icelle ;

(1) Archives de Bayonne, registre HH. 192, p. 227.

Faites les ordonnances suivantes, bonnes coutumes et autres usages dudit office, à l'honneur de Dieu, notre créateur, de la glorieuse Vierge Marie, du glorieux corps saint de Monsieur St Eloy et de tous les saints et saintes de la Cour céleste de Paradis ; pour le bien, police et règlement des maitres dudit office, qui sont à présent et seront à l'avenir ; aux fins de vivre entr'eux en bonne paix, union et concorde, et que toute malice, haine et rancune sorte de la rue des Faures de ladite ville ; et que tous ensemble soient plus enclins à servir Dieu, notre créateur, le glorieux corps saint de Monsieur St Eloy et tous les saints et saintes du Paradis ; et qu'ils soient prompts à s'aider et secourir en leurs necessitez, desirant être et demeurer en bonne amitié et union et fuyant discorde et division. Car, ainsy qu'il est écrit en la sainte Ecriture, tout royaume, toute cité, tout office, divisé en soy, sera désolé ;

Nous, Maitres Faures susdits, avec le vouloir et consentement que dessus, avons ordonné ce que s'ensuit :

I. — Et premièrement a été statué et ordonné qu'il sera créé et élu, chacun an à jamais, un patron et deux claviers dudit office, gens de bien, et de bonne vie et conversation, suffisans et capables desdites charges. Lequel patron tiendra la boîte dudit office et les claviers garderont chacun une clef d'icelle. Et l'un desdits claviers tiendra et aura en garde les ornemens d'autel servans à la célébration des messes dudit office. Et se changeront lesdits patron et claviers, par chacun an, le lendemain du jour et fête de Monsieur St Eloy de juin, et seront créés et élus par les patron et claviers sortans de charge, ayant avec eux quatre maitres des plus anciens dudit office. Ne pourra néanmoins aucun dudit office être pourvu à la

les présentes ordonnances. Lesquels patron et claviers garderont lesdites pignores quinze jours, durant lesquels ceux qui auront été pignorés pourront recouvrer leurs pignores, en payant l'amende par eux encourue suivant lesdites ordonnances. Et aprez les quinze jours expiréz seront lesdites pignores mises en vente par les patron et claviers au profit dudit office. A la vente desquelles néantmoins les propriétaires seront préféréz.

VIII. — A aussy été ordonné que maitre ou autre de la rue des Faures qui ôtera par force aucune pignoro, ou autrement par menace la fera laisser aux mandes, depuis que lesdits mandes l'auront demandée pour aucune faute commise, payera sept sols six deniers. Et semblablement qui dira aucune injure, blâme ou vitupère aux dits mandes faisans et exécutans leurs charges, payera aussy sept sols et demi, sans préjudice d'autre amende arbitraire à la discrétion de la Compagnie, qui en ordonnera au premier *Capitou* ensuivant.

IX. — Seront tenus lesdits mandes, chacun en sa semaine, assembler le *Capitou* lorsqu'il leur sera mandé par les patron et claviers dudit office, ou l'un d'eux ; lèveront les pignores pour les fautes qui pourront être faites par les maitres et autres dudit office, ou l'un d'eux ; et autrement feront tout ainsy que par les patron et claviers dudit office, ou l'un d'eux, (aura) été ordonné. Et où ils seront refusans à ce faire, paieront cinq sols d'amende à la boîte, pour chaque fois qu'ils refuseront. Et à ce seront contraints sans déport.

X. — Et parce que plusieurs maitres ne tiennent compte de se trouver promptement au *Capitou* lorsqu'il est mandé ; ains diffèrent et attendent leur commodité sans considérer quelquefois l'importance de ladite assemblée, a été aussy

ordonné et statué que chacun maitre dudit office sera tenu soy trouver au jour et heure du *Capitou*, incontinent après que le mande aura été à tout le moins par seconde fois, mander ledit *capitou* par ladite rue. Et qui manquera lors se trouver au *capitou* paiera deux sols d'amende à ladite boîte.

XI. — Que quand la Compagnie sera assemblée en conclave et *capitou*, chacun par ordre prendra place et sera assis, préférant toujours les plus anciens maitres dudit office. Et après, celui des patron et claviers qui aura fait mander le *capitou*, déclarera celui à la requête de qui ledit *capitou* est mandé. Ce fait, celui qui aura requis le *capitou* proposera le sujet d'iceluy. Et ladite proposition faite et représentée, chacun des maitres, à son rang, l'un après l'autre, les plus anciens parlans les premiers, en toute décence et modestie, dira son avis, sans qu'il soit loisible à aucun interrompre les opinans à peine d'un sol. Moins sera loisible à aucun des maitres se lever de sa place, ny sortir du *capitou*, jusqu'à tant que la cause qui aura été mise en délibération soit décise. Sauf toutesfois excuse légitime, et demandant permission et congé à la Compagnie. Et celui qui contreviendra paiera deux sols six deniers à la boîte.

XII. — Et parce que souventes fois ceux de la Compagnie ne tiennent compte se trouver au *capitou* et assemblée à l'heure qui leur est mandée, ains viennent depuis que ceux qui s'y trouvent ont commencé d'opiner sur le sujet de leur assemblée, est aussy ordonné et statué que aucun de la Compagnie qui ne se trouvera audit *capitou* du commencement, et n'aura entendu l'occasion de ladite assemblée ne pourra opiner sur ledit sujet, (sans) que ceux qui étoient avant le défaillant n'ayent opiné. Bien pourra opiner sur la fin et après que tous auront opiné.

une autre messe le premier dimanche ensuivant le jour et fête de Monsieur St Eloy, de juin ; l'autre le lendemain du Sacre et Fête Dieu ; l'autre le jour et fête de Monsieur St Eloy de décembre. Auxquelles messes seront tenus s'y trouver et assister tous les maitres dudit office. Autrement chacun qui defaudra payera deux sols. Comme aussy payera même somme celui qui ne se trouvera au commencement, devant que le saint évangile se dira aux dites messes.

XX. — Que lesdits patron et claviers, avec l'avis d'aucuns maitres plus anciens de la Compagnie, éliront par cy-après les portés cierges, porte enseigne et soldats pour le jour du Sacre et Fête de Dieu. Et sy ceux qui seront ainsy élus et nommez, refusent les charges qui leur seront commises, paieront sans déport trois livres tournois, moitié à la boète et l'autre moitié à la Ville.

XXI. — Et pour que Dieu maintienne et conserve ladite Compagnie en bonne union et concorde, a été ordonné et statué qu'à toutes assemblées et *capitols* qui se feront, les patron et claviers d'icelle, l'un en défaut de l'autre, s'enquerra et s'informera savoir s'il y a entre eux aucun bruit ou différend, noize ou débat. Et s'il s'en trouve aucun, chacun de sa part tachera de mettre bonne paix, amitié et concorde entre eux, en manière que bonne union soit et demeure en ladite Compagnie. Et sy aucun étoit refusant réconciliation, sera contraint se soumettre à la Compagnie.

XXII. — Semblablement a été ordonné que sy aucun maitre dudit office se plaint de son serviteur ou apprentif, ou aucun serviteur de son maitre, pour quelque faute, ou de n'entretenir leurs pactes, ils remettront leur différend au dire de deux maitres dudit office. Et celui des

maitres qui refusera de ce faire s'il en est requis, sera privé de la franchise de la rue. Et si ledit défaut procède de la part du serviteur ou apprentif, est défendu à tous autres maitres recevoir iceluy serviteur ou apprentif en leurs boutiques; n'y leur bailler à travailler en aucune besogne. Et ainsy a toujours été accoustumé de faire. Et celuy desdits maitres qui contreviendra paiera cinq sols, pour chacun jour qu'il aura reçu lesdits serviteur ou apprentif, et leur baillera à travailler, jusqu'à ce que ledit serviteur ou apprentif aura accompli leur pacte ou promesse, ou composé tout autre différend, qu'ils auront avec leur maitre, au dire de deux maitres dudit office. Et le même est ordonné de ceux qui servent et sont louéz à la journée.

XXIII. — Item a été aussy ordonné et statué que quand aucun maitre, qui est à présent ou sera à l'avenir dudit office, ira de vie à trépas, soit en la ville, ou juridiction d'icelle, sa femme, parent, ou domestique du décédé, avertiront promptement le patron ou l'un des claviers qui sera en charge, premier trouvé en commodité. Lequel premier averty du décez le fera savoir tout aussitôt aux mandes, lesquels seront tenus mander incontinent le Corps. Et sy c'est en jour ouvrier feront quitter l'œuvre et fermer les boutiques. A quoy faire seront tenus d'obéir les maitres dudit office, jusqu'à tant que le décédé sera enterré et la Compagnie de retour. Seront aussy tenus lesdits maitres visiter et aller à la maison du décédé et en l'honneur d'iceluy; ainsy qu'il est observé de bonne et chrétienne coutume.

XXIV. — Seront pareillement tenus lesdits mandes mander tous les maitres de la rue, chacun en sa maison, à ce qu'ils aient à assister et honorer ledit défunt, tant à

la levée du cadavre dans sa maison qu'à l'église. Et celui qui ne sera au lever dudit cadavre et sortie d'iceluy hors sa maison, paiera deux sols; si ce n'est qu'il fut absent avec excuse légitime. Et pareillement seront tenus assister aux honneurs qui se feront aux églises, jusqu'à ce que le cadavre sera ensevely. Et à faute de ce, paieront deux sols pour chacune fois. Et d'abondant est ordonné qu'aucun desdits maitres ne pourra sortir hors ladite église, sauf à aller aux champs, pendant la célébration des honneurs funèbres, sur peine de deux sols par chacune fois qu'ils feront le contraire.

XXV. — Aussy seront tenus les patron et claviers mander quatre hommes dudit office, autant que besoin sera, pour porter le cadavre de la maison jusqu'à l'église où il aura ordonné estre enterré. Et celui qui sera rebelle et désobéissant audit mandement, paiera sept sols et six deniers tournois pour chacune fois.

XXVI. — Que quand les messes d'église ou service funèbre d'aucuns maitres ou leurs femmes se feront, comme sont *sepleys*, *trenteys*, ou la messe du bout d'an, et qu'il sera temps d'ouyr la messe audit service, les mandes seront tenus mander ladite messe, à laquelle messe chacun dudit office sera tenu soy trouver, sur peine de deux sols pour chacune fois qu'il manquera, sauf excuse légitime.

XXVII. — Item a été ordonné et statué que tout apprentif, qui sera tenu doresnavant par aucun maitre dudit office, s'obligera par devant notaire et témoins de bien et loyalement servir son maitre par l'espace de cinq ans entiers. Et sera tenu ledit apprentif payer le jour qu'il s'obligera une livre de cire, pour les cierges que la Compagnie des maitres Faures a accoustumé de porter le jour et la fête de Dieu.

XXVIII. — Pareillement que chacun maitre qui prendra aucun apprentif, sera tenu le faire obliger à le servir ledit temps et terme de cinq ans ; et ladite obligation sera passée dans un mois après que ledit apprentif aura commencé à demeurer avec luy. Autrement et faute de ce faire, paiera ledit maitre une livre de cire pour lesdits cierges et sera tenu quitter ledit serviteur.

XXIX. — Que tout apprentif qui aura servi son maitre bien et fidellement audit office, pendant ledit terme de cinq ans complets et parfaits, s'étant obligé comme dit est, sera reçu en la franchise de la rue et maitrise dudit office, s'il le requiert, en faisant chef d'œuvre ainsy qu'il sera dit cy-après en l'article suivant, et faisant outre ce aparoir par luy avoir servi ledit terme de cinq ans, tant par ladite obligation que par le rapport de son maitre, s'il est vivant. Et au cas qu'il fut décédé par les voisins qui en déposeront clairement.

XXX. — Item a été ordonné et statué que quand aucun, soit étranger forain, soit natif de la ville, voudra être reçu maitre audit office des maitres Faures, et jouir de la franchise de la dite rue, sera tenu présenter requête à Messieurs du Corps de Ville, narrative de ce. Et après que lesdits Sieurs lui auront député commissaire, requerra les patron et claviers dudit office, ou l'un d'eux, faire assembler les maitres en *Capitou*. Et là étant priera tous les maitres et chacun d'eux le vouloir recevoir en leur Compagnie, et pour ce faire lui donner chef d'œuvre. Et après que ledit chef d'œuvre sera fait et représenté à la Compagnie en *Capitou*, sy le requérant est trouvé suffisant et capable, homme de bien, et non famé d'aucun mauvais renom, sera reçu à la maitrise dudit office et franchise de la rue, sous le bon plaisir desdits Sieurs du Corps de

cation par celui des maîtres dudit office qui trouvera tel ouvrage, ayant avec lui un ministre de justice.

XXXVI. — Pareillement a été ordonné et statué que dorénavant nul ne pourra louer maison en ladite rue, pour y demeurer, s'il n'est dudit office. En tout cas sy aucun en loue, et qu'un dudit office veuille y demeurer, aura la préférence, en payant pourtant ce qui aura été servi par ledit locataire, puis le temps qu'il aura pris la maison.

XXXVII. — Est inhibé et défendu à tous *pirolliers* étrangers travailler en ladite ville qu'au préalable ne soient reçus maîtres dudit office; ny aller par les rues de la ville qu'aux jours de marché et en temps de foire, prendre chaudières ny chaudrons à racouter; ny porter aucune clef ny serrures à vendre; à peine de perdition des ouvrages, applicables à la boîte. Et est permis aux patron, claviers et autres maîtres desdits Faures, leurs compagnons, serviteurs et domestiques, leur saisir et prendre par autorité desdits sieurs du Corps de Ville, ayant un ministre avec eux.

XXXVIII. — Pourront les maîtres dudit office, ayant maison ou maisons appartenantes en propriété, tenir en icelles tant de forges que bon leur semblera. Es quelles seulement et non ailleurs, ils pourront travailler et faire travailler et ouvrir de tout ouvrage de leur office, qu'ils savent faire et ouvrir de leurs mains, et non autrement. Et ne leur sera licite ny permis prendre aucun compagnon, qui ne soit de leur art, et pour travailler de leur ouvrage seulement. Et pour regard des maîtres dudit office qui n'ont maison à eux appartenante, ains en tiennent à louage d'autrui, ne pourront iceux maîtres prendre et tenir qu'une seule maison à louage, dans laquelle

seulement et non ailleurs pourront tenir tant de forges que bon leur semblera, et en icelles travailler comme est dit dessus et non autrement. Et qui contreviendra au présent article paiera trente livres tournoises, applicables moitié à la boète et l'autre moitié à la Ville, pour chacune fois qu'il y sera contrevenu.

XXXIX. — Est permis et sera loisible aux veuves des maitres tenir boutique ouverte dudit office, en payant seulement pour chaque semaine les droits dûs et accoutumés à la boète, et tenant compagnon suffisant et capable de bonne vie, mœurs et religion, qui ne soit atteint et convaincu d'aucun cas digne de répréhension publique; des actions duquel et malversations audit office lesdites veuves répondront envers ceux qui leur donneront besogne.

XL. — Item a été ordonné et statué que les mandes, chacun en sa semaine, mandera le charbon qui sera porté en la rue des Faures. Et où il se trouvera aucun qui ait pris et vuïd sac de charbon sans congé desdits mandes, sera tenu la valeur et estimation dudit charbon, et en outre, rendre et restituer ledit charbon à la Compagnie, s'il est en nature. Et au cas qu'il eut employé et brûlé ledit charbon, sera tenu tel contrevenant paier la double valeur du charbon. Le tout applicable à la boète dudit office et pour supporter les charges d'iceluy.

XLI. — Que sy aucun de ladite Compagnie achète du charbon en la ville, ou en fait acheter par autre quelconque interposée personne, hors la rue des Faures, paiera sept sols six deniers applicables à la boète.

XLII. — En outre a été aussy statué, que sy aucun de ladite Compagnie fait faire du charbon hors la juridiction de la présente ville, par autre que son serviteur, ou autre

personne qui serve à la journée, et qui auparavant aye demeuré ou demeure encore pour lors avec luy, paiera à la boîte commune sept sols six deniers pour être distribuez aux affaires dudit office, pour chacune fois qu'il contreviendra.

XLIII. — Aussy a été ordonné que tout le charbon propre aux dits maitres Faures, qui sera porté à la rue des Faures, soit par terre, soit par la rivière du Nive, sera party également et fidèlement par les deux mandes dudit office entre les maitres et veuves forges tenans de la rue, sans en ce comprendre le charbon que le Maitre de la Monnaie, les orfèvres, duranguiers et autres voisins de la ville auront besoin pour le service de leurs offices et maisons. Et celui des maitres et autres qui empêcheront les mandes faire la distribution, ou le blâmera de ce que justement il aura fait et departy, paiera sept sols six deniers tournois.

XLIV. — Pareillement a été ordonné que tout le charbon qui sera porté par la rivière de l'Adour en la presente ville, puis Hourgave et au dessus jusqu'à Capbreton, comme aussy du pays de Gosse et Seignans, pourra être acheté par chacun maitre dudit office, à son profit particulier, pourvu que ledit achat se fasse hors la rue des Faures. Et sy ledit charbon est porté en ladite rue, avant qu'aucun l'ait acheté, sera party également par les deux mandes ainsy que dessus est dit.

XLV. — Finalement parce que le plus souvent il s'y commettoit plusieurs contraventions en l'observation des articles précédens, concernant la distribution et vente du charbon, et que plusieurs en achètent sans en vouloir faire raison lorsque les claviers en sont avertis, à cause qu'ils nient la contravention, est ordonné que dorsenavant

les patron et claviers pourront ouyr moyénant serment tels contrevenans et les contraindre, par indiction de peines, à faire ledit serment pour par après les punir, suivant la teneur des articles précédens, au cas que ladite contravention soit trouvée avoir été commise.

XLVI. — Item a été ordonné et statué que tout homme, femme, ou domestique d'aucun maitre dudit office, qui jettera sur ladite rue paille, balleiures, ou autres ordures, devant l'autre voisin, paiera un sol chacune fois. Et qui ne tiendra le devant de sa maison net, paiera deux liards par chacune fois qu'il sera trouvé en faute. Le tout applicable à la boîte.

XLVII. — Aussy est ordonné que toute personne, qui jètera ou metra de sa maison ou de la rue en hors aucune ordure, qu'elle soit sur la pusterle ou muraille de la ville, ny en autre lieu au-delà, si ce n'est du consentement de celui qui voudra recevoir ladite ordure en son fonds, paiera par chacune fois deux sols applicables à la boîte dudit office, sans préjudice des actions qui, pour raison de ce fait, peuvent appartenir au sieur Sindicq de la présente ville, et d'en faire par luy la poursuite ainsy qu'il verra être à faire.

XLVIII. — Et pour que perçonne de ladite Compagnie ne puisse ignorer aucune chose du contenu èz présens articles et statuts d'icelle Compagnie, lesdits Sieurs du Corps de Ville font commandement aux patron et claviers de faire lecture d'iceux en la présence de ladite Compagnie deux fois l'an, sçavoir est : le jour du lendemain de la fête dudit bienheureux saint Monsieur St Eloy, que ladite Compagnie sera assemblée pour faire la nomination des patron et claviers et mandes, et avant procéder à icelle. Et la seconde fois, six mois après. Pour que cha-

cun soit instruit et informé de son devoir. Et où lesdits patron et claviers manqueront faire faire ladite lecture en la forme que dessus, payeront chacun deux cens sols d'amende, applicable moitié à la Ville et l'autre moitié à la boîte dudit office. Et seront les présentes enregistrées ez registres de la Ville, aux dépens de la boîte dudit office, pour y avoir recours quand besoin sera.

L'an mil six cent cinq, et le lundy vingt-troisième de may, en Conseil et dans la maison commune de la Ville, les privilèges et statuts des maitres Faures de ladite ville, cy-dessus écrits et insérez, ont été lus d'un bout à l'autre. Et ce requérant M^e Etienne de Pohey, sindic et procureur de ladite ville, ensemble les maitres clavier dudit office ; les Sieurs du Corps de Ville ont alloué, ratifié, autorisé et homologué iceux et ordonné qu'ils sortiront leur plein et entier effet ; sauf et réservé en ce qui est dit au trente-huitième article, par lequel est permis tenir tant de forges qu'ils voudront en leurs maisons particulières, et qui leur seront ou appartiendront en propriété. Lequel article lesdits Sieurs ont modéré à ce que lesdits maitres, tant de présent qu'à l'avenir, pourront tenir tant de forges qu'ils voudront, pour travailler de leur métier en lime, èz maisons où ils tiendront leur domicile et non ailleurs. Et pareillement en ce qui est dit par le trente-neuvième article d'iceux, que les veuves pourront tenir boutique après leur viduité, en payant les devoirs y mentionnez ; pour certaines considérations avons borné et limité tel temps à six mois seulement. Pendant lesquels elles pourront faire travailler en leur boutique par des compagnons suffisans, capables et gens de bien, soit pour achever la besogne que leurs défunts maris leur pourront avoir laissé

commencée, ou autrement ainsy qu'elles aviseront, et tout ainsy qu'est porté par ledit article, auquel les parties auront recours, sauf en ce qui regarde le temps qui est limité ausdits six mois seulement. Demeurans lesdits articles et privilèges quant au reste en leur force et vigueur.

Et pour servir ce que de raison, a été ordonné qu'il leur sera expédié copie des présents articles, statuts et privilèges, en bonne et due forme, pour leur servir de règlement à l'avenir; et condamné lesdits maîtres présens et à venir iceux garder, et observer, et entretenir inviolablement, selon leur forme et teneur, avec inhibitions et défenses à tous autres d'y contrevenir, aux peines contenues èz dits articles, et de plus grandes s'il y échoit.

Ainsy signez : D'IBARBOURE, lieutenant,
et DE LANE, greffier.

Quelques explications de détail feront mieux comprendre les articles qui précèdent.

La *chapelle de St Eloy*, dont il est parlé dans les statuts des Faures, n'existe plus à la Cathédrale. Malgré ses actives recherches, M. l'abbé Dubarat n'a pas pu arriver à déterminer son emplacement (1). On peut donc penser que cette chapelle était adossée à l'ancien chœur des chanoines, qui se trouvait autrefois au milieu de la grande nef; il fut démoli en 1704, sous l'épiscopat de Mgr de Beauvau. La démolition de ce chœur entraîna celle de toutes les chapelles dont il était entouré.

L'*enseigne* que les Corps de Métiers avaient l'habitude de porter dans les processions était une bannière qui, en

(1) L'abbé Dubarat. *Le Missel de Bayonne de 1543*. Préface.

Notre-Dame, et se compose d'un gros anneau ciselé qu'un monstre tient avec ses dents. Cet anneau a fait l'admiration de bien des connaisseurs. M. Didron en a fait une description minutieuse dans les *Annales Archéologiques*, t. xix, année 1859. M. de Chasteigner a reconnu qu'il porte encore, quoique très effacés, les léopards d'Angleterre, et ce détail nous fait voir qu'il remonte à la période anglaise. Peut-être est-il de l'époque où Edouard I^{er} donnait aux Faures bayonnais le monopole des ouvrages forgés. Il témoigne, en tous cas, que si nos ferronniers obtenaient des privilèges, ils étaient dignes de les recevoir ; et qu'à Bayonne comme ailleurs, le régime corporatif avait pour résultat de produire des ouvriers de sérieuse valeur, et des œuvres d'un mérite certain.

P. YTURBIDE.

BAYONNE SOUS L'EMPIRE

ÉTUDES NAPOLEONIENNES

C

UN AIDE-DE-CAMP DU GÉNÉRAL MOUTON

(Suite)

Le 12 avril, le général Mouton prit à l'Escurial le commandement d'une division chargée de la garde du roi Charles IV. « Le costume de ce prince me frappa : il avait soixante-dix ans, était gros, assez grand ; il avait l'air très peu spirituel. Son habit droit, à la française, était couvert de plaques de différents ordres, garnissant, sur deux rangées, l'espace entre son épaule et la poche de son habit. Il portait des bas gris, remontant par dessus ses culottes. La raide petite reine Marie-Louise, droite, crêtée, se tenait toujours derrière Sa Majesté, elle ne quittait jamais le roi et le gouvernait entièrement. »

Le lieutenant de Castellane était tous les trois jours de service auprès de Charles IV, il l'accompagnait à cheval, à la promenade, à côté de sa voiture. L'escorte était composée de seize carabiniers appartenant par moitié à chaque

nation. Charles IV recommandait surtout d'entremêler les Français avec les Espagnols et de surveiller ces derniers. Il mourait de peur d'être enlevé, et répétait à chaque instant à l'aide de camp du général Mouton : « Vous avez un joli cheval, ne me laissez pas emmener. » Il était dans sa voiture avec la reine et ils avaient entre eux deux la petite fille du prince de la Paix.

Tout à coup le général Mouton fut appelé à Bayonne par l'empereur pour y organiser une division d'élite. M. de Castellane partit avec lui le 27, et voyageant nuit et jour, le général dans sa voiture et l'aide de camp à cheval, ils arrivèrent à Bayonne le 30 juin. Cependant le général s'arrêta en route, car il avait reçu l'ordre d'attendre sa division.

M. de Castellane ne repartit de notre ville que le 4 juillet, il fit la route à franc étrier et se croisa le 5, à Vittoria, avec le grand duc de Berg, qui venait d'être nommé roi de Naples. Il rejoignit le même jour, à Miranda de Ebro, la division Mouton, et commença alors cette courte campagne qui allait se terminer par la victoire de Medina de Rio Seco.

Tout n'était pas rose dans la vie d'aide de camp, s'il y avait des avantages considérables, les périls y étaient aussi plus nombreux que pour les officiers de troupes. La bataille à peine livrée, M. de Castellane fut envoyé en mission à Paris. Il partit le 27 août, escorté à chaque poste par plusieurs cavaliers d'ordonnance. On lui montra, à Mondragon, un endroit où, la veille, on avait assassiné des Français. Le 28 il arriva à Bayonne, mais de ce nouveau passage il ne dit rien qui vaille la peine d'être mentionné.

A son retour il trouva dans Bayonne l'officier d'ordon-

nance Tournon « faisant l'important suivant son usage » et lui racontant qu'il y était pour rendre compte à l'empereur. M. de Castellane fut obligé d'attendre dans notre ville jusqu'au 10 octobre le départ des cheveau-légers du roi de Naples, car il n'était plus possible de voyager en Espagne avec sécurité sans être escorté de très forts détachements. Le moment est curieux à noter, car c'est l'instant du passage dans notre pays des troupes du roi Joseph qu'il avait fait venir de Naples. Les cheveau-légers avaient pris, le 12, tous les logements de Tolosa, ce qui obligea M. de Castellane d'aller, avec un détachement du 31^e de ligne, jusqu'au joli bourg de Alegria. « Les grenadiers à pied de la garde du roi Joseph y arrivèrent un instant après, conduits par leur major. Je le priai à dîner ; il me traita à merveille quand il me sut le fils du préfet des Basses Pyrénées. En passant à Pau, il avait menacé le maire de se faire fournir de force toutes les voitures qui ne lui étaient pas dues ; mon père, averti, se rendit à la municipalité et assura qu'il le ferait arrêter, lui, major, au premier mouvement de sa troupe, par le commissaire de police, puis mettre en prison et conduire de brigade en brigade à l'empereur. Cela calma singulièrement cet officier supérieur et lui donna une haute idée du préfet. »

M. de Castellane rejoignit le général Mouton, et fit avec sa division la courte campagne d'Espagne. Lorsque Napoléon quitta la Péninsule, rappelé à Paris par les menaces de l'Autriche, les officiers d'ordonnance et les aides de camp de l'empereur reçurent l'ordre de rester à Valladolid auprès du prince de Neufchâtel, qui ne partait pas avec Sa Majesté, pour être expédiés successivement. Le tour de M. de Castellane arriva enfin, il quitta Valla-

dolid le 19 janvier, avec la fièvre. Il était le 21 janvier à Briviesca, où il prit un bidet de poste ; à un relai plus loin il monta dans une galère, sorte de charette couverte, et où il eut pour compagnon d'infortune le colonel Bartaglia, de la garde d'honneur italienne. Il remonta à cheval à Vittoria. Entre Salinas et Mondragon, il y avait un passage très dangereux. Son guide détacha les grelots de la sous-gorge de son cheval pour éviter d'appeler l'attention des brigands. M. de Castellane arriva à Bayonne le 22 janvier 1809. Il se faisait d'avance une fête de souper à la française et demanda une bouteille de vin de champagne, mais il avait une fièvre si forte qu'il ne put ni manger, ni boire. Enfin il arriva à Pau, chez son père, où quelques jours de tranquillité le remirent complètement sur pied.

Il fit la campagne d'Autriche et ne devait plus revenir en Espagne, et par conséquent à Bayonne, ce qui est le but constant de ces études. Il était en Russie avec le général Mouton, comte de Lobau, et ensuite avec le général de Narbonne, tous deux aides de camp de l'empereur. Il était colonel à la fin de l'Empire, et le premier volume de ses *Souvenirs* est l'un des meilleurs qui aient été écrits sur la période impériale.

LE PERSONNEL D'UNE AMBASSADE IMPÉRIALE

Les ambassadeurs de Napoléon. — L'ambassade de Portugal. — L'ambassadrice. — L'empereur et M^{me} Junot. — Inspection. — Arrivée à Bayonne. — Le personnel de l'ambassade. — M. de Rayneval. — Les voitures et les mules. — Le *coche de collera*. — Junot quitte le Portugal.

Dans une de nos précédentes études, nous avons raconté l'arrivée à Bayonne du général Junot, envoyé en Portugal en qualité d'ambassadeur. Nous allons consacrer les pages suivantes à ce célèbre général, à sa femme, et au personnel de son ambassade, qui s'arrêtèrent dans notre ville pendant quelques jours pour y préparer le long et difficile voyage de la frontière à Madrid, et de la capitale de l'Espagne à Lisbonne.

Napoléon se servit beaucoup de ses généraux comme ambassadeurs : Savary à St-Petersbourg, Duroc à Berlin, Bernonville à Vienne, Gouvion St-Cyr à Madrid, indiquent qu'il aimait à montrer dans les capitales étrangères ces glorieux soldats qui avaient fait tant de conquêtes sous le commandement du plus grand de tous.

Et il est certain que le général Junot, dans un splendide uniforme de colonel général des hussards frappait beaucoup plus l'imagination que l'habit assez simplement brodé d'un ambassadeur diplomate.

Le départ eut lieu le 26 février 1805. Ce n'était pas une petite affaire qu'un voyage de ce genre. Mme Junot a laissé dans ses *Mémoires* le récit de toutes les difficultés et lenteurs qu'il fallut subir. Les chemins étaient horribles : sa voiture cassa cinq fois de Paris à la frontière ; il fallut

s'arrêter deux jours à Angoulême, autant à Bordeaux, et l'on en mit quatre pour aller de cette ville à Bayonne. On devait accepter en même temps les obligations d'un voyage d'apparat, l'empereur ayant voulu que le premier ambassadeur envoyé depuis son avènement fut reçu partout avec solennité. Des salves de coups de fusil, parfois aussi d'artillerie, les harangues des fonctionnaires, signalèrent le passage dans les principales villes : il y eut nombre de réceptions et de banquets. A Bayonne, l'ambassade descendit à l'hôtel Saint-Étienne, et fut visitée et haranguée par le maire et son conseil. Mais Junot, qui savait sa mission urgente, résolut, en arrivant à Bayonne, de rattraper le temps perdu et de ne pas subir les longs ennuis d'une route à petites journées en Espagne, et partit pour Madrid à franc étrier, laissant ses amis, l'ambassadrice de dix-neuf ans, sa suite et ses fourgons.

Nous savons qui était la femme du général Junot. Laure de Permon, devenue plus tard duchesse d'Abrantès, était une charmante personne fort instruite, et des meilleures amies de l'empereur. Mais comme il connaissait l'esprit malin de la jeune femme, il voulut lui donner des instructions diplomatiques spéciales, car l'ambassadeur lui-même en avait déjà reçu de Napoléon et du ministre de l'intérieur.

« Une ambassadrice, dit-il, est une *pièce* plus importante qu'on ne croit dans une ambassade. Cela est partout, et chez nous plus qu'ailleurs, en raison des préjugés qui existent contre la France. C'est à vous à donner aux Portugais une idée juste des façons de la cour impériale. Ne soyez pas banale, ne soyez pas vaine, et encore moins susceptible, mais apportez dans vos relations avec les femmes de la noblesse portugaise une grande réserve et

une grande dignité. Vous trouverez à Lisbonne plusieurs femmes émigrées de la cour de Louis XVI, vous en trouverez aussi à Madrid ; faites une attention scrupuleuse à vos démarches vis-à-vis d'elles. C'est dans cette circonstance qu'il faut vous rappeler les leçons de Madame Permon dans ce qu'elles avaient de bon. Prenez garde surtout de vous moquer des usages du pays lorsque vous ne les comprendrez pas, ni de l'intérieur de la cour. On dit que l'on peut s'en moquer et en médire. Si tant ne pouvez vous empêcher de faire l'un ou l'autre, médisez, mais ne vous moquez pas. Rappelez-vous que les souverains ne pardonnent jamais une raillerie. Soyez très bien pour l'Espagne ; vous serez présentée à la cour ; soyez circonspecte en étant confiante ; vous devez me comprendre.

« Et comme je le regardais comme pour l'interroger, il dit avec une sorte d'humeur :

« — J'entends par circonspecte, point bavarde, point caillette. La reine d'Espagne vous fera des questions sur l'impératrice, sur la princesse Louis, sur la princesse Caroline, sur la princesse Joseph, c'est à vous à savoir mesurer vos paroles... L'intérieur de ma famille peut être exposé à tous les regards... cependant il ne me serait pas agréable que mes sœurs fussent peintes par un mauvais peintre (je n'ai jamais oublié cette expression).

« — Votre Majesté, dis-je alors, doit penser que je ne puis être même accusée de l'intention de mal faire.

— « Je le sais... je le sais... mais vous êtes moqueuse... vous aimez à raconter... c'est une chose que vous devez éviter... La reine d'Espagne vous fera d'autant plus de questions que l'ambassadrice de France à Madrid ne connaît pas du tout la cour impériale et fort peu la France, ayant passé toute sa jeunesse dans l'émigration... La reine

vous fera donc beaucoup de demandes sur l'impératrice et sur la cour. Tant qu'elles n'auront pour objet que la façon dont on porte une robe, cela va bien... mais aussitôt que l'entretien prendra une tournure plus sérieuse, ce qui arrivera, parce que Marie-Louise est une personne fine et madrée, alors prenez garde à vous... Quant à moi, vous savez que mon nom ne doit être prononcé que comme il l'est dans le *Moniteur*. »

Lorsque l'ambassade arriva à Bayonne elle se composait, en outre de Junot, de sa femme et de sa fille, du colonel de Laborde, premier aide de camp du général, et de M. de Cherval, qui suivit jusqu'à Lisbonne sans aucune dénomination particulière. Il y avait encore un nommé Legoy « honnête et brave garçon, » qui s'était trouvé dans la même étude que Junot lorsqu'il travaillait pour être avocat. Il lui fut attaché en qualité de secrétaire particulier. Il y avait encore un nommé Magnien, chirurgien-major de régiment, et qui était sans emploi, du reste sans aucun talent si ce n'est celui de savoir le dictionnaire par cœur.

Mais la personne la plus remarquable parmi le personnel de cette ambassade, était M. de Rayneval le fils, qui arrivait de Saint-Pétersbourg, où il remplissait les fonctions de secrétaire auprès du général Hédouville, et qui fut attaché en la même qualité auprès du général Junot.

« On est heureux d'avoir à tracer un portrait comme celui de M. de Rayneval, dit la duchesse d'Abrantès. C'est surtout aujourd'hui, lorsque je regarde autour de moi, lorsque je ne rencontre que des pantins politiques, des Gilles, des Cassandre, ou des hommes ambitieux sans amour de la gloire, et enfin parmi cette foule nul caractère estimable, rien qui provoque notre esprit curieusement,

c'est alors que je suis toute heureuse d'avoir à parler d'un homme qui présente à la fois dans un individu public et privé l'homme d'honneur, d'intégrité, et surtout l'homme habile, et puis le père de famille, le mari, le fils, l'ami. Toutes ces qualités sont dans M. de Rayneval avec une telle netteté, une telle franchise, que la malveillance, qui toujours s'attaque à la vertu, n'ose pourtant parler devant lui. »

Voilà quel était le personnel de l'ambassade de Portugal, et si on y ajoute un certain nombre de domestiques et de femmes de chambre, on comprendra qu'il y avait quelque difficulté à faire voyager tout ce monde à travers la Péninsule.

Le convoi organisé par les soins de M. Dubrocq, banquier de l'ambassade, partit enfin. On avait fait des arrangements avec un homme de Saint-Sébastien, qui fournit une armée de mules pour traîner les voitures, qui étaient au nombre de cinq, sans compter un fourgon et une foule de caisses et de paniers. Le *chef des mules*, car c'est ainsi que l'intitule Mme Junot, s'engagea à les mener à Madrid en treize jours, et lorsqu'on lui demanda s'il ne pouvait pas abréger ce délai, il eut l'air de ne pas comprendre ce qu'on lui demandait. Depuis plus de trente ans que cet homme faisait le voyage de Bayonne à Madrid et de Madrid à Bayonne, il avait d'abord couché à Irun, en partant de Bayonne, puis à Villafranca, puis à Tolosa, puis à Vittoria, etc., et on ne pouvait lui en demander davantage.

« Les *coches de culleras*, dit-elle, ont été trop souvent décrits pour que j'en fasse ici une nouvelle peinture. Je dirai seulement ma terreur lorsque, à une descente rapide, bordant un précipice de trois cents pieds de profondeur,

dans une route fort belle et pavée de grandes dalles à la manière des voies romaines, car c'est un des beaux héritages de l'Espagne, le *mayoral* lança ses sept mules pour qu'elles en usassent à leur caprice et volonté. Or, comme ces dames ne tiennent à la voiture, comme on le sait, que par une simple corde qui vient se rattacher à la cheville ouvrière, mais qui, du reste, n'est aucunement fixée au timon, que même on enlève, on peut juger de l'effroi qu'on éprouve en se voyant à la merci de ces bêtes quinquiesuses et singulièrement fantasques et contrariantes. La voiture de ma fille, surtout, aussitôt que je la vis entraîner avec cette rapidité étonnante, me causa un saisissement et un serrement de cœur qui voilèrent mes yeux et me rendirent froide. Je voulus crier, je poussai même un cri perçant, mais je ne pus recommencer, mon gosier s'était contracté. Arrivé au bas de la montagne, le *mayoral* et son *zagal* étaient à peine essoufflés, quoiqu'ils eussent suivi à pied leurs méchantes péronnelles de bêtes ; ils se mirent à rire en voyant ma figure consternée et vinrent à la portière en tendant la main.

« — Qu'est-ce qu'ils veulent ? demandai-je à mon interprète.

« — Ils demandent la bonne main à Votre Excellence, comme en Italie, me dit l'homme, parce qu'ils ont été entraînés en descendant. »

Que dire d'un voyage qui commençait sous d'aussi heureux auspices ! Cependant l'ambassade arriva à Lisbonne sans accident, mais non sans aventures. C'est une des parties les plus attachantes des *Mémoires* de la duchesse. On sait que Junot quitta la capitale du Portugal et traversa l'Espagne, la France et l'Allemagne à franc étrier et arriva auprès de Napoléon la veille même de la bataille

d'Austerlitz, à laquelle il assista. M. de Rayneval était resté en qualité de chargé d'affaires, quand à Mme Junot, elle revint en France à petites journées.

CII

LE PRINCE DE LA PAIX A BAYONNE

Délivrance de Manuel Godoï. — En route pour Bayonne. — Le valet de chambre du prince. — Le colonel Martès. — Le prince de la Paix au *Grand Bayle*. — Visite à Marrac. — Jugement de l'empereur. — Godoï à *Beyris*. — Manuel Godoï et les rois d'Espagne.

Aussitôt après les événements d'Aranjuez, Godoï fut écroué au château de Villaciosa, dans les environs de Madrid, et placé sous la garde du marquis de Castellar. Un ordre péremptoire de Napoléon à Murat, le fit remettre en liberté. Le grand duc de Berg envoya à Villaciosa ses deux aides de camp Excelmans et Rosetti, et ce ne fut qu'à l'aide de menaces qu'on obligea le marquis de Castellar à lâcher sa proie.

Godoï voulut interroger les officiers français, mais le moment n'était pas opportun. Excelmans se borna à lui apprendre qu'ils étaient, son compagnon et lui, les aides de camp du grand duc de Berg, et qu'ils venaient le chercher de sa part. Ces paroles lui rendirent un peu de tranquillité, et le cortège disparut par une petite porte donnant sur la campagne.

Le comte Murat, dans son beau livre ayant pour titre : *Murat, lieutenant de l'Empereur en Espagne*, raconte ainsi cette scène de la délivrance du prince de la Paix : « Rosetti, au journal duquel nous empruntons tous ces

détails, note que Godoï était d'une haute taille et d'une figure imposante. Il était en pantoufles et couvert d'une grosse capote.

« Comme le jour allait paraître, on gagna à travers champs la voiture dans laquelle on le fit monter, et qu'escortait le détachement et les aides de camp du grand duc de Berg. On fila sur le camp de Chamartin pour éviter Madrid, car c'était l'heure où les paysans des environs apportaient leurs denrées au marché de la ville. Godoï s'accroupit au fond de la voiture, et il fallut lui persuader qu'il ne courait aucun risque d'être reconnu pour lui faire reprendre sa place.

« Et voilà l'homme, remarque Rosetti en guise de moralité, qui pendant douze ans avait gouverné l'Espagne et les Indes au gré de ses caprices et de ses plaisirs.

« On atteignit à dix heures le camp de Chamartin, où Godoï fut commis à la garde du général Robert. Excelsmans et Rosetti revinrent à Madrid rendre compte au grand duc de Berg du résultat de leur opération.

Murat se mit immédiatement en devoir de faire partir l'ancien ministre pour Bayonne, accompagné d'un de ses aides de camp. On le lui avait donné sans linge, sans habits, sans effets. Godoï dût passer la matinée et une partie de la journée au milieu du camp « dans une mauvaise baraque et en très grand incognito » en attendant que la Junte l'ait pourvu des objets qui étaient indispensables. »

Il partit enfin pour Bayonne sous la conduite du colonel Martés, aide de camp de Murat, et accompagné de son valet de chambre, seul domestique qui fut resté fidèle. « J'eus occasion, dit Constant, de causer avec ce serviteur dévoué, qui parlait très bien le français, ayant été élevé

près de Toulouse. Il me raconta qu'il n'avait pu obtenir la permission de rester près de son maître pendant sa captivité ; que ce malheureux prince avait souffert des tourments inimaginables ; qu'il ne se passait pas un jour sans que l'on vint dans son cachot lui dire de se préparer à la mort, parce qu'il subirait le dernier supplice le soir même ou le lendemain. Il m'a dit qu'on laissait quelquefois le prisonnier trente heures sans nourriture ; qu'il n'avait pour lit que de la paille, point de linge, point de livres, pas de lumière, et nulle communication avec le dehors. Lorsqu'il sortit de son cachot pour être remis à l'aide de camp de Murat, il était effrayant à voir à cause de sa longue barbe et de la maigreur que le chagrin et les mauvais aliments lui avaient causé. Il avait la même chemise depuis un mois, n'ayant jamais pu obtenir qu'on lui en donnât d'autre. Ses yeux avaient perdu l'habitude de voir le soleil et il fut obligé de les fermer et se trouva mal au grand air. »

On remit au prince, sur la route de Bayonne, une lettre du roi et de la reine. Le papier en était tout taché de larmes. Le prince dit à son valet de chambre, après l'avoir lue : « Voilà la seule consolation que j'ai reçue depuis un mois ; tout le monde m'abandonne, excepté mes excellents maîtres. Les gardes du corps qui ont trahi et vendu leur roi, trahiront et vendront aussi son fils. Quant à moi, je n'espère plus rien, qu'on me permette seulement de trouver un asile en France pour mes enfants et pour moi. Le colonel Marlès lui ayant montré des papiers publics où il était dit que le prince possédait une fortune de cinq cents millions, il se récria hautement, disant que c'était une calomnie atroce, et qu'il défiait ses plus cruels ennemis de fournir la preuve de cela.

Il arriva à Bayonne le 25 avril, et par égard pour le prince des Asturies, Napoléon donna des ordres pour qu'il fut logé en dehors de la ville, dans une des nombreuses maisons de campagne des environs. Un officier de la garde d'honneur fut envoyé en courrier et joignit le prince au relai de poste de Bidart. Il n'avait avec lui aucun bagage et reçut l'officier bayonnais avec beaucoup de bonne grâce, puis il s'informa de la santé de l'empereur, et parut apprendre avec plaisir que Sa Majesté s'occupait de lui. Il regardait avec curiosité les campagnes environnantes, et fit de nombreuses questions à l'officier qui galopait à la portière de sa voiture. Il répéta plusieurs fois qu'il était heureux de se trouver en France, où il se considérait en parfaite sûreté. Arrivé à la porte d'Espagne, au lieu de pénétrer en ville, il fut conduit au *Grand Bayle*, où, par ordre de l'empereur, il devait être logé, afin de ne pas être exposé à rencontrer Ferdinand, son mortel ennemi.

Le propriétaire de la maison qui lui était attribuée vint le recevoir à la porte d'entrée, et comme les affaires nombreuses de ce dernier, car il était banquier, l'avaient conduit plusieurs fois à Madrid et même à l'honneur d'être admis à l'audience de l'ancien premier et tout puissant ministre de Charles IV, il lui fit, en espagnol, un compliment de bienvenue, auquel Godoï répondit avec beaucoup de politesse. Après qu'on lui eut servi un repas substantiel, où il parut apprécier fort la cuisine bayonnaise, comme il était très fatigué de son rapide voyage, il demanda son appartement et alla prendre un repos dont, disait-il, il avait le plus grand besoin.

Le lendemain 26, à midi, le général Savary fut au *Grand Bayle* pour y chercher le prince de la Paix et le

conduisit chez l'empereur qui voulait avoir un entretien avec lui. Il arriva dans une voiture impériale attelée de deux chevaux, montée par un postillon. Emmanuel Godoï, tout vêtu de noir, et portant à son cou les insignes de la Toison d'Or, monta dans la voiture du général et arriva à Marrac demi-heure plus tard, où on le fit entrer dans le cabinet de l'empereur. L'entrevue fut longue, mais on ne put savoir ce qui s'était passé entr'eux. Seulement, en sortant du cabinet de Napoléon, Godoï avait le visage si radieux que les témoins qui occupaient le salon de service, comprirent que les choses tournaient mal pour Ferdinand.

Ce fut à la suite de cette entrevue, que l'empereur écrivit à Talleyrand : « Ce malheureux homme fait pitié. Il a été un mois entre la vie et la mort, toujours menacé de périr. Croyez-vous que dans cet intervalle il n'a pas changé de chemise, et qu'il avait une barbe de sept pouces. La nation espagnole a montré là une inhumanité sans exemple. On débite sur son compte les faits les plus absurdes. On dit qu'on lui a trouvé 500 millions, et hier encore les curieux disaient : « — Qu'a-t-il donc fait de son argent ? Nous n'avons trouvé que le courant d'une grande maison. » Faites faire des articles sûrs qui purifient le prince de la Paix, mais qui peignent en traits de feu le malheur des événements populaires et attirent la pitié sur ce malheureux homme. »

Peu de jours après, le prince de la Paix quittait le *Grand Bayle*, et allait s'établir à *Beyris*, sur la route d'Espagne. Il y resta jusqu'à l'arrivée des vieux souverains, qu'il rejoignit au palais du Gouvernement, où leur logement avait été préparé. La réception qu'ils firent au prince de la Paix fut des plus touchantes. Le parent le plus cher et

le plus dévoué n'eut pas été accueilli par des démonstrations plus extraordinaires. Tous trois versèrent des larmes abondantes en se retrouvant. Godoï vint demeurer avec ses maîtres au palais du Gouvernement et alla avec eux dîner à Marrac, à la table de Napoléon. Ce fut Godoï qui prépara la scène honteuse du 5 mai, après l'insurrection de Madrid, et le soir même, au château de Marrac, il rédigea et signa avec le général Duroc, l'acte d'abdication de Charles IV en faveur de Napoléon. Il quitta Bayonne en même temps que les vieux souverains et les accompagna à Fontainebleau, à Compiègne, à Marseille, et enfin à Rome. Il vécut avec eux jusqu'à la mort de Charles IV et de Marie-Louise, et après la Révolution de 1830, il vint à Paris, et de tant de pouvoirs, de tant de richesses, de tant d'ennuis, il ne restait rien. Il vécut dans un petit appartement de la rue Michodière, d'une maigre pension que lui faisait le gouvernement français, touché de sa situation misérable. C'est là qu'il mourut en 1851, à l'âge de 85 ans. Il a laissé des mémoires en six volumes qui ont été traduits en français par le colonel J. D. d'Esménard.

CHII

LA LÉGION ROYALE ALLEMANDE

Un corps auxilliaire. — La 2^e brigade de la garde royale anglaise. — La légion allemande. — L'uniforme. — La cavalerie. — Mercenaires. — Dragons et hussards. — Les uniformes. — L'artillerie et le génie. — Une bonne cavalerie. — Soins accordés aux chevaux. — Les pertes allemandes au blocus de Bayonne.

Ce corps, qui n'eut qu'une existence éphémère, forma, pendant les guerres de la Péninsule et du Midi de la

France, la deuxième brigade des gardes anglaises. La première était composée du régiment des Grenadiers Guards, du régiment de Coldstream, et du régiment des Fusilliers Scotts. Ces corps à deux bataillons chacun et dont nous avons parlé précédemment n'étaient pas assez forts pour former à eux seuls une division, et on leur avait adjoint la Légion royale allemande, de laquelle nous allons nous occuper ici.

Elle se composait de trois bataillons de ligne et de deux bataillons d'infanterie légère. Mais avant de parler de ces troupes dont la bravoure et la discipline jouissaient d'une grande réputation dans l'armée anglaise, disons un mot de l'uniforme et de l'équipement de ces soldats d'élite.

Cette légion, créée en 1803 et licenciée en 1816, a eu son historien. N. Ludlow Beanish, major royal britannique, a publié en 1832, chez Hahn, Hanovre, en 3 vol. in-8°, une *Histoire de la Légion Royale allemande*, qui eut aussitôt après une édition anglaise. Les bataillons de ligne portaient l'uniforme de l'infanterie anglaise, shako à plumet blanc, habit écarlate, brandebourgs blancs, ainsi que les parements, collet, parements bleu de soie, pattes d'épaules bleu terminées par des chenilles blanches, retroussis blancs à l'habit, pantalons gris, boutons blancs, épaulettes en argent pour les officiers, buffleteries blanches ; les voltigeurs (Sharps hooters) avaient la même tenue, mais étaient armés de la carabine.

L'infanterie légère, forte de deux bataillons, avait, le premier en shako noir, plumet, tresses, habit et tous les accessoires verts, fermé avec un rang de boutons blancs pour la troupe, buffleteries noires, et deux rangs de boutons pour les officiers, pantalon gris ; le 2^e bataillon avait le même habit, mais trois rangs de boutons pour la troupe,

brandebourgs noirs à la hussarde pour les officiers ; les deux bataillons étaient armés de la carabine.

La Légion royale allemande avait aussi cinq régiments de cavalerie dont nous nous occuperons plus tard.

Ces troupes, recrutées principalement en Hesse et en Hanovre, fournirent une excellente infanterie. Le général Foy, qui l'a bien connue parce qu'il l'a souvent combattue, dit dans son ouvrage malheureusement inachevé : « Tandis que des invasions et des retraites tumultueuses amenaient sur nos soldats français des misères, incompréhensibles à quiconque ne les a pas éprouvées ; tandis que des troupes autrichiennes et prussiennes, combattant dans leur propre pays, sur les gens de leur prince, n'osaient tenter que des attaques insignifiantes ou de molles défenses ; quinze mille mercenaires allemands, recrutés sans choix, servant sans affection, mais exactement payés, vêtus avec une espèce de luxe, bien nourris, encore mieux abreuvés, se sont montrés les rivaux de gloire des Anglais qui les soldaient. Tant est puissante l'influence des bons traitements et d'une organisation vigoureuse. »

Les Anglais eux-mêmes leur rendaient pleine justice, et un simple soldat auquel nous devons des souvenirs d'un grand intérêt sur les campagnes de la Péninsule, dit en parlant de la Légion germanique : « A partir de ce moment j'ai toujours eu une grande considération pour les Allemands, considération qu'ils ont du reste toujours méritée de la part des Anglais, non seulement pour leur humanité et leurs bonnes dispositions envers nous, mais à cause de leur bravoure décidée et de leur discipline en campagne. »

La Légion germanique formant la 2^e brigade de la divi-

sion des gardes anglaises était commandée par le général major Hinnuber. Elle fut campée entre le village de Saint-Etienne et Tarnos. Ce fut surtout à l'aide du renfort de ses bataillons que les Anglais parvinrent à repousser en partie les troupes de la garnison lors de la fameuse sortie du 14 avril. La légion royale perdit beaucoup de monde dans cette sanglante affaire, et fut honorablement citée dans le rapport adressé par le général Colville au gouvernement anglais. Celui-ci commandait, en effet, les troupes de blocus après la capture du général en chef Hope. Plusieurs officiers perdirent la vie, ainsi qu'un grand nombre de soldats, payant ainsi leur tribut à la terre française, qu'ils venaient d'envahir.

Cette légion avait une division de cavalerie composée de sept régiments, meilleurs peut-être encore que l'infanterie. Ces régiments, qui firent les campagnes de la Péninsule et des Pyrénées, se subdivisaient de la manière suivante : deux régiments de dragons lourds, deux régiments de dragons légers, et trois régiments de hussards. Quoique le sujet soit bien spécial, il n'est pas sans intérêt de donner un aperçu de leurs uniformes aujourd'hui bien oubliés. Quelques personnes pourront peut-être trouver que ce sont là des soins inutiles, mais ces détails seront accueillis sans doute avec faveur par ceux qui s'occupent aujourd'hui de l'étude intéressante des uniformes militaires, et en se souvenant que la plus petite contribution à l'histoire des troupes qui combattirent dans l'une ou dans l'autre camp de l'épopée impériale ont leur importance par la minutie même des détails. En outre, ainsi que nous l'avons dit plus haut, les sabots des chevaux de la légion royale allemande, foulèrent le sol de notre pays à la suite de Wellington. C'est donc encore de l'histoire

locale que nous nous gardons bien de perdre de vue, car elle seule excuse ces infiniments petits.

Les deux régiments de dragons lourds de la *King German's Légion* portaient le chapeau tricorne à plumet droit, blanc et rouge à la base, habit écarlate à brandebourgs et ornements jaunes, ainsi que les boutons, collet bleu foncé avec deux boutonnieres jaunes, retroussis foncés, passepoils jaunes, parements en pointe bleu foncé, buffleteries blanches, culottes blanches et bottes.

Le 1^{er} régiment des dragons légers avait l'habit bleu de roi, collet, revers et parements écarlates, pantalons longs gris, le shako à la française, plumet bleu droit, rouge à la base, boutons et ornements jaunes. Le 2^e régiment avait la même tenue, boutons et ornements blancs.

Les trois régiments de hussards formant la deuxième brigade de cette division de cavalerie, portaient des uniformes tous différents. Nous allons les décrire rapidement :

Le 1^{er} hussards avait le dolman, la pelisse, les pantalons longs bleu de roi, parements écarlates, tresses et ornements jaunes pour la troupe, en or pour les officiers. Comme coiffure, le colbach à flamme rouge, plumet blanc et rouge à la base, fourrure de la pelisse noire, sabretache.

Le 2^e régiment de hussards portait le shako noir à flamme rouge, même plumet que le 1^{er} régiment, dolman et pelisse bleu de roi, pantalon long, gris, collet, parements, fourrure de la pelisse blancs, broderies en argent pour les officiers.

Enfin le 3^e régiment avait le shako à flamme rouge, plumet noir et rouge à la base, le dolman et la pelisse bleu de roi ; le pantalon long gris, collet, parements jaune

jonquille, tresses blanches, ces dernières en argent pour les officiers.

Comme tous les corps de troupes de même formation, la légion royale allemande était complète en toutes armes. C'est-à-dire qu'en outre de son infanterie et de sa cavalerie, que nous venons de décrire, il y avait encore de l'artillerie à pied, de l'artillerie à cheval, et une section du génie. Pour compléter ce travail, nous dirons aussi quelques mots des uniformes particuliers à ces corps de troupes.

L'artillerie à pied avait le shako anglais, l'habit bleu de roi, plumet blanc et rouge à la base. Les officiers portaient le collet, revers, parements et écharpe écarlate, les épaulettes et les galons sur les revers en or, le pantalon gris à bande écarlate. La troupe avait le même habit, mais sans revers, le collet, les parements, les pattes d'épaules écarlate, des brandebourgs sur l'habit, passepoils jaunes ; tresse jaune au shako, le pantalon gris, un sabre briquet pour arme et les buffleteries blanches.

L'artillerie à cheval était coiffée du casque en cuir bouilli à chenille noire, le dolman bleu de roi, le collet, les parements écarlates, tresse du dolman et les passepoils jaunes, buffleteries blanches, culottes blanches entrant dans les bottes.

Le génie avait l'habit écarlate, le collet, parements noirs, pantalon gris, buffleteries noires, et était coiffé du tricorné. Toutefois ce corps paraît n'avoir été composé que d'officiers.

Le général Foy dit de la cavalerie de *King's German Légion* : Ils ont surpassé la cavalerie nationale pour le service des avant-gardes et pour la bataille. La charge la plus audacieuse de la guerre d'Espagne a été fournie, le

lendemain de la bataille des Arapiles, par l'Hanovrien Bock, à la tête de la brigade pesante de la légion allemande. »

Les Français ne furent pas les seuls à leur rendre justice, et les Anglais eux-mêmes savaient bien juger ces auxiliaires dont ils appréciaient la valeur et la discipline. Voici ce qu'en dit un soldat anglais dont nous avons précédemment cité les *Mémoires* militaires :

« Vraiment, en parlant de la cavalerie de la Légion germanique, je ne puis m'empêcher de faire remarquer le soin que les hommes prenaient de leurs chevaux et quelle affection ils leur témoignaient. Un soldat allemand songeait rarement à trouver de quoi manger et un abri pour la nuit, tant que son cheval n'était pas pourvu de tout. Ces nobles bêtes paraissaient parfaitement comprendre l'attention dont elles étaient l'objet de la part de leurs cavaliers, et plus d'une fois j'ai été amené de voir les chevaux des Allemands suivre leurs maîtres comme des chiens. Grâce aux soins que ces cavaliers prenaient de leurs bêtes, celles-ci se trouvaient dans un excellent état, alors que celles de notre cavalerie mouraient, où bien se trouvaient dans un état lamentable. Ceci soit dit sans aucune intention de ma part de vouloir dénigrer mes compatriotes ; et je n'attribue cette différence des soins qu'aux coutumes différentes des deux pays. Quand nous voyons une vedette ou une estafette allemande galopper à bride abattue, nous savions que cela signifiait de la besogne pour quelqu'un ; aux avant-postes, admirable était leur vigilance. »

A son tour, le lieutenant anglais Gleig, qui assista avec son régiment au blocus de Bayonne, dit qu'un jour il vit passer deux régiments allemands de grosse cavalerie,

et il remarqua que leurs chevaux étaient mieux soignés que ceux des Anglais. « Je crois, ajoute-t-il, que les Anglais, qui se piquent d'être habiles cavaliers, n'ont pas pour leurs montures l'attachement des Allemands. Ceux-ci, dans n'importe quelle occasion, ne pensaient jamais à eux avant d'avoir pourvu au bien-être de leurs bêtes. Ils dorment fréquemment à côté de leur cheval de choix, et le noble animal manque rarement de rendre son affection à son maître, dont il connaît la voix, et qu'il suit généralement comme un chien. »

En 1816, ces troupes se fondirent avec l'armée hanovrienne, qui en engloba une partie, savoir : 20 escadrons sur 52, et 36 compagnies d'infanterie sur 110. Le reste fut licencié ou mis à la suite pour les officiers. Les deux bataillons d'infanterie légère, les 1^{er}, 2^e et 3^e bataillons de ligne figurèrent devant Bayonne en 1814. Ils eurent 54 tués, 105 blessés et 35 disparus.

CIV

L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE AU CHATEAU DE RABA

L'impératrice à Bordeaux. — Promenade à Talence. — Le château de Raba. — Le Trianon Bordelais. — Le mobilier. — Un buste de Napoléon. — Les oiseaux des îles. — Une poésie du temps. — Une brochure rare.

On ne sait que peu de choses sur le séjour de Joséphine à Bordeaux, jusqu'au moment de son départ. Le 15 avril, accompagnée par un détachement de la garde d'honneur à cheval, Sa Majesté alla visiter à Talence « l'agréable

maison de campagne de M. Raba, » que l'empereur avait déjà honoré de sa présence ; Napoléon lui-même l'y invitait, en lui écrivant de Bayonne, le 17 avril 1808 : « Je reçois ta lettre du 15 avril. Ce que tu me dis des propriétaires de la campagne, me fait plaisir, vas-y passer la journée quelquefois. » Puis il ajoute : « Je donne ordre qu'il soit fait un supplément de 20,000 fr. par mois à ta cassette, pendant ton voyage, à partir du 1^{er} avril. » Joséphine se promena longtemps dans les jardins de ce lieu de plaisance, dont les propriétaires s'empressaient de lui faire les honneurs.

Une anecdote assez curieuse a été racontée sur le château de Raba. « Un fait, dit l'auteur de *Bordeaux sous la Terreur*, pourra faire juger de l'ignorance des misérables qui s'étaient faits les bourreaux de la France. Quelques-uns d'entr'eux voulurent se donner le plaisir de visiter la belle propriété de MM. Raba frères. Etant introduits ils aperçurent le chiffre de R. F., abréviation de Raba frères. Ils décidèrent de suite que c'étaient des armoiries prohibées par le décret du 1^{er} août. Les propriétaires voulurent s'amuser de leur ignorance et prouver leur patriotisme pour échapper à la détention et à la mort, leur fit croire que le chiffre R. F. signifiait *République Française*, ils le crurent, et MM. Raba frères échappèrent à la persécution de ces savants montagnards. »

Le château qui attira l'attention de Napoléon et de Joséphine, mérite que nous nous y arrêtions quelque peu. Il remplaçait, paraît-il, une ancienne maison noble, où coucha Henri IV l'avant-veille de la bataille de Coutras. Situé à six kilomètres de Bordeaux, sur la route de Bordeaux, il fut construit en 1783 sur les plans de Louis, pour les frères Raba, qui l'entourèrent de jardins magnifiques, ornés

de statues et agréments divers, lesquels lui valurent le nom de Trianon Bordelais. Après avoir été le rendez-vous de la société bordelaise, il fut « ouvert au peuple » après la Révolution et devint la promenade favorite des Bordelais et l'un des buts d'excursion les plus fréquentés des étrangers.

Il est vraisemblable que les frères Raba, que leurs armements attirèrent souvent à Saint-Domingue et dans les Antilles, y connurent la famille de Joséphine pendant leurs longs et fréquents séjours. D'après la tradition, lorsque l'impératrice arriva à Bordeaux, elle refusa tout d'abord de descendre à la Préfecture, en disant : « J'irai coucher chez mes amis Raba. » Aussitôt on se hâta de meubler la chambre impériale et son mobilier se détache encore aujourd'hui par « sa massivité imposante, de l'ensemble général, qui est du plus pur Louis XVI. » C'est un lit d'acajou massif élevé d'une marche, avec pilastres, surmonté de bronzes verts, une psychée, un secrétaire, des tables garnies de bronzes, quelques sièges qui en composent l'ameublement principal. Les rideaux du lit, en damas vert, brochés d'or, sont surmontés de l'aigle de bronze aux ailes déployées. Sur la cheminée un buste de l'empereur en biscuit de Sèvres. Son socle en bois, aux ornements de cuivre, porte en lettres dorées l'inscription suivante : « Donné par S. M. l'Impératrice aux frères Raba, l'an 1808. » Ce buste est authentiqué par la lettre suivante :

« A Bayonne, le 3 mai 1808.

« J'ai l'honneur de vous donner avis, Monsieur, que je viens de faire mettre à la diligence, par ordre de Sa Majesté l'Impératrice, une caisse à votre adresse contenant le buste de Sa Majesté l'Empereur.

« Je suis charmé, Monsieur, d'être chargé de vous annoncer une chose aussi agréable.

« J'ai l'honneur d'être, avec une considération distinguée,

« DE BEAUMONT. »

L'impératrice vint visiter le château de Raba, accompagnée de ses dames du Palais, de ses lectrices, et de Mme Fauchet, épouse du préfet du département. Elle admira dans les jardins les oiseaux des îles qui étaient renfermés dans une volière placée dans un cabinet de verdure situé près de sa chambre. Les frères Raba les lui envoyèrent en hommage, mais les oiseaux moururent bientôt faute d'une nourriture spéciale. Il lui en fut envoyé de nouveau, mais ceux-ci étaient accompagnés de la recette particulière à leur alimentation, et ces envois successifs furent l'objet d'une correspondance particulière avec le chambellan de Beaumont, dont le ton fait deviner une affection réelle et une entente cordiale avec les maîtres du logis.

A ces renseignements qui précèdent et dont nous devons une partie à l'obligeance de M. Robert Elissen, propriétaire actuel du château de Raba, nous ajoutons la poésie suivante qui, sans nom d'auteur, porte la date du 9 avril 1808. Nous la reproduisons à titre de curiosité :

Napoléon le Grand, dans ce champêtre asile
A paru tout couvert de ses lauriers touffus.
Ceux qui croissent ici sont d'espèce fragile,
Mais les cieux fleurissent mille et mille ans et plus.

Enfin l'on voit régner sur son auguste trône
Et le génie et l'âme et le cœur de Titus,
L'amour de ses sujets sans cesse l'environne,
L'univers rend hommage à ses hautes vertus.

Quelle âme magnanime ! Ah ! son désir suprême
Est et sera toujours de voir son peuple heureux,
C'est le serment qu'il fit lorsque du diadème
Un pontife ceignit son front majestueux.

Qu'il vive ce génie resplendissant de gloire,
Qu'il vive et qu'il se voit au comble de ses vœux,
Sa carrière héroïque et chère à la mémoire
Servira de modèle à nos derniers neveux.

Bernadau, l'historien bordelais, a fait une publication sur le château de Raba, qui porte le titre suivant : *Promenade à Talence, ou description de la maison de campagne de MM. Raba frères, Extraits de quelques lettres sur les environs de Bordeaux, adressées à M., négociant à Marseille. Lettre en prose et en vers.* Bordeaux, an XII (1803), Paris, Beaune. Cette brochure est devenue rarissime.

CV

LA SUITE DU ROI JOSEPH

Le roi Joseph. — Sa maison. — A Bayonne. — Les personnages de sa suite. — *Pepe botella*. — Le général Saligny. — Une dure vérité. — Le général Dumas. — Franceschi et Filanghieri. — Le cuisinier du roi et son valet de chambre. — Piqueurs et domestiques. — Le pillage de Bilbao.

Dans son magnifique ouvrage, *Napoléon et sa Famille*, M. Frédéric Masson dit en parlant du départ du roi de Naples et de son arrivée à Bayonne : « Joseph emmenait son ministre des affaires étrangères, les colonels généraux de sa garde, des écuyers, des chambellans, des officiers de tous grades, une domesticité immense. »

Mais quoique plusieurs des familiers du nouveau roi d'Espagne aient écrit leurs Mémoires, et parmi ceux-ci nous citerons le maréchal Jourdan, Miot de Melito, Girardin, le général Hugo, son aide de camp le général Bigarré, et même la comtesse Merliu, on ne trouve nulle part une liste exacte et complète de la suite du frère aîné de Napoléon à son arrivée dans notre ville. C'est donc à l'aide de ces différents ouvrages et de quelques documents inédits que nous essayerons de combler cette lacune historique.

Tous ceux qui quittèrent Naples pour s'attacher à la fortune de Joseph dans son nouveau royaume, n'arrivèrent pas à Bayonne avec lui. Mais il était accompagné de son ministre le marquis del Gallo, du général Salligny, de son écuyer Stanislas Girardin, de M. Deslandes, secrétaire intime, du jeune Clary, surnommé Bienvenu, de son aide de camp M. de Clermont-Tonnerre, de ses deux valets de chambre Maillard et Christophe. Le service de la bouche de l'empereur fut chargé, pendant la route de Bayonne à Madrid, de la bouche du roi. Les autres personnages appartenant à Joseph le rejoignirent plus tard et principalement après la première évacuation de Madrid et l'arrivée de Joseph et de son armée à Vittoria.

Ce fut à Burgos qu'on trouva, arrivant de Naples, les généraux Dumas, Strolz, Ferry, Bigarré et Hugo, les chevaux attachés aux écuries du roi, et tous les gens appartenant aux divers services.

La ville de Bayonne fut pendant longtemps le lieu de passage et de séjour de tous ces personnages et on doit juger de l'animation extraordinaire qui y régna à cette époque. Ce fut pendant que Joseph était encore à Bayonne qu'il fit une abondante distribution d'argent à ses fidèles,

épuisant pour cela le trésor du royaume de Naples qui ne lui appartenait plus. Ses libéralités intempestives ne se montèrent pas à moins de 11,247,436 fr. en argent comptant en inscrivant des rentes à 5 pour cent. De cette somme considérable il fit part au marquis de Gallo, au maréchal Jourdan, aux généraux Saligny, Maurice Mathieu, Lanchaurin, Campredon, Dumas, Franceschi, Dedon, Montserrat, Requin, Pastoureaux, Strolz, Merlin, Cataneo, aux colonels Franceschi, Ampère, Capitaine, Janin, Domar, Ferrer, Mansi, Puy ; aux lieutenants-colonels Roderer, Expert, Bigarré, à Mme Lafon Blaniac, à Mmes Saint-Même, Domar, Paroisse et Miot, au secrétaire d'Etat Riciardi, à la duchesse d'Astri, au prince de Nigliani et au duc de Noja.

La plupart de ces personnages le suivirent en Espagne, mais tous n'eurent pas également à se louer de lui. En effet, à peine pourvu par la volonté de son puissant frère de la couronne d'Espagne et des Indes, Joseph émit l'étrange prétention de voir tous ceux qui l'avaient suivi abandonner leur qualité de Français pour devenir Espagnols et arborer la cocarde rouge. « Dès lors, dit encore M. Frédéric Masson, comment s'étonner que les amis anciens, hommes de bon conseil, de valeur et de poids, bien choisis la plupart, et dont la collaboration avait donné quelque éclat au fugitif royaume de Naples, eussent été délibérément écoutés, ils étaient Français et voulaient rester tels : Saliceti s'était attaché à Murat ; Roederer, averti qu'il ne pouvait être ministre, n'étant pas espagnol, et demandé comme ambassadeur de France, était trop avisé pour ne pas comprendre que, entre son devoir et son amitié, la place serait intolérable ; Girardin, presque renvoyé à Bayonne, l'était tout à fait à Miranda,

parce qu'il avait déplu à la maîtresse du roi ; Fréville et Mathieu Dumas étaient expédiés, sous prétexte de missions, auprès de l'empereur. Maurice Mathieu et Saligny, tout neveux qu'ils étaient de la reine, étaient mis à l'écart, tenus en suspicion parce qu'ils n'approuvaient pas tout ce qui se faisait. Il restait avec quelques Espagnols qui, peut-être de bonne foi, s'étaient dévoués au nouveau règne ou que l'intérêt y attachait, de rares Français de second ordre qui, tout heureux d'approcher d'un roi, admiraient bouche bée tout ce qui se disait, des militaires d'un grade et d'un esprit trop inférieur pour se permettre une opinion, des complaisans et des besogneux.»

A ces lignes si explicites et si complètes, nous ajouterons cependant quelques traits sur les personnes de la suite du roi qui l'accompagnèrent à Bayonne ou qui le rejoignirent plus tard.

Tout d'abord reproduisons le portrait du roi Joseph lui-même, dû à la plume de son ami Stanislas Girardin, et qui nous donne des détails sur cette légende qui courut bientôt dans toute la Péninsule, que le nouveau roi catholique était un ivrogne et un amateur du bon vin.

Ce fut aussitôt après la retraite de Madrid. Le roi occupait à Calahorra une très belle maison appartenant à un grand d'Espagne où se trouvait une belle bibliothèque et surtout une cave excellente et qui fut jugée telle par les officiers attachés au service du roi : « la brèche qui fut faite dans cette cave a été très considérable, et l'intendant de la maison en a rendu compte sans doute à son maître. C'est ce compte-rendu qui a donné pendant quelque temps à Joseph une réputation qu'il ne méritait pas, celle d'aimer beaucoup le vin. Il était, sous ce rapport, d'une sobriété remarquable. Les gazettes espagnoles, publiées

dans les parties occupées par les insurgés, cherchèrent à accréditer l'opinion que Joseph était un ivrogne. L'on fit une petite pièce qui fut jouée sur un des théâtres de la capitale, où il paraissait dans un état d'ivresse complet ; cette pièce était intitulée : *Don Pepe Bottiglio*. L'on représentait Joseph difforme et d'une laideur épouvantable. C'était en donner l'idée la plus fausse, car il est bien fait et d'une physionomie agréable ; les traits de sa figure sont très réguliers ; mais les amis de Ferdinand cherchaient à le présenter au peuple sous ceux qu'ils savaient pouvoir lui déplaire davantage. »

Le maréchal Jourdan, qui était un ami de Joseph, était le seul des généraux français qui fut très bien avec le roi, cela venait un peu de ce qu'il était mal avec l'empereur. Aussi attendit-il en vain le duché de Fleurus.

Le général Saligny, qui était capitaine des gardes, avait été nommé par lui duc de San Germano, qui était une petite ville à l'entrée du royaume de Naples, au pied de l'abbaye du mont Casira. Cependant le général ayant demandé au roi quels étaient les avantages que lui procurait ce titre, celui ci lui répondit :

— Rien.

— Comment rien ! Mais, dit Joseph, cependant beaucoup dans l'opinion, car le titre que je viens de vous conférer est beau, il est historique et répandra sur vous, et conséquemment sur votre famille, une grande illustration, car ce que je dois éviter, surtout en Espagne, c'est d'avoir auprès de moi des hommes nouveaux.

Et comme le général Saligny ne paraissait pas bien convaincu, Joseph ajouta que pour être un de ses capitaines des gardes à Madrid, il fallait être grand d'Espagne.

Le nouveau roi trouva moins de complaisance dans son

premier écuyer, Stanislas Girardin, qui, après l'avoir accompagné à Naples, le suivit à Bayonne et de là à Madrid. Celui-ci avait une certaine liberté de langage qui n'était pas faite pour plaire au successeur de Charles-Quint ; on en aura pour preuve la conversation suivante, qui a été fidèlement rapportée.

C'était peu de temps après l'entrée à Madrid, et comme le roi Joseph manifestait quelques idées d'indépendance et disait que les Espagnols eux-mêmes viendraient probablement à son secours et l'appuieraient, son premier écuyer le rappela assez brutalement à la réalité en lui parlant de l'empereur et en lui disant :

— Songez bien qu'il est le tronc de l'arbre dont vos frères et vous êtes les branches. Si le tronc périt, n'importe comment, les branches se dessèchent et tombent. Vous devez donc, vos frères et vous, travailler à affermir les racines de l'arbre qui vous protège. Napoléon est tellement puissant, même dans votre capitale, qu'il vous ferait arrêter jusque dans votre palais.

— Par qui ? demanda le général Saligny.

— Par vous.

— Par moi ?

— Oui, par vous. Il n'est aucun de ses généraux qui osât lui désobéir ; il n'y a point de troupes ici qui puissent résister à ses ordres. Je vous ai fait connaître, sire, ma pensée toute entière.

— J'avoue que vous ne m'avez rien dissimulé.

— Je désire, et je fais des vœux pour que vous redeveniez tout à fait français ; votre force, votre sûreté, votre avenir est dans nos armées, et pour commander celles qui sont ici et obtenir leur confiance, il faut qu'elles vous croient animé de sentiments tout à fait français.

On conçoit qu'un si mauvais courtisan ne pouvait avoir aucune chance de succès auprès du nouveau roi, aussi s'arrangeât-on à le faire partir après la première évacuation de Madrid. Nous reviendrons d'ailleurs sur ces intéressants mémoires.

Le général Dumas avait repris ses fonctions de grand maréchal du palais. Joseph disait de lui : « Dumas n'est nullement changé, et sous le rapport des qualités aimables et de l'attachement pour moi, c'est fort heureux ; mais il joue ici son rôle de grand maréchal tout aussi sérieusement qu'il le faisait à Naples ; il arrive à ne pas s'apercevoir, ou plutôt à ne pas me faire savoir combien ma position a subi de modifications. Il ne veut pas reconnaître que les projets dont je lui ai fait part sont un jeu de mon imagination et ne peuvent être exécutés. Cependant je sens que son esprit et sa bonne grâce m'entraîneraient peut-être à les commettre, mais l'économie est devenue pour moi une chose de première nécessité. »

Le général Franceschi Delorme commandait une division de cavalerie. Ce général était aide de camp du roi et avait épousé à Naples la fille cadette du général Dumas ; c'était un officier distingué dont nous avons déjà raconté la fin prématurée. Il avait pris le nom de Delorme pour ne pas être confondu avec Francheschi, ancien aide de camp de Masséna, que le roi venait de prendre pour le placer parmi ses écuyers.

Ce second Franceschi périt aussi malheureusement, et voici en quelle occasion : Lorsque Stanislas Girardin quitta Vittoria, dans le mois d'octobre, pour se rendre à Paris, il remit l'exercice de sa place à l'écuyer le plus ancien ; c'était un Napolitain appelé Filanghieri, c'était le

fil d'un homme très distingué, et lui-même l'était également ; il avait été élevé dans un lycée de Paris, et joignait à beaucoup d'instruction une grande bravoure. Le choix fait par Girardin était conforme à l'usage, mais il ne fut pas ratifié par le roi, qui confia l'intérim de sa place à un écuyer récemment nommé : c'était le général Franceschi. Il était Milanais et jouissait d'une grande faveur auprès de Joseph, et voici pourquoi : Un jour qu'il accompagnait S. M. qui était à cheval, elle eut besoin de mettre un manteau pour se garantir de la pluie ; il l'arracha des mains du piqueur pour le présenter au roi, et lorsque le roi vint à le quitter, il voulut absolument s'en charger. S. M. fut flattée de son acte de complaisance, et au moment du départ de Girardin, elle lui prouva sa satisfaction. La faveur qu'il obtint alors lui coûta fort cher, puisqu'elle lui coûta la vie ; lorsqu'il prévint Filanghieri qu'il exercerait ses fonctions d'après la volonté que le roi lui avait exprimée, Filanghieri lui déclara positivement qu'il n'obéirait point à ses ordres, et lui dit à ce sujet des choses que les militaires ne tolèrent pas ; ils se battirent au pistolet, Franceschi fut tué et Filanghieri repartit immédiatement pour Naples. Après la mort de Franceschi, le roi donna pour successeur temporaire à Girardin, le général Merlin. Depuis quelques jours il avait été nommé aide de camp du roi, et un autre aide de camp, le général Strolz, avait été fait écuyer.

E. DUCÈRE.

(A continuer).

LE PAYS DE LABOURD

AVANT 1789

DEUXIÈME PARTIE

LES OFFICIERS DU BAILLIAGE

§ 2. — LE LIEUTENANT GÉNÉRAL

(Suite et fin)

MATHIEU DE LALANDE, fils d'Auger de Lalande et de Catherine Dolives, remplaça Pierre de Larre, et devint lieutenant général de Labourd dans les circonstances relatées ci-dessus.

Bien vite après, une affaire, dont il eut à connaître, remit encore en question la compétence des officiers du bailliage, et provoqua de nouveau les plaintes des officiers du sénéchal.

Jean d'Artaguiette, syndic général du pays, avait représenté à l'Intendant de Guyenne qu'on faisait de la fausse monnaie sur le territoire du Labourd ; qu'on y trouvait des pièces fausses et nouvellement fabriquées, dont il importait de rechercher et de punir les auteurs. A cette requête l'Intendant répondit par une Ordonnance du 21 mai 1695, disant que : « à la requête du sr de Habans, « procureur du roy au bailliage d'Ustaritz, il serait informé « sur ladite fabrication, émission et exposition de fausse « monnaie, par M. de Lalande, lieutenant général, et le « procès par lui fait et instruit contre les accusés, jusqu'au « jugement définitif exclusivement. »

D'un arrêt du Parlement de Bordeaux, rapporté dans l'*Inventaire* de Planthion (p. 23), il résulte que les officiers du bailliage informèrent en effet contre trois accusés de fausse monnaie. Mais ceux-ci ayant été traduits au Parlement, les officiers du sénéchal de Bayonne intervinrent pour demander la cassation de la procédure, prétendant que les officiers du bailliage n'avaient pas pu en connaître, le crime de fausse monnaie étant un des *cas royaux* interdits en général aux juges inférieurs. Le syndic général du Pays intervint lui aussi et demanda l'exécution de l'arrêt de 1572, rendu au profit de Boniface de Lasse. Finalement, après de longues écritures, la procédure fut maintenue et les faux monnayeurs condamnés.

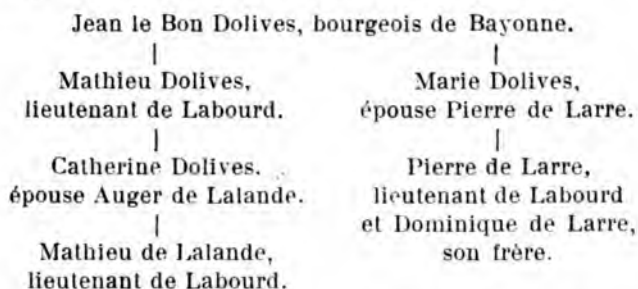
Pour le surplus, sur l'appel des officiers de Bayonne, l'opposition de ceux d'Ustaritz et l'intervention du syndic de Labourd, il fut ordonné par un nouvel arrêt du 4 septembre 1697, que les parties se pourvoieraient devant le roi, pour être par S. M. statué comme il appartiendra ; et que cependant suivant ledit arrêt de 1572, *et par provision*, lesdits officiers connaîtraient respectivement des cas royaux, tout ainsi qu'il est contenu dans la Coutume du pays de Labourd et qu'ils ont accoutumé de jouir jusqu'à présent.

Au moment où fut dressé, par les ordres de Louis XIV, l'*Armorial* officiel de 1696, Lalande fit enregistrer son écusson, dans un article ainsi conçu :

« Mathieu de Lalande, conseiller du Roy, et son lieutenant-général au bailliage de Labourd, porte écartelé :
« — au 1^{er} d'or, à trois pals de gueules ; — au 2^e d'azur,
« à une tête et col de cheval d'argent, bridée de sable ; —
« au 3^e d'argent, à un aigle le vol abaissé de sable ; — au
« 4^e d'or, à un lion passant de gueules » (1).

(1) Revue de Béarn, Navarre et Lannes, année 1884, p. 430.

On dirait que tristement affecté par la mort violente de son prédécesseur, Mathieu de Lalande avait le sentiment du sort qui l'attendait lui-même. On ne comprend pas sans cela comment « étant en santé » et encore jeune, il ait songé à faire son testament le 24 décembre 1701 (1). Il avait alors 33 ans et il institua pour son héritier général, Dominique de Larre, citoyen de Bayonne, *son petit oncle*, auquel le rattachait la parenté suivante :



Quelques mois plus tard, Lalande tombait lui aussi d'une façon tragique, et c'est encore dans les Registres paroissiaux d'Ustaritz que se trouve cette mention lugubre :

« Le 8 juillet 1704, M^e Mathieu de Lalande, conseiller « du Roy et Lieutenant général au pays de Labourd, a été « assassiné dans le territoire de Faldracon, et enterré le « lendemain dans l'église St-Vincent, d'Ustaritz. — *Signé* : DAGUERRE-DUHART, vicaire. »

Le territoire de Faldracon est une immense lande qui confine aux communes de Saint-Pierre d'Irube, Villefranque, Halsou, Mouguerre, et touche les vastes forêts d'Hasparren et Briscous. Elle est encore aujourd'hui com-

(1) Acte de Distiart, notaire. (Etude d'Ustaritz).

plètement déserte. Peu d'endroits sont aussi propres aux agressions criminelles et aussi défavorables aux recherches de la justice.

Dominique de Larre, agissant en qualité d'héritier testamentaire de Mathieu de Lalande, s'empresse de donner procuration à M^e Pierre de St-Castet, avocat, pour rechercher les véritables auteurs de cet assassinat. Il avait porté plainte contre Jacques de Lalande, frère de la victime, auquel il attribuait encore ce nouveau meurtre. Mais peu de jours après, le 15 juillet 1704, il se désistait de cette plainte directe, et déclarait par acte notarié qu'il n'agirait plus que comme partie jointe du Procureur du Roy et des officiers de la Maréchaussée, à cause des frais énormes qu'il aurait fallu exposer, et auxquels n'auraient pas suffi les biens du défunt (1).

PIERRE DE CASTERA, successeur de Mathieu de Lalande, était lieutenant général en l'année 1708 et conserva cette fonction jusqu'en 1712. Dans l'intervalle qui paraît avoir existé entre lui et son prédécesseur, la cour d'Ustaritz fut tenue par Michel d'Etchegoyen, lieutenant criminel, dont je parlerai ci-dessous.

On voit encore à Biarritz, près de l'église Saint-Martin, une maison de Castera dans laquelle vivait, au XVII^e siècle, une famille notable qui a joué un rôle marqué. Mais ce n'est point à celle-là qu'appartenait le lieutenant de Labourd. Une autre famille de Castera, originaire des Landes, était venue s'établir à Bayonne vers l'année 1638. Elle avait pour chef un Pierre de Castera, natif de Pontonx, qui était marié à Françoise Diteux, et qui laissa trois fils, François, Jean et Thomas.

(1) Actes de Dubarbier, notaire à Bayonne. (Etude actuelle de M^e Ramond).

Le 6 février 1658, par devant Reboul, notaire royal (1), François de Castera, s'embarquant pour le Portugal, fait un testament dans lequel il institue légataires ses deux frères encore mineurs. Nous ne savons ce que devinrent François et Thomas, mais le troisième frère, Jean, fut d'abord avocat ; puis il devint procureur du roi en l'Amirauté, et juge-garde en la Monnaie de notre ville. Il avait épousé, le 19 mars 1673, Marie Detcheverry, et de ce mariage naquirent deux enfants, *Pierre* et *Anne*.

Pierre de Castera, avocat à Bayonne, y contracta un premier mariage, le 28 janvier 1705, avec Angélique de Lalande, damoiselle, fille de Tristan de Lalande-Berriots. Il devenait par ce mariage cousin-germain de Mathieu de Lalande, le dernier lieutenant général de Labourd. C'est sans doute ce lien de parenté qui l'amena à devenir son successeur, à défaut de parents plus rapprochés (2).

Devenu veuf il contracta un second mariage, le 3 janvier 1712, avec Jeanne de Gaillardie, fille de Martin de Gaillardie, receveur de l'impôt appelé *la Coutume*.

Sa sœur, Anne de Castera, avait épousé Jean de Gouzian, écuyer, seigneur de Souhy et de St-Martin, à Urcuit, ancien lieutenant général du sénéchal de Gramont, à Came (3).

Leur père, Jean de Castera, mourut le 11 septembre 1711, laissant un codicille par lequel il légua à son fils

(1) Etude actuelle de M^e Detchart, à Bayonne

(2) Voici le tableau de cette parenté :

Tristan de Lalande, — était frère de : —	Auger de Lalande,
	1 ^{er} criminel à Ustaritz.
Angélique de Lalande,	
épouse Pierre de Castera.	Mathieu de Lalande.

(3) Archives de Bayonne, *Registres GG. passim*.

son office de juge-garde en la Monnaie de Bayonne (1). Pierre de Castera, devenu titulaire de la charge qu'avait exercée son père, quitta le bailliage d'Ustaritz et vint se fixer à Bayonne, où il vécut désormais.

Les armes de cette famille sont décrites comme il suit dans l'Armorial général de 1696 :

« Jean de Castera, avocat en Parlement, et juge-garde « royal en la Monnaie de cette ville, porte : *de gueules à un « chevron d'or, accompagné de trois croix pattées d'argent, 2 en « chef et 1 en pointe ; et un chef cousu d'azur chargé de trois « étoiles d'or* » (2).

MICHEL, PIERRE ET JEAN D'ETCHEGOYEN, furent tous les trois lieutenants criminels au bailliage d'Ustaritz et se succédèrent l'un à l'autre, depuis 1692 jusqu'en 1757.

La famille d'Etchegoyen jouissait à Ustaritz d'une situation importante qui ne peut être laissée dans l'oubli. Elle a donné au Pays de Labourd une série de praticiens et de fonctionnaires, dont le souvenir doit être rappelé.

Dès l'année 1519 un Pierre d'Etchegoyen était greffier du bailliage, et comme tel accompagnait le lieutenant Jehan de Saint-Pé dans une enquête faite à Hendaye, au sujet de la Bidassoa.

En 1551 c'est aussi un d'Etchegoyen, notaire à Ustaritz, qui rédigea le pouvoir syndical donné à Anthoine Dithurbide, pour réclamer des Bayonnais l'autorisation de faire passer plusieurs bateaux de froment.

Nos Archives municipales signalent, en 1572, un Jehan d'Etchegoyen, avocat à Ustaritz, qui portait le titre de *substitut en Labourd du Procureur général*.

(1) Acte du 23 septembre 1710, Pinaquy, notaire. (Etude actuelle Detchart).

(2) Revue de Béarn, Navarre et Lannes, année 1884, p. 432.

Vers la même époque les d'Etchegoyen entrèrent dans la maison noble et ancienne de Hirigoyen, par une alliance avec la fille et unique héritière de Pierre de Hirigoyen, le vaillant capitaine des guerres d'Italie.

En 1599 Charles d'Etchegoyen, avocat, fut nommé par le Bilçar d'Ustaritz, syndic général du Pays de Labourd. Il avait plusieurs frères, notamment : Jehan d'Etchegoyen, sieur de la Salle ou Maison noble de Hirigoyen (1), Joannes d'Etchegoyen, capitaine, marié à Catherine de Luro ; Pierre d'Etchegoyen, lui aussi avocat, qui devint également syndic général du Pays de Labourd, en 1618.

Un autre Pierre d'Etchegoyen, avocat, épousa vers 1650 l'héritière de la maison noble de Sorhoette et mourut à Ustaritz le 11 août 1680. Ce fut un de ses fils, Miguel ou Michel d'Etchegoyen, qui, après le décès d'Auger de Lalande, réussit à obtenir la charge de *lieutenant criminel*.

Ce n'est pas sans peine et sans intrigues qu'il put entrer en possession de cette place. Il rencontra devant lui une opposition énergique, qui malheureusement se trouvait justifiée par les plus graves motifs. Nous avons vu qu'il avait été soupçonné de complicité dans l'assassinat du lieutenant Pierre de Larre. Voici quels étaient les indices sérieux qui avaient fait naître ces soupçons :

« Cejourd'huy neufvième du mois de may 1691, Dominique de Larre, bourgeois de Bayonne, désirant poursuivre en justice la punition du crime d'assassinat commis sur la personne de M^r Pierre de Larre, son frère, conseiller du roy et lieutenant général du pays et bailliage de Labourt, qui se trouva avoir été tué à coup de pistolet

(1) Sa fille épousa, vers 1627, noble Laurens de Haget, qui devint par ce mariage sieur adventice de Hirigoyen. Cette maison passa ensuite aux d'Ibarrart, qui la gardèrent jusqu'à la Révolution.

dans sa chambre auprès du feu, le samedi matin, 27^e janvier dernier, expose : Que m^e Jacques de Lalande, avocat, petit neveu, desdits de Larre, demouroit en mesme maison, et n'a pas paru du depuis, et s'est réfugié dans le royaume d'Espagne, où il est, ce qui le rend entièrement coupable ; Et que le coup a été reconnu avoir été baillé par le dessous de l'oreille gauche et sorti sur le haut de la teste du côté droit ; qui n'a pu être donné que le deffunt ne fut saizi et tenu par quelque complice, dans le temps qu'il a été ainsi tué, sans qu'on aie pu découvrir autrement ces complices que des pratiques, allées et venues que m^e Miguel d'Etchegoyen faisoit de jour et de nuit, le vendredi avant que le deffunt lieutenant fut ainsi trouvé mort ; Ayant ledit d'Etchegoyen disné ledit jour de vendredi, 26^e du mois de janvier, avec ledit de Lalande, dans l'appartement de celluy-cy qui étoit au dessus de celluy qu'occupoit, et où se trouva mort, ledit lieutenant général ; où sera remarqué qu'au plancher de l'appartement dudit de Lalande, il y avoit, comme il y a encore, une ouverture ou trappe qui donne descente et communication dans l'appartement dudit deffunt ; Et apres avoir lesdits de Lalande et d'Etchegoyen ainsi disné teste à teste, sans que autre personne de la maison y fut, ils seraient aller passer le reste de la journée à faire la desbauche dans des cabarets dudit lieu d'Ustaritz ; Et seroient retournés dans ladite maison où le meurtre a été commis, environ les sept à huit heures du soir, tant ils estoient inséparables ; Ledit de Lalande ne fréquentant autre que ledit d'Etchegoyen, de jours et de nuits, quoiqu'il sçut que c'estoit un homme chargé et convaincu de plusieurs crimes, et qui portoit du ressentiment audit lieutenant général, pour avoir procédé à des informations crimi-

nelles contre ledit d'Etchegoyen. A raison de quoi, ledit de Larre ne pouvant s'adresser, pour en porter sa plainte aux fins d'en être informé, par devant ledit bailliage, pour n'y avoir pas d'autre officier que le Procureur du Roy, et que les *curiaux* (1) se trouvent suspects pour en connaître, soit contre ledit de Lalande, soit contre ses complices, ledit de Larre se voit obligé de recourir à l'autorité de Nosseigneurs du Parlement de Bordeaux. A cette cause, icellui de Larre a fait et constitué son procureur m^e Pierre Daniel Herman, procureur en ladite Cour de Parlement, pour, et au nom dudit Dominique de Larre, présenter devant nosd. seigneurs requête et plainte narrative de ce que dessus ; aux fins qu'il lui soit permis d'informer dudit meurtre tant contre ledit de Lalande que ses complices, et ce par devant le plus prochain juge royal des lieux, non suspect ; et pour faciliter la preuve, obtenir la permission des fulminations ecclésiastiques ; déclarant ledit de Larre se rendre partie instigante ; promettant avoir et tenir pour agréable tout ce que par son dit procureur sera fait et ne le révoquer, à peine de tous dépens damages et intérêts. — Signé : DOMINIQUE DE LARRE » (2).

Trois jours après, par devant le même notaire, Dominique de Larre faisait encore consigner dans un acte public, les graves déclarations qu'on va lire :

« Ayant été averti que M^e Miguel d'Etchegoyen, avocat, s'était présenté à la Cour de Parlement de Bordeaux, pour être reçu et installé en la charge de lieutenant criminel au siège d'Ustaritz, en vertu de Lettres (patentes) qu'il

(1) Ce mot désigne les avocats à la cour d'Ustaritz, qui avaient le privilège de remplacer les lieutenants, et d'en faire les fonctions, lorsque ces officiers se trouvaient absents ou empêchés.

(2) Acte de Monho, notaire à Bayonne (étude actuelle Ramond).

goyen avait réussi à corrompre son geolier et à se faire élargir sans aucun droit (1).

Il ressort de ces faits que, vingt trois ans après la mort de son frère, Dominique de Larre était enfin parvenu à faire emprisonner le lieutenant criminel, malgré le caractère officiel dont il était investi et malgré l'âge auquel il était parvenu.

Michel d'Etchegoyen avait alors plus de soixante-trois ans. Il mourut à Ustaritz le 4 mai 1716, et son acte de décès a bien soin de rappeler son titre de *lieutenant criminel au bailliage de Labourd*. Son frère Pierre lui succéda dans cette charge.

Pierre d'Etchegoyen était avocat et avait épousé Gratiannie de Gasteluzar, originaire de Ciboure (2). Sa carrière s'écoula dans l'obscurité et c'est à peine s'il est mentionné dans quelques actes des registres d'Ustaritz. Il eut plusieurs enfants, entre autres *Jean* qui fut son successeur.

Jean d'Etchegoyen, sieur de Sorhoette, devint lieutenant criminel vers 1723, après la démission de son père (3). Durant les trente années qu'il exerça cette charge, les audiences de la cour d'Ustaritz ne signalent sur son compte rien de particulier, si ce n'est l'affaire suivante qui semblerait indiquer qu'il avait été, lui aussi, l'objet d'une agression.

« Audience criminelle du 27^e novembre 1748, *coram*
« M^e Sorhaitz (*avocat*). — Entre M. M^e Jean d'Etchegoyen,

(1) Acte de Pinaquy, notaire. (Etude actuelle Detchart).

(2) Du 13 octobre 1719, Sépulture de Gratiannie de Gasteluzar, dame de Sorhoette, et femme de M. le lieutenant criminel de Labourd.

(3) Dans un contrat de mariage de janvier 1725, ils figurent les deux comme témoins, et sont ainsi qualifiés : Pierre d'Etchegoyen, ancien conseiller du roy, ancien lieutenant criminel au bailliage de Labourd ; Jean d'Etchegoyen, conseiller du roy et lieutenant criminel audit bailliage. (Etude d'Ustaritz).

« conseiller du roy, lieutenant criminel au bailliage de
« Labourd, demandeur en crime de voies de fait, d'une
« part ; — Et Jean Duhalde, fils cadet de la maison d'Et-
« chehandy, et Pierre Latxalde, valet du maître jeune de la
« maison de Moccoet, du présent lieu d'Ustaritz, accusés,
« d'autre part : — Ouïs Dibarrart, avocat, pour le deman-
« deur, et Mondutéguy, avocat, pour les accusés ; ensem-
« ble ouï M^e Antoine Charles de Gardera, avocat plus
« ancien, pour le procureur du Roy ; avons octroyé acte
« audit Mondutéguy, de sa présentation ; et attendu qu'il
« a allégué que ses parties ont rendu leurs interroga-
« toires, ordonnons qu'il les rapportera à la prochaine
« audience. »

Il n'est plus question de cette affaire dans les audiences suivantes, et il est probable qu'elle se termina, comme beaucoup d'affaires de cette époque, par une transaction pécunière.

Jean d'Etchegoyen mourut en 1753, et après lui la charge qu'il avait exercée fut supprimée par un Edit royal que je rapporterai plus loin. Nous n'aurons plus à parler par conséquent des lieutenants criminels du bailliage, et je puis reprendre, pour ne plus l'interrompre, la suite des lieutenants généraux de Labourd.

JEAN DE HODY, succéda directement à Pierre de Castera, en 1712, et resta en fonctions jusqu'en 1736.

On ne saurait dire avec certitude de quelle partie du pays basque sortait la famille de Hody. On en trouve des branches à Bayonne, Mouguerre, Ustaritz, Hasparren et St-Jean-de-Luz. C'est dans cette dernière ville qu'habitaient les trois derniers lieutenants de Labourd dont il me reste à parler.

payer autres et plus grands droits de prêt et annuel, sceau, marc d'or et autres frais de mutation que ceux qui sont dûs pour raison dud. office de Lieutenant général. Sy donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers, les gens tenans notre Cour de Parlement de Bordeaux, que notre présent Edit ils aient à faire registrer, même en temps de vacations, et le contenu en iceluy garder, observer et exécuter selon sa forme et teneur, Car tel est notre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, Nous y avons fait mettre notre scel, Donné à Fontainebleau, au mois de septembre, l'an de grâce mil sept cens cinquante sept, et de notre règne le XLIX^e. Signé, *Louis*. Et plus bas : Par le Roy, *Phelypeaux*. Scellé du grand sceau de France, sous cire verte. » (1).

A partir de ce moment les audiences criminelles de la Cour d'Ustaritz furent tenues par le Lieutenant général *exerçant la justice criminelle*.

François de Hody, parvenu à l'âge de 80 ans, résigna sa charge en faveur de son fils, et procéda lui-même à l'installation de celui-ci.

JEAN, dit JEAN-BAPTISTE DE HODY, écuyer, devint lieutenant général de Labourd, par la résignation de son père. Quand il fut pourvu de cette charge il avait déjà 48 ans, et depuis bien des années il exerçait la profession d'avocat devant la cour d'Ustaritz.

Il fut nommé par Lettres patentes de Louis XVI, du 23 mai 1780, et installé dans ses fonctions le 11 juin 1781. Les Registres du Bailliage nous ont conservé le procès-verbal de cette installation ; et malgré la longueur de cette

(1) Anciens registres du Bailliage de Labourd, année 1758.

pièce. je n'hésite pas à la reproduire tout entière, et à terminer par cette citation mon étude sur les Lieutenants de Labourd.

Ce texte, en effet, donne un tableau très exact des formalités nombreuses qui, sous l'ancien régime, précédaient et accompagnaient la nomination des officiers du bailliage. Et puisque maintenant nous connaissons la suite et la succession de ces fonctionnaires, il ne sera pas hors de propos de connaître aussi de quelle manière ils étaient investis et revêtus de leurs charges.

*De l'audience du lundy 11^e juin 1781,
tenue par M. le Lieutenant général*

« *Requête judiciaire.* — Aujourd'huy, ouï la requête judiciairement faite par M^e Martin Pierre Dibarrart jeune, avocat de M. M^e Jean de Hody, qui a dit pour sa partie, que S. M. lui ayant accordé l'office de son conseiller, lieutenant général civil et criminel, au présent bailliage, la cour de Parlement de Bordeaux, par son arrêt du seize mai dernier, l'a reçu en cette qualité pour jouir de l'effet des Provisions de son office, conformément à la volonté du Roy; Ledit m^e Dibarrart requiert en conséquence : Etre ordonné sur les conclusions de M. le Procureur du Roy qu'il lui soit donné acte du rapport tant desdites provisions, accordées à M. M^e Jean de Hody par S. M., que dudit arrêt de la Cour : Ordonner que l'enregistrement en sera fait ez registres du siège, pour y avoir recours si besoin est; A l'effet par ledit M. M^e de Hody, conformément à la volonté du Roy, de jouir des honneurs, pouvoirs, libertés, fonctions, autorités, privilèges, droits, exemptions, franchises, immunités, prérogatives, préémi-

nences, entrée, rang, séance, gages, attributions, émoluments y appartenants. Signé, DIBARRART, jeune. »

« Sur ce, ouï M^e Pierre Harriet, avocat et procureur du roy au présent bailliage, qui a déclaré avoir eu en communication les Lettres patentes de Lieutenant général civil et criminel au même bailliage, accordées par S. M. à M^e Jean de Hody, datées à Paris le vingt trois may mil sept cent quatre vingt et signées sur le reply, par le Roy *Le Bègue*, duement scellées du grand sceau de France de cire jaune ; l'arrêt de la cour du Parlement de Bordeaux du vingt-un may dernier, sur ledit reply contenant sa prestation de serment et sa réception dans la charge de conseiller du roy, lieutenant general civil et criminel au présent bailliage, duement collationné, contrôlé et signé *Lafargue*, Monsieur *Le Berthon* premier président, enregistré au bureau des Finances de la Généralité de Bordeaux le trante may dernier, signé *Percy* loco *Pireleuu*. Et la comission de la Chancellerie près ledit Parlement expédiée sur ledit arrêt à nous adressée, collationnée, contrôlée, scellée et signée, par la Chambre, *Caseneuve de Lacaussade*. Et lui à ce consentant ; Nous François de Hody, lieutenant général, octroyons acte audit Dibarrart jeune, avocat, du rapport des dites lettres patentes, arrêt et commission expédiée sur icellui ; Et après que lecture en a été judiciairement faite par le greffier du siège, ordonnons que les mêmes lettres patentes, arrêt et commission seront enregistrées ez registres de la cour du présent bailliage, conformément aux dites lettres, arrêt et commission. De tout quoi nous avons dressé le présent verbal et ensuite nous sommes retiré. Fait à Ustarits en l'audience du bailliage de Labourt, tenu par M. François de Hody, lieutenant général, le lundy onzième juin mil sept cent quatre-vingt-un. »

« Provisions. — Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Le sr François de Hody, ayant rempli pendant plus de quarante trois années consécutives l'office de notre conseiller lieutenant général civil au bailliage de Labourt, à Ustaritz, sur la démission de son père, Nous avons cru devoir lui donner des preuves de notre satisfaction de ses longs services en agréant la résignation qu'il a faite dudit office en faveur du sr Jean de Hody, son fils, avocat au Parlement, dans la confiance où nous sommes qu'avec de tels exemples il en remplira dignement les fonctions. A ces causes et autres, Nous avons audit sieur Jean de Hody, nommé par inadvertance Jean-Baptiste, dans différents actes dont l'erreur a été rectifiée par acte de notoriété cy-joint, nous lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces présentes l'office de notre conseiller, lieutenant général civil au bailliage de Labourd, à Ustarits, dont était pourvu le sr François de Hody, son père ; auquel office nous avons jugé à propos d'unir par édit du mois de septembre 1757, l'office de lieutenant criminel audit bailliage ; et en supprimant cet office, nous avons ordonné que les fonctions en seroient exercées doresnavant et à perpétuité par le lieutenant général dudit siège, sans que le titulaire dudit office ni ses successeurs soient tenus de payer autres et plus grands droits que ceux dûs pour l'office de lieutenant général civil. Lequel sr de Hody père s'est volontairement démis dudit office, et qui en exécution de nos Lettres patentes du vingt-sept février 1780, a fait le rachat du droit annuel pour le temps de huit années au moyen du paiement par lui fait des six années portées par l'article premier des dites Lettres patentes. Pour ledit office avoir, tenir et

exercer, en jouir et user par le sr de Hody fils, aux honneurs, pouvoirs, libertés, fonctions, autorités, privilèges, droits, exemptions, franchises, immunités, prérogatives, prééminences, entrée, rang, séance, gages, attributions, fruits, profits, revenus, et émoluments y appartenans, tels et ainsi qu'en a joui ou du jouir le sr son père, et qu'en jouissent ou doivent jouir les pourvus de pareils offices. A condition toutefois que le sr de Hody fils ait atteint l'âge de ving sept ans accomplis requis, suivant son extrait baptistaire du huit juillet 1732, dûment legalisé, et qu'il n'ait au nombre des officiers dudit bailliage aucun parent ni allié aux degrés prohibés par nos ordonnances, conformément au certificat qu'il en rapporte, cy-attaché avec ledit baptistaire et autres pièces, sous le contre scel de notre chancellerie, à peine de perte dudit office, nullité des présentes et de sa réception. Si donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers, les gens tenans notre Cour de Parlement, à Bordeaux, que leur étant aparu des bonnes vie, mœurs, âge susdit, conversation et religion catholique, apostolique et romaine dudit de Hody fils, et de lui pris et receu le serment requis et accoutumé, ils le reçoivent, mettent et instituent, de par Nous, en possession dudit office, l'en fassent jouir et user pleinement et paisiblement, ensemble des honneurs, pouvoirs, gages et droits susdits, et lui fassent obéir et entendre de tous ceux et ainsy qu'il appartiendra èz choses concernant ledit office, Mandons en outre à nos amés et féaux conseillers, les présidents trésoriers de France et généraux de nos finances à Bordeaux, que par les trésoriers, receveurs, payeurs et autres comptables qu'il appartiendra, ils fassent payer comptant audit de Hody fils, lesdits gages et droits doresnavant, par chacun an aux termes

accoutumés, à commencer du jour de sa réception ; de laquelle ainsi que des présentes rapportant copie duement collationnée, pour une fois seulement, avec quittances sur ce suffisantes, nous voulons lesd. gages et droits être passés et alloués en la dépense de ceux qui en auront fait le payement ; par nos amés et féaux conseillers les gens de nos comptes à Paris, auxquels mandons le faire, sans difficulté, car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel aux dites présentes. Donné à Paris le vingtroisième jour de may, l'an de grace mil sept cent quatre vingt, et de notre règne le septième. Par le Roy, *Le Bègue.* »

« *Arrêt du Parlement.* — Vu par la Cour la requette à elle présentée par Jean de Hody, fils, avocat en la Cour, contenant qu'ayant été pourvu par S. M. de l'état et office de lieutenant général civil et criminel au bailliage d'Ustaritz, sur ladite requette par lui présentée à la Cour pour être reçu dans ledit office, il a été rendu arrêt le quatre du présent mois qui ordonne une enquête préalable de ses bonne vie et mœurs ; laquelle ayant été faite, il requiert qu'il plaise à la Cour la vérifier ; en conséquence le recevoir et prêter le serment dans ledit état et office de conseiller du roy, lieutenant général civil et criminel au bailliage d'Ustarits pour par lui en jouir et l'exercer aux droits et privilèges, prerogatives et émoluments qui y sont attachés, conformément à la volonté de S. M. Et ordonner que lesdites provisions seront enregistrées èz registres de la Cour pour y avoir recours quand besoin sera. Ladite requette signée *Rateau jeune* son procureur, répondue le seize du présent mois d'une ordonnance de la Cour portant *soit montré au procureur général du Roy*, ayant à la suite ses conclusions du même jour signées

Dudon. Vu aussi les provisions de conseiller du roy et lieutenant général civil et criminel au bailliage d'Ustarits, datées à Paris du vingt-trois mai mil sept cent quatre-vingt, signées sur le reply *par le roy Le Begue*, l'arrêt de la Cour du quatre du présent mois qui ordonne l'enquête préalable de bonne vie et mœurs dudit de Hody ; l'enquête faite en conséquence du douze dudit mois ; Et ouï le rapport du sieur de Lacolonie, conseiller du roy et doyen de la Cour ; Dit a été que la Cour, ayant égard à ladite requette et aux conclusions du Procureur général du roy, a vérifié l'enquête de bonne vie et mœurs, religion catholique, apostolique et romaine dudit de Hody faite en exécution de l'arrêt de la Cour ; En conséquence l'a reçu et reçoit à prêter le serment de l'office de lieutenant général civil et criminel au bailliage de Labourt, à Ustaritz. Et ordonne que les provisions à lui accordées dudit office seront enregistrées ez registres de la Cour, pour y avoir recours quand besoin sera, et par lui jouir de leur effet, conformément à la volonté du roy. Prononcé à Bordeaux en Parlement, le seize mai mil sept cent quatre vingt un. Reçu six sols dix deniers pour les 3 ss. pour ll. des épices, compris les 8 ss. pour ll. A Bordeaux le 23 may 1781, signé *Peschaud* ; Collationné, signé *J. Lafargue* et contrôlé. A cotté est écrit, Messieurs *Le Berthon*, premier président, *Lacolonie*, rapporteur, *épices* deux écus. »

« *Enregistrement.* — Le dix sept mai mil sept cent quatre vingt un, en conséquence de l'arrêt de la cour du seize du présent mois, les présentes provisions ont été enregistrées ez registres du greffe de la Cour, pour y avoir recours quand besoin sera, à l'effet par le pourvu de jouir du contenu en icelles, conformément à la volonté du Roy. Fait à Bordeaux, au greffe, lesdits jour, mois et an que dessus. Collationné, signé *J. Lafargue* et contrôlé. »

« *Prestation de serment.* — La Cour, après que de son ordonnance M^e Jean de Hody fils, avocat en icelle, est entré dans la Chambre, qu'il a levé la main, fait et prêté le serment en tel cas requis et accoutumé l'a reçu et reçoit dans la charge de conseiller du Roy, lieutenant général civil au bailliage de Labourt, à Ustaritz, lui enjoint de garder et observer les ordonnances royaux, arrêts et réglemens de la Cour, et de rendre la justice au pauvre comme au riche. Fait à Bordeaux, en Parlement, le vingt un mai mil sept cent quatre vingt un. Collationné, signé *J. Lafargue*, et contrôlé. A coté étant écrit, Monsieur *Le Berthon*, premier président. »

« *Commission.* — Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à nos amés et féaux les lieutenant général, conseillers et autres officiers de notre bailliage de Labourt, à Ustarits : Vous mandons installer bien et duement notre amé Jean de Hody fils, dans l'office de notre Conseiller, lieutenant général civil audit bailliage de Labourt, à Ustarits, dans lequel il a été reçu en notre Cour de Parlement de Bordeaux, par arrêt du vingt un de ce mois, sur les provisions dudit office que nous lui avons accordées le vingt trois mai dernier. Le tout cy attaché sous le contre scel des présentes. Mandons en outre au premier notre huissier ou sergent, sur ce requis, de faire pour raison de ce tous exploits, significations et autres actes de justice requis et nécessaires. De ce faire te donnons pouvoir. Donné à Bordeaux, en notre dit Parlement, le vingt trois mai l'an de grace mil sept cent quatre vingt un et de notre règne le viii^e. Collationné ; par la Chambre, signé *Cazenave de Lucaussade*. Scellé et contrôlé. »

« F. DE HODY, »

« lieutenant général. »

Jean-Baptiste de Hody s'était marié à Bayonne, le 5 juin 1764, avec dame Marguerite Duthil, « native du Cap « Français (à St-Domingue), et veuve du s^r Dominique « Larralde, capitaine de la compagnie des Grenadiers du Cap » (1). Ce mariage se trouva entaché d'un vice, qui fut réparé par l'acte suivant :

« L'an 1765 et le 19^e d'avril, m^e Jean Baptiste de Hody, « avocat en Parlement, et Dame Marguerite Duthil, tous « deux habitants de St Jean de Luz, ayant découvert qu'il « y avait entre eux un empêchement dirimant d'affinité « au quatrième degré ; qu'ainsi leur mariage était nul en « face de l'Eglise, quoique contracté de bonne foy. sans « avoir connoissance dudit empêchement ; les cérémonies « et les formalités prescrites ayant été observées, comme « il conste par l'acte de la célébration dudit mariage, en « date du 5 juin 1764, ils se sont adressés à Mgr l'Evesque, « qui leur a accordé la dispense dudit empêchement, et « nous a commis pour procéder à la réhabilitation de leur « mariage. En conséquence il a été réhabilité dans l'église « cathédrale et paroissiale de cette ville, les parties s'étant « donné de nouveau le consentement réciproque, et ayant « reçu de nous la bénédiction nuptiale, en présence de « MM....., témoins, qui ont cy signé, avec les parties et « nous. — DOP, chanoine, curé-majeur, commissaire » (2).

Le bailliage d'Ustaritz et la sénéchaussée de Bayonne furent supprimés par la loi du 24 août 1790, votée par l'Assemblée Constituante. Ils furent remplacés tous les deux par une seule juridiction qui fut appelée : *Tribunal du District d'Ustaritz*, et qui dès sa création s'établit à

(1) Archives de Bayonne, GG. 106, p. 88.

(2) Archives de Bayonne, GG. 106, p. 168.

Bayonne, dans la cy-devant église des Carmes (1). Jamais il ne siégea à Ustaritz. A l'imitation des anciens sièges présidiaux, ce tribunal comprenait un président et plusieurs juges, ce qui permettait de faire entrer dans sa composition les anciens officiers, qui avaient perdu leurs charges dans le changement de régime.

Jean de Hody était dans ce cas, et il devint l'un des juges du nouveau tribunal. Mais pour satisfaire aux exigences de l'époque, il dut renoncer à la particule qui accompagnait son nom de famille. Et tandis qu'à Ustaritz il avait toujours signé ses sentences *J. de Hody*, désormais à Bayonne, il signa seulement *Hody*.

Malgré ce sacrifice il ne put pas longtemps se soustraire aux dangers de cette période fatale. Il était noble et il avait servi la royauté. Il n'en fallait pas tant pour subir la *Loi des suspects* et pour être traité comme un citoyen dangereux. L'acte suivant nous fait voir, dans son laconisme officiel, quelle fut la fin attristante du dernier Lieutenant de Labourd.

« Du 19^e floréal, an 2 de la République une et indivisible : (8 mai 1794). — JEAN HODY, ci devant juge au « tribunal du District d'Ustaritz, âgé de soixante (un) ans, « décédé le 4 de ce mois, à l'hôpital civil des détenus par « mesure de sûreté générale » (2).

P. YTURBIDE.

(1) Située sur l'emplacement de la maison n° 23, rue Thiers actuelle.

(2) Archives de Bayonne, *Registre des Décès de l'an 2*.

vinces de Béarn, Navarre, Soule et Labourt, composées de 100 hommes chacune et de trois officiers, qui furent pris parmi ceux qui étoient déjà sur pied, dont un capitaine, un lieutenant et un sous-lieutenant.

Ces compagnies furent formées conformément à cet ordonnance et aux ordres particuliers qui furent adressés à M^r de Pomereu qui donna les siens pour les assembler et les envoyer aux lieux de leur destination. On ne voit point que le Commandant ny le Gouverneur de la Province s'en soient mêlés.

Trois compagnies du pays de Labourt et deux compagnies de la Navarre furent envoyées à Bayonne où elles demeurèrent à la solde du Roy jusqu'au mois de may 1734 : que Sa Majesté jugea à propos de les licencier suivant son ordonnance du 8 du dit mois de may. Elles furent remplacées par le bataillon de Segur des milices de la Généralité de Bordeaux.

Dans la contestation qui est entre le sieur Duhalde qui a eu l'honneur de vous présenter le placet cy joint et le sieur Lissalde sur la nomination de la compagnie vacante, le sieur Lissalde s'est adressé à M^r le Duc de Gramont comme gouverneur particulier de Bayonne et du pays de Labourt ; lequel luy a expédié une commission particulière dont je joins icy une copie et a donné l'exclusion au sieur Duhalde.

Le sieur Duhalde s'est pourvu d'abord devant M^r le comte d'Eu comme gouverneur général de Guyenne, qui n'a point voulu se mesler de cette affaire et a renvoyé ce particulier à se pourvoir devant vous, Monsieur, pour y statuer.

Suivant un recueil qui m'a été représenté des différens usages du païs, il paroît que ce sont Messieurs les Commandans de la Province de Guyenne qui sont successivement entrés dans le détail de ce qui concerne ces milices, et que c'est sous leur autorité immédiate qu'elles ont été employées dans différens temps pour la garde du païs. Tels sont, Monsieur, les éclaircissemens que je puis avoir l'honneur

de vous donner sur ce qui concerne ces milices. Je n'ai rien veu qui ait pû m'indiquer si le Secrétaire d'Etat du département en avoit pris connoissance ou non dans aucun temps. Le sindic actuel n'a pû me donner sur cela aucun renseignement.

Si vous désirés d'estre instruit de ce qui se pratique pour les milices du Béarn, Navarre et Soule, je m'en feray informer et j'auray l'honneur de vous en rendre compte.

Je suis, etc.

Commission donnée par François I^r au capitaine Hirigoyen pour lever 500 hommes de pied en Labourd. (REGISTRES GASCONS de Bayonne, t. II, p. 28).

François, par la grace de Dieu, Roy de France, au capitaine Hirigoyen, salut et dilection. Comme pour la seureté tant de nos villes de Bayonne et Dacqs que de la frontiere et pays d'environ et obvier aux surprises que aucuns noz ennemys y pourroyent faire, nous ayons ordonné faire mettre sus et lever le nombre et quantité de cinq cens hommes de guerre à pyé pour estre mis et establiz en garnison à la morte paye ès dictes villes de Bayonne et Dacqs, c'est assavoir en ladicte ville de Bayonne trois cens cinquante et en la ville Dacqs cent cinquante, pour lesquelz lever et iceux choisir et eslire soit besoing commectre et depputer aucun bon personnaige en ce cognoissant et à nous seur et feable. A ces causes, confians à plain de vostre personne et de vos sens, suffisance, loyauté, preudomie, expérience et bonne dilligence, vous avons commis, ordonné et depputé, commecttons et depputons par ces presentes à lever et mettre sus iceux cinq cens hommes. Si voulons et vous mandons que Incontinent et en toute diligence vous levez et mettez sus les dictz cinq cens hommes, et iceux choisissiez des plus beaux hommes et meilleurs combattans et experimentes au

finances, et à chascun de vous en droict soy, et si comme a luy-appartiendra, que de nos presens grâce, congié, don et permission vous faictes, souffrez et laissez ledict Hirigoyen, ses dictz facteurs et entremetteurs, ou commis, joyr et user plainement et doresenavant, pour chascun an, sans leur faire, mettre, ou donner, ne souffrir estre faict, mis, ou donné aucun destourbier ou empeschement ; lequel si faict, mis, ou donné leur estoit, repparez et mettez incontinent a plaine delivrance et au premier estat deu. Et par rapportant ces dictes presentes, ou vidimus d'icelles faict soubz scel royal, certificacion et recognoissance dudict Hirigoyen, sur ce souffizant seulement nous voulons tous nos receveurs, fermiers, et aultres, a qui ce pourra toucher, en estre tenus quictes, et descharges en leurs comptes, et rabatz de leurs receptes par nos amez et feaulx gens de nos comptes, auxquels pareillement mandons le faire sans difficulté. Car tel est nostre plaisir. Nonobstant que la valleur desdictz droictz ne soit cy especiffiée, que la somme à quoy ils se peuvent monter ne soit couchée en l'estat général de nos finances, que descharge ne soit levée, et quelzconques aultres ordonnances, restrictions, mandemens, ou deffences à ce contraires.

Donné à Sainct Germain en Laye, le troisesme jour d'aoust, l'an de grâce mil cinq cens et quatorze, et de nostre regne le dix-septiesme.

Ainsi signé : LOYS.

Plus bas : par le Roy, le sieur de Lautrec et aultres presens,

ROBERTET.

BAYONNE SOUS L'EMPIRE

ÉTUDES NAPOLEONIENNES

CV

LA SUITE DU ROI JOSEPH

(Suite)

Parmi les autres aides de camp du roi, il faut encore citer M. de Clermont-Tonnerre, qui s'était si fort hâté de prendre la cocarde espagnole, que Napoléon en fut mécontent.

Parmi les civils faisant partie de la suite du roi, signalons son secrétaire Deslandes, le plus aimable des hommes, si malheureusement tué dans l'attaque du convoi à Salinas. Miot, comte de Mélito, auteur de Mémoires très estimés. « Il jouissait, dit Girardin, à juste titre de la confiance du roi Joseph et dirigeait toute sa maison dont il ordonnait et réglait les dépenses. Il avait été ministre de l'intérieur à Naples, et n'arriva au quartier général que le 10 septembre 1808. Le médecin du roi, M. Paroisse, en qui Joseph avait toute confiance.

Les secrétaires du roi l'avaient presque tous suivis de Naples en Espagne. Il convient de signaler surtout son cuisinier, Méo. « On a beaucoup célébré Vatel ; sa mort et les lettres de Mme de Sévigné l'ont immortalisé. Méo mériterait un Homère pour chanter toutes les ressources de son génie, son art à dresser un festin, son habileté à

créer chaque jour des mets inconnus dans les fastes de la gastronomie. Il fallait le voir en présence d'un dîner lorsque, avant de faire annoncer que le roi était servi, il faisait le tour de la table en habit à la française, le chapeau sous le bras, et portant au côté une très courte épée. Si, par exemple, il avait quelque doute sur un morceau de chevreuil, il tirait sa petite épée, la plongeait dans le filet, la rapportait sur ses lèvres et s'assurait ainsi s'il était cuit à point. On eut dit un général passant une espèce de revue avant de livrer bataille. »

Nous passerons rapidement sur les autres personnes composant la suite du roi Joseph, sur le pâtissier du roi nommé Pennelle, son valet de chambre Christophe, dont nous parlerons plus tard ; M. de Livine, commandant des équipages, les muletiers, les domestiques, le sous-piqueur Nicolas, les fourriers du train et les frotteurs. Nous terminerons cette énumération déjà longue par une anecdote relative aux valets de pied et qui ne manque pas d'intérêt.

Ce fut pendant le séjour de Joseph à Vittoria, aussitôt après la première évacuation de Madrid. Des troupes envoyées à Bilbao sous les ordres du général Merlin s'emparèrent de la ville après avoir éprouvé une assez vive résistance de la part des insurgés qui en défendaient les approches. Un grand nombre s'étaient retranchés dans un couvent et s'y défendaient avec opiniâtreté. Le couvent fut emporté d'assaut, et tous ceux qui tombèrent entre les mains des soldats furent passés au fil de l'épée. Bilbao était une ville riche et commerçante ; elle fut livrée au pillage, et la division qui s'était emparée de la ville revint au camp de Miranda chargée de butin. Afin d'associer leurs camarades qui n'avaient point été de l'expédition, aux avantages qu'ils en avaient recueillis, ils leur

cédèrent des marchandises un peu au-dessous du prix coûtant, « ce qui ne les rendait pas bien chères. » Le camp devint une véritable foire, et cette foire fut ensuite transportée dans les rues de Miranda, parce que les habitants avaient tout acheté des soldats. On vit aussi des marchandises étalées dans l'antichambre du roi, et ses valets de pied les offrir aux officiers de la maison. Stanislas Girardin, qui raconte ces faits, menaça les valets de pied de les faire punir s'ils ne se hâtaient de faire disparaître tout ce qu'ils avaient acheté dans le camp. Le tableau qu'offrait le camp affligeait profondément ceux qui gémissaient des désordres dont l'Espagne avait été et était encore le théâtre.

CVI

NAPOLÉON ET LA BAÏONNETTE

L'arme des Français. — Ordre de Napoléon sur l'emploi de la baïonnette. — Une lettre de l'empereur. — Les soldats français et la baïonnette. — Elle est inventée à Bayonne. — Différentes versions. — Les couteliers bayonnais. — Une corporation d'artistes. — Le couteau bayonnais. — Sa décoration. — Il devient la baïonnette. — Coutelier bayonnais. — Une plaque commémorative.

L'illustre maréchal russe Souwarow répétait souvent comme un anxiome que la balle était folle, et seule la baïonnette était sage. Les soldats français maniaient cette arme redoutable avec une telle vigueur que Napoléon lui dut bien souvent ses victoires. Ce fut pendant qu'il était à Bayonne, la ville où avait été inventée la baïonnette, ainsi que nous le démontrerons plus loin, qu'il donna des

ordres relatifs à cette arme, dont devaient être pourvus les équipages des embarcations destinées à la protection des côtes et du cabotage français. Le 25 mai 1808, il écrivait du château de Marrac au général Clarke, ministre de la guerre, la lettre suivante :

« Monsieur le général Clarke, j'approuve le projet que vous m'exposez dans votre lettre du 20. J'ai pris un décret, que vous recevrez, pour organiser huit divisions de petits bâtiments dans nos différents ports, voulant donner un plus grand développement à l'idée du ministre de la marine. Chaque division sera montée par un détachement commandé par un chef de bataillon que vous désignerez. Envoyez des hommes de vigueur et auxquels vous voudrez du bien, pour les mettre en évidence.

« Vous donnerez l'ordre pour que tous les détachements soient exercés à tirer à la cible deux fois par jour, en leur donnant des récompenses et excitant leur adresse. On exercera les hommes à aiguiser leurs baïonnettes sur trois tranchants, pour que l'ennemi ne puisse pas les empoigner à l'abordage. Chaque officier sera armé d'une bonne épée pouvant servir, et non d'une épée de parade, et d'une paire de pistolets portés sur la poitrine. Le ministre de la marine désignera des officiers de marine pour s'entendre avec ces officiers. Chaque soldat aura une paire de pistolets qui lui sera fournie par la marine, et il sera exercé au tir de cette arme. Les bâtiments seront également munis de sabres d'abordage, de haches et de quelques lances.

« Le ministre de la marine donnera des instructions à l'officier de marine sur les manœuvres à faire pour attirer les chaloupes ennemies et les prendre.

« Vous donnerez l'ordre à l'officier de terre qui com-

mandera ces hommes, de les faire un peu exercer à la rame, et de les amariner le plus qu'il pourra.

« Il faut choisir, pour commander chaque détachement, huit jeunes gens instruits, braves et intelligents. Vous vous ferez rendre un compte journalier de leur situation et de tout ce qu'ils feront. »

Cette recommandation de Napoléon de faire aiguiser les trois tranchants des baïonnettes, est une réminiscence de la campagne d'Egypte, où les corps à corps fréquents avec les intrépides Mamelucks ou avec les Turcs fanatiques, faisaient que ces derniers empoignaient à pleines mains les armes de leurs adversaires et réussissaient quelquefois à les arracher des canons des fusils. Aussi, pour parer à cet inconvénient, les hommes des demi-brigades avaient tous dans leur havre-sac une lime ou un fragment de brique qui servaient à leur donner le fil, et encore ils assujettissaient fortement la douille de la baïonnette à l'aide d'une courroie plusieurs fois enroulée.

L'orsqu'après la désastre de Baylen les soldats de la Grande Armée arrivèrent à Bayonne et y apprirent de quelle manière inhumaine et cruelle leurs jeunes camarades étaient mutilés par les insurgés espagnols, ils devinrent furieux et on les vit dans toutes les rues, sur les places et à leurs campements, s'occuper à affiler leurs baïonnettes en proférant d'horribles projets de vengeance. On sait qu'ils ne tinrent que trop bien parole.

C'est à Bayonne que fut inventée la baïonnette, mais non point dans les conditions qui ont été dites jusqu'à présent. Tous ceux qui se sont occupés de l'histoire de cette arme et une foule de dictionnaires et d'encyclopédies ont répété à ce sujet des fables plus ou moins ingénieuses. Voici en quoi consistent la plupart d'entr'elles. On lit

dans une chronique du Midi de la France dont l'écrivain que nous citons s'est bien gardé de donner le titre : « Ce fut durant le siège de Bayonne soutenu en 1523 contre les rois d'Angleterre et d'Aragon réunis, que les femmes de la ville se chargèrent courageusement d'en défendre les remparts et inventèrent la baïonnette. » Un auteur moderne, plus poète qu'historien, a osé dire, toujours sans citer de textes, que cette arme redoutable fut inventée « par une grisette charmante de la rue des Basques. » D'un autre côté, on montre dans les Pyrénées Occidentales une position nommée la *Redoute de la Baïonnette*, et la tradition rapporte que ce lieu fut ainsi nommé parce que, à une époque qui n'est pas bien déterminée, les Basques ayant épuisé leurs munitions contre les Espagnols, ne seraient parvenus à les repousser qu'en attachant leurs couteaux au bout de leurs fusils, et ce fait aurait donné l'idée d'une arme spéciale, d'une lame pointue fabriquée tout exprès. Enfin, une dernière opinion fait remonter cette invention aux Malais de Madagascar, et ce seraient les Hollandais qui auraient emprunté à ces barbares l'idée de fixer une dague au canon du fusil, afin que cette arme ne fut pas inutile après que l'on s'en est servi. Comment démêler la vérité au milieu de ces versions si différentes. Une seule chose paraît certaine, c'est que la ville de Bayonne joue un rôle positif dans l'histoire de l'arme ou dans celle de son nom. D'autres écrivains ont donné une explication ingénieuse que nous reproduisons seulement à titre de curiosité. D'après eux, si ce n'est pas à Bayonne que la baïonnette fut réellement inventée, c'est là au moins qu'elle dût être fabriquée pour la première fois sous une forme spéciale, et c'est là, en effet, qu'elle continua à l'être pendant très longtemps. Enfin, d'après le

général Marien, la fabrication des baïonnettes à Bayonne ne remonterait qu'à l'an 1641, et Gassendi recule cette date jusqu'en 1671. D'autres écrivains, qui veulent tout expliquer par des étymologies, pensent que baïonnette vient réellement de Bayonne, et non pas du mot espagnol *Bayona*, gaine, ni du terme roman *Bayoneta*, petite gaine, comme l'ont prétendu certains philologues trop curieux d'étudier la transformation des langues pour laisser aux faits matériels l'influence qui leur appartient naturellement dans la création des termes nouveaux.

Nous allons voir maintenant, d'après l'étude approfondie des textes, que ce fut bien à Bayonne que fut inventée la baïonnette, non pas pendant une action de guerre, mais peu à peu et par les efforts constants et réfléchis d'une corporation d'arts et métiers de notre vieille cité.

Les maîtres couteliers appartenrent, pendant de longs siècles, à la grande corporation des Faures ou forgerons, comme d'ailleurs toutes les industries du fer. Ce ne fut qu'en 1712 que les maîtres couteliers adressèrent une requête au Corps de ville, demandant la séparation et désirant former une compagnie distincte, car ils sont, disent ils, des artistes, et sont choqués d'appartenir à une corporation renfermant des métiers aussi grossiers.

En effet les couteliers bayonnais avaient eu, au XIV^e et au XV^e siècle, une très grande réputation, et les objets sortant de leurs ateliers se rencontrent dans beaucoup d'inventaires, non seulement à Bayonne, mais chez les plus grands personnages. Ce sont d'abord leurs canifs ou tranche plumes qui paraissent attirer l'attention et avoir la vogue. On trouve en 1556 « Pour une escriptoire garnie d'un pendent de soye avecque un tranche plume de Bayonne avec 2 plumes de Hollande. — 3 tranche plumes

de Bayonne pour servir à la garde robe dudit seigneur. (*Comptes de Henri II*, Bibl. Nat. n° 10,406, fasc. 16 v° et 25). Et en 1560 : « Pour une escriptoire garnie d'un canivet de Bayonne, de plumes de Hollande et de tresses de fine soye, 10 s. t. » (*Troisième compte royaux de David Blandin*, f° 131).

Cependant les couteliers bayonnais allaient mettre le comble à leur réputation en inventant la baïonnette. Cette arme porta tout d'abord le nom de *couteau bayonnais*, ainsi qu'on pourra s'en assurer par les citations que nous allons en faire. Ce fut au début une dague à lame large et aiguë avec une poignée conique, pouvant entrer dans le canon de l'arquebuse ou du mousquet, aussitôt qu'on avait fait feu. Ces couteaux bayonnais étaient plus ou moins luxueux, garnis d'or ou d'argent, et quelques-uns d'entr'eux richement damasquinés. Ils étaient portés dans une petite gaine en cuir historié et gaufré, accrochée à la ceinture. Voici quelques preuves de la vogue et de la fabrication des couteliers bayonnais pendant le XVI^e siècle, 1565. « Nul ne peult garnir aucuns poignards de Bayonne, dagues vieilles ou neufves ». (*Statuts des couteliers*, Y. 12, reg. de Taumières, t. VII, f° 11 v°). — 1577. « A Arnaud de Urgier, bourgeois et marchand de La Rochelle, 8 livres pour 2 dagues de Bayonne, livrées à la royne. » (*Comptes de la cour de Navarre. Revue d'Aquitaine*, t. XI, p. 417). En 1591 on trouve dans l'inventaire de Guillaume de Montmorency « deux poignards de Bayonne garnis chacun d'argent doré ». « Mais le baron ayant saisi un grand couteau bayonnais qui pendait lez la brayette de Colanau, le porta aux gorges de sa femme. » (*Les Aventures du baron de Feneste*, édit. Joncuet, p. 219).

Bientôt ce couteau bayonnais, qui servit d'abord à la

chasse, allait devenir la baïonnette, et les troupes royales en furent armées. En 1663 Bosel, *Trésor des Recherches et Antiquités gauloises*, dit : « A présent on fait à Bayonne de meilleures dagues qu'on appelle des bayonnettes ou des Bayonne simplement. » Enfin, en 1675, Gaye, dans un *Traité des armes*, p. 17, décrit ainsi l'ancien couteau bayonnais : « La baïonnette est à peu près de la longueur d'un poignard. Elle n'a ni garde ni poignée, mais seulement avec un manche de bois de la longueur de 8 à 9 pouces, la lame est pointue et taillante, longue d'un bon pied et large d'un bon pouce. » Enfin, en 1690, Furretière la décrit ainsi : « Baïonnette dague, couteau pointu qui n'a que deux petits boutons pour garde, et qui arrive originairement de Bayonne. Le régiment Royal Artillerie, sous Louis XIV, fut le premier qui fut armé de baïonnettes à douille. Lorsqu'on arrêta Ravallac, l'assassin de Henri IV, on trouva sur lui une collection de poignards, et parmi ces instruments de mort, un couteau bayonnais ou baïonnette richement orné. Les armoiries délivrées par d'Hozier à la ville de Bayonne en 1696, étaient de sable à la baïonnette d'argent posée en pal.

Ainsi s'évanouit la légende de l'invention de la baïonnette. Quand à nous, nous nous trouvons fort heureux de rencontrer ces textes précieux qui donnent à notre ville une illustration aussi grande en prouvant d'une manière indiscutable qu'une de nos corporations d'arts et métiers inventa réellement cette arme redoutable qui donna pendant si longtemps la victoire aux armées françaises.

Le Corps de ville fit droit à la requête des maîtres couteliers, et ceux-ci se séparant des Faures, formèrent une corporation particulière. Parmi les principaux maîtres, nous trouvons Bernard de Soubise en 1583, Jean Dubar-

a su habilement préparer, et il s'écrie : « — Si vous continuez à mener pareil vacarme à ma table, le diable m'emporte, je vous envoie tous au corps de garde. »

Cette pièce est de Rowlandson, et porte la date du 10 juillet 1808.

Les caricaturistes anglais ne pouvaient oublier les courses de taureaux, aussi une autre pièce représente-t-elle une course, et porte-t-elle pour titre : *The Spanish Bull Fights, or the corsican matador in danger*. C'est-à-dire combat de taureaux espagnols ou le matador corse en danger. Dans le haut de l'estampe on lit : « Le taureau espagnol est remarquable comme intelligence ; si le matador ne le frappe point à mort du premier coup, le taureau parvient toujours à le tuer. »

Les spectateurs de ce « théâtre royale de l'Europe » pour respecter l'orthographe de l'artiste anglais, sont fort intéressés par le spectacle qui se joue devant eux, sont les monarques européens eux-mêmes : on voit également parmi eux l'hospodar de Pologne, le sultan de Turquie et le bey d'Alger. Le pape tient devant lui une bulle d'excommunication contre « l'usurpateur corse. »

Le taureau espagnol secoue sa chaîne. Il a déjà donné le coup de grâce à Joseph Bonaparte, et il envoie promener Napoléon au même plan pour réjouir le monde. Les taureaux expirant dans l'arène personnifient l'Allemagne, la Prusse, le Danemarck. La caricature est de Gibray, du 11 juillet 1808.

« Très nombreuses sont les caricatures relatives aux affaires d'Espagne, dit M. John Grand Carteret, à qui nous empruntons ces curieux détails, dans lesquelles le taureau occupe la première place. Certains même mettent en présence le taureau anglais et le taureau espagnol, « ces

deux défenseurs de la liberté de l'Europe aux frères Bruin. » Et si ces nobles animaux haïssent tant Napoléon, nous apprend la légende d'une estampe de 1803, « c'est parce qu'il est couvert de sang, et que les taureaux ont, on le sait, une antipathie répulsive pour le rouge. Voilà qui devait être concluant. Voilà qui devait fixer définitivement le peuple français sur les sentiments de l'Europe à l'égard de son « tyran. »

Les infants d'Espagne, que nous avons vu passer à Bayonne et partir pour l'exil, font aussi l'objet d'une caricature. C'est encore Rowlandson qui, le 12 juillet 1808, grave une estampe de Woodward, portant pour titre : *La nourrice corse endormant les infants d'Espagne*. Napoléon sert de nourrice aux prétendants rivaux d'Espagne, mais il n'a quitté ni son uniforme, ni ses bottes, ni, non plus, l'indispensable chapeau retroussé. Il est en train d'endormir toute la famille royale : avec un pied il balance le berceau impérial qui soutient le bon vieux roi et son aimable compagne, tandis que Don Carlos et Antonio, tous deux emmaillottés, un cadenas autour du cou, sont assoupis sur ses genoux. De son autre pied, le fieffé séducteur fait aller un second berceau impérial dans lequel repose l'inconscient prince d'Autriche.

Les dessinateurs anglais ne se lassèrent pas de publier des caricatures, et tous les événements qui se produisirent à la suite de cette funeste affaire d'Espagne, exercèrent leur verve plus ou moins satirique. Nous terminerons cet exposé déjà bien long par la description de trois de ces pièces les plus importantes et les plus rares.

Du pupitre au trône, ou enjambée rapide de Joseph Bonaparte.
Au couronnement de Napoléon, ses frères avaient été créés princes, et Joseph avait été fait roi de Naples avant l'intrigue espagnole.

rer : « — Ah ! ah ! je vous disais bien que vous alliez vous brûler les doigts avec cette fournée de pain d'épice, je n'en suis point cause. »

Enfin la dernière que nous voulons décrire montre, par sa platitude, combien il fallait peu de choses aux esprits pour s'égayer aux dépens d'un ennemi abhorré. Elle a pour titre : *Le boucher politique ou l'Espagne découpant Bonaparte au profit de ses voisins*. L'Espagnol a mis des manches et un habit de boucher. Le corps du « perturbateur de la paix de l'Europe » est étendu sur une table de dissection, et l'opérateur découpe le Corse avec une véritable ardeur professionnelle.

Soulevant la tête de son ennemi, il la montre aux autres puissances qui sont venues pour prendre leur part du dépeçage et leur tient ce langage : « — Maintenant, mes amis, il y a pour tous des os à ronger. La viande, fraîchement tuée, sera un peu ferme, mais je la déclare d'une saveur exquise. C'est du vrai veau corse, regardez la tête. »

L'aigle impérial d'Autriche se précipite sur ce morceau : « J'ai longtemps désiré enfoncer mes serres dans cette tête, j'espère y arriver maintenant. »

L'aigle prussien, estropié, se lamente de ne pouvoir prendre plus grande part au festin : « Oh ! quel délicieux morceau pour un aigle ; mais mes ailes coupées ne peuvent me porter si haut ; cruel Bony, pourquoi me les avoir coupées si courtes. »

Le lévrier italien étudie un nouveau concerto intitulé : « Si vous ne voulez pas quand vous pouvez, vous ne pourrez plus quand vous voudrez ; » harmonie par l'Espagne et le Portugal.

Le chien danois prend toute la chair laissée sur le bras : « Le plus près de l'os, meilleur est la viande, mais (faisant

allusion à la présence de l'Angleterre), plus John Bull est près, moins je peux manger. »

Le bull-dog anglais, qui s'est déjà régalé d'une vraie pièce de viande, digère tout en pensant : « Je voudrais bien avoir cette tête, car elle doit être quelque peu écervelée. »

L'ours russe lèche les bottes de Napoléon et commence à avoir grande envie d'attraper un os et le reste ; mais la Turquie est un bien beau jardin et il trouve que pareille acquisition ne serait point à mépriser.

La Suède, un chien à poils blancs, donne un bon conseil à son voisin : « Un oiseau dans la main vaut mieux que deux dans le buisson. »

La grenouille hollandaise est assise sur un poêle de Hollande à côté d'un baril de cordial somnifère.

Quant au roi Louis, il fume, tout en réfléchissant à l'avenir : « Si j'étais sûr que les affaires dussent tourner ainsi définitivement, je prendrais volontiers un os, c'est certain ; mais la sagesse nous recommande le doute, la prudence défend de se hâter : je viserai donc une autre bouffée. »

Dans le lointain, à l'abattoir, on voit les cadavres de Murat, Dupont, Junot et autres, suspendus par les talons.

Ces caricatures, quoique pénétrant difficilement en France, étaient cependant recherchées avec ardeur par les curieux. Quelques généraux eux-mêmes les collectionnaient. Lorsque Larpent, avocat général de l'armée de Wellington, fut fait prisonnier et amené à Bayonne, le général comte Gazan, chef d'état-major du duc de Dalmatie, le pria de lui procurer plusieurs pièces qui lui manquaient et qu'il recherchait avec ardeur.

beaux de l'Europe, il ne faut guère s'étonner si le roi Catholique s'y trouvait mieux logé que Napoléon aux Tuileries. « Dans ce palais, où tous les lambris sont en marbre les plus beaux et les plus rares, il y avait une si grande quantité de glaces et de pendules qu'on estimait ces deux seuls objets à une valeur de cinq millions. »

Quand le roi Joseph n'était pas à l'armée, il se levait ordinairement vers six ou sept heures du matin ; à neuf heures il recevait le service de sa maison ; à neuf heures et demie il déjeunait avec deux œufs à la coque ou un petit poisson ; à dix heures il donnait audience à ses ministres, recevait le maréchal Jourdan et les généraux français ou espagnols qui avaient à lui parler ; à 1 heure il assistait au Conseil d'Etat ; à 4 heures il allait à la *Casa del Campo*, où il dînait avec le maréchal Jourdan, le comte de Mélito, le général Belliard, quelquefois des dames de la cour et quelques officiers de sa maison ; après dîner il montait à cheval ou en calèche, faisait une partie de vingt-et-un le soir, et, avant de se coucher, expédiait l'estafette pour la France.

Chaque officier général ou colonel français qui passait par Madrid était constamment invité à dîner avec le roi où à la table de service ; à cette table, que présidait un majordome de la maison, mangeaient journellement les officiers de service auprès de Sa Majesté et souvent des ministres et des généraux, mais le nombre des couverts ne dépassait pas douze.

Quand le roi Joseph faisait inviter des dames, des ministres, des généraux et des officiers de sa maison à dîner avec lui, le nombre des invités était toujours de seize ou de vingt-quatre ; à ces dîners les dames venaient en robe courte et les hommes en uniforme et en bas de soie.

La tenue du roi était toujours celle de colonel d'infanterie de sa garde, ou bien un frac bleu avec des épaulettes.

Les personnes admises dans l'intimité de Sa Majesté étaient : le maréchal Jourdan, les généraux O'Farill, Salligny et Merlin, le comte de Mélito, le chambellan Carafa, le conseiller d'Etat Ferri Pisarri et M. Deslandes son secrétaire particulier.

Nul n'était plus aimable que le roi Joseph dans ce qu'il appelait ses amitiés de famille ; amateur très distingué des arts et des sciences, il jugeait les auteurs avec un discernement exquis, et comme il aimait la poésie, il lui arrivait souvent de déclamer des vers de Corneille, de Racine et de Voltaire avec tout le goût dont il était pénétré.

« En Espagne comme à Naples, dit le général Bigarré, on a reproché amèrement au prince de s'être un peu trop occupé des femmes pendant qu'il a gouverné ces deux royaumes.

« Je conviendrai qu'il eut pour ce sexe une prédilection particulière, qu'il ne dédaignait pas des entretiens avec les dames les plus spirituelles de sa cour, qu'il fut même très galant auprès de plusieurs d'entr'elles, mais pourtant, je le répète, il n'oublia jamais ce que lui imposaient ses devoirs de souverain. »

Dans le nombre des chambellans que le roi Joseph avait à son service, on en comptait quatre qui, n'étant point Espagnols, revendiquaient néanmoins l'honneur d'appartenir à des familles historiques de l'Europe. De ce nombre étaient MM. les ducs d'Esclignac, de Crillon, de Soto-Mayor et le marquis de Salinas. Quant aux officiers supérieurs français qui furent attachés à Sa Majesté, il n'en fut pas un seul qui, sans mentir à sa conscience, put se plaindre du roi Joseph à son égard.

A une certaine époque où ce prince put se permettre de faire quelques libéralités envers les officiers de sa maison, il donna à chacun de ses colonels généraux deux millions de réaux, et à chaque aide de camp un million. Ces aides de camp étaient au nombre de douze, et voici leurs noms par ordre d'ancienneté : Franceschi, général ; Stoltz, général ; Bigarré, général ; Guy, général ; Henri Tascher de la Pagerie, colonel ; Marius Clary, colonel ; Firmin Marie, colonel ; Rœderer fils aîné, colonel ; Desprez, colonel ; Clermont-Tonnerre, général ; Lafon Blaniac, général ; le marquis de Casa Palacio, général.

Le général fit, à la suite du roi Joseph, la campagne de la conquête de l'Andalousie, et cette partie de ses *Mémoires* est fort attrayante. Pourvu par le roi du commandement d'Aranjuez, il se mit à la poursuite de la guérilla de l'Abuelo, et ce dernier s'étant enfui, il parvint à capturer sa femme, qu'il lui rendit cependant en échange d'un superbe cheval anglais. Enfin en février 1812 le général Bigarré obtint du roi Joseph un congé de six mois pour se rendre en France où le réclamaient des affaires de famille.

Il arriva à Paris le 2 mars après avoir échappé à une poursuite de guérilla dans les environs de Santa-Maria de la Nueva et à une seconde, près de la montagne de Salinas. Mais de son passage dans notre ville il ne dit absolument rien.

Il rendit à Napoléon les dépêches de son frère Joseph dont il était porteur. Il assista aussi à Paris au départ de l'empereur pour la fatale campagne de Russie. Et ce ne fut qu'au moment où l'armée française entrait à Smolensk, qu'il reçut du duc de Feltre l'ordre de partir pour l'Espagne. Mais comme le roi Joseph s'était trouvé dans l'obli-

gation d'évacuer Madrid, il se porta à Valance auprès du maréchal Suchet ; au lieu de passer par Bayonne, le général Bigarré traversa les Pyrénées d'Oloron à Jaca ; c'est alors qu'il rencontra un convoi de voitures de maîtres et de dames de la cour qui quittaient définitivement l'Espagne.

En 1813 il reçoit encore une mission du roi Joseph pour la France. Il était accompagné par le colonel Shée, chargé par le duc de Dalmatie de se rendre auprès du ministre de la guerre pour lui rendre compte du dénouement de la campagne de 1812. L'escorte était composée du 1^{er} régiment de hussards et gardait en même temps une colonne de prisonniers anglais, et le général sir Edward Paget, commandant en second de l'armée britannique, capturé pendant la retraite de Wellington sur Ciudad Rodrigo. « Ce général avait à sa suite une douzaine de mules portant des provisions de toutes espèces, tandis que dans l'armée française nous manquions de choses de première nécessité. Il nous fit les honneurs de sa table avec infiniment de cordialité et pourvut à tous nos besoins depuis Palancanque jusqu'à Burgos. Ce général avait été placé sous la surveillance du chef d'escadron Thureau, du 1^{er} régiment de hussards, qui, dans deux occasions différentes, le préserva d'être assassiné par les Espagnols, qui avaient en horreur les Anglais.

« Il faut, dit le général Bigarré, avoir fait la guerre d'Espagne pour savoir combien les officiers d'état-major couraient de dangers en allant en mission d'une armée à l'autre et en parcourant le pays avec ou sans escorte. »

Aussi quand on atteignait le pont de la Bidassoa en revenant d'Andalousie ou de Portugal, ils éprouvaient un bonheur, une satisfaction qu'ils ne pouvaient rendre,

« d'abord parce qu'on venait d'échapper à la mort, et qu'ensuite on rentrait sur le territoire d'une patrie toujours si chère aux Français. »

Bigarré arriva à Paris le 12 décembre 1812 et se disposait à partir pour la Russie afin de remettre les dépêches du roi Joseph à l'empereur, lorsque le ministre de la guerre lui donna l'ordre d'attendre. Au retour de Napoléon il eut plusieurs entretiens avec lui et repartit pour Madrid où il arriva le 25 après avoir manqué d'être enlevé par des brigands entre Ségovie et la venta de Saint-Raphaël.

Le général Bigarré suivit la fortune du roi d'Espagne, et lorsqu'après avoir été battu à Vittoria celui-ci vint placer son quartier général à Saint-Jean-de-Luz, il était encore accompagné de son aide de camp.

CIX

LA MARCHE D'UN RÉGIMENT

Les lieux d'étapes. — Un régiment en marche. — Formation d'un convoi. — Le capitaine Blaze. — Le départ d'Irun. — D'Irun à Hernani. — Les voyageurs civils. — Salinas. — Les brigands. — Burgos. — Un crucifix espagnol. — Les femmes à l'armée. — Les logements.

De 1807 à 1814, il est passé par notre ville un si grand nombre de régiments, qu'il est intéressant en s'aidant pour cela des souvenirs de témoins oculaires, de voir comment un corps d'infanterie se comportait sur les routes et dans les gîtes d'étapes où il devait séjourner. Infanterie de ligne, infanterie légère, légion de réserve, garde impériale, régiments suisses, étrangers, wespha-

liens, polonais, sans compter les troupes de la Confédération du Rhin. Bayonne a vu passer la presque totalité de ces troupes, et nos archives sont remplies de mentions plus ou moins curieuses sur leur séjour dans notre pays.

Lorsqu'un régiment de ligne était arrivé à Bayonne et se préparait à rentrer en Espagne, on le faisait presque toujours servir à l'escorte d'un convoi, car il n'était pas possible de voyager isolément. Aussi le gouverneur arrêtait-il dans notre ville tous les détachements, les officiers isolés, et lorsque le tout présentait une masse capable de résister, le convoi partait pour Irun.

Lorsque le capitaine Elzéar Blaze franchit la Bidassoa pour entrer en Espagne, son convoi se composait d'une douzaine de détachements de différents corps, d'une grande quantité d'officiers isolés rejoignant leurs régiments, d'employés aux vivres, de jeunes gens allant à Madrid solliciter des places et d'administrateurs des droits réunis.

Au moment du départ d'Irun le chef du convoi régla la marche du cortège, ce qui n'était pas facile. Soixante voitures traînées par des bœufs portaient les bagages et marchaient au centre; dix charrettes à trois chevaux auraient facilement porté tout cela, mais les voitures de la Biscaye étaient faites de manière que quatre havresacs les remplissaient entièrement. Les roues étaient pleines, sans jantes ni rayons, et ressemblaient aux deux bords d'un tonneau traversés par un essieu; tout cela tournait avec un tapage infernal.

Entre Irun et Hernani, quelques guérilleros tirèrent sur le convoi des coups de fusil du haut des montagnes, mais les tirailleurs les eurent bientôt mis en fuite. « Mais, dit un officier, il fallait voir alors les figures pâles et blêmes

arrivé de demander à l'alcalde : « — Y a-t-il longtemps « que vous n'avez vu les brigands dans votre pays ? « — Lesquels ? me répondait-il, parlez-vous des Français « ou des Espagnols ? *Los brigantes de ustedes*, voilà comment « ils nous désignaient nos soldats. »

Du reste, ces bandes fuyaient devant quelques tirailleurs ; il fallait qu'elles fussent de beaucoup supérieures en nombre pour oser attaquer franchement, et dans ce cas elles avaient l'immense avantage de surprendre les Français dans des embuscades. Le pays est tellement coupé par des montagnes et des précipices, qu'il était impossible de faire bien éclairer la route. Lorsqu'un chef de guérillas avait fait une expédition, toute la troupe se divisait, les armes étaient cachées, chacun rentrait dans ses foyers, mais après s'être donné rendez-vous pour tel jour, à vingt ou trente lieues plus loin. Les Français se mettaient à leur poursuite, ils ne rencontraient personne, et les journaux de Paris annonçaient à l'Europe que tel général, avec une rare intrépidité, digne des plus grands éloges, avait repoussé les brigands dans leurs montagnes, qu'ils étaient des lâches, indignes de porter les armes, etc. Mais toutes ces belles phrases officielles n'empêchaient pas que les brigands, puisqu'on les nommait ainsi, en fissent parfaitement leur métier. En harcelant sans cesse les Français, ils fatiguaient les soldats qui tombaient malades ; ils occupaient la moitié de l'armée à protéger les courriers et bien souvent un bataillon ne suffisait pas pour escorter une lettre.

Notre capitaine, arrivé à Burgos, alla visiter la magnifique cathédrale. Son cicérone lui dit qu'à l'hôpital on lui montrerait un crucifix dont les ongles croissent tellement qu'on est obligé de les lui faire chaque semaine. Il alla

donc à l'hôpital pour voir le crucifix. Le gardien était absent, mais il affirme qu'on lui montra l'homme qui, tous les huit jours, se chargeait de l'opération chirurgicale.

Beaucoup de femmes suivaient leurs maris à l'armée, soit que par tendresse conjugale elles ne voulussent point se séparer d'eux, soit que leur modeste fortune ne leur permit point d'entretenir deux ménages. Cependant, lorsque les troupes entraient en campagne, elles restaient au dépôt; mais aussitôt la paix faite, on les voyait arriver par voitures pleines. Ces dames voyageaient en cabriolet, en calèche, en charrette, et marchaient avec les équipages; leurs oreilles entendaient chaque jour des propos bien bizarres; leurs yeux voyaient à chaque halte des objets plus hideux encore. En Allemagne, ces dames suivant l'armée vivaient d'une manière assez agréable : nul danger n'existait pour elles; mais en Espagne c'était bien différent. Voyageant sur la route, elles étaient exposées aux coups de fusil, et lorsque leur escorte, tombant dans une embuscade, les livrait à la merci des brigands espagnols, elles subissaient les plus infâmes traitements.

Quant aux logements que les convois trouvaient sur leur route, c'était encore bien pire. Quelle différence avec nos logements d'Allemagne, dit un officier d'infanterie; à la propreté la plus recherchée, à la bonhomie des habitants d'Outre-Rhin, succédaient la saleté, la mine renfrognée des Espagnols. Bien plus, quoique habitués au climat de la Pologne, nous avions froid en Espagne. Dans la Biscaye, dans la Castille, il est impossible de se réchauffer en hiver; on ne s'y doute pas qu'une porte, qu'une fenêtre, sont faites pour être fermées. On ignore ce que c'est qu'un parquet, un tapis; le métier de ramoneur, est

Puis, afin de bien indiquer avec quel soin il s'occupait de tous les détails de ces immenses travaux, nous reproduisons la lettre suivante qu'il adressait encore à son ministre de la marine et qui est capitale pour l'histoire de la Barre de l'Adour :

« La frégate la *Comète* est entrée hier dans le port, tirant treize pieds et demi d'eau.

« J'ai causé longtemps avec le contre maitre hollandais, voici ce qu'il m'a dit : En Hollande, les vaisseaux passent dans des endroits où il n'y a que huit pieds d'eau. S'il fallait faire passer ainsi la Barre de Bayonne, il ne le croit pas possible à cause de la manœuvre ; mais puisque une frégate l'a passée avec treize pieds et demi d'eau, et qu'il ne s'agit d'employer pour un vaisseau qu'un petit chameau élevant d'un pied et demi, comme il y en avait en Hollande et comme il n'y en a plus aujourd'hui, il est dans l'opinion que cela est facile. Il est donc nécessaire que le sieur Saxé s'abouche avec lui et que vous envoyiez des ingénieurs intelligents pour prendre des renseignements auprès des constructeurs d'Amsterdam.

E. DUCERÉ.

(A continuer).

LE PAYS DE LABOURD

AVANT 1789



NOTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

(Suite)

Lettres patentes de François I^{er}, permettant à Martin Dupin, marchand de Bayonne, de transporter en Labourd 500 tonneaux de blés par an. Du 18 avril 1515. (REGISTRES GASCONS, de Bayonne, t. II, p. 125.

François, par la grâce de Dieu, roy de France, a tous nos lieutenans, mareschaux, vis admiraulx, tresoriers de France, generaulx, conseilliers par nous ordonnez sur le faict et gouvernement de noz finances, baillifs, senneschaux, juges, prevostz, cappitaines et gardes des bonnes villes, citez, chasteaulx, forteresses, bastides, pontz, portz, peaiges, passadges, jurisdictions et destroictz, et à tous nos autres justiciers, officiers, ou à leurs lieutenans, salut et dilection.

Nous voulons et vous mandons, et à chacun de vous en droict soy, et si comme à luy appartiendra, que vous faictes, souffrez et permectez à nostre chier et bien amé Martin Dupin, natif de Baionne, achapter, tirer et enlever, ou par ses cominis et serviteurs faire achapter, tirer et enlever de nos pays et duchié de Guyenne, Xaintonge, La Rochelle, ou autre part de notre royaume, par chascun an, sa vie durant, à comencer du jorn et dacte de ces presentes, la quantité de cinq cens tonneaulx de blé, tant froment, seille, que orge, et iceux mener et conduyre franchement et quictement par les haulte mer, rivières Dordonne, Garonne, Charente, l'Ador, et autres rivières de nostre royaume, pays, terres et seigneuries

de nostre obéissance jusques au bailliaige de Labort; et illec les vendre à nos subgeetz et non à autres; pourveu qu'il ne conduira ne fera conduire lesditz blés ailleurs que en nostre dict royaume, pays, terres et seigneuries de nostre obéissance; sans pour ce prendre ne exiger de luy, ses dictz facteurs, et serviteurs, et entremecteurs, ou commis portans ces presentes, ou vidimus d'icelle faict soubz scel royal, avec certificacion dudict Dupin, aucun droit de tiraige, peaige ou autres droiz à nous appartenans; et lesquels droiz, à quelque somme qu'ilz soyent et puissent estre, nous luy avons, en faveur de nostre très chier et bien amé cousin le duc de Suffolc, qui de ce nous a très justement requis, donné et donnons par ces presentes signées de nostre main, sans que pour ce luy soit besoin recruver d'an en an acquit, mandement, ne descharge de ces dictes presentes; en rappourtant lesquelles ou ledict vidimus, nous voulons tous nos receveurs, fermiers, ou autres, à qui se pourra toucher en estre tenuz quictes et deschargez en leur compte par nos amez et féables gens de nos comptes; ausquelx nous mandons ainsy le faire sans difficulté. Car tel est nostre plaisir. Nonobstant que la valeur desdictz droitz ne soit cy speciffiée, que la somme à quoy ilz se montent ne soyt cy après couchée en l'estat général de nos finances par chascun an; que descharge n'en soit levée, et quelxconques autres ordonnances, restricts, mandemens, ou deffences à ce contraire.

Donné à Paris, le xviii^e jour d'avril, l'an de grace mil ve quinze, et de nostre regne le premier.

Signées : FRANÇOYS.

Par le Roy, le sire de Boyse, grand maitre de France, et autres présens.

ROBERTET.

Congé donné par le Conseil de Bayonne, pour faire passer en Labourd douze chalands de blés. Du 14 octobre 1503.
(REGISTRES GASCONS, de Bayonne, t. 1, p. 378).

A monseigneur Guyon Leroy, sieur de Silhon, commis par le Roy en ses pays et duchié de Guienne :

Supplique humblement Gachernaud Distuart, parroissien de la paroisse de Saint Jehan de Viutz (1), au bailliaige de Labort, disant que come cy devant il ayt accoustumé achapter et vendre des bléz, entre les subgetz du Roy seulement, et mesmement audict bailliaige, lequel aucunes ffoys en demeure en grande nécessité, et a present volontiers se transpourteroyt au pays de hault sur Garonne et ailleurs, pour pareillement en achapter, et iceulx vendre entre lesdictz subgetz du Roy, et audict bailliaige, si le bon plaisir de vous, avant dictz seinheurs, estoyt. A ceste cause, vous supplie et requiert ledict suppliant, à vous avant dictz seinheurs, come a ce ayant pouvoir et auctorité. que de vostre benigne grace vous plaise luy bailler congé, permission et licence d'aller esdictz pays pour illec achapter desdictz blez, jusques à douze bateaulx nommes chalanz, et iceulx achaptez, les distribuer audict bailliaige de Labort, et aux subgetz dudict Seinheur seulement, et aussi pour son entretenement et de sa famille. Et ainsi faisant, ferez aumoyne et justice audict suppliant, et sa femme et ses enfans seront tenuz de prier Dieu pour vostre haulte seigneurie.

Viste le present requeste, per mosseinhor de Silhon à Mosseinhor lo Loctenent, esclebins et Conseil de le ciutat de Baionne tremesse, et aquere legide et messe en déliberacion, autreiat es estat audict suppliant, per deliberacion deudit conseil, et à contemplacion et intercession deudit Mosseinhor de Silhon, congiit, permission et licenci de poder passar per deffens le presente ciutat deu haut pays en fore, lo nombre et

(1) Nom ancien de la paroisse de Mouguerre, en Labourd.

quoantitat de dotze chalans de froment; losquoaus passera successivament, et dequi a Pasco prumer venent, per los menar en Labort; et aqui los distribuir aus subjectz deu Rey nostre Seinhor, et no ad autres et juran de non mau usar. Et so chens prejudice deus establimens de ledite ciutat, mas a contemplacion deudit Silhon, et desirant lo far plaser et servici.

Feyt en Conseilh lo xiiij^e jorn d'octobre mil v^e et tres.

Renseignements sur le domaine de Berriots d'après le Livre d'Or et les ARCHIVES MUNICIPALES de Bayonne

Le domaine de Berriots est situé sur la rive gauche de la Nive, en face de Villefranque, et non loin d'Ustaritz. Tout auprès se trouve un débarcadère, connu sous le nom de *port de Berriots*, qui a joué un rôle fameux dans notre histoire locale, à l'époque tragique de Pès de Puyane.

Ce domaine est un des plus anciens de la région bayonnaise. Il est cité dans le *Livre d'Or* du Chapitre de la Cathédrale, au nombre des héritages qui devaient, aux XII^e et XIII^e siècles, payer la dime à l'Eglise de Bayonne et contribuer ainsi à l'entretien des Chanoines.

Seulement à cette époque reculée le nom de ce domaine s'écrivait *Beios*. C'est sous cette forme primitive que le *Livre d'Or* le mentionne dans le texte ci-dessous, où l'on trouve en même temps des précisions qui permettent de le reconnaître sans peine.

MÉMOIRE DE CE QUI APPARTENAIT A L'EGLISE DE BAYONNE
ET A LA FABRIQUE, PAR MOITIÉS

« Soit chose connue que l'Eglise de Bayonne et l'Œuvre
« (*la Fabrique*) prennent par moitié la dime : du sieur
« P. de Pinsole, pour deux vergers qui sont au port de Beios ;
« du sieur P. de Beios, pour tout ce qu'il possède à

« Beios ; du sieur Amad de Luc et du sieur J. de Sagars, « pour le verger de Beios ; et pour toute l'étendue du « quartier de Beios et de Villefranque » (1).

M. l'abbé Bidache, l'éditeur du *Livre d'Or*, donne à ce texte la date de 1198, en tenant compte des actes qui le précèdent et de ceux qui le suivent dans le manuscrit original. En adoptant cette date qui paraît vraisemblable, il résulte des énonciations de ce texte qu'à la fin du XII^e siècle, il existait une famille de Beios ou Berriots, qui possédait une partie seulement de ce domaine ; et que les autres parties appartenaient à divers personnages, notamment à un membre de la famille de Luc.

La famille de Beios disparut de bonne heure, et n'a laissé derrière elle aucune trace ni aucun souvenir. Au contraire la famille de Luc grandit et prospéra, pendant la période anglaise, et devint l'une des plus puissantes de Bayonne. Aussi voyons-nous en 1310, son chef, Parnaud Sans de Luc, seul maître de la totalité du domaine de Berriots, et préoccupé d'assurer et de déterminer les bornes exactes de sa propriété.

Il semblerait que ce fut par voie d'héritage, que de Luc se trouva maître unique de Berriots et qu'il fut le successeur d'une famille disparue. Car au lieu de s'adresser pour en fixer les limites aux détenteurs qui l'avaient précédé, il s'adresse à la justice. Le bailli de Labourd vient en personne procéder à une enquête et rechercher sur place l'étendue et les confrontations du domaine. Je donne plus loin l'original de cette curieuse enquête de 1310, qui nous fait assister aux détails d'une procédure de bornage, telle qu'elle se pratiquait à cette époque dans une justice inférieure et de premier ressort.

(1) Sabude cause sie que le Glizie de Baione e l'Obre prenen par maitadz le dezme ; d'En P. de Pinsole, de ij bergers qui son au port de Beios ; ... d'En P. de Beios, de tot quant à Beios a ; ... d'En Amad de Luc e d'En J. de Sagars, dou berger de Beios ; ... e de tot l'afar de le bieie de Beios e de Biele franque. (*Livre d'Or de Bayonne*, édition Bidache, p. 83).

Les de Luc avaient leur maison à Bayonne, dans la rue qui porte encore leur nom. Vers la moitié du XV^e siècle, l'héritière de cette maison épousa Laurens de Prat, l'un des hommes les plus en vue de la bourgeoisie bayonnaise, qui fut successivement échevin, capitaine de quartier, lieutenant de maire, *fabriqueur laïque* et trésorier de la cathédrale. Il attira l'attention de Louis XI, quand ce monarque vint dans notre pays, en 1463. Et comme en partant le roi l'amena avec lui, pour en faire un officier de sa suite, il est probable que c'est à ce moment que la famille de Prat fut anoblie, et que les maisons de Luc et de Berriots reçurent aussi alors le titre de *maisons nobles* ; elles l'ont porté jusqu'en 1789.

Laurens eut pour successeur Johan de Prat, écuyer, sieur de Luc, lieutenant de maire, mort en 1516, laissant deux fils : Laurens et Johan (1).

Laurens II de Prat, écuyer, sieur de Luc et de Berriots, fut marié en premières noces à Catherine de Navailles, et en deuxième noces à Catherine de Lalande, sœur d'Augier de Lalande. De son premier mariage Laurens eut un fils, Augier de Prat, écuyer, qui mourut un peu avant 1555, laissant une fille unique, Madeleine de Prat. De son second mariage Laurens eut un autre fils, Jehan de Prat, *dit de Luc*, procureur-syndic, puis clerc-assesseur du Corps de ville, enfin juge du bourg St-Esprit. Jehan fut marié à Claire de Lalande (2).

Madeleine de Prat hérita des deux maisons de Luc et de Berriots ; et encore mineure, elle épousa un fils d'Augier de Lalande, mentionné ci-dessus. Elle porta dans sa nouvelle famille le double héritage qu'elle avait recueilli, et elle donna naissance à la tige des Lalande-Berriots, dont il sera parlé ci-après (3).

(1) *Registres Gascons*, de Bayonne, II, p. 104.

(2) *Registres Français*, de Bayonne, I, pp. 234, 235.

(3) Archives du château de Haïtce.

*Enquête sur les limites de la terre de Berriots, faite en 1310
par Brasc de Tarzedz, bailli de Labourd*

L'original de cette enquête écrit sur parchemin, en cursive gothique, appartient à M. de Laborde-Noguez, propriétaire actuel du domaine de Berriots. Il est dans un état remarquable de conservation. Les Archives de Bayonne en possèdent une copie sur papier, datée de Bordeaux 9 juillet 1619 et signée : *de Pontac, greffier du Parlement*.

CARTE D'ESTERMIENTS DE LE TERRE DE BERRIOTS, D'ARCANGOS (1)

Conegude cause sie a todz, que cum sober lo pleit content e desacord quj ere o esperabe a esser enter Parnaut Sans de Luc, ciptadan de Baione seinher de Berriots d'ue part ; e los parropians de Sant Vizens d'Arcangos d'autre ; sober lo loc e le terre de Berriots, e sober sas apertiences, quj es en le di,te parropi d'Arcangos, lo dibey prosman (2) passad quj fo dauant le date d'aqueste present carte, per dauant En Brasc de Tarzedz, baile de Labord, en la Cort d'Ustaridz, e per dauant los judges de la Cort, e mots d'autres bons homjs e bones gens de le terre de Labord, de voluntad e d'auctrey deus dijts Parnaut Sans de Luc e deus parropians d'Arcangos o de la maior partide de lor, fos estad judiat e ordenat enter lor, si cum fo dijt. que lo dijt Parnaut Sans, seinher de Berriots e los dijts parropians d'Arcangos o le maior partide de lor, ensems ab lo dijt baile de Labord, fossen lo die que aqueste present carte fo feyte, per dauant lo dijt baile, au dijt loc e terre de Berriots, e que aquj per dauant lo dijt baile lo dijt Parnaut Sans aosse bons homis ancians de le terre, qui sabossen e conegossen los decs (3) eus termis de le dijte terre de Berriots, ab los quaus estermias e mostras au dijt baile e

(1) *Berriots* est situé sur le territoire de Bassussarry, qui autrefois faisait partie d'Arcangues.

(2) *Lo dibey prosman passad*. Le jeudi dernier passé.

(3) *Decs*, bornes, limites ; *estermiar*, borner, délimiter.

aus dijts parropians d'Arcangos le dije soe terre de Berriots, quant s'estenos nj quant duraue, ne quaus assignemens ne termis aue ; Es assaber que lo die que aqueste present carte fo faite, presents lo dijt en Brasc de Tarzedz, baile de Labort e gran partide deus melhors parropians d'Arcangos, e present mj notarj eus testimonis dejus escriuts (1) e mot d'autres bones gens de Labord, estermia e mostra au dijt baile et aus dijts parropians d'Arcangos, le dije sa terre de Berriots, per aquestes presonnes e per aques bons homis ancians de le terre de Labord, no estans de partide, los quaus anan de lonc e de treuers de le diite terre de Berriots, ensem ab lo dijt baile de Labord, e ab los dijts parropians d'Arcangos, e ab los dijts Parnaut Sans, e ab mj notari, e ab los testimonis dejus escriuts, e ab mots d'autres bons homis de Labord quius seguem e anauem pres lor e le dije terre de Berriots, aissi cum ere estad judiat e ordenat per lo dijt baile, e per le Cort de Labord a Ustaridz, e per lo dijt Parnaut e per los dijts parropians d'Arcangos, si cum fo dijt, estermian e mostran sos assignemens e sons termis, cum e quant duraue, en le forme qui s'ensec : — En Per Jehan d'Onderidz (2), parropiant de Sent Leon de Baione, ancian de le terre de Labort, anans e passans per le dije terre de Berriots e per les assignemens e termis dejus escriuts, disso e mostra que le terre de Berriots dure e atenh deu cap deu barat suzan quj es ente part de l'ostau de Berriots, quj estermie le terre de Berriots e le terre d'Urdaidz (3), a cab bat part, le lonc de le lane, aissi cum l'ariu quj passa ente la terre d'Urdaidz e le de Berriotz, aperat Harbern, dure entro a l'estanh (4), lo quau ariu bin deu cab deu dijt barat de Berriots, a cab bat, lo lonc de le lane e atenh entro a l'estanh d'Urdaidz ; e deu dijt estanh

(1) *Dejus escriuts*, ci-dessous désignés.

(2) *Onderidz*, Ondritz, héritage du quartier St-Léon, à Bayonne, tout proche d'Arcangues.

(3) *Urdaidz*, aujourd'hui *Urdanche*, domaine situé à Basussarry.

(4) *Entro a l'estanh*, jusqu'à l'étang.

d'Urdaïdz dure le dije terre de Berriots, cab sus part (1) bert le terre d'Arcangos lo lonc de l'ariu que Peis de Bensoler comenssa a far, entro a le peire aperade *bonne*, quj es ficade per le terre hifens haut sus en le lane, ente le terre de Berriots e le terre d'Arcangos; e de le dije terre enfores dure e atenh le dije terre de Berriots, cab bat part, au trauers per le canaou en bad, lo lonc de l'ariu aperad d'Iharre aissi cum ba, cab sus part, entro a l'ariu maior quj bin e passa per lo costad deu puy de Senssanecoidz (2), e dure entro au termj d'Ustaridz; e d'aquet ariu major dure e atenh, cab sus part, entro au termj d'Ustaridz, qui ba per lo miey loc deu puy de Sanssanecoidz; e d'aj en fores ba e atenh, a cab bat part, entro a l'ariu de Chilaro; e d'aqued ariu dure e atenh, a cab bat, entro au biner au port de Berriots. — Pauline de Lahiton, parropiante d'Ustaridz, anciane de Labort, disso que le dije terre de Berriots dure e atenh deu dijt estanh d'Urdaïdz cap sus lo lonc de le lane entro a le peire aperade *le bonne*, quj es ficade cap fens (le) terre quj es ente le terre d'Arcangos e le terre de Berriots; e disso que ere audi diser a sa may que aquere ere *bonne* e termj quj estermiaue e departe le terre de Berriots e le terre d'Arcangos. — En Gonsalvo de Chiverri, parropiant d'Ustaridz, ancian de Labort, disso que le dije terre de Berriots dure e atenh de lonc e de trauers per aquedz medis assignemens e termis que Per Johan d'Onderidz, ancian de Labord, parropiant de Sent Leon de Baione, a dijt e mostradz dessus au diit baile e aus parropians d'Arcangos. — En Bernard de Maysoas, parropiant de Sent Leon de Baione e En Bernard, seinher de Mayesc, parropiant d'Arcangos, ancian de Labort, disso que le dije terre de Berriots dure e atenh de lonc e de trauers per aqueds medis termis e assignemens assi cum lo dijt En P. Johan d'Onderidz l'a mostrade dessus. — Laquau mostre de le dije terre de Ber-

(1) *Cab sus part*, dans la partie supérieure; *cab bat part*, dans la partie inférieure.

(2) *Puy*, monticule. *Senssanecoidz*, nom ancien de la hauteur *Sainte-Barbe*

Il est d'ailleurs impossible de savoir à quelle époque cette famille commence à faire figure à Bayonne. Nos registres municipaux ne remontent pas au-delà de 1474 et 1481 ; et déjà dans ces années lointaines, les deux frères Laurens et Pernauton de Lalande faisaient partie du Corps communal et siégeaient à l'hôtel de ville comme bourgeois de qualité. Un troisième frère, Johan de Lalande, était chanoine de la cathédrale. Après eux une nombreuse série de Lalande deviennent jurats, échevins, trésoriers de la ville, capitaines de quartiers, lieutenants de maire. Ils deviennent aussi marchands notables et riches négociants, armateurs pour Terre-Neuve, juges à la Bourse, etc.

Bientôt les Lalande se multiplièrent de telle sorte que pour se distinguer les uns des autres, ils furent obligés d'ajouter à leur nom celui du domaine que chacun d'eux possédait. C'est ainsi qu'on trouve énumérés dans les actes de cette époque les Lalande-Gayon, les Lalande-Gaillac, les Lalande d'Anglade, les Lalande Montaut, les Lalande-Magescq, les Lalande d'Arcondau, les Lalande de Luc et de Berriots, et enfin les Lalande d'Oice qui subsistent encore aujourd'hui.

Il serait intéressant de suivre pas à pas le développement de ces diverses branches, et de dresser le tableau complet de cette vaste et opulente famille. Mais ce travail considérable m'entraînerait hors de mon sujet, et je dois me restreindre à la branche des Lalande-Berriots, dont plusieurs membres furent officiers du bailliage de Labourd.

C'est vers l'année 1560 que la terre de Berriots entra dans cette famille, par le mariage d'un fils d'Augier de Lalande, avec Madeleine de Prat, damoiselle, héritière des maisons de Luc, à Bayonne, et de Berriots, à Bassussarry.

A cette époque deux Augier de Lalande vivaient à Bayonne et ils occupaient tous les deux une position élevée. L'un, marié à Marie Benoist, damoiselle, était sieur de Gayon, lieutenant de maire et receveur des tailles en la sénéchaussée des Lannes. L'autre, marié à Catherine de Marrac, était sieur de

Gaillac, homme d'armes du Château-Vieux, 1^{er} échevin, juge à la Bourse des Marchands (1).

L'absence de documents ne permet pas de dire lequel de ces deux Augier fut le père du Lalande qui avait épousé l'héritière de Luc et de Berriots, mais il est vraisemblable que c'était le sieur de Gaillac ; car à partir de 1560, on ne trouve plus mention des Lalande-Gaillac, ce qui permet de croire qu'ils avaient changé de nom. Au contraire, les Lalande-Gayon se maintiennent et se continuent jusqu'à la Révolution (2).

Quelque soit du reste leur origine, les Lalande-Berriots se succédèrent de père en fils de la manière suivante :

I. — Pierre de Lalande, fils de Madeleine de Prat, devint sieur de Luc et de Berriots, du chef de sa mère, et transmit ce double héritage à ses descendants. Il était receveur des tailles et avait épousé Gentinne de Marca, dont il eut au moins trois fils : Jacques, qui suit, Abel, commerçant notable, et Louis, avocat, auteur des Lalande-d'Arcondau.

II. — Jacques de Lalande-Berriots, sieur de Luc, fut receveur des tailles et ensuite maître des ports à Bayonne. Cette charge correspondait à peu près à celle de nos directeurs des douanes. Marié à D^{lle} Marie de Ségure, il fut père de Madeleine de Lalande, qui épousa vers 1631 Adam Dolives, cousin germain de Mathieu Dolives, lieutenant de Labourt. Il eut aussi trois fils, *André*, Auger et Bertrand.

Jacques de Lalande augmenta beaucoup l'exploitation et le rendement du domaine de Berriots, en y plantant un nombre considérable de pieds de vigne et de pommiers à faire du cidre. Cette augmentation de produits amena un singulier procès entre lui et la Ville de Bayonne.

Pour récompenser les services rendus à la Ville par les de

(1) *Gayon, Marrac et Gaillac*, noms d'héritages dans la banlieue de Bayonne.

(2) D'ailleurs il est certain qu'Augier de Lalande-Gaillac eut deux fils, *Pierre* qui fut la souche des Lalande-Montaut, et *Antoine* qui fut l'auteur des Lalande-Magescq.

Prat et les de Luc, premiers possesseurs de Berriots, le corps municipal avait décidé que les produits venant de ce domaine entreraient à Bayonne affranchis de tout droit et de toute imposition. Ces produits s'étant considérablement accrus sous l'administration de Jacques de Lalande, les Bayonnais prétendirent que l'exemption ne pouvait s'étendre à ces produits nouveaux. Lalande résista et obtint gain de cause devant le Parlement et devant le Conseil Privé. (*Archives de Bayonne*, FF., 428).

Il fut moins heureux dans un autre procès concernant une *nasse* ou pêcherie, située dans la Nive, près du port de Berriots. Sur les réclamations du Corps de ville, cette nasse fut détruite par autorité de justice. (*Archives de Bayonne*, FF., 404).

III. — André de Lalande-Berriots, sieur de Luc, fut marié à Aymée d'Urtubie, damoiselle, fille de Tristan, seigneur d'Urtubie, et de Catherine de Montaigne, nièce de Mgr de Montaigne, évêque de Bayonne. Par suite de ce mariage, André de Lalande était le beau-frère de Salvat d'Urtubie, bailli du pays de Labourd.

Il succéda à son père dans les fonctions de maître des Ports et fut en outre procureur du Roy au siège de Bayonne. Il laissa quatre fils :

1. — *Jacques*, qui suit.
2. — *Tristan*, marié d'abord à Jeanne de Sorhoette, d'Ustaritz, et ensuite à Marie de Héguy. Il eut deux fils, *Mathieu* et *André*, qui n'ont laissé aucune trace, et une fille, *Angélique*. Celle-ci, après la mort de ses parents, se maria, en 1688, avec Pierre de Castera, qui devint plus tard lieutenant de Labourd.
3. — *Raymond*, d'abord capitaine d'infanterie, devint ensuite vissénéchal des Lannes. Après lui cette charge fut supprimée et les officiers de la maréchaussée en reçurent les attributions.
4. — *Auger*, lieutenant criminel au bailliage de Labourd, eut deux fils, *Mathieu*, lieutenant général de Labourd, et

Jacques, qui fut accusé d'avoir assassiné le lieutenant Pierre de Larre. Réfugié d'abord en Espagne, Jacques put en revenir plus tard et vécut à Ustaritz où il se fit avocat. Il y mena une vie déréglée, et le 7 février 1731 il contracta mariage avec Gracianne Teilletcha. Dans cet acte de mariage les époux firent légitimer un fils et une fille âgés de dix et douze ans. Jacques de Lalande mourut bien vite après et sa descendance s'éteignit rapidement. (*Registres paroissiaux d'Ustaritz*).

IV. — Jacques de Lalande-Berriots, sieur de Luc, écuyer, fut comme son père maître des ports et procureur du roy à Bayonne. D'abord marié à Delle Marie Reignaut, dont il n'eut pas d'enfants, il épousa en secondes noces, en 1672, damoy-selle Claude d'Olce, nièce de Mgr d'Olce, évêque de Bayonne. Il en eut quatre enfants : Jeanne. *Jean*, Gabriel et Tristan (1).

Jacques de Lalande et Claude d'Olce moururent à deux jours d'intervalle, probablement en temps d'épidémie, le 17 et le 19 décembre 1689.

V. — Jean de Lalande-Berriots, sieur de Luc, n'avait que 15 ans à la mort de son père ; il ne put donc pas lui succéder dans les fonctions de maître des ports et de Procureur du roy. Cette dernière charge fut concédée à Mathieu de Bats, sieur de Garritz, qui sans doute témoigna une affection particulière au fils de son prédécesseur, et le laissa pénétrer dans son intérieur. On ne peut pas s'expliquer autrement les événements qui suivirent.

Le nouveau Procureur du roi avait une fille unique, Catherine de Bats, un peu plus jeune que Jean de Lalande, et ce dernier ne tarda pas à la remarquer. Il n'était encore qu'étudiant en droit que déjà il la demandait en mariage ; mais les parents lui répondirent qu'ils voulaient attendre encore quel-

(1) Jeanne d'Olce, sœur aînée de Claude, avait épousé Saubat de Golard, et leur fille Françoise de Golard se maria avec Pierre de Lalande-Magescq, suivant contrat du 25 janvier 1680. L'évêque d'Olce intervint dans ce contrat et institua sa petite nièce pour légataire universelle, à la condition que ses enfants porteraient le nom d'Olce. C'est de ce mariage que sont issus les Lalande d'Olce, qui subsistent encore aujourd'hui.

ques années. Sur cette réponse Lalande s'adressa directement à la jeune fille, et celle-ci ne repoussa pas ces avances. De là plainte au grand criminel adressée par le père au Corps de ville de Bayonne :

« Supplie humblement Mathieu de Bats, seigneur de Garritz, conseiller du Roy et son procureur en la sénéchaussée de cette ville, disant que par les informations de la procédure criminelle faite à sa requête contre Jean de Lalande, seigneur de Berriots, il paraît que ledit de Lalande est suffisamment convaincu d'avoir ravi d'elle Catherine de Bats, fille unique du suppliant. Et qu'il l'a rendue mère d'un enfant dont elle a accouché le 16^e du mois de novembre dernier. Et quoyque le suppliant ne doive prendre que des conclusions civiles pour son intérêt particulier, celui de sa fille et de l'enfant, il dira néanmoins qu'il n'y eut jamais d'artifice si noir, ny si malin que celui dudit de Lalande pour veur à bout de son malheureux et détestable dessein. Car le suppliant et son épouse luy ayant fait connaître qu'il ne leur faisait pas plaisir de voir leur fille et de se rendre assidu auprès d'elle, il la leur fit demander en mariage pour mieux la tromper et s'insinuer dans son esprit, par le sr de Lambert, chanoine de l'église cathédrale, son petit oncle maternel, et par Delle Isabelle d'Olce, sa tante aussi maternelle, Et comme ses démarches ne purent pas lui réussir, il prit le parti de la suborner et de la séduire ; comme il a fait. Ce qui mérite une punition sévère et exemplaire, d'autant mieux que ladite de Bats n'étoit agée que de 16 ans. Aussi les ordonnances royaux veulent que ces sortes de ravisseurs et suborneurs soient condamnés à la mort, et vous l'avez toujours pratiqué en de semblables cas, quoy qu'il n'y eut pas des circonstances si graves ny si atroces que dans le fait dont s'agit » (1).

L'affaire était d'autant plus retentissante que l'inculpé avait pris la fuite, probablement du côté de l'Espagne. Après avoir entendu un grand nombre de témoins, le Corps de ville rendit

(1) Archives de Bayonne, FF. 103.

le 30 septembre 1698 une sentence par laquelle il ordonnait : « Qu'icelluy de Lalande-Berriots serait livré à l'exécuteur de la haute justice pour être par luy conduit sur un tombereau au-devant de l'église cathédrale, pour y demander à genoux pardon à Dieu, au Roy et à la justice ; et de là au-devant de la maison dudit de Bats, pour lui demander aussi pardon ; et de là à la place publique, pour être pendu et étranglé, jusques à tant que mort s'ensuive, à une potence, laquelle pour cet effet y sera dressée, Et au cas où il ne pourrait être appréhendé, que ladite exécution s'en fera en effigie » (1).

Les lois de cette époque permettaient au séducteur d'arrêter toute poursuite, en épousant la jeune fille. Lalande eut recours à cette faculté légale, qui lui permit d'obtenir son absolution et de réaliser le mariage qu'il avait projeté. Il eut plusieurs enfants :

1 et 2. — *Pierre* et *Antoine* durent mourir jeunes, car ils ne succédèrent pas à leur père.

3. — *Jeanne*, resta célibataire.

4. — *Placide*, mariée en 1732 à Bernard, seigneur de Haïtce, à Ustaritz.

5. — *Angélique*, mariée à messire Jean-Valentin de Ferrière, lieutenant-général des armées du roi d'Espagne.

6. — *Marie*, née le 11 avril 1712, prit le voile et fut une des premières compagnes de M^{lle} d'Etcheverry, fondatrice de la maison religieuse d'Hasparren. Elle y mourut à l'âge de 28 ans.

VI. — Placide de Lalande-Berriots, épouse de Haïtce, et sa sœur Jeanne procédèrent en 1755 au partage des biens laissés par leur père. Placide garda pour elle le domaine de Berriots, et Jeanne resta héritière de la maison de Luc, à Bayonne.

Pierre de Haïtce, fils de Bernard de Haïtce et de Placide de Lalande, hérita de Haïtce du chef de son père et de Berriots

(1) Archives de Bayonne, FF. 103.

du chef de sa mère. Depuis lors ces domaines sont toujours restés réunis. Pierre de Haïtce, mort sans enfants en 1798 eut pour héritier son frère, André, chevalier de Haïtce, qui mourut lui-même sans postérité en 1813. Après lui les deux maisons de Haïtce et de Berriots sont revenues par héritage à M. de Laborde-Noguez, qui les possède actuellement.

Constitution de Dot pour Jehanne de Chibau, religieuse au monastère de Ste-Ursule, à St-Esprit-Bayonne, fille de Pierre de Chibau, lieutenant de Labourd, et de Louise de Haïtze. (Acte du 28 août 1628). — ARCHIVES DE BAYONNE, GG., 204, pièce 1.

Au nom de Dieu, soict. — Sçachent tous presans et advenir que cejourd'huy bas escript, pardevant moy notaire royal soubz signé, presans les tesmoings baz nommes, ont esté constitues personnellement; Monsieur M^e Pierre de Chibau, lieutenant general au bailliage de Labourt, d'autre part;

Et Dame Magdelaine Delpechs prieure du monastère Ste Ursule de St Esprict, lès la ville de Bayonne, au diocèze d'Acqs; S^{rs} Françoise Delpechs, Anne du Fournier et Anne de la Boirie, religieuses dudict monastère; faisant tant pour elles que pour les aultres religieuses, quy sont à presant et quy par cy-après seront audict monastere; d'autre :

Lesquelz ont dict que Jehanne de Chibau, fille legitime dudict monsieur M^e Pierre de Chibau et de damoysselle Louize de Haïtze, son espouze, illec presante, s'estant, longtemps y a, vouee au service de Dieu, se seroict resolute de son propre mouvement et sans aulcune induction, de se rendre religieuse dans ledict monastere Ste Ursule; et aiant long temps y a persevere en ceste sainte et pieuse intention, en auroict donne cognoissance ausdicts de Chibau et de Haïtze, ses pere et mere, et les auroict supplies de l'avoir pour agreable;

Lesquelz, apres avoir donne temps suffisant à ladicte

Jehanne, leur fille, d'y penser ; aiant veu qu'elle perseveroiet en ceste resolution auroient condessandu à la volonte de leur dicte fille, et prié ladicte Dame prieure et aultres religieuses dudict monastere de la vouloir recepvoir en icelluy, luy donner l'habit de religieuse, pour s'instruire et se rendre capable pendant l'annee du noviciat, des regles et formes de l'Ordre ; aiant au surplus ledit de Chibau pere, offert dotter sa fille convenablement.

A quoy les Dame prieure et religieuses se seroient condessandues, et prins jour pour recepvoir ladicte de Chibau en religion dans ledict monastere et luy donner l'habit.

Ausquelles mesmes finx ledict de Chibau, pere, a constitué et promis bailler et payer a ladicte Dame prieure et aultres susdictes religieuses pour le dot (*sic*) de ladicte Jehanne de Chibau, sa fille, sçavoir est : les habits et neubles requis et necessaires a ladicte de Chibau. tout ainsy et comme les aultres religieuses ont accoustumé de donner lorsqu'elles entrent en religion ; ensemble la somme de quinze cens livres.

En desduction de quoy lesd. Dame prieure et religieuses ont confessé avoir prins et receu cejourd'huy un peu avant les presans, des mains dudict de Chibau, pere, lesdicts habits et neubles qu'il a envoyés dans ledict monastere, dont elles ont dict et déclaré se tenir pour bien contentes.

Plus le mesme de Chibau a presentement baillé, payé et delivré reaulmant et d'esfaict ausd. Dame prieure et religieuses la somme de cent livres tournoiz pour la pension de ladicte Jehanne, sa fille, durant l'année du noviciat ; que lesd. Dame prieure et religieuses ont compté, nommé, prins et receu en leur pouvoir, en quartz d'escus et aultre monnaie ; et d'icelle déclaré se tenir pour bien contentes ; et en ont acquitté ledit de Chibau pere.

Et quant aux quinze cens livres dudict dot, ledit de Chibau sera tenu les payer ausd. Dame prieure et religieuses, ou à leurs successeresses, sçavoir est :

la somme de cinq cens livres tournoiz, le jour que Jehanne de Chibau fera sa profession, sans interest ny rente

plus cinq cens livres tournoiz, un an apres ladicte profession ;

et les aultres cinq cens livres restantes pour le final paiement, un aultre an apres et ensuivant ;

avec la rente desdictes mil livres, pour les deux derniers paiemens, à raison de sept et demy pour cent, et l'ung terme n'attendant l'aultre.

Et iceulx termes finis, ledict de Chibau pere pourra estre constrainct au paiement desdictes sommes restantes et rentes d'icelles, s'il en est deues, par toutes voies dheues et raisonnables.

Estant accordé qu'en cas que ladicte Jehanne decedde pendant l'annee du noviciat, ou que ne pouvant supporter les regles et austerites dudict Ordre, elle se sentit obligee et constraincte de quitter l'habit et se retirer hors du monastere, en ce cas il ne luy sera loysible, non plus qu'audit de Chibau pere, ny ceulx quy auront droit de luy, de retirer ny recouvrer lesd. habitz ny meubles par elle baillés et portés dans led. monastere, non plus que ladicte somme de cent livres baillée et payée pour lad. pension. Ains le tout sera et demeurera acquis en toute propriété à la communauté desd. religieuses. Comme aussy en cas de decez de ladicte Jehanne de Chibau, apres lad. profession, en quelque temps que ce soict, ladicte somme de quinze cens livres, habitz et meubles susdicts seront et demeureront acquis en plaine propriété ausd. Dame et religieuses et leurs successresses ; dont elles pourront faire le recouvrement, sy faict n'a esté, et disposer comme de leur propre patrimoine ; sans que ledict de Chibau ny ses hoirs y puissent rien avoir ny pretendre.

Et a esté aussy convenu et accordé que lesd. quinze cens livres dud. dot seront employees par lesd. Dame prieure et religieuses au proffict de leur communauté et dudict monastere Sainte Ursule.

Promettant lesd. parties, checun pour son regard, tenir et accomplir tout le dessus, ferme et valable, sans y contrevenir,

à peyne de tous despans, damages et interests. Et à ces finx, ont obligé et hypothéqué, sçavoir led. sieur de Chibau tous et checuns ses biens et causes, meubles et immeubles, presans et advenir, qu'ils ont soubz mis à toutes rigueurs de justices et chescune d'icelles premier sur ce requise, et à quy la cognoissance en appartiendra. Renonçant à toutes recusations, exceptions et moiens à ce dessus contraires; promis et juré ne venir au contraire.

Faict et passé dans ledict monastere Ste Ursule, avant midy, le vingt huictiesme jour d'aoust mil six cens vingt huit. Presans : M^e Augier d'Arnouilh, chanoine de l'Eglise collegiale dudict Saint Esprit; et monsieur M^e de Haitze, escuyer, sieur dudict lieu, advocat en la cour, cittoyen dudict Bayonne; tesmoins à ce requis, quy ont signé à la cedde, avec les parties contractantes et moy.

DE HARAN, not^e royal.

Jeanne de Chibau fit profession le 21 octobre 1629, sous le nom de Sœur de la Trinité. Dix ans plus tard, le 24 septembre 1639, elle fut envoyée à Saint-Jean-de-Luz avec plusieurs religieuses de sa communauté pour y fonder une maison d'Ursulines. (*Archives de Bayonne*, GG. 203).

Mémoire sur la Généralité de Bordeaux, dressé par M. de Besons, intendant général de Guyenne, en 1698 (1). — *Extraits concernant le Pays de Labourd.* — BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES SCIENCES, LETTRES ET ARTS, DE PAU, t. 33^e (année 1905), pp. 202, 209.

La Généralité de Bordeaux fait partie du Gouvernement de Guyenne et Gascogne. (Elle) est composée de : — six Elec-

(1) Louis Bazin, seigneur de Bezons, d'abord conseiller au Parlement de Paris, maître des requêtes et conseiller d'Etat, devint en 1686, intendant de Guyenne. Il mourut à Bordeaux le 9 août 1700.

tions (1) — la Bigorre, qui est un pays d'états ; — le pays de Marsan, pays abonné ; — la Soule et le Labourd, qui ne paient rien et sont voisins de l'Espagne.

Le Pays de Labourd est composé de 40 paroisses, parmi lesquelles il y a de gros bourgs sur le bord de la mer, qui sont plus considérables que de petites villes.

Bayonne et les quatre évéchés suivants, Dax, Aire, Tarbes, Bazas, qui sont dans la Généralité de Bordeaux, sont suffragants de l'archevêché d'Auch. L'évêché de Bayonne se nommait *Lapurdensis* jusque dans le XII^e siècle, à cause du pays de Labourd qui en est.

M. le duc de Chevreuse (2) est gouverneur de la Guyenne et de la Gascogne. L'on nomme pour l'ordinaire la généralité de Bordeaux *Guyenne*, et celle de Montauban *Gascogne*.

Le Roy, ayant créé des Lieutenants de roy particuliers dans chaque Election, celle de l'élection des Lannes est rempli par M. le marquis de Caupenne d'Amou, qui avait épousé la sœur de M. de Gassion. Il a l'élection des Lannes dans son étendue, le pays de Labourd et celui de Soule. C'est un gentilhomme d'une ancienne noblesse qui demeure dans ses terres, qui sont dans cette étendue.

Il y a plusieurs places fortes en Guyenne, Bayonne est la plus considérable. — M. le duc de Gramont a le gouvernement ; il a aussi la lieutenance générale du pays de Labourd.

Il y a une redoute que l'on nomme *Hendaye*, sur la rivière Bidassoa qui sépare la France de l'Espagne. Cette redoute est vis à vis de Fontarabie et à deux cents pas de la mer. L'on y envoie deux compagnies en garnison. Le commandant de cette redoute reconnaît le gouverneur de Bayonne.

L'on a commencé de construire un fort et de faire une bat-

(1) Celles de Bordeaux, Périgueux, Sarlat, Agen, Condom, et celle des Lannes.

(2) Charles Honoré d'Albert, duc de Luynes, de Chaulnes et de Chevreuse, capitaine des cheval-légers de la garde royale, fit la guerre en Hongrie, Espagne et Hollande, reçut le gouvernement militaire de Guyenne en 1696 et le conserva jusqu'à sa mort (1712).

terie, dans le pays de Labourd, à un demi quart de lieu de Ciboure, au dessous du port du Socoa, pour assurer les bâtiments qui sont dans le port et ceux qui sont dans la rade de St Jean de Luz, afin qu'ils ne puissent pas être brûlés par des vaisseaux ennemis. Ce fort n'est que commencé, mais on va travailler à le mettre en sa perfection. La batterie en est faite.

Il y a un Parlement à Bordeaux ; il a dans l'étendue de son ressort le pays de Labourd.

Il y a dans l'étendue de la Généralité de Bordeaux neuf grandes sénéchaussées. — Il y a quatre sénéchaussées moins considérables. — Dans la sénéchaussée de Bayonne, il y a un bailliage particulier pour tout le pays de Labourd, à la réserve des paroisses de Guiche, Bardos et Urt, qui font partie du duché de Gramont.

Il y a une Maitrise des Eaux et Forêts pour toute la Guyenne. Il y a deux sièges d'Amirauté dans l'étendue de la Généralité de Bordeaux, l'un à Bordeaux et l'autre à Bayonne. Il y a un lieutenant à chaque siège et un procureur du roy.

Il y a dans le pays de Labourd un régiment de milice de mille hommes, dont M. d'Urtubie, bailli du pays, est colonel. C'est un gentilhomme du pays d'une ancienne noblesse ; il est lieutenant de vaisseau. M. de Garro, qui est frère de feu M. son père, est lieutenant colonel de ce régiment qui s'assemble lorsqu'on en a besoin. L'on en a mis quelques compagnies sur pied en certaines occasions pendant la dernière guerre. Il est destiné pour la défense de Bayonne. Il y a trois autres régiments de milice dans l'étendue du même gouvernement de Bayonne (1) qui sont obligés de s'y rendre et de marcher quand le gouverneur de Bayonne le trouve à propos. Il y a aussi un régiment de milice dans le pays de Soule.

Il y a un vice sénéchal à Dax pour l'élection des Lannes et le pays de Labourd.

La Cour des Aydes de Bordeaux ni le Bureau des Finances

(1) Ces trois régiments étaient : celui de Béarn, celui du pays de Cize et de Mixe, celui de la seigneurie de Bidache.

n'ont aucune juridiction dans le Marsan, la Bigorre, le pays de Labourd et la Soule. Pour ce qui est du pays de Labourd et de la Soule, il n'y a point d'impositions ordinaires pour le roy. Il y en a eu plusieurs extraordinaires pendant la guerre et il s'en fait quelques-unes tous les ans pour les affaires du pays.

On prend à Bayonne et dans le pays de Labourd les droits de la *Coutume* de Bayonne.

Le papier et parchemin timbré a lieu dans la Généralité de Bordeaux comme dans tout le royaume, à la réserve de Bayonne et du pays de Labourd.

L'on envoie tous les ans de Bayonne et du pays de Labourd plusieurs bâtiments aux pêches de la baleine et de la morue. Ce sont les Basques qui ont commencé à aller à la pêche de la baleine proche l'île de Finlande et en Groenland en 1605. Et comme ils sont fort éloignés des lieux où ils sont obligés d'aller à la pêche de la baleine et qu'elle serait corrompue avant leur retour, ils ont trouvé le secret de fondre la baleine à la mer, de la mettre en huile et en fanon. Les voyages sont longs et les équipages coûtent plus cher qu'en Hollande. Cela fait qu'il est à craindre qu'ils ne soient point en état de les soutenir et d'envoyer à cette pêche, lorsqu'il n'y aura pas de plus grands droits sur les huiles et fanons venant de la pêche des étrangers que sur celle des Français. Ils envoient en Terre Neuve à la pêche de la morue. Il y a plus de cent ans que cette île a été découverte. Ils allaient auparavant à la traque au Canada. Ils y envoient encore quelques vaisseaux.

Il y a la rade de St Jean de Luz où l'on entre par les mêmes vents que dans la barre de Bayonne. Les bâtiments qui sont mouillés dans cette rade souffrent beaucoup par la grosse mer. Ils se trouvent en danger lorsque les vents cessent tout d'un coup, parce que la mer demeure agitée et que les cables se raguent sur les rochers.

Le Socoa, à demi quart de lieue de Ciboure, est un autre port de mer. Ce sont les habitants d'Urrugne, de St Jean de

Luz et de Ciboure qui l'ont fait il y a plus de 60 ans, voyant que la rade de St Jean de Luz était mauvaise, pour pouvoir mettre leurs batiments à couvert pendant l'hiver, et pour éviter de les envoyer hiverner dans les ports d'Espagne, comme ils faisaient auparavant.

Le port du Socoa est entre des rochers ; il ne faut point de vents pour y entrer. Les batiments qui sont à la rade de St Jean de Luz s'y font haller avec des grelins et des cabestans qui sont sur les digues pour y entrer. Les batiments sont à sec à toutes les marées.

Le pays de Labourd est composé des paroisses qui sont situées au delà de la rivière de l'Adour, près de Bayonne, jusques à l'Espagne. Il y a trente huit communautés dont trente assistent aux assemblées du pays. Trois ont été distraites des assemblées, ne contribuent pas aux affaires du pays et font partie du duché de Gramont. Les habitants du pays de Labourd ne payent qu'une petite redevance au roy. Il n'y a point d'impositions ordinaires pour le roy. Ils ont fourni plusieurs sommes pour les différentes affaires extraordinaires pendant la guerre qui vient de finir. Ils ont un Syndic général qui se nomme dans l'une des assemblées qui se tient, lequel ils continuent pour l'ordinaire pendant trois ans. Ce Syndic du Pays demande permission à M. d'Urtubie, bailly du pays, de faire l'assemblée du *Bilçar* (c'est ainsi que l'on nomme celle du pays). Il lui expose la raison pour laquelle on veut la tenir. Il y a un député de chacune des 30 communautés, qui sont pour l'ordinaire les baïles ou abbés qui sont à la tête de la communauté, comme les maires sont en d'autres endroits. Ces députés rendent compte à leurs communautés des affaires que l'on leur a proposées et se trouvent au jour marqué pour rapporter l'avis de chaque communauté.

Les communautés situées le long de la mer et dans lesquelles beaucoup des habitants vont sur mer sont très peuplées. Le grand commerce de ces paroisses est par mer. Ils se sont

adonnés il y a longtemps d'aller aux pêches de la baleine et de la morue, ainsi qu'il a été expliqué ci devant.

Saint Jean de Luz et Ciboure sont deux gros bourgs sur le bord de la mer qui ne sont séparés que par un pont qui est sur une petite rivière que l'on nomme la Nivelle qui passe entre ces deux bourgs. Il y a quelques bons bourgeois dans ces deux bourgs qui sont ceux qui font armer des bâtiments pour envoyer aux pêches. Il y a un grand nombre de capitaines et maîtres de batiments marchands. Ces deux communautés et celle d'Urrugne ont fait construire le port du Socoa pour mettre en sûreté les bâtiments qui viennent des pêches et qui ne pourraient pas passer l'hiver dans la rade de St Jean de Luz.

Le pays de Labourd est stérile ; il y a peu de blé, très peu de vin ; les terres sont mauvaises et rapportent peu. Les habitants sont obligés de tirer des marchés de Bayonne et de Dax, ou des paroisses de l'élection des Lannes en droiture, ce qu'il faut pour leur subsistance.

Les Basques, qui sont les habitants de ce pays, sont légers, très fidèles pour le service du roy. Ils sont assez bien faits, marchent bien, étant accoutumés d'aller dans les montagnes.

Il se fait des nourrisages dans les paroisses voisines d'Espagne. Il y a des bois.

Ustaritz est le bourg où se tient la justice et où se font les assemblées du Pays.

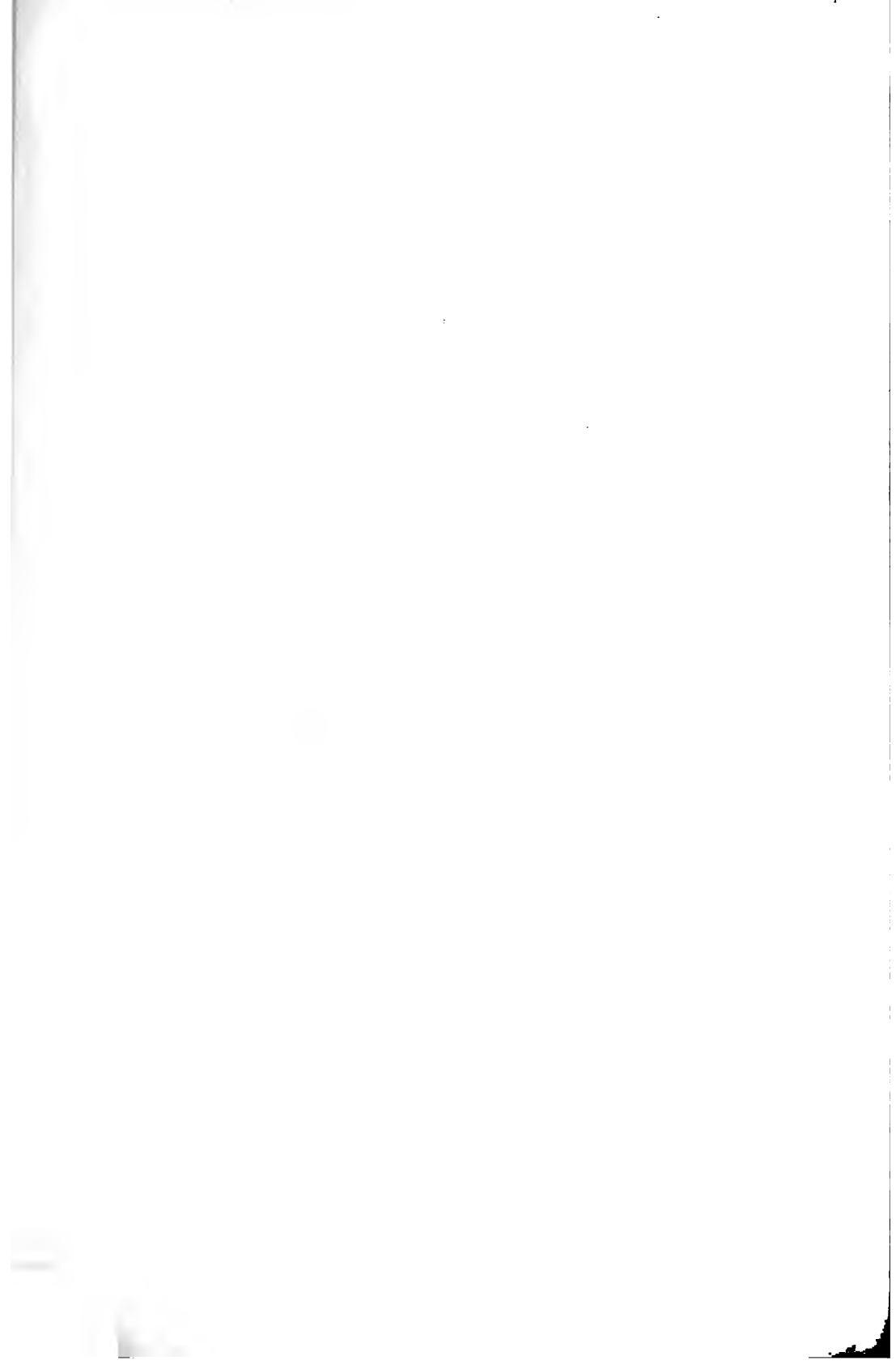
Plusieurs des habitants de Labourd vont travailler l'été en Espagne, pour la culture des terres et pour toutes les autres choses qui sont à faire. Ils en reviennent l'hiver.

Quand la guerre est entre la France et l'Espagne il se fait un traité de commerce entre les habitants de Bayonne, du pays de Labourd, et ceux des provinces de Guipuzcoa et de Biscaye. Ces traités sont autorisés par les roys. Il y en a un qui s'est fait pendant la dernière guerre et qui contient 12 articles. Cela s'est pratiqué de même pendant les guerres précédentes et a commencé en 1653. Les députés de part et

d'autre s'assemblent à l'île de la Conférence où l'entrevue des deux rois se fit en 1660. Ils conviennent de tous les articles du Traité que l'on nomme *de bonne correspondance*. Les Espagnols ont besoin qu'on leur conduise de France des bestiaux pour fournir, dans les principales boucheries de la province de Guipuzcoa et de la H^{te} Navarre, une partie de ce qui s'y consomme. C'est une des raisons pour lesquelles ils consentent à ce Traité.

P. YTURBIDE.

FIN DE LA DEUXIÈME PARTIE



BAYONNE SOUS L'EMPIRE

ÉTUDES NAPOLEONIENNES

CX

NAPOLÉON ET LA BARRE DE L'ADOUR

(Suite)

« Quelle est l'espèce de chameau la plus facile à manœuvrer, qui tienne le moins de place ? Quel en est le plan et que devrait-il arriver s'il ne devait avoir pour but que de faire gagner six pouces à un vaisseau de 74 ? Que devra-t-il coûter, s'il lui faisait gagner un pied ? Combien coûterait-il s'il lui faisait gagner deux, trois, quatre et six pieds ? Et quand tous ces plans seront faits, on pourra juger le cas où l'on peut se servir de ces moyens. Les vaisseaux tels que l'on en construit à Anvers peuvent, je crois, être allégés à seize pieds ; il ne s'agirait donc que d'élever ces vaisseaux par le moyen d'un chameau de deux pieds et demi. Le contre-maitre croit que ces chameaux ne déborderaient pas de plus de six pieds de chaque côté. Enfin il est un fait : si je demandais que l'on construise à Bayonne un vaisseau de 74 qui ne tirât que dix-huit ou dix-neuf pieds d'eau, c'est-à-dire qu'on pût alléger à ne tirer que treize ou quatorze pieds et demi d'eau, il est clair que le vaisseau serait fort bon : il n'y aurait qu'un inconvénient, c'est qu'il ne tiendrait pas contre le vent. Ne pourrais-je pas, par des moyens

Bayonne doit expédier une des corvettes et six bâtiments américains, portant chacun 20 hommes, 1,000 fusils, des sabres et autres objets de cette nature nécessaires à Batavia.

Enfin, dans ses projets continuels de constructions navales, le 1^{er} mars 1811 l'empereur rappelle à l'amiral Decrès les deux frégates commandées à Bayonne, et deux frégates et deux vaisseaux à construire en 1811 et 1812 sur les chantiers du Passages.

Mais les grandes idées de Napoléon furent interrompues par la fatale campagne de Russie, et ses prodigieuses facultés employées entièrement à la reconstitution des armées avec lesquelles il devait faire les immortelles campagnes de Saxe et de France.

CXI

UN BAYONNAIS SUR LES PONTONS ESPAGNOLS

Un Bayonnais sur les pontons espagnols. — Le lieutenant de vaisseau Dauriac. — La *Vieille Castille*. — Projet d'évasion. — Une tentative hardie. — Héroïque défense. — Le ponton à la côte. — Délivrance des prisonniers.

Au nombre des drames les plus émouvants de la sanglante guerre d'Espagne, il faut placer en première ligne l'évasion en masse des prisonniers français relégués depuis deux années à bord du ponton la *Vieille Castille*, mouillé dans la rade de Cadix.

Quoique le sujet soit des plus curieux, il a été si souvent raconté soit par des témoins oculaires, soit par les historiens, que nous l'aurions cependant passé sous silence si un Bayonnais, le lieutenant de vaisseau Dauriac,

n'eut joué un des principaux rôles dans cette merveilleuse évasion.

Dans une autre étude que nous lui consacrerons un jour, nous raconterons avec détail la vie et les hauts faits de ce vaillant marin. Ici nous nous contenterons de dire que fait prisonnier au Rio de la Plata, au cours d'une expédition dont Napoléon lui-même, alors à Bayonne, lui avait confié le commandement, il eut le malheur de tomber entre les mains des Espagnols, qui lui firent traverser de nouveau l'Océan et l'enfermèrent dans l'un des nombreux pontons qu'ils avaient à Cadix et qui furent le tombeau d'un si grand nombre de Français.

En effet, le corps entier du général Dupont, capturé à Baylen par une violation de la capitulation, les équipages de l'escadre de l'amiral Rosily, qui furent obligés de se rendre à Cadix, et beaucoup d'autres prisonniers faits pendant cette guerre, avaient été internés à bord de ces vieux navires où, manquant de vivres et même d'eau, ils mouraient par centaines. Les officiers, un peu mieux traités, avaient été rassemblés à bord de la *Vieille Castille*, mais n'en soupirèrent pas moins ardemment vers la liberté.

Sur ces entrefaites, le corps d'armée du maréchal Victor, qui vint mettre le siège devant Cadix, porta à son comble la soif de délivrance des malheureux Français. Ils entendaient tous les jours le canon et voyaient les Français remuer la terre pour la construction de leurs batteries. De plus, le 7 mars 1810, vers les 10 heures du soir, il s'éleva une tempête si furieuse que vingt bâtiments marchands, trois vaisseaux de guerre espagnols, un vaisseau de guerre portugais et un brick de guerre anglais furent jetés à la côte où ils devinrent la proie des Fran-

çais. La prise du fort de Matagorda détermina enfin une douzaine de marins et huit officiers de marine parmi lesquels était le lieutenant de vaisseau Dauriac, sur le ponton la *Vieille Castille*, à faire un effort pour s'échapper.

Il s'agissait d'enlever le ponton lui même, car la distance était trop grande pour pouvoir franchir à la nage l'espace de mer qui le séparait de la côte. On confectionna une voile pour aider à la dérive du ponton lorsque ses amarres seraient coupées. Mais il fallait attendre que le vent et la marée fussent favorables et le moment propice arriva le 15 mai 1810. Les cables sont coupés en effet, et une bande de conjurés s'empare du poste de soldats espagnols commandé par un sergent et prit les fusils après avoir enfermé les soldats à fond de cale.

Ces préparatifs terminés, la *Vieille Castille* se mit en marche aidé par une forte brise et une haute marée. On craignait la canonnière et la gabarre de garde qui auraient pu manœuvrer dans la rade, mais elles ne bougèrent pas et on fut seulement attaqué par trois barques anglaises qui s'avancèrent en tirant des coups de fusil auxquels on riposta. S'étant approchés du bord sans discontinuer la fusillade, les officiers et les soldats qui étaient sur le pont commencèrent à lancer des gueuses et des boulets qui servaient de lest, sur cette barque. favorisés par la position élevée du ponton, si peu lesté qu'il s'élevait à environ vingt-cinq pieds au-dessus du niveau de l'eau. Un amas de projectiles du poids de cinquante livres, jetés de si haut par des hommes décidés à mourir plutôt que de se rendre, dut nécessairement estropier des Anglais qui se trouvaient sous leur volée. Des cris plaintifs annoncèrent bientôt que plusieurs d'entr'eux étaient blessés. Les

Anglais voyant cette résistance et l'inutilité de leurs efforts, prirent le parti de gagner le large. On perdit dans cette escarmouche M. Moreau, lieutenant de vaisseau, qui avait pris la direction de la manœuvre.

La brise assez forte qui s'était élevée pendant que l'on coupait les cables, opération qui fut retardée par le défaut de scie, cessa entièrement et laissa le ponton à la merci de la marée qui, n'étant pas assez vive pour le porter hors du canal, fit craindre que le courant ne l'amènât sous le feu du fort Pontalés, occupé par les Espagnols. Ce contre-temps jeta un moment la consternation parmi les fugitifs, mais la prévoyance et l'activité des officiers de marine dissipèrent au même instant toutes les alarmes. Ils firent aussitôt monter sur le pont quelques couvertures et des hamacs qu'ils attachèrent de manière que le faible vent qu'il faisait alors put enfler les couvertures et faciliter le moyen de sortir du canal. Cette inspiration fut secondée par le retour du vent qui devint aussi large qu'au moment du départ de la grande rade. Vers les onze heures du soir, le 15 mai 1810, on eut enfin le bonheur d'échouer sous la protection d'une nouvelle batterie que l'armée française venait de construire depuis peu de jours, et dans un lieu où l'ennemi ne pouvait guère être inquiétant, sans courir lui-même le risque d'être coulé à fond.

Les prisonniers passèrent la nuit à construire un radeau et à se garder militairement pour éviter toute surprise. On peut juger avec quelle impatience ils attendirent le jour. « Nous le vîmes poindre, dit un des acteurs de ce drame, à cinq heures et demie, mais c'était le moment du jusant. Le retard mis à couper les cables et l'inconstance du vent avaient singulièrement contrarié les opérations dirigées par les officiers de marine. Au lieu d'échouer

à trois pieds d'eau, nous eumes la douleur d'en trouver cinq et demi. Le vaisseau ne flottait plus, et nous touchions à marée *étalle*. La mer, d'ailleurs, était fort agitée et clapoteuse. Cette différence de profondeur, d'après notre erreur d'estime, fut, pour beaucoup d'entre nous, un grand sujet d'alarme, car sur plus de sept cents personnes que renfermait le ponton, la moitié ne savaient pas nager et il y avait à bord vingt femmes et plusieurs enfants. »

Le radeau qui devait servir de va-et-vient au moyen de plusieurs piquets fichés en terre par des nageurs du ponton, et retenu par des cables, était venu à se disloquer dans un trajet à terre, cet accident fit passer ceux qui ne savaient pas nager de l'espérance la plus douce au désespoir le plus cruel. Chacun imaginait un moyen de se sauver quel qu'il fut. Ceux qui savaient nager profitèrent de la marée basse pour se rendre à terre, tandis qu'il ne restait aux autres d'autre ressource que de se confier à la Providence. Les uns assemblaient des planches et des tonneaux et se confiaient à cette frêle embarcation ; d'autres plus téméraires ou plus pressés encore de se soustraire à l'esclavage, saisissaient des planches et se laissaient aller à la dérive. Souvent le courant ou le vent de terre les entraînait en pleine mer au lieu de les porter vers le rivage

Cependant le danger était imminent, les prisonniers se trouvaient sous le feu du port Puntalés, des canonnières espagnoles et de deux bombardes anglaises sans pouvoir sortir de leur position. Le Gremet, adjudant-major de la 5^e légion, allait exposer sa femme, sa fille, et une jeune sœur de sa femme, sur des planches qu'il venait de clouer à deux tonneaux, lorsque le chef d'escadron Tourras, du

10^e dragons, qui s'était sauvé à la nage, aborda le ponton vers les huit heures du matin et vint ranimer les esprits par ces paroles : « Messieurs, rassurez-vous, ne vous jetez pas à la mer, M. le maréchal duc de Bellune a donné ordre de vous envoyer des barques, on les chargeait sur des voitures pendant que je partais du Fort-Royal. »

Cette heureuse nouvelle ramena la confiance, et cependant la canonnade fut beaucoup plus vive que le matin. Chacun attendait son salut avec impatience. Le chef d'escadron était resté peu de temps à bord. Cette attente ne fut pas vaine ; une heure après son départ on vit une voiture attelée de huit chevaux se diriger vers le bord de la mer, et l'on mit à flot une embarcation.

Il serait difficile de rendre les sensations que produisirent sur les prisonniers l'approche de cette barque, la vue des Français armés ; la joie agitait tous les cœurs ; on l'exhalait par mille acclamations, c'était le délire de l'espoir réalisé. Un grand nombre de nageurs exercés, au nombre de six cents environ, suivaient la barque ; leur secours était essentiel pour accélérer le débarquement, qui s'opéra en commençant par les femmes et par les enfants. Mais l'empressement que tous voulaient mettre à se soustraire à la pluie de bombes qui partaient des bâtiments ennemis, occasionna un grand désordre. Chacun se précipitait dans la barque et essayait d'emporter le peu d'effets qui lui restaient, peu s'en fallut qu'elle ne chavirat sous le nombre. Une seconde embarcation vint heureusement mettre fin à cette confusion, qui pouvait devenir funeste.

Une heure après il en arriva deux autres. Enfin tous les prisonniers touchèrent la terre tant désirée. « Etourdis par notre délivrance, nous paraissions sortir d'un rêve ;

mais bientôt nos sens ranimés nous firent sentir toute l'étendue de notre bonheur. Nous étions dans les bras de nos libérateurs, de nos frères d'armes, qui se dépouillaient avec joie de leurs vêtements pour nous en revêtir. »

Le débarquement se termina le 16 mai, à deux heures de l'après-midi, sous le feu du fort Puntalés, des canonniers espagnoles et des bombardes anglaises qui tiraient à toute volée. Mais les prisonniers étaient sous la protection d'une batterie française, et quelques pièces d'artillerie légère placées sur la côte ripostaient à l'ennemi et amortissaient son feu. Qu'on se figure cinq à six cents personnes entassées, menacées par une pluie de bombes et de boulets qui, par un heureux hasard, passaient sur leurs têtes. Dans un débarquement si long et si pénible, on n'eut à déplorer que la perte de dix à douze personnes.

Le ponton la *Vieille Castille*, séjour de douleurs accumulées sur les Français pendant dix-sept mois et quatre jours, fut livré aux flammes aux acclamations de l'armée.

Les prisonniers furent envoyés à Séville, où ils furent passés en revue par le maréchal Soult, duc de Dalmatie. Après avoir été habillés et équipés, ils furent divisés en deux colonnes et envoyés en France. Le lieutenant de vaisseau Dauriac, qui avait été un des principaux acteurs de ces événements vint à Bayonne, et ne tarda pas à être replacé sur les vaisseaux de la marine impériale, où il continua de se distinguer.

CXII

**LE RÉGIMENT DES TIRAILLEURS-CHASSEURS
DE LA GARDE IMPÉRIALE**

La jeune garde. — Le capitaine Rattier et sa correspondance. — Le régiment des tirailleurs-chasseurs à Bayonne. — L'uniforme. — Entrée en Espagne. — La garnison de Lérida. — Les belles Espagnoles. — A Vittoria. — La promenade. — A Valladolid. — Retour à Bayonne.

Tous les corps, si nombreux, de la garde impériale, prirent part à la guerre d'Espagne, et par conséquent passèrent par Bayonne à diverses reprises, soit en allant soit en revenant de la Péninsule et souvent même y firent un séjour plus ou moins long. C'était à Bayonne, en effet, que les corps s'arrêtaient pour visiter sérieusement leur équipement et leur armement, prendre leurs cartouches, car de l'autre côté de la Bidassoa on allait trouver l'ennemi. C'est ainsi que le régiment des tirailleurs-chasseurs passa par notre ville comme les autres, et un de ses officiers, le capitaine Rattier, nous a conservé dans ses intéressants souvenirs les faits les plus saillants des campagnes de son régiment.

Les tirailleurs-chasseurs partirent de Paris dans les premiers jours de mai 1810, le 15 il était à Poitiers et devait faire un séjour à Angoulême, Bordeaux, Mont-de-Marsan et Bayonne. Ils arrivèrent dans cette ville le 5 juin, mais avant de les voir partir pour l'Espagne, nous donnerons une description sommaire de l'uniforme porté par cette belle jeunesse qui devait revenir si étrangement diminuée de la sanglante guerre qu'elle allait soutenir.

L'uniforme était celui des tirailleurs-grenadiers, sauf

les différences suivantes : les retroussis étaient garnis d'aigles en drap vert, la patte d'épaule était en drap vert avec liseré écarlate, le shako noir, garni seulement d'un aigle couronné, d'un cordon blanc et d'un pompon vert, en boule, pour tous les régiments.

Les sous-officiers de la jeune garde, attachés au corps des chasseurs, portaient le même uniforme que les soldats, avec les galons en chevrons sous les parements en pointe.

Dans tous les temps les shakos des sous-officiers furent garnis de jugulaires et de cercles en cuivre à la visière, de cordons en or et laine verte, d'un galon d'or en haut du shako des sergents. Les sergents-major avaient un second galon d'or au-dessous du premier. Ils ont toujours porté les épaulettes à franges entièrement vertes pour les soldats, mélangées d'or pour les sous-officiers de la vieille garde.

Le 7 juin 1810, le régiment des tirailleurs-chasseurs partait de Saint-Jean-de Luz et traversait la Bidassoa. Le matin même de son départ il rencontra le général gouverneur de Lérida avec des officiers au nombre de 400, qui se rendaient prisonniers en France. On remarqua que les officiers d'un régiment suisse, qui en faisaient partie, avaient conservé leur épée, tandis que les Espagnols ne l'avaient pas.

Arrivé à Vittoria le 14 juin, on y trouva un bataillon de conscrits grenadiers faisant partie de la garnison. Là commença la vie fatigante et périlleuse à la fois, qui consistait à courir sans cesse après les guérillas qui, ne tenant nulle part, se reformaient aussitôt dispersés.

« Nous voyons, chaque soir, les petites mais belles Espagnoles à la promenade. Les prêtres ont soin de les

escorter, ce qui les rend inabordables et très méchantes. Si on se permet d'en saluer, on est payé d'une grimace ou de sottises. Elles nous disent, chez elles, en riant des dents, que nous sommes des brigands. Les habitants regrettent beaucoup les cloches qu'on transporte en France. En mon particulier je trouve cela bien impolitique, et ce n'est pas seulement ceci que je désapprouve. »

En 1811, le régiment de tirailleurs-chasseurs devient 3^e de voltigeurs de la garde et est envoyé à Valladolid. C'est pendant son séjour dans cette ville qu'il donne quelques renseignements sur l'alimentation dans cette partie de la Péninsule : « Je mange des châtaignes d'Espagne ; nous nous en servons à chaque repas, que nos cuisiniers font rôtir. Nous les payons 5 à 6 sols la livre, et les sèches 8 à 9 sols. Les pommes de terre coûtent 3 à 4 sols la livre, encore n'en trouve-t-on que dans le Nord de l'Espagne et en très petite quantité. Les Espagnols méprisent trop ce légume, ils préfèrent le chocolat pour déjeuner, dîner et souper. Leur nourriture se réduit à très peu de chose, étant extrêmement sobres. Le pain, qui est très bon, n'est pas plus cher qu'en France. Nos soldats font partout notre cuisine ; il y a ici quelques traiteurs français, mais pour dîner passablement il faut payer 12 francs. »

Le régiment contribua au ravitaillement de Ciudad-Rodrigo, opération qui a été si bien racontée par le général Thiebault dans ses *Mémoires*. Le 1^{er} novembre Rattier passe adjudant major au 1^{er} régiment de voltigeurs de la garde impériale. Le 12 il partit pour Bayonne afin d'aller chercher des effets pour le régiment. L'avancement se faisait vite dans la jeune garde, du moins pour quelques-uns. Voici ce qu'en dit notre officier, non sans une légère pointe d'amertume :

« Je remplace un jeune homme fait capitaine il y a quatre mois, qui était simple chasseur lorsque je suis venu dans la garde : il était dans la compagnie que je commandais en l'an XII, lorsque le capitaine et le lieutenant se trouvaient détachés à Boulogne. Il faisait au moins, chaque semaine, quatre jours de salle de police ; il jouit de la plus mauvaise réputation, ayant volé, assassiné, violé, etc. Du reste il est superbe homme et grand farceur ; voilà ses qualités.

« Un autre jeune homme de vingt-six ans, qui a sept ou huit ans de service, passa lieutenant-colonel dans la garde ; son père n'est cependant qu'un général de brigade. Trois ou quatre de nos cadets passent aussi lieutenants-colonels. De plus anciens que moi, officiers distingués, restent comme moi, ce qui me fait prendre mon mal en patience, mais cependant ne me console pas. »

Mais la garde impériale allait rentrer en France pour aller périr presque toute entière dans la campagne de Russie. Dans une lettre qu'il écrivait à son père, il lui annonçait son départ pour Bayonne, où il pensait arriver du 10 au 15 décembre, et il se proposait d'écrire aussi à un oncle qu'il avait dans notre ville. Il croyait y rester environ une quinzaine de jours, ce qu'il trouvait bien court. « Un capitaine du 3^e, de mes amis, militaire comme ma poche, passe adjudant-major aux chasseurs. Nous voyagerons ensemble et désirons partir bien vite, nos chevaux n'ayant ici qu'une petite demi-ration par jour. La cavalerie est traitée de même, ainsi que celle qui passe ici, venant de France. Leurs chevaux tombent sur la route. L'Espagne est le tombeau de tous. Tout le monde y perd son latin. »

Bientôt les régiments de la jeune garde furent rappelés d'Espagne pour se préparer à faire la campagne de Russie.

Le 3^e de voltigeurs arriva à Bayonne le 13 mars 1812, et repartait le 16 pour Paris, où il devait arriver le 16 avril.

« J'avais obtenu la permission pour passer en Ardèche, dit le capitaine Rattier dans une lettre datée de notre ville, mais il fallait être rendu dans la capitale le 15 avril, ce qui m'a empêché de la prendre. Je n'aurais pu passer auprès de vous qu'une huitaine... »

« On nous a fait mille difficultés à la frontière et à Bayonne pour l'entrée de nos bagages. Des cadenas ont été cassés, des serrures ont été enfoncées, celle de ma malle l'a été parce que j'avais été obligé de marcher en avant. J'ai été obligé de courir pendant deux heures pour faire entrer quelques aunes de drap appartenant au corps. Ce soir on nous a arrêté quatre cents aunes de coutil de France pour le soldat, je ne sais si on ne les confisquera pas ? Qui servons-nous ? Que faut-il faire ? Bientôt on nous dépouillera ; bientôt on nous fera payer pour l'insupportable commerce qu'on nous fait faire.

« On nous a ôté aujourd'hui les fourgons de nos portemanteaux (par ordre de l'Empereur). Il faut que nous nous procurions des transports à nos dépens. De quel côté que nous nous tournions, nous ne sommes pas heureux.

« Nous ne sommes pas très contents d'aller en Pologne ; mais si nous avons une guerre avec la Russie, elle aura une fin, tandis que celle d'Espagne n'en aura pas pour nous, si on la continue de cette manière. »

La campagne eut, en effet, une fin pour la jeune garde, mais ce fut la destruction presque totale de ces magnifiques régiments que Bayonne avait vu passer à diverses reprises. De toute cette brillante jeunesse il ne restait plus, au commencement de 1813, que quelques soldats éclopés.

CXIII

UN DIRECTEUR DE PARCS

Le général baron Bourgeat. — Un commandant de parc d'artillerie.
— A Séville et à Grenade. — Départ pour la France. — Une attaque de Mina. — Pillage des bagages. — Une curieuse relation. — Les pertes.

Une armée d'occupation qui devait stationner en Espagne pendant de si longues années, nécessitait un nombreux état-major. Les sièges qu'il fallut faire et qui sont devenus célèbres, demandèrent beaucoup d'officiers appartenant aux armes spéciales, et l'artillerie et le génie furent représentés par leurs meilleurs généraux. Le général baron Bourgeat fut de ceux-là, et ce fut lui qui dirigea les parcs d'artillerie de l'armée d'Andalousie.

Le cadre restreint de ces études ne nous permet pas de nous étendre sur les premières années de la vie militaire de ce brave officier de la Révolution et de l'Empire, et nous ne le prendrons qu'au moment où, comme colonel, il fut nommé, le 9 janvier 1808, directeur du parc d'artillerie du corps d'observation des côtes de l'Océan, qui se formait à Bayonne sous le commandement du maréchal Moncey.

Il arriva dans notre ville vers la fin de février, et ayant trouvé le maréchal et son corps d'armée déjà parti pour Madrid, il se hâta d'aller le rejoindre dans cette dernière ville. Mais il fut bientôt réclamé par le maréchal Bessières, qui lui donna le commandement de l'artillerie de son armée. Après la bataille de Médina del Rio Seco, il était nommé général de brigade et passa au 6^e corps sous le commandement du maréchal Ney. Des dissentiments

entre le directeur du parc et son illustre chef le fit changer de corps, il passa au 3^e, commandé par le maréchal Soult.

Il se rendit à Séville, où il eut fort à travailler pour préparer l'artillerie aux sièges importants que le duc de Dalmatie méditait.

Le général Bourgeat, devenu baron d'Empire sur la demande du duc de Dalmatie, était très fatigué par les rudes sièges que venait de faire l'armée d'Andalousie, et il fut envoyé, pour se reposer, à Grenade, où il prit le commandement de l'artillerie du 4^e corps. Il y résida sept mois, et c'est là qu'il commença à annoncer son intention de prendre sa retraite. Mais Napoléon ne voulut pas se priver encore des services de cet habile général, et lui donna le commandement en chef de l'artillerie du 11^e corps de l'armée de Russie. Ce fut alors que le général quitta Grenade, en mars 1812, pour se rendre en France, en passant par Madrid, Burgos et Vittoria.

Cette dernière phase du séjour du général Bourgeat en Espagne est particulièrement intéressante. L'Espagne, disent ses biographes J. Rey et E. Remy, était alors sillonnée de partisans prêts à attaquer les convois et les voyageurs. Bourgeat et son aide de camp, le capitaine Pernet, suivirent à Vittoria un convoi escorté du 7^e bataillon polonais pour trouver, au besoin, une protection efficace en cas d'agression des bandes espagnoles. Cette précaution n'était point inutile ; le convoi fut attaqué dans les défilés de Salinas ; l'escorte fut décimée, le capitaine Pernet grièvement blessé, le général fort contusionné. Presque tous les chevaux, ainsi que tous les bagages, furent enlevés, et sans un blockhaus qui se trouva providentiellement à l'entrée de la gorge, la petite troupe était entièrement anéantie.

Bourgeat arriva quelques jours après à Bayonne sans bagages et sans voiture ; il prit la poste le lendemain même pour se rendre à Paris, et laissa à l'hôpital son fidèle aide de camp qu'il ne devait plus revoir et qui allait être obligé, par ses dangereuses blessures, à renoncer au brillant avenir que faisait présager son passé. Laissons la parole au capitaine Pernet, qui racontera mieux que nous ne pourrions le faire, cette tragique aventure :

« Après être resté à Grenade 7 ou 8 mois, mon général reçut l'ordre de se rendre à l'armée de Russie.

« 1812. *Avril, 9.* — Nous nous mîmes en route en passant par Jaen, Andujaz, Madrid, Valladolid et Vittoria. Nous faisons partie d'un convoi de prisonniers espagnols, de malades évacués en France, escorté par le 7^e bataillon polonais, qui allait rejoindre l'armée allant en Russie. Le 9 avril 1812, nous partîmes le matin de Vittoria. Notre colonne étant arrivée dans les gorges de Salinas, elle fut vivement attaquée par la bande du général espagnol Mina, qui nous tua beaucoup de monde, égorgea nos malades, délivra les prisonniers espagnols, s'empara de tous nos bagages, voitures, et nous poursuivit jusques sous la protection d'un blockhaus armé de deux canons qui se trouvait à l'entrée de la gorge, sur une hauteur, près de la route. Les ennemis, au nombre de dix à douze mille hommes, étaient embusqués dans les bois et les gorges. Dans cette action je reçus une balle qui entra plus de six pouces dans mon épaule droite et se logea le long de l'os du bras, où elle causa des esquilles ; deux autres balles mirent mon chapeau en lambeaux, dont une me blessa légèrement à la tête ; j'eus un cheval tué sous moi ; en ayant monté un second, il eut une cuisse traversée par une balle et en périt. Je perdis tous mes effets qui étaient

dans le fourgon de mon général, lequel renfermait aussi tous les siens et qu'il perdit, ainsi que sa calèche et ses chevaux de trait.

« Perdant beaucoup de sang, j'entrai dans le blockhaus où je fus pansé. Notre colonne se reforma pour marcher en avant, nous rentrâmes dans la gorge où nous avions été attaqués ; les ennemis s'étaient retirés dans les montagnes où nous passâmes librement. Au bout de cinq jours j'arrivai à Bayonne et entrai de suite à l'hôpital. Le même jour, entre Saint-Jean-de-Luz et Bayonne, je fus atteint d'une forte hémorragie par ma blessure. Des chirurgiens, qui faisaient partie du convoi, me donnèrent leurs soins et eurent bien de la peine d'arrêter cette hémorragie.

« Dès le lendemain de notre arrivée à Bayonne, mon général prit la poste et se rendit à Paris et de là à Dresde, pour commander l'artillerie du 11^e corps d'armée qui s'y formait ; ses domestiques, avec ses chevaux, se mirent en route pour le Rhin, emmenant le cheval qui me restait, les deux autres ayant été tués à Salinas.

« Arrivé à l'hôpital, je fus soigné et pansé. Au bout d'un mois, ma blessure était à peu près guérie..... Je ressentais des faiblesses dans mon bras droit et une forte gêne dans ses mouvements. Craignant de ne pouvoir continuer mon service d'une façon active, je sollicitai ma retraite..... J'obtins provisoirement l'autorisation d'entrer dans mes foyers. J'étais en correspondance avec mon général. Je lui fis part de mes dispositions en lui témoignant tout le regret que j'éprouvais de ne pouvoir le rejoindre et en le remerciant de toute la confiance et de l'affection particulière dont il m'avait honoré. »

Avant de quitter Bayonne, le général Bourgeat établit

un état de ses pertes aux gorges de Salinas. Elles se montaient à la somme importante de 12,718 fr. ; ils ne restait plus de tous ses bagages et de son superbe équipement que des effets courants, son cheval de voyage et celui de son aide de camp.

Ce ne fut pas là d'ailleurs le seul exploit du célèbre Mina. Des convois beaucoup plus importants furent pris et pillés par lui, et nous nous occuperons bientôt de ce chef de guérillas et de ses nombreux bataillons.

CXIV

L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE DANS LES LANDES

Napoléon appelle Joséphine à Bayonne. — Départ de Bordeaux. — Le préfet des Landes. — Arrivée à Mont-de-Marsan. — Les moutons mérinos. — Présents de fleurs. — Saint-Paul-lès-Dax. — Joséphine et les sœurs de Charité. — Un régiment de marche. — Les Landes. — Arrivée à Bayonne.

Le roi et la reine d'Espagne s'approchant rapidement de la frontière, l'empereur jugea que le moment était arrivé de faire venir Joséphine, qu'il avait laissée à Bordeaux, car personne mieux qu'elle n'était à même de recevoir les vieux souverains. Il lui écrivit le 23 avril, et tout en lui annonçant l'heureux accouchement de la reine Hortense, il lui disait : « Tu peux partir le 26, aller coucher à Mont-de-Marsan et arriver ici le 27. Fais partir ton premier service le 25 au soir. Je te fais arranger une petite campagne à côté de celle que j'occupe. » Il est facile de deviner qu'il s'agissait du domaine de *Saint-Michel*, dont l'empereur avait fait l'acquisition en même temps que du château de Marrac.

Le 26, en effet, à cinq heures du matin, elle quitta Bordeaux et prit la route de Langon escortée jusque dans cette ville par la garde d'honneur à cheval. Un peu avant qu'elle ne montât en voiture, les autorités eurent l'honneur de lui présenter leurs hommages, auxquels elle répondit avec sa bonté et sa grâce habituelle. Elle fut accompagnée jusqu'à Langon par le préfet.

En sortant de Roquefort l'impératrice fut reçue par le préfet des Landes qui, se trouvant à Bayonne, avait appris un peu tard son départ de Bordeaux. Il voulut l'escorter lui-même en galopant à sa portière, mais Joséphine exigea qu'il montât dans une voiture qui précédait la sienne et où se trouvaient déjà le général Ordener, son premier écuyer, et ses chambellans de Beaumont et Dumanoir.

A une lieue de Mont-de-Marsan on trouva la garde d'honneur à cheval des Landes, dont le commandant se plaça aussitôt à la portière de la voiture impériale. Joséphine, ayant avec elle Mmes de Montmorency et Maret, arriva à neuf heures du soir à Mont-de-Marsan. Une foule considérable se pressait sur son passage ; la ville était illuminée, ainsi que l'arc de triomphe. Son des cloches, salves d'artillerie, démonstrations d'amour et de dévouement, rien ne manqua, et tout fut semblable à ce qui s'était passé à l'arrivée de Napoléon. Joséphine fut conduite aux appartements qu'il avait lui-même occupés peu de jours auparavant dans la maison Papin et où Mme Duron, fille du sénateur Papin, lui fut présentée, et fut invitée par elle à souper, ainsi que le préfet.

Le départ devait avoir lieu le lendemain à six heures du matin, et un peu avant toutes les autorités furent admises à l'audience de Sa Majesté, et lui furent présen-

tées par son chambellan, M. de Beaumont. « Au moment où l'on allait monter en voiture, M. le Préfet a prié Sa Majesté dont la bienfaisance et la générosité ont donné naissance à la bergerie des Landes, de vouloir bien jeter un coup d'œil sur une portion d'un troupeau de mérinos qui avait été conduit sous ses croisées. Sa Majesté a paru satisfaite du bon état de ces animaux, du bélier surtout, et a prouvé, par les détails dans lesquels elle a bien voulu entrer, qu'elle prend beaucoup de part à la science pastorale. »

Le cortège impérial se mit en marche « mais, disent les souvenirs du temps, en reprenant le récit du passage de Sa Majesté l'impératrice dans le département des Landes, nous rétablirons un fait que nous avons omis : c'est qu'en entrant dans son appartement, Sa Majesté y fut complimentée par une réunion de jeunes demoiselles qui lui présentèrent des fleurs qu'elle voulut bien agréer. Cette jolie députation fut accueillie avec bonté et reçut avec plaisir une leçon remarquable d'affabilité. »

En traversant la commune de Saint-Pierre, on trouva la route entièrement jonchée de fleurs et de verdure, la voiture de Joséphine était conduite par le sieur Lesgourgues, maître de poste, et arriva bientôt à Tartas. Là il y eut une réception générale des autorités de l'arrondissement. Toutes les rues étaient semées de fleurs et les façades des maisons décorées de guirlandes. La voiture relaya à Pontonx et l'impératrice arriva à midi à Saint-Paul-lès-Dax, où elle descendit dans la maison du sieur Loustalot, adjoint au maire de Saint-Paul, pour y prendre un léger repas. Les habitants de Dax et ceux des communes voisines s'y étaient rendus en grand nombre. Il y eut comme toujours présentation officielle, et pendant ce temps la

cour et les jardins de M. Loustalot furent bientôt remplis d'une foule considérable. Après le déjeuner douze jeunes demoiselles de Dax, ayant à leur tête Mlle Pémolier, complimentèrent l'impératrice et lui présentèrent une corbeille de fleurs. Sa Majesté en ayant remarqué quelques-unes, permit que ces demoiselles se chargeassent de lui procurer des pieds et des graines des fleurs qu'elle indiqua. Ils lui furent, en effet, adressés au château de Marrac par Mlle Pémolier.

Du salon où elle avait déjeuné, Joséphine se rendit à sa voiture en traversant une haie formée par les fonctionnaires civils et militaires et dans laquelle on remarquait les sœurs de la Charité chargées de l'hôpital de Dax. « J'aime beaucoup les Sœurs de la Charité, dit l'impératrice en leur adressant la parole, et M. le Préfet sera chargé de leur donner, pour les pauvres, un souvenir de ma part.

« Un régiment d'infanterie se trouva sous les armes lorsque Sa Majesté arriva à Saint-Paul ; s'étant aperçue que quelques soldats étaient en punition, elle fit dire à l'officier que si les fautes n'étaient pas bien graves, elle désirait qu'il fut fait grâce aux coupables.

« A ce trait, qui caractérise si bien notre souveraine, nous ajouterons qu'ayant remarqué dans sa route plusieurs soldats couchés sur le bord du chemin, elle envoya à plusieurs reprises ses coureurs pour leur porter des pièces d'or et du vin : « Donnez celà de ma part à ces braves gens. C'est avec peine que je les vois si fatigués. »

Le voyage continua sans incident. A sept heures et demie on approchait de Bayonne, et ce ne fut pas sans plaisir que l'on vit cesser l'éternelle monotonie des Landes, surtout si l'on se reporte à la description qu'en fait Mlle Avrillion, première femme de chambre de l'impéra-

trice : « Nous traversons les Landes, dit-elle dans ses *Mémoires*, c'est-à-dire un véritable désert qui ne produit absolument que de la résine et du liège. On est stupéfait quand on n'a vu que les riches et belles provinces du Nord et de l'Italie, à l'aspect d'un pays aussi aride, où croissent seulement des pins et le chêne-liège. Les habitants sont en très petit nombre, et présentent aux yeux le symbole de la plus affreuse misère. Ils sont en général recouverts d'une peau de mouton, et je n'ai pas besoin d'ajouter qu'ils marchent sur des échasses. Il est telle saison de l'année, nous dit-on, où il serait impossible d'aller autrement. Nous les crûmes facilement, car bien que la saison ne fut pas précisément mauvaise, nos voitures s'enfonçaient dans le sable jusqu'à l'essieu, et il fallut atteler douze chevaux à chacune d'elles pour qu'elles puissent charrier au pas. »

Mais le cortège arrivait à Bayonne et nous l'abandonnerons ici, car dans une étude précédente nous avons donné la relation de l'entrée dans notre ville et de la réception qui fut faite à l'impératrice-reine.

CXV

NAPOLÉON ET LES CADEAUX ESPAGNOLS

L'alliance espagnole. — Les présents du premier consul. — Nécessaire d'armes. — Cadeau au prince de la Paix. — Les chevaux du roi d'Espagne. — Générosité française. — Les robes de la reine d'Espagne. — La citoyenne Minette. — Contrebande. — Présentation de trente-six robes. — Coquetterie de la reine Marie-Louise. — Une épée en diamants.

L'étroite alliance qui devait se faire entre la République française et la Monarchie espagnole fut précédée et suivie

de nombreux et riches cadeaux. Les archives nationales et les Mémoires des contemporains en ont gardé de fréquentes mentions et on nous permettra d'en dire ici quelques mots.

Déjà le 7 frimaire an IX (28 novembre 1800), il fut fait au chevalier Urquijo, secrétaire d'Etat de Sa Majesté le roi d'Espagne, un présent en tapisserie des Gobelins de la valeur de 36,000 fr., et à M. San y Barres, premier secrétaire de la secrétairerie d'Etat du roi, un présent de trois cents pièces d'or de vingt-quatre francs.

Le 15 nivôse an IX, la lettre suivante fut adressée à Boutet, directeur de la manufacture d'armes de Versailles : « J'ai besoin, citoyen, pour le service de mon département, de trois ou quatre nécessaires d'armes composés chacun d'une carabine et d'une paire de pistolets renfermés dans leur bolte d'acajou et dans le prix de 6,000 fr. l'une.

« Je vous prie de vous occuper immédiatement de ce travail et de donner tous vos soins pour sa prompte exécution. Vous n'épargnerez rien, sans doute, pour que ces ouvrages, par leur richesse et leur perfection, remplissent les vues que je me propose et ajoutent encore à la réputation de votre établissement. » Le 8 janvier 1801, un nécessaire d'armes de cette même manufacture de Versailles, du prix de 20,000 fr., fut envoyé au prince de la Paix. M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures, proposait une armure et pressait les Consuls de ne pas négliger le présent au prince de la Paix.

« J'ignore, leur écrivait-il, par quelles circonstances l'envoi de ce présent a été retardé ; mais quoi qu'il en soit il n'a point été fait encore et il pensait cependant que le prince de la Paix serait très flatté de le recevoir.

« C'est ce que M. de Musquiz a fait entendre à mon

prédécesseur avec discrétion, et duquel pourtant on a pu infuser que M. d'Urquijo l'avait expressément invité à rappeler cet objet.

« Dans l'état actuel de nos relations avec l'Espagne et à raison de l'influence que conserve le prince de la Paix, il paraît convenable de lui faire le présent qu'on lui a donné le droit d'attendre. »

Le présent du premier Consul ne passa pas inaperçu. « Cette attention du plus grand personnage de l'Europe, dit M. Thiers, avait touché la vanité du prince de la Paix. Quelques soins de notre ambassadeur (M. Alquier) avaient achevé de nous le conquérir, et depuis lors la cour d'Espagne tout entière semblait se donner à nous sans réserve. »

Le roi Charles IV ayant vu les belles armes expédiées au prince, exprima le désir d'en avoir de pareilles. « On se hâta d'en faire fabriquer de magnifiques qu'il reçut avec une véritable joie. La reine aussi désira des parures, et Mme Bonaparte, dont le goût était renommé, lui envoya tout ce que Paris produisait en ce genre de plus recherché et de plus élégant. Charles IV, généreux comme un Castillan, ne voulut pas rester en arrière, et prit soin de s'acquitter d'une manière toute royale. Sachant que des chevaux seraient agréables au premier Consul, il dépeupla de leurs plus beaux sujets les haras d'Aranjuez, de Medina-Celi et d'Altamira pour trouver d'abord six, puis douze, puis seize chevaux, les plus beaux de la péninsule. »

Nous avons déjà vu passer ces chevaux par Bayonne et y faire un séjour et nous avons dit comment furent récompensés ceux qui les conduisaient.

Mais continuons l'énumération des cadeaux offerts à

l'Espagne par le gouvernement du premier Consul. Le 28 germinal an IX (18 avril 1801), M. le marquis de Musquiz, ex-ambassadeur d'Espagne, reçut une boîte d'or enrichie de diamants de 15.000 fr. Le 7 vendémiaire an X (29 septembre 1801), c'est le tour de l'amiral Gravina, auquel il fut envoyé une boîte d'or enrichie de diamants de la valeur de 8,000 fr. Le 17 pluviôse an X, par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères, le gouvernement fit présent au roi d'Etrurie d'un magnifique lot de porcelaines de Sèvres, s'élevant au prix de 66,157 fr. On y remarquait principalement : deux vases en bleu, avec fleurs, en biscuit, 4,800 fr. — Un grand vase blanc avec bas-reliefs, en biscuit, monté en bronze, par Thomire, 50,000 fr. — Un service de vingt-quatre couverts, fond jonquille et guirlandes de raisins sur toutes les pièces, 4,280 fr. Une table avec bas-reliefs, cotée 3,000 fr., sans comprendre le pied, livré par le citoyen Liqueux.

Le 26 floréal an X (16 mai 1802), il est dit qu'il sera fait un présent de 100,000 fr. à M. le chevalier de Azaza, ambassadeur de Sa Majesté Catholique près de la République française, à l'occasion du traité de paix conclu à Amiens.

Enfin le 11 vendémiaire an X (3 octobre 1801), on trouve dans un rapport du ministre des affaires étrangères aux consuls, la mention suivante : « Dans le courant de l'an IX j'ai payé : 1^o plusieurs objets de modes envoyés par le gouvernement à la reine d'Espagne, savoir : au citoyen Leroy, marchand de modes, la somme de 19,958 fr., à la dame Minette, marchande de modes, 29,000 fr. ; à la demoiselle Lolive, marchande lingère, 5,606 fr. et au citoyen Duplan, marchand de fleurs artificielles, 3,173 fr. »

Voyons maintenant avec Lucien Bonaparte, ambassadeur

de la République à Madrid, quelle était cette citoyenne Minette, chargée de porter elle-même les robes envoyées par le premier Consul à la reine d'Espagne. Le morceau a assez de saveur et peint trop bien les mœurs du temps pour que nous hésitions à le reproduire : « En véritable prêtresse de la mode, la citoyenne Minette était vêtue fort élégamment. Elle était même assez jolie femme, de figure blanche, rose, grassouillette, mais n'avait rien de distingué dans sa manière de s'exprimer. C'était la plus madrée et la plus heureuse contrebandière du monde, car au lieu de douze ballots destinés à la reine, elle en avait vingt-sept. » Lucien voulut à toute force que ces marchandises payassent des droits de douane. C'était, paraît-il, pour la marquise de Santa C... et la duchesse d'Albe qui ayant appris quels devaient être les cadeaux offerts par le premier Consul à la reine, avaient en toute hâte dépêché à Paris une femme de confiance pour se faire faire des robes pareilles et même plus belles et plus riches si cela était possible. Enfin, l'affaire fut arrangée à la satisfaction de la demoiselle Minette, et Lucien se prépara à présenter les robes à Sa Majesté Catholique, moment qui fut fixé au dimanche après la messe.

Tout avait été disposé dans le salon d'audience de la reine. Une porte latérale de ce salon donnait dans une chambre où étaient groupées, trois par trois, trente-six robes. « La dame d'atour, en grand habit, se tenait à l'entrée de cette porte pour tout inspecter, tandis que les deux caméristes honoraires étaient rangées des deux côtés du baldaquin sous lequel s'élevait, d'une seule marche, le trône de la reine où je m'attendais qu'elle se placerait pour ouïr le petit discours d'apparat que vu son mélange de grâce et de futile, j'avais eu certaine difficulté de composer à mon entière satisfaction.

« Cependant la citoyenne Minette, au milieu des sous-caméristes, leur faisait tout ranger sous la direction de sa haute intelligence, avec accompagnement de sa puissante loquacité, d'autant plus retentissante que, ne sachant pas l'espagnol, il avait fallu l'interprète, ce qui allongeait beaucoup l'opération, à laquelle en prêtant l'oreille, il nous fut démontré, à la grande attention des dames assistantes qui semblaient y prendre beaucoup d'intérêt, que chaque groupe ou trophée de trois robes était composé d'un très élégant déshabillé du matin, d'une robe de promenade d'étoffe toute nouvelle et d'une autre robe extrêmement riche, en broderies, d'un genre aussi tout récemment produit dans les manufactures de Lyon, dite robe de gala. Au pied de chacun de ces groupes, une très grande corbeille de satin blanc, à torsades d'or et d'argent, comptait avec les chaussures adaptées à chaque costume, pour les accessoires de rigueur ou de fantaisie, tels que ceintures, écharpes, mantilles, quantité de fleurs, blondes, plumes, rubans, dentelles et autres jolis chiffons supplémentaires dont le nom m'échappa même alors, à plus forte raison depuis si longtemps.

« La dame d'atour fit prévenir la reine qui arriva avec le prince de la Paix et suivie par la princesse d'Angiosa, sa demoiselle d'honneur. Elle donna sa main à baiser et se récria sur la magnificence de l'envoi, qui dut rester trois jours exposé. « N'est-ce pas que j'ai raison, » disait-elle au prince de la Paix et aux dames ses caméristes qui, à l'envie, répétaient, et je crois de très bonne foi, que c'était vraiment admirable, que cela siérait très bien à Sa Majesté. Cette dernière partie ne pouvait être aussi sérieuse que l'autre, parce que la reine n'était plus fort jeune, n'avait jamais été belle, bien qu'ayant su faire

rive gauche du fleuve, par une multitude de petites vallées remplies d'habitations éparses dont chacune a sa fontaine, son ruisseau, son bocage et son jardin ; la riche vallée de la Nive, couverte de prés et de bois de la plus belle verdure ; le voisinage de la mer et enfin la vue des Pyrénées et des côtes de la Biscaye, varient à l'infini les aspects de cet heureux pays. Le rivage même offre de l'intérêt par la conformation de ses roches calcaires et par la multitude d'anses et de petits ports qu'on y découvre. Entretenant toujours jusqu'alors un commerce de cabotage très animé avec les côtes voisines de l'Espagne, Bayonne ne présentait pas encore, comme Bordeaux, le triste spectacle d'un commerce déchu. Cependant le port n'était guère animé que par quelques corsaires qui échappaient de temps en temps à la vigilance des frégates anglaises stationnées, pendant tout le temps du séjour de l'empereur, en vue de l'embouchure de l'Adour. La diversité des costumes et des usages espagnols, les traits variés des étrangers qui peuplaient momentanément cette ville, les nombreux équipages de forme antique qui parcouraient les rues et où se montraient les fleurs de lys unies aux armes de Castille et d'Aragon, formaient pour l'observateur un tableau piquant. » Mais le ministre du roi de Saxe se trompe quand il dit que Charles IV et après lui le roi Joseph habitèrent l'ancien château de Bayonne. Nous avons déjà dit que leur logement avait été fait à l'hôtel du Gouvernement, aujourd'hui division militaire, où ils remplacèrent Napoléon qui n'y demeura que trois jours. Ferdinand VII était logé dans la maison d'un négociant, c'est-à-dire dans la maison Dubrocq. L'empereur demeurait au château de Marrac à une demi grande lieue de la porte d'Espagne, et M. de Champagny occupait une maison

de campagne voisine, c'est-à-dire l'*Argenté*. M. de Senft en avait fait arranger une attenance pour son habitation. Un escadron de la garde polonaise, établi au bivouac dans un bois voisin, faisait le service du palais. La légion de la Vistule et le beau régiment des lanciers commandé par le colonel Konopska, furent les premières troupes qu'on vit passer pour l'Espagne, et les lanciers exécutèrent plusieurs fois leurs brillantes manœuvres devant la terrasse de Marrac.

Une fois arrivé à Bayonne, on avait annoncé à M. et à Mme de Senft les entrées particulières au palais, ce qui portait l'invitation de passer les soirées chez l'impératrice, où se réunissaient, de neuf heures et demie à minuit, les personnes de la cour qui étaient du voyage. C'étaient les dames du palais, Mme de Montmorency et Mme Maret, la belle Mme Gazzani, lectrice de l'impératrice, le grand maréchal du Palais, le général Ordener, premier écuyer de l'impératrice, les généraux Bertrand et Lebrun, fils de l'architrésorier ; un jeune officier d'ordonnance nommé Chlapowski, que l'empereur avait pris en affection et qui jouissait alors à la cour d'une faveur de chérubin. M. Charles de La Grange, MM. d'Angosse, de Beaussset, de Bondy et quelques autres chambellans, écuyers et aides de camp, M. de Castellane, préfet des Basses-Pyrénées, homme plein d'esprit et d'originalité, puis assez régulièrement M. de Champagny, et enfin de temps en temps M. Maret, l'évêque de Poitiers et le prince de Neufchâtel, qui ne faisait que de courtes apparitions. Les députés polonais furent admis au même privilège pendant leur séjour. Il n'y eut d'ailleurs aucun autre étranger que le malheureux comte de Fuentes et M. de Lima, ancien ambassadeur de Portugal à Paris, revenu alors en France

à la tête d'une députation portugaise et avec lequel M. de Senfft demeura lié pendant le reste de son séjour en France. C'était un caractère aimable auquel on pouvait reprocher de la légèreté dans sa conduite politique, mais dont les manières nobles et aisées donnaient du charme à son commerce. Le comte de Beust, qui parvint à l'improviste à Bayonne à la fin du voyage, avec une missive du Prince Primat, son souverain, fut admis à ces soirées les derniers jours, à force de sollicitations réitérées. M. de Rosencrautz, qui y était arrivé peu avant pour remettre à l'empereur les insignes de l'ordre de l'Eléphant, ne reçut point d'invitation pendant son court séjour. M. de Senfft revit avec un sensible plaisir cette ancienne connaissance et ne la trouva pas changée quant à la haine du gouvernement français que M. de Rosencrautz avait constamment professée lors de leurs précédentes réunions à Rastadt et à Dresde. Ce cercle eut d'ailleurs quelques petits accroissements passagers aux différentes époques de la présence du roi Joseph qui amena avec lui, de Naples, son ministre, le marquis de Gallo, et la grande duchesse de Berg, qui vint passer près d'un mois dans une jolie campagne aux bords de la Nive, près de Marrac, où elle fut déclarée reine de Naples. Son époux ne parut point, étant malade, les quinze jours qu'il y séjourna après son expédition de Madrid, où il n'avait trouvé que mécomptes pour ses vues sur la couronne d'Espagne et blâme de la part de l'empereur pour sa conduite considérée.

Les princes espagnols se trouvaient quelquefois chez l'impératrice avant l'heure des entrées particulières ; celles ci attendaient alors leur départ dans un petit salon qui servait ordinairement à prendre le thé, à onze heures.

Ce fut là qu'à leur passage M. et Mme de Senft leur furent présentés un soir par l'empereur lui-même. L'expression de leur manière de saluer et de recevoir les présentations, qui était celle de tous les princes d'anciennes maisons, mise en contraste avec l'horreur de leur position, qu'ils ne paraissaient guère apprécier ni sentir encore dans toute son étendue, est un souvenir qui ne saurait s'effacer. Le roi Charles IV, avec la reine et leur inséparable Don Manuel Godoy, n'allaient guère à Marrac qu'à l'heure du déjeuner de l'empereur, dont le roi s'arrangeait pour en faire un copieux dîner. Ce fut la veille du départ de ce prince pour Fontainebleau, que la société habituelle étant réunie chez l'impératrice, le château fut alarmé par le bruit du feu qui avait pris dans un magasin de foin près de la maison qu'habitait le roi. L'empereur accourut de ses appartements, tout le monde se porta autour de lui sur le perron, son agitation était visible et s'exhalait en imprécations. Le prince de Neufchâtel et tous les aides de camp à cheval allaient et venaient pour transmettre des ordres ou faire leurs rapports. On appréhendait quelque projet formé pour enlever la famille royale d'Espagne. L'empereur demanda un cheval qui lui fut amené ; l'impératrice, craignant pour lui quelque danger dans la foule, le conjurait de ne pas s'exposer. Enfin la flamme, dont on voyait distinctement toutes les variations, fut éteinte, et il fut prouvé que le hasard seul avait produit l'incendie.

Empruntons encore au comte de Senft quelques-uns des détails sur le séjour de Napoléon à Bayonne. « Depuis le départ des princes espagnols, dit-il, l'empereur, auquel les scènes du mois de mai, à Madr'id, et leurs suites donnaient beaucoup d'humeur, ne paraissait plus que très

rarement dans le salon, et l'impératrice quittait par moments l'assemblée pour aller trouver son époux. Le whist qui avait occupé les premières soirées, fut remplacé par une macédoine quelquefois assez animée. L'empereur y prit part une seule fois en tenant la main au vingt et un. Ayant encaissé un jeton de Mme de Senfft, qu'un de ses voisins voulut réclamer comme n'ayant pas été dû à la banque, il fit, en le refusant, cette réplique susceptible d'une application plus générale : « Ce qui est bon à prendre, est bon à garder. »

E. DUCÉRÉ.

(A continuer).

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES
DE LA
SOCIÉTÉ DES SCIENCES & ARTS
DE
BAYONNE

Séance du 22 Janvier 1907

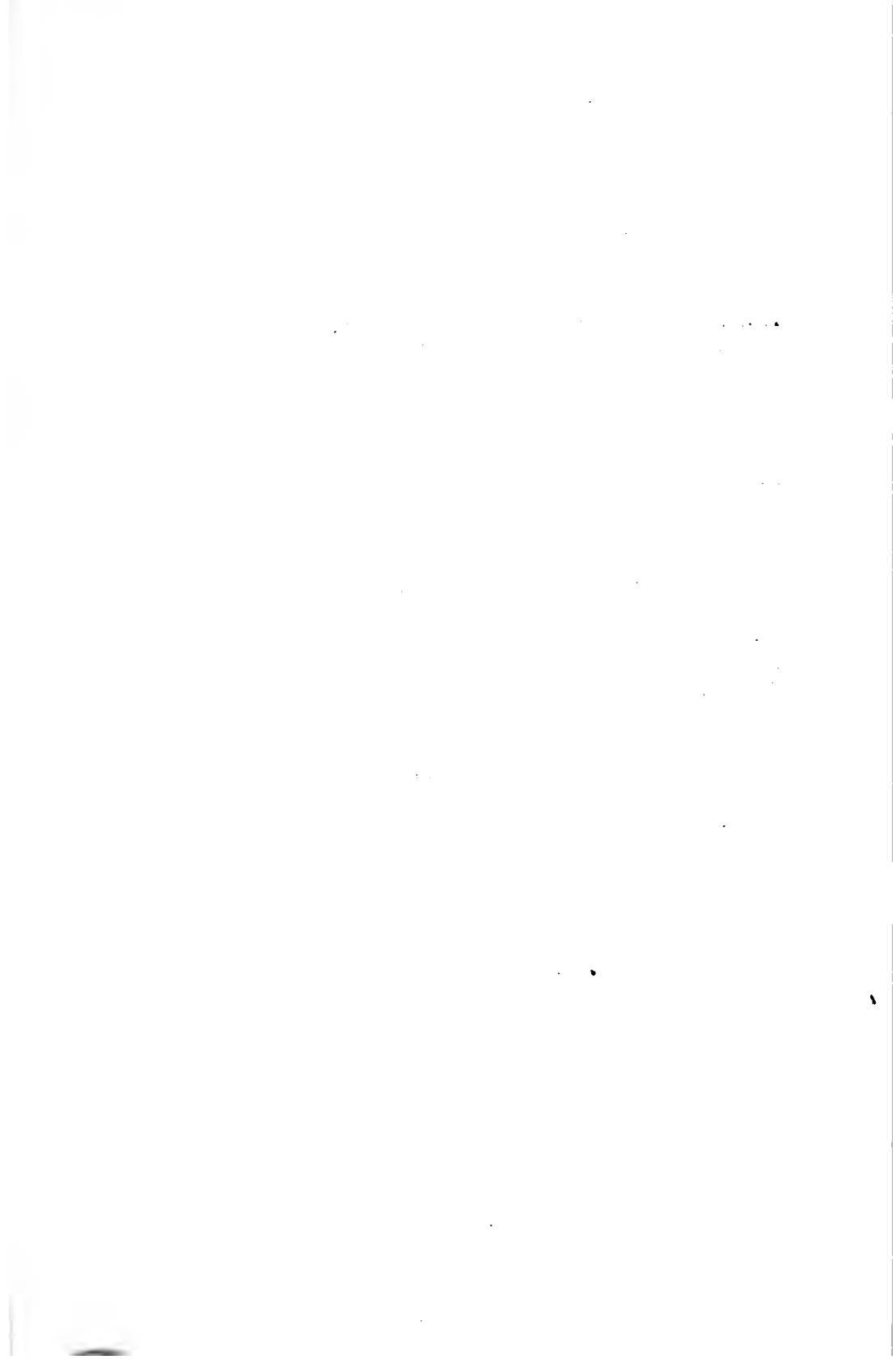
PRÉSIDENCE DE M. P. YTURBIDE

Présents : MM. Geiger, Yturbide, Salane, Beigbeder-Camp, Hiriart, Ducéré.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. Ducéré lit à la Société une étude ayant pour titre : *Napoléon et la baïonnette*, qui sera prochainement publiée dans le Bulletin.

La séance est levée à 6 heures.



SOCIÉTÉ DES SCIENCES & ARTS DE BAYONNE

FONDÉE EN 1873

LISTE DES MEMBRES AU 31 DÉCEMBRE 1907

BUREAU

<i>Président</i>	MM. J. LEGRAND, député.
<i>Vice-Présidents</i>	CATHALA, receveur des finances. P. YTURBIDE.
<i>Secrétaire</i>	DUCÉRÉ.
<i>Trésorier</i>	H. SALANE.

MEMBRES TITULAIRES

MM. BERNADOU (Félix), à Bayonne.
BONNAT (L.), membre de l'Institut, à Paris.
BEIGBEDER-CAMP, juge de paix, à Bayonne.
CANTÉRO, à Bayonne.
CATHALA, receveur des finances, à Bayonne.
CAZAC, proviseur du Lycée, à Bayonne.
CHAMBRE DE COMMERCE DE BAYONNE.
COMBES, rue Thiers, à Bayonne.
CROSTE (Th.), à Bayonne.
DAGRANT (G.-P.), à Bordeaux.
DELVILLE (Mme veuve), à Bayonne.
DARRECAGAIX (Général) à Paris.

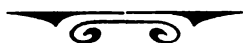
- MM. DESCANDE, à Biarritz.
DÉTROYAT (Arnaud), à Bayonne.
DHIRIART (P.), propriétaire, château de *Saubis*, à Tarnos.
DOLHATS, à Bayonne.
DOURS (L.), à Bayonne.
DU SÉRECH DE SAINT-AVIT, directeur des douanes, à Bayonne.
DURRUTY (le docteur), à Bayonne.
DUCAZAU, ingénieur de la ville de Bayonne.
DUCÉRÉ (Edouard), bibliothécaire archiviste adjoint à Bayonne.
DUMONTEL, maire, à Boucau.
DUVERDIER, receveur des finances, à Bayonne.
FOY (Edmond), Président de la Chambre de Commerce, à Bayonne.
GABARRA (l'abbé), curé de Capbreton.
GARAT, avocat, à Bayonne.
GARAY (l'abbé), aumônier au Lycée.
GEIGER, homme de lettres.
GENTINNE (Jules), à Bayonne.
GOALARD, pilote-major.
GOMMÈS (Armand), banquier, à Bayonne.
GUICHENNÉ (L.), avocat, à Bayonne.
HAULON (S.), sénateur des Basses-Pyrénées, à Bayonne.
HÉRELLE, professeur au Lycée, à Bayonne.
HIRIART (Léon), bibliothécaire archiviste de la ville de Bayonne.
ITHURBIDE (Charles d'), négociant, à Bayonne.
JOLYET, directeur de l'École de Dessin et de Peinture, à Bayonne.
LABAT (J.), à Biarritz.
LABILLE, avocat, à Saint-Jean-de-Luz.

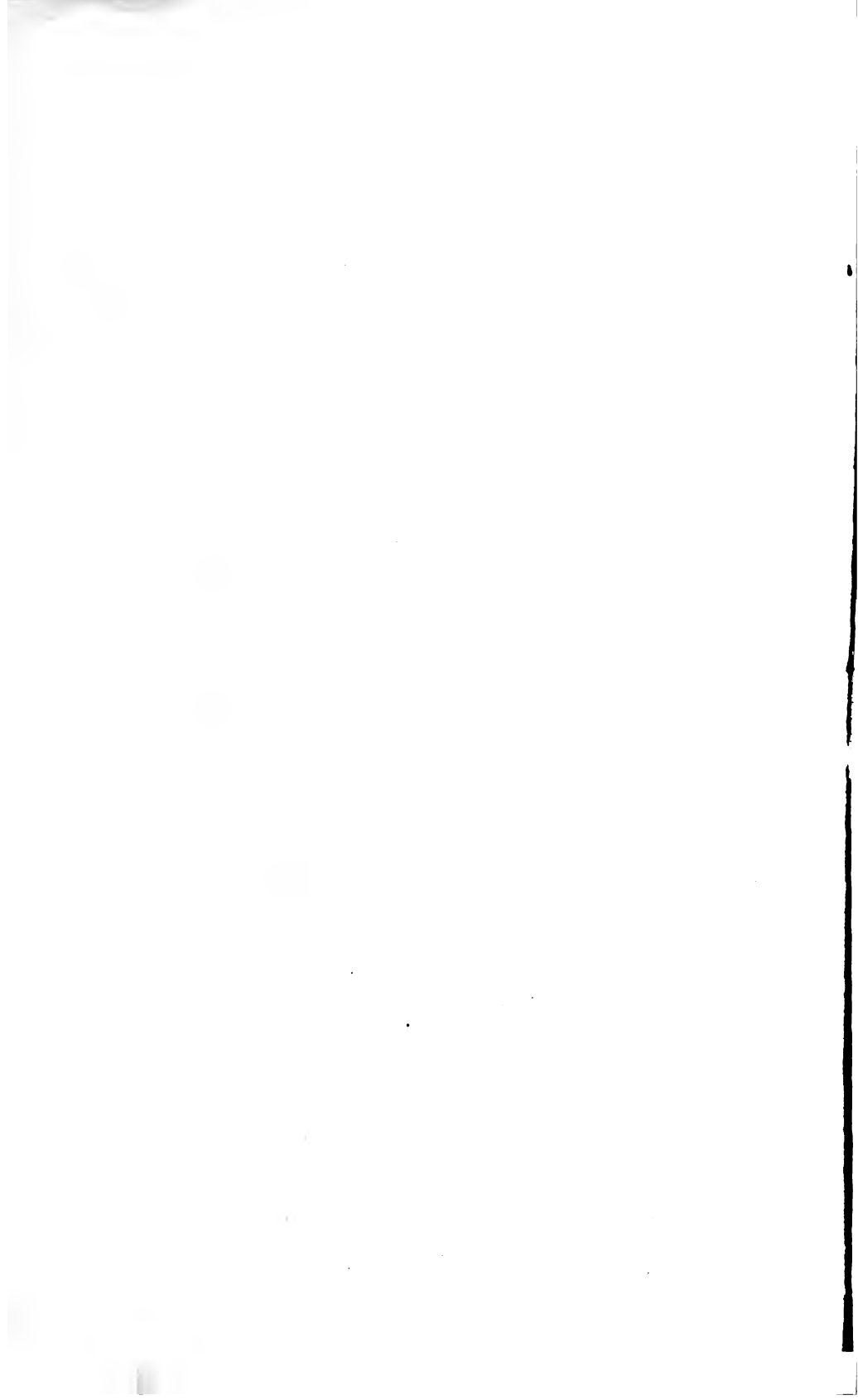
- MM. LABORDE-NOGUEZ (Amédée DE), à Ustaritz.
LACOMBE (A.), à Bayonne.
LAILHACAR (de), Paris.
LAMAIGNÈRE (Alfred), rédacteur en chef du *Courrier de Bayonne*.
LAMBERT, professeur au Lycée, à Bayonne.
LARRALDE-DIUSTÉGUY (DE), à Urrugne.
LARRALDE (M.), à Bayonne.
LARRIBIÈRE (N.), à Bayonne.
LASCOUTX, à Bayonne.
LASSERRE (le docteur), à Bayonne.
LAUDUMIEY, pharmacien, à Bayonne.
LAXAGUE, avocat, à Bayonne.
LAZARD (M^{me}), à Paris.
LE BARILLIER, maire, à Anglet.
LEBAS (A.), ingénieur, à Bayonne.
LE BEUF (Lucien), pharmacien, à Bayonne.
LEGRAND (J.), député des Basses-Pyrénées, à Bayonne.
LEMAIRE, St-Jean-de-Luz.
LÉON (Henry), à Biarritz.
LÉVY (M.), sous-bibliothécaire à la Sorbonne, Paris.
LOUIS (Pierre), architecte, à Biarritz.
MIALET, à Bayonne.
NOGUÉ, vétérinaire, à Bayonne.
OLHAGARAY, propriétaire, à Villefranque.
PERRET, avocat, à Bayonne.
RAGON (Émile), à Bayonne.
RIBETON (le Dr), à Bayonne.
RODRIGUES (A.), à Bayonne.
SAINT-VANNE, architecte à Bayonne.
SALANE (H.), relieur, à Bayonne.
SALZÉDO (A.), à Bayonne.

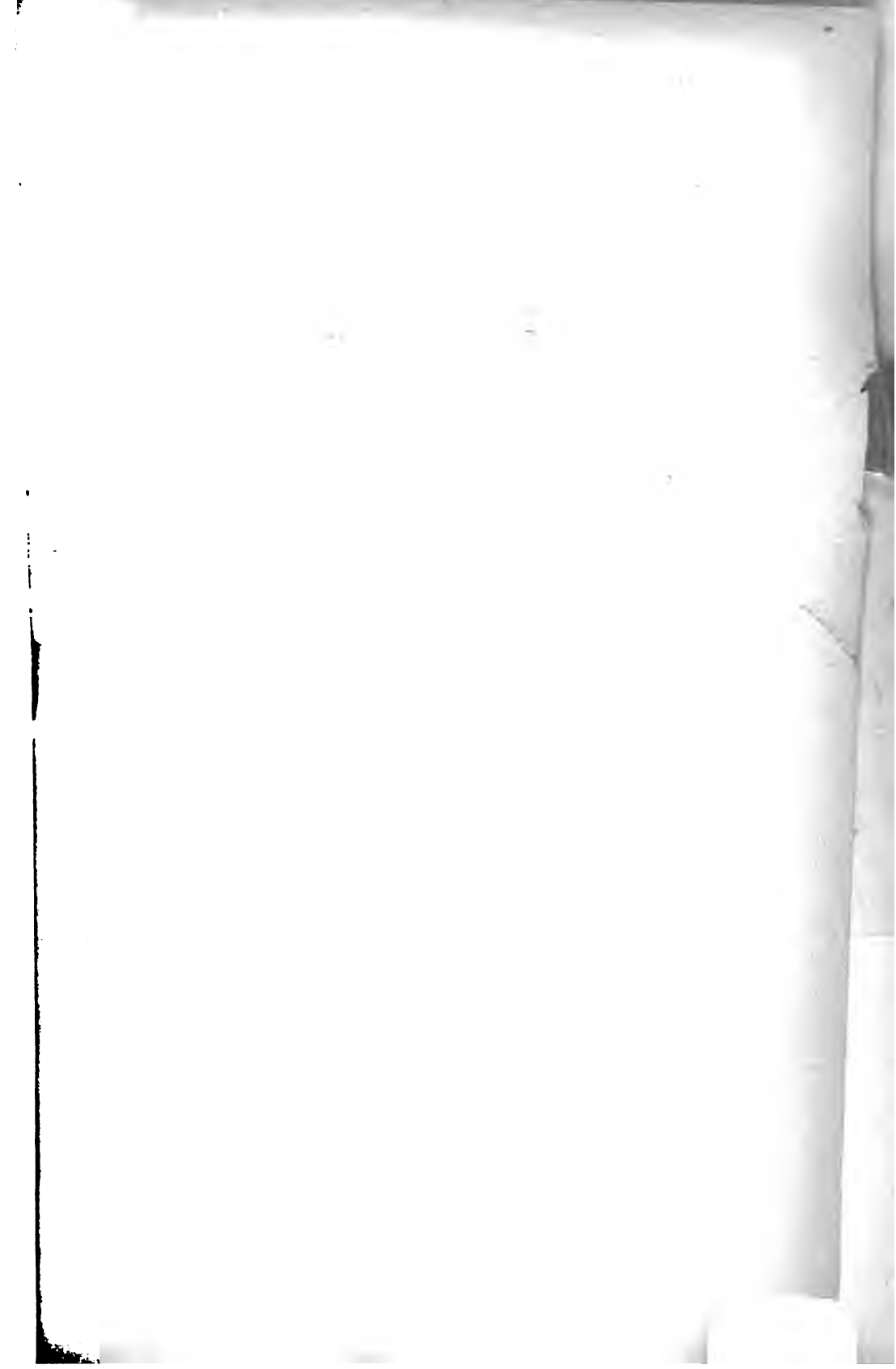
- MM. SALZÉDO (A.), banquier, à Bayonne.
SAUTET, professeur au Lycée, à Bayonne.
SERVAL, ancien inspecteur divisionnaire des douanes, à Bayonne.
SODES (E.), à Bayonne.
SODES (Léon), à Bayonne.
SOULICE, bibliothécaire de la ville de Pau.
SOULEZ-LACAZE, à Bayonne.
URQUIJO (DE), à Saint-Jean-de-Luz.
VERMIS-DURIEUX, à Bayonne.
VIGUERIE, à Pau.
VINSON (J.), à Paris.
WEILLER, avoué, à Bayonne.
WENTWORT-WEBSTER, à Sare.
YTURBIDE (P.), à Bayonne.
-

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
P. YTURBIDE. — <i>Le pays de Labourd avant 1789. — Les officiers du bailliage (suite)</i>	5
E. DUCÉRÉ. — <i>Bayonne sous l'Empire. — Etudes Napoléoniennes. — L'empereur et les régiments portugais (suite)</i>	27
P. YTURBIDE. — <i>L'ancienne corporation des Faures de Bayonne</i>	65
E. DUCÉRÉ. — <i>Bayonne sous l'Empire. — Etudes Napoléoniennes. — Un aide de camp du général Moulton (suite)</i>	95
P. YTURBIDE. — <i>Le pays de Labourd avant 1789. — Les officiers du bailliage (suite)</i>	129
E. DUCÉRÉ. — <i>Bayonne sous l'Empire. — Etudes Napoléoniennes. — La suite du roi Joseph (suite)</i>	161
P. YTURBIDE. — <i>Le pays de Labourd avant 1789. — Notes et Pièces Justificatives (suite)</i>	193
E. DUCÉRÉ. — <i>Bayonne sous l'Empire. — Études Napoléoniennes. — Napoléon et la Barre de l'Adour (suite)</i> .	221

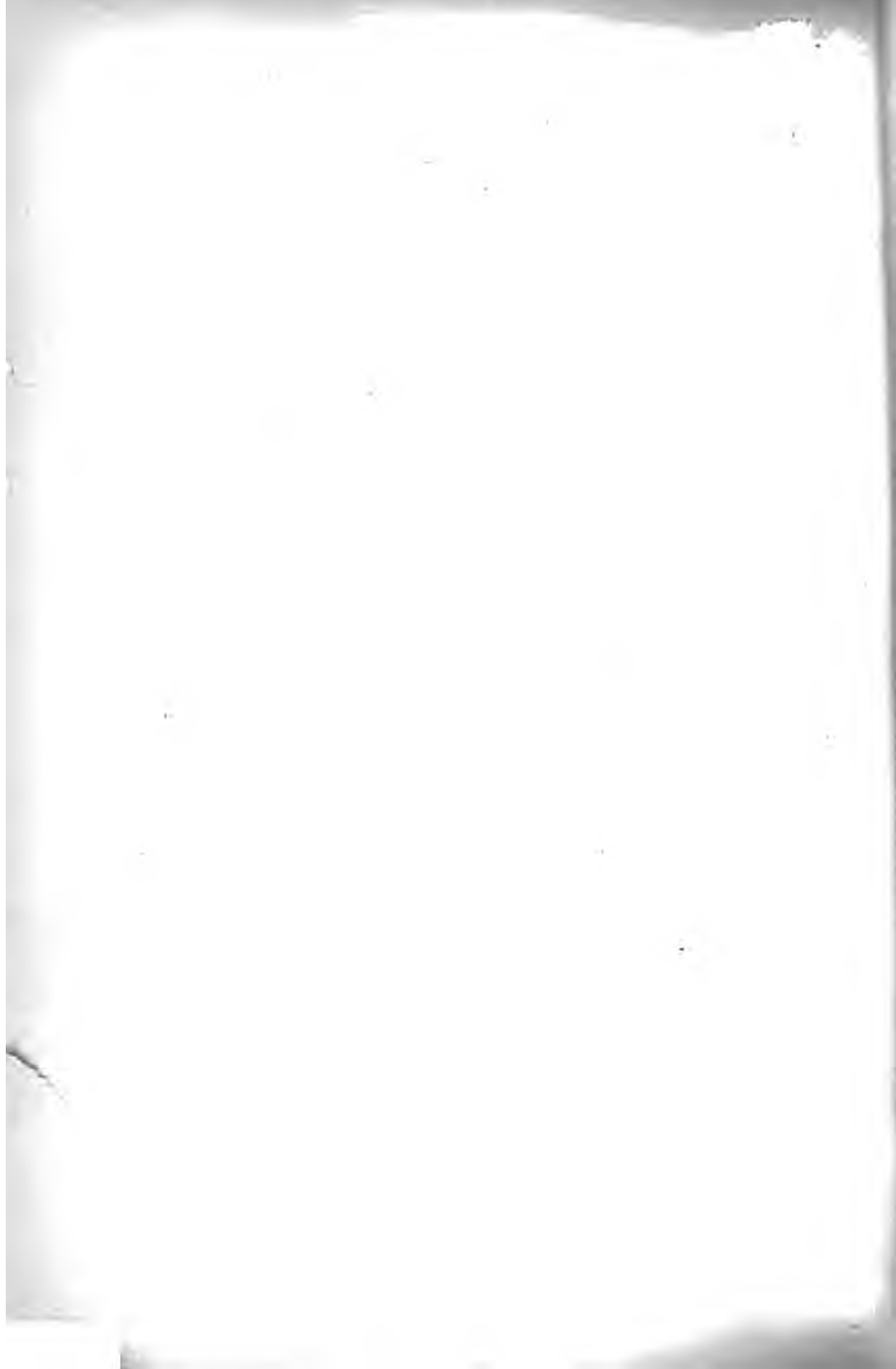
















3 2044 100 896 570